JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1983-1984

COMPTE RENDU INTEGRAL — 37^e SEANCE

Séance du Mardi 6 Décembre 1983.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. FÉLIX CICCOLINI

1. — Procès-verbal (p. 3798).
2. — Mission d'information (p. 3798).
3. — Loi de finances pour 1984. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 3798).

Départements et territoires d'outre-mer (p. 3798).

MM. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation (départements et territoires d'outre-mer); Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances; Lucien Delmas, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (départements d'outre-mer); Roger Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois (départements d'outre-mer), Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.

Suspension et reprise de la séance.

PRÉSIDENTE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER

MM. Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (territoires d'outre-mer); Dick Ukelwé, Marcel Gargar, Max Lejeune, Georges Dagonia, Marcel Henry, Mme Rolande Perlican, MM. Jean Béranger, Raymond Tarcy, Daniel Millaud, Marc Plantegenest, Albert Ramassamy, le secrétaire d'Etat.

I. — Section commune.

Sur les crédits du titre III (p. 3823).

M. Edmond Valcin.
Rejet des crédits.

II. — Départements d'outre-mer.

Sur les crédits du titre IV (p. 3823).

M. Paul Bénard.
Rejet des crédits.

Crédits des titres V et VI. — Rejet (p. 3824).

III. — Territoires d'outre-mer.

Crédits des titres IV, V et VI. — Rejet (p. 3824).

Intérieur et décentralisation (p. 3824).

MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation; Joseph Raybaud, rapporteur spécial de la commission des finances (administration centrale et sécurité); René Monory, rapporteur spécial de la commission des finances (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation).

Suspension et reprise de la séance.

MM. Pierre Salvi, rapporteur pour avis de la commission des lois (intérieur); Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois (protection civile); Edouard Bonnefous, président de la commission des finances; Paul Masson, Jean Ooghe, Roland du Luart, Henri Collard, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Alfred Gérin, Paul Kauss, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Puech, Marcel Vidal, Guy Malé, Michel Giraud, Jacques Durand, Jean Cluzel, Bernard-Charles Hugo, René Regnault, Claude Mont, Michel Alloncle, Jean Colin, Jean Huchon, le ministre, René Monory, rapporteur spécial; Jean-Marie Girault.

Sur les crédits du titre III (p. 3856).

Amendement n° 169 de M. Christian Poncelet. — MM. Bernard-Charles Hugo, Joseph Raybaud, rapporteur spécial; le ministre, Michel Darras. — Adoption.
Adoption des crédits modifiés.

Crédits des titres IV, V et VI. — Rejet (p. 3857).

Art. 110. — Rejet (p. 3857).

Articles additionnels (p. 3857).

Amendement n° 170 de M. Christian Poncelet. — MM. Bernard-Charles Hugo, le ministre. — Retrait.

Amendement n° 228 rectifié du Gouvernement. — MM. le ministre, Joseph Raybaud, rapporteur spécial; René Regnault, Paul Girod, Jean Ooghe. — Adoption de l'article.

4. — Transmission de projets de loi (p. 3858).

5. — Ordre du jour (p. 3858).

PRESIDENCE DE M. FELIX CICCOLINI, vice-président.

La séance est ouverte à onze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique sommaire de la séance d'hier a été affiché.

Il n'y a pas d'observation?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

— 2 —

MISSION D'INFORMATION

M. le président. M. le président du Sénat a été saisi par M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, d'une demande tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en Afrique du Sud, comprenant un passage éventuel en Namibie, afin d'y étudier la situation géopolitique, politique et économique ainsi que les évolutions possibles de la situation interne.

Le Sénat sera appelé ultérieurement à statuer sur cette demande.

— 3 —

LOI DE FINANCES POUR 1984

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1984, adopté par l'Assemblée nationale. [N° 61 et 62 (1983-1984).]

Départements et territoires d'outre-mer.

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant le secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation. (Départements et territoires d'outre-mer.) Monsieur le président, mesdames et messieurs les sénateurs, le projet de budget qui vous est soumis aujourd'hui s'élève, après la première délibération de l'Assemblée nationale, à 1 219 millions de francs dont 838 millions de francs pour les dépenses ordinaires et 381 millions de francs pour les dépenses en capital. Il progresse donc de 1,4 p. 100 par rapport à la loi de finances de 1983, mais ce chiffre n'est pas le plus significatif.

Il faut, en effet, considérer la progression du volume des engagements de dépenses, c'est-à-dire le total des dépenses ordinaires et des autorisations de programme. On s'aperçoit alors que la progression est de 6,7 p. 100. S'il était nécessaire d'opérer un classement, entre les budgets, celui que je vous présente se situerait au neuvième rang en taux d'accroissement réel.

De plus, si l'on tient compte des annulations de crédits intervenues en 1983 et que l'on compare ces grandes masses aux crédits qui ont été réellement mis à notre disposition en 1983, on constate alors une progression de 17 p. 100 en engagements de dépenses et de 7 p. 100 en crédits de paiements.

Cette rapide analyse en grandes masses ne doit pas faire oublier que le budget du secrétariat d'Etat ne représente qu'une faible part de l'action des pouvoirs publics en faveur de l'outre-mer.

Je tiens à insister sur le volume des dépenses inscrites pour 1983 qui sera de plus de 15 milliards de francs pour les départements d'outre-mer, soit une progression de 7,7 p. 100 par rapport à l'exercice précédent, et de 4 900 millions de francs pour les territoires d'outre-mer, soit un accroissement de 5,3 p. 100.

Ainsi, malgré les contraintes d'une politique de rigueur, l'outre-mer fait bien l'objet d'un effort particulier du Gouvernement. Cet effort portera principalement sur le développement de l'appareil productif. C'est à nos yeux, un objectif prioritaire.

Notre seconde préoccupation concerne l'action sociale et culturelle; je développerai plus longuement tout à l'heure cet aspect avant de faire devant vous le point sur les grands dossiers politiques auxquels je me suis attaché depuis mon arrivée au secrétariat d'Etat, c'est-à-dire la mise en place de la décentralisation outre-mer et l'évolution statutaire, tant en Polynésie qu'en Nouvelle-Calédonie.

Je voudrais tout d'abord redire devant vous que cet engagement des finances publiques devra être principalement consacré au développement de l'appareil productif local par une modernisation des secteurs traditionnels mais aussi par une diversification des activités économiques des D. O. M. — départements d'outre-mer — et des T. O. M. — territoires d'outre-mer.

Il est, en effet, indispensable d'accroître le taux d'autosuffisance de la production de ces départements et territoires et ainsi de pouvoir réduire le déficit de leurs échanges extérieurs. Je sais qu'au cours des derniers mois, des sénateurs se sont rendus en mission outre-mer, soit dans les départements, soit dans les territoires et que tous ont abouti à la même conclusion. Je pense donc que vous partagerez notre volonté de faire en sorte que, très rapidement, soit réduit ce déficit des échanges extérieurs.

Le F. I. D. O. M. — fonds d'investissement des départements d'outre-mer — et le F. I. D. E. S. — fonds d'investissements pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer — devront contribuer plus activement que par le passé à un développement équilibré des D. O. M. et des T. O. M.

Les crédits destinés au F. I. D. O. M. en 1984 s'élèvent à 339 millions de francs en autorisations de programme et à 192 millions de francs en crédits de paiement. Ce fonds bénéficie d'une mesure nouvelle de 28 millions de francs, dont 25 millions de francs accordés par le Premier ministre pour que puisse être créée une section régionale qui, dans le « bleu » budgétaire, est comprise dans la section générale. Le décret de création de cette section est actuellement en cours de préparation. C'est la raison pour laquelle elle n'apparaît pas dans le « bleu ».

Le F. I. D. O. M. général sera de 160 millions de francs, en progression de 19 p. 100 par rapport aux 134 millions de francs de 1983. Le total des dotations décentralisées — F. I. D. O. M. départemental et F. I. D. O. M. régional — s'élèvera à 179 millions de francs et se situera donc bien au-delà des 115 millions de francs du seul F. I. D. O. M. départemental de 1983. Je tiens donc ici à apaiser toutes les inquiétudes ou les craintes des élus. Nous nous situons bien — les chiffres que je viens de rappeler le démontrent — dans la logique de la décentralisation.

Mais cette logique conduit à conserver une certaine masse dans la section générale, car il ne faut pas oublier que le F. I. D. O. M. participera au financement des contrats de Plan, mesure que je qualifierai de novatrice. Il y jouera un rôle de complémentarité et d'incitation par rapport aux financements qui seront apportés par les différents ministères techniques concernés.

Le F. I. D. O. M. général a pris en charge, depuis 1983, l'ensemble du système des primes d'équipement et d'emploi. Ce dispositif, complété par les primes d'orientation agricole et l'octroi d'avantages fiscaux, joue un rôle essentiel pour le développement des D. O. M.

Un autre moyen d'action a vu le jour en 1983, à savoir, la caisse d'investissement des D. O. M. qui avait reçu une dotation de base de 150 millions de francs. La C. I. D. O. M. intervient sous forme de prêts participatifs ou de prises de participation. Elle renforce ainsi les fonds propres d'entreprises qui étendent leurs activités ou s'orientent vers des domaines productifs nouveaux.

L'agriculture demeure le secteur de base de l'économie des D. O. M. et des T. O. M.

Il faut avant tout relancer les activités traditionnelles, et je pense ici aux plans de modernisation de la canne qui ont été mis en place tant aux Antilles qu'à la Réunion. L'Etat,

dans ce domaine, tiendra ses promesses. J'en veux pour preuve la création de la société d'économie mixte sucrière en Martinique ou le maintien en activité de Beauport en Guadeloupe, grâce à une aide substantielle de l'Etat dans le cadre d'un montage financier qui fera intervenir — je tiens à le rappeler — les collectivités territoriales — régions et départements.

Outre ces activités traditionnelles, il convient d'accroître l'effort de diversification, le but étant de favoriser l'exportation de produits tropicaux mais aussi, comme je l'ai rappelé tout à l'heure, de parvenir à une meilleure autosuffisance alimentaire.

Dans cet état d'esprit, nous souhaitons que se développe la pêche sous toutes ses formes. Cette préoccupation rejoint la précédente car la France est encore très déficitaire en produits de la mer.

Le Gouvernement s'attache aussi à exploiter dans les départements d'outre-mer des secteurs nouveaux qui nous paraissent porteurs d'avenir, je veux mentionner, par exemple, l'aquaculture, les énergies renouvelables et surtout le tourisme qui doit faire l'objet d'opérations de promotion tendant à améliorer l'attrait de l'outre-mer pour une clientèle plus vaste et plus diversifiée.

En ce qui concerne les territoires d'outre-mer, le F.I.D.E.S. ne connaît, en 1984, qu'une diminution apparente. Elle est due au transfert au titre IV des 20 millions de francs de crédits destinés à assurer le fonctionnement des trois offices qui ont été mis en place en Nouvelle-Calédonie.

Le F.I.D.E.S. 1984 sera de 173 millions de francs en autorisations de programme et de 142 millions de francs en crédits de paiement. Comparée aux crédits qui ont été réellement disponibles en 1983 après annulations, et surtout à structures budgétaires constantes, c'est-à-dire après réintroduction du transfert des crédits de fonctionnement des offices, la progression réelle est de 32 p. 100 en autorisations de programme et de 2,69 p. 100 en crédits de paiement.

Les objectifs prioritaires seront le développement économique des territoires d'outre-mer, la poursuite de la réforme foncière en Nouvelle-Calédonie, la réorientation des activités vers l'intérieur et les îles, pour la Polynésie la réparation des dégâts provoqués par la suite de cyclones de 1983 et la relance des activités économiques, pour Wallis-et-Futuna la construction d'équipements de base indispensables.

Avant de clore ce bref aperçu de la situation économique, je tiens à rappeler devant vous, car je sais quelle est votre préoccupation à cet égard, l'enjeu de la négociation qui vient de s'engager sur la convention entre l'Europe et les pays A.C.P. — Afrique, Caraïbe, Pacifique — et je redis ici avec fermeté que la France saura défendre les intérêts de ses départements et territoires d'outre-mer.

Le second aspect de la politique du secrétariat d'Etat, le volet social et culturel, est également essentiel.

Les crédits d'intervention passent, en 1984, à 342 millions de francs contre 319 millions en 1983, soit un accroissement de 7 p. 100.

La subvention accordée à l'agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer progresse de 9,5 millions de francs tandis que seront également augmentés les moyens d'intervention de l'Etat en matière sportive, en matière d'animation d'action culturelle et en matière de formation professionnelle.

L'accent est mis sur l'amélioration de l'insertion et de la promotion sociale professionnelle et culturelle de nos compatriotes originaires de l'outre-mer alors que les gouvernements précédents avaient tendance à inciter à la migration, oubliant les difficultés qui peuvent être provoquées par un déracinement dont les conséquences n'ont pas été bien mesurées.

Il faut donner à la jeunesse d'outre-mer, dans la mesure du possible, des débouchés sur place. Tel est l'objet de l'action de développement de l'appareil productif que j'évoquais tout à l'heure.

Pour ceux qui ont choisi de vivre en métropole, il faut prendre en considération la spécificité des problèmes qu'ils y rencontrent.

Les réflexions qui ont débouché, le 16 juin 1983, sur les premières assises nationales des originaires d'outre-mer, tenues sous la présidence du Premier ministre, auront permis de dresser un constat et de déterminer une série de mesures concrètes. Je citerai, par exemple, la convention que j'ai signée le 13 octobre dernier avec mon collègue, M. Ralite, convention qui était accompagnée d'un protocole de coopération entre l'A.N.T. — l'agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer — et l'A.N.P.E. — l'agence nationale pour l'emploi — ou encore les deux conventions en cours de négociation, la première entre l'A.N.T. et l'A.F.P.A.

— l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes — la seconde avec l'union nationale des foyers de jeunes travailleurs.

Ces réflexions auront des conséquences également pour le mouvement associatif des originaires des départements et territoires d'outre-mer, un mouvement dynamique avec lequel les pouvoirs publics ont la volonté de tisser des liens nouveaux.

Pour mieux cerner le bilan de l'action entreprise, je retiendrai deux chiffres : ce sont plus de 3 000 originaires des départements d'outre-mer qui ont été aidés, en 1983, pour des projets leur permettant d'améliorer leur situation personnelle ; ce sont 12 000 originaires des D.O.M., résidents en métropole, qui ont pu bénéficier de l'aide aux voyages accordée par l'A.N.T. aux plus défavorisés pour leur permettre de conserver des liens avec leur terre d'origine.

Autre action qui relève de la responsabilité directe de mon ministère, l'amélioration de l'outil de formation professionnelle que représente le S.M.A., c'est-à-dire le service militaire adapté. Le budget de ce S.M.A., toutes ressources confondues, passera de 243 millions de francs en 1983 à 275 millions de francs en 1984.

Le S.M.A. a étendu ses formations à de nouveaux secteurs d'activités. Ce service, si apprécié outre-mer, n'a plus à faire la preuve de ses facultés d'adaptation aux besoins de l'économie locale.

En 1984 l'implantation du S.M.A. en Nouvelle-Calédonie permettra à ce service de contribuer à la promotion du monde mélanésien et au développement de la côte Est ; 15 millions de francs de crédits de fonctionnement et 7 millions de francs de crédits d'investissement ont été prévus à cet effet.

A côté de cette responsabilité directe sur l'A.N.T. et le S.M.A., le secrétariat d'Etat joue un rôle incitatif important en matière sociale, culturelle et sportive.

J'insisterai surtout sur les mesures en faveur de la jeunesse. L'orientation des moyens a été axée en priorité vers les actions dans lesquelles l'encadrement et la formation à l'animation sont prépondérants.

Les jeunes des milieux défavorisés, surtout dans la périphérie des grandes agglomérations urbaines, ont bénéficié d'actions particulières en liaison avec les clubs et les équipes de prévention en Guadeloupe et à la Réunion. J'ai l'intention de demander que cette action, cofinancée par le secrétariat d'Etat, le ministère de la jeunesse et des sports et le ministère des affaires sociales, soit amplifiée en 1984.

J'envisage également le lancement de chantiers de jeunes pour la mise en valeur du patrimoine naturel et de l'environnement, une action d'animation et de loisirs en milieu rural et l'implantation progressive, dans la mesure du possible, d'un réseau d'auberges de la jeunesse.

Avant de conclure, je rappellerai les engagements que j'avais pris à mon arrivée au secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, c'est-à-dire celui de mener à bien l'achèvement de la mise en place de la décentralisation dans les D.O.M., celui aussi d'accorder aux territoires de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie un statut d'autonomie interne.

Je vais faire devant vous le point sur ces deux questions au retour du voyage officiel que je viens d'effectuer dans le Pacifique-Sud.

Tout d'abord, en ce qui concerne la décentralisation, l'ensemble des lois en vigueur en métropole s'appliquent de plein droit dans les D.O.M. qui font en plus l'objet de dispositions spécifiques.

Comme en métropole, les collectivités locales ne sont plus soumises à la tutelle administrative et bénéficient d'un contrôle de la légalité et d'un contrôle financier *a posteriori*, le premier exercé par le commissaire de la République qui saisit si nécessaire le tribunal administratif, le second relevant des chambres régionales des comptes.

Le département et la région érigée en collectivité territoriale à la suite des élections des conseils régionaux au suffrage universel direct, le 20 février dernier, ont désormais un exécutif élu en la personne des présidents des assemblées délibérantes.

Pour la mise en œuvre du transfert des services nécessaires aux nouvelles attributions des départements et des régions, des conventions de mise à disposition de personnels et de moyens ont été conclues, sauf pour Saint-Pierre-et-Miquelon, où le partage des services n'était pas envisageable compte tenu, M. Plantegenest le sait bien, de la taille de ce département.

La décision du Conseil constitutionnel déclarant le projet d'assemblée unique non conforme à la Constitution a conduit à l'organisation actuelle qui fait coexister sur le même territoire deux collectivités, la région et le département.

Cette originalité de l'outre-mer, l'existence de régions mono-départementales, a rendu encore plus essentiel qu'en métropole le problème du transfert des compétences et surtout des ressources.

Je tiens à affirmer l'importance de l'échelon régional et les populations de l'outre-mer ne s'y sont pas trompées puisque, lors de l'élection du 20 février, en accordant la majorité des suffrages à la majorité présidentielle, par exemple en Guyane et en Martinique, elles ont montré que les nouvelles institutions leur paraissent répondre à un réel besoin. Cette élection a ouvert de grandes espérances, ce dont nous devons tenir compte.

De larges transferts de compétences ont d'ores et déjà été accordés à ces régions puisque les lois des 7 janvier et 22 juillet 1983 s'appliquent pleinement, comme en métropole.

Pour répondre à la spécificité de l'outre-mer, ces textes seront complétés par un projet de loi que votre assemblée devrait, je le souhaite, examiner prochainement.

Trois principes ont présidé à l'élaboration de ce texte : premièrement, la région a vocation à préparer le long terme, le département ayant la charge de la gestion du quotidien ; deuxièmement, il convenait de ramener les départements au droit commun métropolitain ; troisièmement, il fallait éviter une concurrence stérile, voire néfaste, entre région et département et s'efforcer de permettre, dans la mesure du possible, une répartition des compétences par blocs homogènes.

Les transferts de compétences devaient relever d'un esprit de coopération et de complémentarité. Il y a place pour chacune des deux collectivités et chacune, qu'il s'agisse de la région ou du département, a son rôle à jouer si elle entend assumer pleinement les nouvelles compétences qui lui sont confiées.

Cet avant-projet a été soumis aux conseils régionaux et généraux en septembre. Il est essentiel que votre assemblée puisse en débattre rapidement afin que les nouvelles collectivités territoriales mises en place depuis le mois de février disposent, en 1984, de tous les moyens qui leur sont nécessaires pour assurer pleinement leurs nouvelles responsabilités. L'Assemblée nationale examinera ce texte le 12 décembre, c'est-à-dire lundi prochain.

En ce qui concerne les territoires d'outre-mer, l'année 1984 sera particulièrement importante car elle sera celle de l'aboutissement des nouveaux statuts de large autonomie interne.

Les élus de Polynésie avaient demandé en 1981 que le statut de 1977 soit aménagé dans cet esprit. Dès le mois de septembre 1981, le Gouvernement avait mis en place un comité Etat-territoire. Après un premier contact sur place, au mois de mai, puis à Paris, au mois de juin dernier, un avant-projet a pu être élaboré. Certains points réservés ont été arbitrés depuis par M. le Premier ministre d'abord, puis par M. le Président de la République.

Les innovations de ce texte portent à la fois sur les institutions et sur les compétences.

La réforme institutionnelle se caractérise par la création d'un exécutif entièrement élu, par l'abandon du contrôle *a priori* de l'Etat sur les actes des organes territoriaux et par la maîtrise par le territoire de son administration.

En matière de compétences, les attributions du territoire découlant des statuts de 1977 seront élargies, notamment en ce qui concerne l'éducation, les relations économiques et culturelles avec les pays du Pacifique-Sud et l'exploitation de la zone économique qui entoure le territoire.

L'Etat, quant à lui, conservera ses attributions en matière de relations extérieures, de défense, de maintien de l'ordre, de justice, de matières premières stratégiques, de monnaie, de contrôle des changes, d'émission monétaire, de nationalité, de droit civil, de droit pénal, de commerce extérieur, d'enseignement supérieur.

Le texte définitif a été arrêté après examen par le Conseil d'Etat. Je dois d'ailleurs faire demain une communication sur ce texte en conseil des ministres.

En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, la table ronde qui s'est tenue à Nainville-les-Roches du 8 au 12 juillet dernier a permis pour la première fois aux représentants des partis politiques locaux et des autorités coutumières d'évoquer ensemble, autour de la même table, l'avenir du territoire.

Le communiqué final reconnaît la nécessité d'élaborer un texte spécifique et évolutif de nature à favoriser la coexistence des communautés qui vivent sur ce territoire. Il reconnaît aussi l'abolition du fait colonial et l'égalité de la civilisation mélanésienne.

J'ai annoncé il y a quelques jours, à Nouméa, dans la ligne des débats de Nainville-les-Roches, les grandes orientations de ce futur statut. J'attends à présent des élus du territoire des propositions d'amendement, des commentaires, voire des améliorations.

Cet avant-projet réaffirmera, dans un préambule, les acquis de Nainville-les-Roches et montrera comment pourront se mettre en place les nouvelles dispositions qui permettront aux élus de Nouvelle-Calédonie de prendre en charge l'avenir de leur territoire.

Enfin, je l'ai dit, il y aura la possibilité d'organiser une consultation en 1989.

Ce projet reconnaît la place de la coutume. J'envisage, en effet, en accord avec les élus, de mieux prendre en compte la réalité géographique de la Nouvelle-Calédonie, sa vie économique et sociale, par la création d'une seconde chambre, qui pourrait s'appeler l'« assemblée des pays » et qui aura un rôle consultatif. Cette assemblée serait composée de trois sections ou trois collèges : une section coutumière dotée d'attributions propres, un collège de représentants des secteurs socioprofessionnels, un collège d'élus locaux.

Enfin, six conseils de pays seront mis en place, associant également la coutume, les élus locaux et les socioprofessionnels.

Comme pour la Polynésie, l'exécutif local sera entièrement élu et le contrôle *a priori* des actes des organes territoriaux sera remplacé par un contrôle de légalité *a posteriori*.

S'agissant du calendrier d'adoption de ce nouveau statut, je peux, ce matin, vous apporter quelques précisions.

Une fois recueillies toutes les suggestions des élus, je soumettrai un avant-projet à l'assemblée territoriale au début de 1984. Le texte définitif sera, bien entendu, soumis pour avis au Conseil d'Etat, puis présenté au conseil des ministres. Je souhaite qu'il soit déposé sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat pour être examiné au cours de la session de printemps.

Le Gouvernement se propose aussi d'élaborer, dans le courant de l'année 1984, un projet de statut pour Saint-Pierre-et-Miquelon, car le statut de département d'outre-mer présente, nous le voyons quotidiennement, de sérieux inconvénients tant en ce qui concerne l'application de la réglementation communautaire que la mise en œuvre des lois de décentralisation. Un nouveau texte sera élaboré, comme prévu, en étroite concertation avec les élus de l'archipel.

Je tiens à réaffirmer enfin que, dans l'ensemble des départements et des territoires, la sécurité des personnes et des biens sera assurée et que le Gouvernement ne laissera pas impunis des actes qui sortent de la légalité républicaine.

En conclusion, après ce bilan nécessairement rapide, je vous demande, mesdames, messieurs les sénateurs, d'adopter ce budget, qui, s'il ne comprend qu'une petite part de l'ensemble des crédits consacrés par les pouvoirs publics à l'outre-mer, permet d'y mener des actions spécifiques, conserve un caractère incitatif et, surtout, joue un rôle de complémentarité par rapport aux financements des ministères techniques.

Ce budget est une expression concrète de la solidarité qui nous lie. Il tend à participer à la vaste entreprise qu'est le développement de l'outre-mer français, entreprise à laquelle le Gouvernement se consacre avec foi et conviction, foi en l'avenir de ces départements et territoires, conviction de répondre ainsi à l'attente des populations qui y vivent et qui espèrent plus de justice, mais aussi, sans doute, une meilleure prise en considération de leur propre identité afin qu'ils se reconnaissent, avec leurs spécificités, dans la République française. (Applaudissements sur les travées socialistes et communistes. MM. Jean Béranger et Jean-Pierre Fourcade applaudissent également.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, rapportant pour la première fois les crédits du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, je voudrais d'abord, si vous le permettez, saluer les travaux de mon prédécesseur, M. René Monory, rapporteur spécial de ce budget jusqu'à l'an dernier, qui avait pris la suite de notre regretté collègue M. René Jager, ainsi que les travaux de notre collègue M. Mossion, rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires économiques jusqu'à l'année dernière.

J'ai eu personnellement l'occasion, tout récemment, de mesurer l'urgence des besoins des départements et territoires d'outre-mer en me rendant en Guadeloupe et en Martinique à l'occasion du congrès de l'assemblée des présidents de conseils généraux.

L'année qui s'achève a été marquée par une intensité particulière dans les domaines d'activités du secrétariat d'Etat.

Sur le plan institutionnel, quatre faits sont à souligner : l'élaboration du projet de réforme du statut de la Polynésie française et du statut futur de la Nouvelle-Calédonie, les élections régionales organisées dans les D. O. M. le 20 février dernier, enfin, la discussion, prévue pour cette session, du projet de loi sur les compétences des assemblées locales.

Sur le plan économique et social, trois faits majeurs sont intervenus cette année : d'abord, une série de six cyclones de forte intensité, qui a causé d'importants dégâts dans les territoires d'outre-mer ; ensuite, la tenue des assises nationales des

originaires d'outre-mer, le 16 juin dernier, à Paris ; enfin, l'élaboration du IX^e Plan où l'intergroupe D. O. M.-T. O. M. a fait montre d'une activité particulière.

L'exercice 1984 ne s'annonce pas sous des auspices spécialement favorables. En effet, l'exécution de la loi de finances pour 1983 ne s'est pas déroulée de façon optimale.

D'une part, l'arrêté du 5 mai 1983 a procédé à l'annulation de 116 millions de francs en autorisations de programme et de 55 millions de francs en crédits de paiement. Je pense, mes chers collègues, que vous estimerez, comme moi, qu'une telle méthode conduit à rendre illusoire la discussion par le Parlement de la loi de finances initiale.

D'autre part, la consommation des crédits ne s'effectue pas toujours de façon parfaite. Le rapport du contrôleur financier sur l'exercice 1982 et les premières données disponibles portant sur le premier semestre 1983 sont éclairants à cet égard. On constate des vacances de postes, une évaluation aléatoire des indemnités et des frais de transport et, surtout, une sous-consommation des crédits d'équipement, liée à divers facteurs.

Je pense que vous conviendrez avec moi que des efforts sont à entreprendre en ce domaine pour parvenir à une meilleure méthode de programmation permettant une amélioration de la mise en œuvre des crédits.

Vous trouverez dans le rapport écrit une synthèse des crédits prévus pour 1984.

Ces crédits atteignent au total 1,2 milliard de francs. Par rapport au budget voté de 1983, il marque donc une croissance de 1,4 p. 100 en francs courants. Une telle évolution n'a rien en soi qui puisse paraître enthousiasmante, compte tenu de la hausse des prix attendue l'année prochaine.

Bien plus, l'examen des crédits montre que le secrétariat d'Etat sera amené à réviser à la baisse ses ambitions et nombre de ses programmes.

Je voudrais, si vous le voulez bien, vous présenter une série d'observations portant sur les diverses actions menées par le secrétariat d'Etat.

Ces actions sont au nombre de quatre : l'action sociale et culturelle, l'action économique, les collectivités locales, enfin, la recherche dans les territoires d'outre-mer.

La première grande action est l'action socioculturelle.

La principale mesure à signaler à ce titre est un ajustement de 9,5 millions de francs en faveur de l'agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer. Cette agence, créée en février 1982, mène une action incontestablement utile. Elle a d'ailleurs organisé les assises nationales des originaires d'outre-mer, qui se sont tenues à Paris le 16 juin dernier.

Les dépenses en capital consacrées à l'action sociale et culturelles dans les départements d'outre-mer atteignent 29,3 millions de francs. Elles ont principalement trait à l'organisation du service militaire adapté dans les départements d'outre-mer. J'observe toutefois que ces crédits marquent un fléchissement de 14,2 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Créé il y a vingt ans, le service militaire adapté a pour objet de dispenser une formation professionnelle aux jeunes gens au cours du service national, de contribuer à la mise en valeur des départements d'outre-mer, de participer, le cas échéant, à l'exécution des plans de protection civile.

Actuellement, 3 500 personnels militaires et civils sont concernés par le service militaire adapté. Le système semble bien fonctionner. Il est, en effet, souple car les lieux et dates de stage peuvent être facilement modulés.

Je rappelle que les crédits totaux consacrés par le ministère au service militaire dans les départements d'outre-mer atteignent 236 500 000 francs pour 1984, soit une croissance de 4,4 p. 100 par rapport à 1983.

En outre, et c'est une innovation intéressante, un crédit de 7 millions de francs en subvention d'équipement est offert pour accompagner l'extension du service militaire adapté en Nouvelle-Calédonie. Au total, des crédits d'un montant de 22 millions de francs sont consacrés à cette extension.

Je pense que nous devons attendre les résultats de cette extension, avant de formuler un avis sur une éventuelle généralisation de la procédure du service militaire adapté à tous les territoires d'outre-mer.

La deuxième grande action est l'action économique.

Les crédits consacrés à l'action économique atteignent 354 400 000 francs pour 1984, soit une contraction de 12,1 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Dans le domaine où les besoins de développement sont si manifestes, une telle régression ne peut aboutir qu'à des révisions en baisse des programmes. Il faut le regretter.

Si ce n'est une mesure de clarification, qui consiste à inscrire à un chapitre 36.01 nouveau les 20 millions de francs de la subvention aux offices de la Nouvelle-Calédonie, l'évolution des autres crédits ne peut être considérée comme favorable.

Ainsi, les investissements exécutés par l'Etat dans les départements d'outre-mer fléchissent de 14,5 p. 100 par rapport à l'année précédente, ce qui remettra en cause les programmes.

Ces crédits sont d'ailleurs consacrés, dans leur totalité, au financement des infrastructures portuaires et routières en Guyane, qu'il s'agisse d'études ou de travaux de construction.

On peut, en outre, regretter qu'à Mayotte le choix d'un port à créer à Anjouan remette en cause pour toujours les projets concernant le site de Longoni, avec les conséquences ethniques et stratégiques que cela implique.

Les subventions au fonds d'investissement des départements d'outre-mer — F.I.D.O.M. — et au fond d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer — F.I.D.E.S. — évoluent de façon préoccupante.

Vous m'avez en partie rassuré, monsieur le ministre, en précisant que le F.I.D.O.M. général augmente, puisqu'il passe de 115 millions de francs à 179 millions de francs.

Créé en 1946 et actuellement régi par un décret de 1979, le F.I.D.O.M. a pour rôle de contribuer au développement technique et structurel dans les départements d'outre-mer.

L'an dernier déjà, notre collègue M. Monory s'inquiétait du fléchissement des subventions à ce fonds. Je ne peux que renouveler les craintes qu'il exprimait alors. En effet, pour 1984, la subvention du chapitre 68.01 aux opérations relevant de l'action directe de l'Etat baisse de 20,3 p. 100 par rapport à 1983 en crédits de paiement. Quant à la subvention du chapitre 68.04 aux départements, elle fléchit de 33,9 p. 100 en crédits de paiement.

L'évolution du F.I.D.E.S. n'est pas plus favorable. La subvention du chapitre 68.90 — section générale — fléchit, elle, de 25,4 p. 100 en crédits de paiement. Quant à la subvention aux territoires du chapitre 68.92, elle fléchit de 22 p. 100.

Il est vrai que cette diminution résulte principalement du transfert à la section commune de 20 millions de francs, correspondant aux dépenses de fonctionnement des offices de Nouvelle-Calédonie.

Concernant l'action économique, je ferai deux remarques d'ensemble.

D'une part, le fléchissement des crédits implique un amoindrissement de la capacité d'incitation à l'équipement, alors que les besoins sont évidents.

D'autre part, la consommation des crédits du F.I.D.O.M. et du F.I.D.E.S. n'est pas optimale en raison de retards dans les livraisons d'équipement et d'annulations de programme, ce dont, il est vrai, le secrétariat d'Etat n'est pas obligatoirement responsable.

La troisième grande action concerne les collectivités locales.

L'année 1983 a été particulièrement dense s'agissant des collectivités locales dans les départements d'outre-mer.

La décentralisation se met en place progressivement ; les conventions de partage des services des préfectures ont été conclues et approuvées ; les conseils régionaux ont été élus le 20 février dernier ; la répartition des compétences doit être débattue au Parlement.

Quant aux territoires d'outre-mer et à Mayotte, des lois spécifiques devraient adapter le dispositif de la décentralisation à la situation particulière de ces territoires.

Les crédits consacrés aux collectivités locales des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer atteignent 224 500 000 francs pour 1984, soit une augmentation de 2,16 p. 100 par rapport à 1983. Cette évolution ne saurait être considérée comme satisfaisante dans la mesure où elle ne parvient pas à suivre la dérive attendue des prix.

S'agissant de dépenses d'intervention publique, on constate une stagnation des subventions pour les dépenses du service d'incendie et de secours, des subventions obligatoires aux collectivités locales, enfin des subventions d'encouragement à la construction immobilière.

De plus, une économie de trois millions de francs est réalisée par la diminution de la subvention d'amortissement de la dette à Saint-Pierre-et-Miquelon. Une réduction est, en outre, apportée sur les annuités à verser à la compagnie martiniquaise de distribution d'énergie.

Seul point positif, une revalorisation de la dotation destinée à la prise en charge de fonctionnaires des corps de l'Etat pour l'administration de Saint-Pierre-et-Miquelon et de l'aide aux originaires des départements d'outre-mer et aux activités culturelles.

S'agissant des territoires d'outre-mer, on constate une croissance de 6,55 p. 100 des subventions d'équilibre du chapitre 41.91. Ces subventions sont réparties entre les divers territoires, à l'exception de la Polynésie française.

Les subventions d'investissement concernent exclusivement la section des départements d'outre-mer. Elles évoluent de façon préoccupante puisqu'elles fléchissent de 76,9 p. 100 en crédits de paiement par rapport à 1983.

Ce fléchissement est dû à l'effondrement de la subvention pour travaux d'intérêt local et de la subvention pour les constructions publiques des collectivités locales ainsi qu'à la disparition des crédits consacrés aux importantes réparations des édifices culturels appartenant aux collectivités locales.

Il faut cependant rappeler que les collectivités locales des départements d'outre-mer bénéficieront de la dotation globale d'équipement et qu'elles reçoivent, à ce titre, environ 49 500 000 millions de francs en 1983.

La dernière grande action vise la recherche dans les territoires d'outre-mer.

Les crédits consacrés à cette action atteignent 37 millions de francs pour 1984, soit une augmentation de 11,4 p. 100 par rapport l'année précédente.

Il s'agit essentiellement de crédits d'intervention publique. La subvention d'équilibre pour les terres australes et antarctiques françaises atteint 33,4 millions de francs, soit une augmentation de 27,8 p. 100 par rapport à l'année précédente, ce qui permettra une revalorisation des dotations affectées à la recherche scientifique dans les terres australes et aux expéditions polaires françaises.

Il faut rappeler que l'affrètement et l'exploitation du bateau *Marion-Dufresne* constituent le poste de dépenses le plus important du territoire des terres australes et antarctiques françaises. De 1979 à 1983, les charges d'affrètement du *Marion-Dufresne* ont crû de quelque 57,9 p. 100. Cette charge, liée à la parité du dollar, croît, provoquant un déséquilibre structurel du budget de ces territoires.

Un point est préoccupant : le fléchissement de 10,22 p. 100 de la subvention d'investissement pour la recherche scientifique dans les terres australes et antarctiques françaises, qui conduira probablement à revoir en baisse certains programmes.

Voilà, mes chers collègues, ce que je désirais vous dire concernant les principales actions du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.

Vous constatez, comme moi, que l'impression d'ensemble n'est pas bonne, même si l'on tient compte du climat général de rigueur budgétaire. Car fallait-il faire peser l'effort sur les départements et territoires d'outre-mer quand tout le monde sait qu'ils ne sont pas les mieux lotis ?

Je voudrais dire, en conclusion, que le budget des départements et territoires d'outre-mer, qui ne représente que 0,15 p. 100 du budget civil de l'Etat, ne progresse que de 1,4 p. 100 en francs courants par rapport à 1983, c'est-à-dire moins favorablement que l'ensemble des dépenses civiles.

Par conséquent, la place du budget du secrétariat d'Etat dans les préoccupations des pouvoirs publics tend manifestement à s'amoinrir.

Il est vrai que la part du secrétariat d'Etat, dans l'effort global de l'Etat en faveur de l'outre-mer, est marginale. Mais je dois indiquer au Sénat qu'en raison des retards de parution des fascicules budgétaires jaunes retraçant cet effort la commission des finances n'a pu apprécier exactement si un effort significatif était mené par les autres ministères.

Il est donc souhaitable que l'information du Sénat et de la commission soit améliorée à cet égard.

Tout à l'heure, monsieur le ministre, vous avez précisé que l'augmentation générale était de 7,7 p. 100 pour les départements d'outre-mer et moins importante pour les territoires d'outre-mer.

Votre commission des finances s'est longuement interrogée sur l'avis à donner sur ces crédits.

Elle souhaite obtenir du Gouvernement des garanties sur les trois points suivants : le concours aux collectivités locales ; le financement de la recherche scientifique ; enfin, le sort du port en eau profonde de Mayotte.

Sous réserve des réponses fournies à ces questions, la commission des finances a décidé de soumettre ces crédits à l'appréciation du Sénat. (*Applaudissements sur les travées du R. P. R., de l'U. R. E. I. et de l'U. C. D. P.*)

M. le président. La parole est à M. Delmas, rapporteur pour avis.

M. Lucien Delmas, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan (départements d'outre-mer). Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le rapporteur spécial, M. Henri Goetschy, a présenté l'évolution du budget des départements et territoires d'outre-mer pour 1984.

Aussi, orienterai-je mon propos conformément à la vocation de notre commission des affaires économiques et du Plan sur la situation économique et les perspectives de développement des départements d'outre-mer.

Dans mon rapport écrit, je me suis d'ailleurs attaché à retracer la situation des différents secteurs d'activités dans chacun des départements d'outre-mer, au cours des derniers mois. Aussi,

m'efforcerais-je de vous présenter quelques réflexions et propositions qui me paraissent s'appliquer à l'ensemble de l'outre-mer français.

Les départements d'outre-mer sont, tout d'abord, caractérisés par une démocratie particulièrement dynamique, qui explique la venue sur le marché du travail, chaque année, d'un nombre important de jeunes.

Approximativement, on peut considérer que, sur cette masse de jeunes qui arrivent à l'âge de rechercher un emploi, un tiers parvient à trouver du travail localement, un tiers recourt à l'émigration et le dernier tiers est constitué par de jeunes chômeurs. Le taux de chômage moyen dans les départements d'outre-mer est de 19,6 p. 100, soit environ le double du taux métropolitain.

On doit, en outre, souligner que près de la moitié des jeunes de seize à vingt-cinq ans sont demandeurs d'emploi. Une telle situation est certainement, dans une large mesure, à l'origine de la tension sociale et des troubles, dont certains événements récents en Guadeloupe ont souligné les risques.

Ce déséquilibre entre la démographie et les capacités économiques locales est encore aggravé par le fait que l'économie de ces départements est demeurée dans une large mesure de type colonial : on produit sur place des denrées destinées à l'exportation et l'on importe la plus grande partie des produits de consommation courante.

Certes, une politique d'assistance mobilisant d'importants transferts sociaux a permis d'éviter les explosions sociales dont est porteuse une telle situation.

J'ajouterai, à titre personnel, que cette action d'assistance a sans doute également été guidée pendant trop longtemps par des motifs d'ordre politique. Or, on voit bien que l'assistance ne permet pas, à long terme, de résoudre les problèmes économiques réels de ces régions et n'évite pas la dégradation du climat social. C'est pourquoi, depuis quelques années du reste, le Gouvernement — vous-même, monsieur le secrétaire d'Etat, et deux de vos prédécesseurs : M. Dijoud, avec les difficultés que l'on sait, et M. Emmanuelli — s'est attaché à définir les axes d'une politique fondée sur la volonté de promouvoir un développement endogène.

Je crois qu'il convient d'insister sur ce que doivent être les composantes d'une telle politique, que je qualifierai d'auto-développement. Il s'agit, comme je l'indiquais, de tenter d'assurer une valorisation optimale des productions locales. Un tel objectif doit être poursuivi, en particulier dans le domaine agricole.

Il convient, tout d'abord, d'améliorer la production, l'organisation des producteurs et de développer la transformation des productions agricoles traditionnelles des départements d'outre-mer, telles que la canne à sucre ou les agrumes. Cet objectif implique, dans certains cas — je pense, en particulier, à la Guadeloupe ou à la Réunion — la mise en œuvre de programmes d'aménagement foncier et, surtout, le développement de la formation professionnelle des exploitants.

Par ailleurs, il est fondamental de stimuler les productions végétales et animales destinées à la consommation locale. Je crois, en effet, que la plupart des départements d'outre-mer pourraient subvenir, dans une plus large mesure qu'actuellement, à leurs besoins d'approvisionnement alimentaire.

A cet égard, je note que des efforts significatifs ont été accomplis, en particulier dans le domaine de l'élevage, tant aux Antilles qu'à la Réunion. Les productions agricoles locales peuvent, d'ailleurs, favoriser une industrialisation dans les secteurs de l'agro-alimentaire. Mais encore convient-il, pour ce faire, que les producteurs soient suffisamment organisés dans le cadre de groupements et que les entreprises ou les coopératives puissent compter sur un approvisionnement régulier.

L'exemple des difficultés que connaît l'industrie sucrière en Martinique montre bien que l'on ne peut fonder un développement de l'agro-alimentaire que sur une production agricole suffisamment solide.

J'évoquais le secteur agro-alimentaire, mais il est bien clair — plusieurs des membres de notre commission l'ont fait observer — que des possibilités d'industrialisation existent certainement dans les départements d'outre-mer.

Je ne m'attarderai pas sur le cas particulier de la Guyane où l'exploitation forestière pourrait engendrer des industries de seconde transformation du bois.

Il me semble que, même si les marchés locaux sont exigus, il n'est pas utopique d'envisager l'installation d'ateliers de production de biens de consommation courante dans les trois principaux départements d'outre-mer.

Plusieurs membres de notre commission, notamment M. Dumont et le président Chauty, ont souligné la nécessité d'aborder de manière volontariste l'industrialisation des D. O. M. Ne serait-il pas possible, comme l'a suggéré le président Chauty, d'instituer, par exemple, une zone franche à Saint-Pierre-et-Miquelon, à l'instar de ce qu'a fait la Grande-Bretagne dans les îles anglo-normandes ?

Je note, d'ailleurs, que les aides dispensées par l'Etat en faveur des créations d'emplois, aides qui peuvent être complétées par les subventions allouées par les régions, constituent un important dispositif incitatif pour la création d'emplois dans l'industrie.

Mais, là encore, il semble que l'un des obstacles fondamentaux soit celui de l'insuffisante formation des candidats à l'emploi. A cet égard, monsieur le secrétaire d'Etat, j'espère vivement que le programme prioritaire d'exécution du Plan consacré à l'enseignement et à la formation bénéficiera, de manière effective et prioritaire, aux départements d'outre-mer.

Toujours soucieuse de promouvoir un développement fondé sur les potentialités locales, votre commission a estimé que les ressources que procure la qualité des sites et des climats des D. O. M. sont très insuffisamment exploitées.

De toute évidence, le tourisme pourrait être développé et stimulé dans ces départements. Ce serait là une possibilité non négligeable de contribuer à l'équilibre de notre balance des paiements.

Pour l'instant, il semble que les activités touristiques — elles sont relativement réduites par rapport aux possibilités qui existent — se répartissent en deux formes d'accueil : le séjour chez des parents ou des amis et, à l'autre extrémité, un tourisme de haut de gamme dans des hôtels internationaux. Mais, là encore, les conflits sociaux qui se sont développés dans la grande hôtellerie ont montré les dangers qu'il pouvait y avoir à promouvoir une forme de tourisme insuffisamment inséré dans le milieu d'accueil.

Il convient donc de diversifier les produits touristiques et de les ouvrir, d'une part à de plus larges catégories sociales, s'agissant des usagers, d'autre part à de plus larges couches de la population et des métiers locaux du tourisme.

Le principal handicap demeure évidemment celui des tarifs aériens, et je tiens, monsieur le secrétaire d'Etat, à souligner avec une certaine insistance qu'aucune promotion réelle du tourisme en faveur des départements d'outre-mer ne pourra être mise en œuvre si les tarifs aériens ne sont pas aménagés. Il conviendrait donc que le Gouvernement donne, à cet effet, des instructions aux compagnies aériennes qui bénéficient d'ailleurs, dans ces zones, d'un monopole.

Le développement agricole, les encouragements à l'industrialisation et à l'artisanat, la promotion de la vocation touristique des départements d'outre-mer, telles me paraissent être les principales orientations de la politique qui devrait être mise en œuvre en faveur du développement de ces régions, dans le cadre du IX^e Plan.

A cet égard, et comme je l'exprime plus longuement dans mon rapport écrit, je souhaite que les négociations engagées entre l'Etat et les régions d'outre-mer aboutissent rapidement afin que les contrats de plan puissent être conclus dans les premiers mois de 1984.

Une autre question retient tout particulièrement l'attention de notre commission des affaires économiques et du Plan : celle des conditions d'insertion des départements d'outre-mer au sein de la Communauté économique européenne.

Je sais que, dans le cadre des négociations portant sur le renouvellement des accords entre la C. E. E. et les pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique, le Gouvernement français s'attache à ce que soit prise en compte la situation spécifique des départements d'outre-mer.

Cependant, je me dois de noter une difficulté inhérente à l'appartenance des départements d'outre-mer à la C. E. E. et aux dispositions des accords entre la Communauté et les pays A. C. P. : il importe, en effet, que les produits des D. O. M. soient particulièrement compétitifs pour supporter la concurrence des productions des pays A. C. P. ainsi que les conséquences du système dit des *negative-lines*. De toute évidence, cette caractéristique est défavorable au développement de relations plus directes entre les départements d'outre-mer et les pays voisins.

S'agissant toujours des conséquences de la politique communautaire sur le développement des départements d'outre-mer, je me dois de souligner que les aides de la C. E. E., en particulier celles du fonds social européen et du fonds européen de développement régional, devraient être réellement complémentaires par rapport aux actions engagées à l'échelon national. Pourriez-vous, monsieur le ministre, nous préciser si ce principe de la complémentarité des aides européennes sera un jour admis par le Gouvernement ?

Cette observation s'applique également aux régions françaises concernées par l'élargissement de la C. E. E. et pour lesquelles l'application du principe de complémentarité se traduirait par un accroissement des aides communautaires.

J'en viens à présent, et brièvement, aux crédits inscrits dans le projet de loi de finances pour 1984 en faveur des départements d'outre-mer.

Bien sûr, votre commission a observé que ce budget était, comme la plupart des budgets civils, placé sous le signe de la rigueur. Toutefois, elle a noté certaines évolutions favorables. Ainsi, les subventions à caractère obligatoire, versées aux collectivités locales, s'accroissent-elles quelque peu. Les crédits destinés à la jeunesse et aux sports progressent de plus de 6 p. 100, atteignant 3,6 millions de francs en 1984.

Je note également avec satisfaction que les crédits consacrés aux actions en faveur des populations migrantes augmentent de 13,7 p. 100. L'agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer verra ainsi ses moyens revalorisés.

Concernant les dépenses en capital, l'évolution la plus encourageante est celle de la section générale du F. I. D. O. M. qui augmente de 50 p. 100 et atteint 234 millions de francs. Cette augmentation des moyens de la section générale du F. I. D. O. M. permettra, en particulier, de financer des programmes d'aménagement coordonnés et d'attribuer des primes d'équipement et d'emploi en faveur du développement des activités productives.

Votre commission a observé une diminution de 14 p. 100 des dépenses d'investissement destinées au service militaire adapté. Mais il semble que cette évolution soit due à un redéploiement des dotations en faveur du S. M. A., afin d'équiper une compagnie en Nouvelle-Calédonie.

Les moyens dont disposent les finances publiques, qu'elles soient celles de l'Etat ou celles des départements et des régions d'outre-mer, sont, hélas ! sans commune mesure avec les besoins liés au développement de ces économies et à l'amélioration de la situation sociale des populations d'outre-mer.

C'est pourquoi, monsieur le secrétaire d'Etat, il nous semble qu'il y a lieu, comme je l'ai indiqué dans l'introduction de mon propos, de faire montre simultanément d'une démarche volontaire et d'une certaine sélectivité dans les interventions de la puissance publique. Toutefois, il est bien clair que cette recherche d'un développement endogène fondé sur la valorisation des ressources locales ne pourra être accomplie sans que la collectivité nationale exprime de manière effective et significative sa solidarité avec ces régions d'outre-mer.

Dès lors, nous ne pouvons que déplorer que les contraintes budgétaires ne permettent pas à l'Etat de contribuer de manière plus décisive au développement de l'économie des départements d'outre-mer.

Cependant, parce qu'il lui a semblé que la politique du Gouvernement en faveur des départements d'outre-mer s'inscrivait dans la bonne voie — celle de la recherche de l'autodéveloppement — votre commission des affaires économiques et du Plan, dans sa majorité, a donné un avis favorable à l'adoption de ces crédits. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes. — MM. Lise et Henry applaudissent également.*)

M. le président. La parole est à M. Lise, rapporteur pour avis.

M. Roger Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, c'est la première fois que la commission des affaires sociales, dans le cadre de l'examen de la loi de finances, présente un rapport pour avis sur les crédits affectés au secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer. Je tiens à remercier tout spécialement la commission et son président, M. Fourcade, d'avoir bien voulu considérer combien il était important d'examiner les problèmes sociaux qui se posent dans les départements et territoires d'outre-mer. Notre Haute Assemblée, ainsi que le Gouvernement, comprendront que, cette décision étant très récente, je n'ai pu présenter un rapport écrit, ce dont je les prie de bien vouloir m'excuser.

En matière sociale, l'effort essentiel inscrit dans ce fascicule budgétaire sera accompli en faveur des migrants qui bénéficieront d'une mesure nouvelle de 9,5 millions de francs par l'intermédiaire de la subvention à l'A. N. T.

A l'occasion de l'examen des crédits pour 1984, je voudrais dresser un rapide bilan sur deux grands problèmes qui se posent aux départements d'outre-mer en matière sociale ; ils concernent l'emploi et le régime des prestations familiales et sociales.

J'examinerai, tout d'abord, le problème de l'emploi. Le taux de chômage dans ces départements n'a cessé de croître : de 30 p. 100 en 1980, il atteindra vraisemblablement 35 p. 100 en 1985 du fait de l'évolution démographique des années antérieures et cela, malgré une migration massive vers la métropole. Le nombre de jeunes atteignant l'âge d'exercer une activité s'élève à 30 000 par an.

Or, l'emploi continuera très probablement à stagner dans les années à venir et ce n'est pas la politique du relèvement des bas salaires engagée par le Gouvernement qui permettra de résoudre cette crise de chômage. En effet, il est dangereux d'accroître brutalement les charges salariales des entreprises.

Quels sont donc les moyens mis en œuvre à ce jour pour lutter contre le chômage dans les départements d'outre-mer ?

Tout d'abord, le système d'indemnisation du chômage. Le nouveau système est entré en application au 1^{er} septembre 1980. Il est assuré par une cotisation des employeurs et des salariés et par une subvention de l'Etat.

En ce qui concerne les allocations servies au terme de la période de transition, soit au plus tard le 1^{er} janvier 1984, fonctionnera dans ces départements un régime proche du régime métropolitain. Dans la phase transitoire, chaque département a choisi un mode différent de progression dans la mise en place de ce régime.

Il subsiste cependant une disparité de taille avec la métropole, celle de l'indemnisation du chômage partiel, qui n'existe pas dans ces départements et qui a l'avantage d'éviter le recours au licenciement.

Ensuite, les chantiers de développement. Ceux-ci ont été maintenus dans ces départements pendant la période transitoire 1982-1983. Ces chantiers fournissent un emploi pour une durée limitée à ceux qui n'ont pas droit à une allocation de chômage. La commission souhaite le maintien de ces chantiers dans les communes, eu égard à leur faible capacité financière et au chômage chronique qui y sévit.

Enfin, signalons une politique d'insertion professionnelle des jeunes mise en œuvre notamment par l'intermédiaire des pactes nationaux pour l'emploi et par l'ordonnance du 26 mars 1982, dont les conditions d'application à ces départements ont été précisées par une circulaire du 21 juillet 1982.

Il y a lieu de rappeler que les jeunes destinés à la pêche artisanale sont toujours exclus des avantages prévus, malgré de nombreuses interventions de la commission et de votre rapporteur. La commission souhaite que, compte tenu du chômage endémique dans ces départements, des dispositions urgentes soient prises pour que cette catégorie sociale ne soit plus exclue des mesures destinées à leur assurer une qualification professionnelle.

J'en arrive au régime des prestations familiales et sociales. La loi du 19 mars 1946 a érigé en départements français les quatre anciennes colonies, mais un certain nombre de dispositions en matière sociale et sanitaire en vigueur en métropole ne sont pas applicables à ces départements et des mesures d'extension devraient être prises.

Examinons le régime des prestations familiales. Dans les D.O.M., les allocations prénatales et postnatales n'ont jamais été servies. Les allocations familiales sont appliquées dans des conditions moins avantageuses qu'en métropole et sous réserve de l'exercice d'une activité professionnelle, ce qui n'est plus le cas en France depuis cinq années déjà.

La commission déplore en 1983 l'existence des allocations résiduelles, qui sont des allocations d'aide sociale accordées aux familles nombreuses dont les ressources sont insuffisantes, soit environ 1 franc par jour et par enfant, alors que ces enfants, déjà pénalisés du fait de la pauvreté de leurs parents, se voient attribuer des allocations ridicules, ce qui condamne l'égalité des chances.

Pour suppléer à l'insuffisance des prestations familiales servies dans les D.O.M. par rapport à la métropole, le principe de la parité globale des prestations familiales a été établi et le fonds d'action sociale obligatoire, le F.A.S.O., institué. Mais les sommes versées à ce fonds ne représentent pas, tant s'en faut, le montant réel des sommes à percevoir au titre de cette parité globale, d'où diverses contestations.

La plus grande partie, 80 à 85 p. 100 des crédits du F.A.S.O., est affectée aux cantines scolaires.

Pour ce qui est du régime des prestations sociales, le régime de sécurité sociale en vigueur en métropole est, en principe, applicable dans les D.O.M. Mais, dans la réalité, les différences sont assez sensibles. Je ne prendrai qu'un exemple : l'allocation compensatrice aux adultes handicapés pour l'aide d'une tierce personne n'a toujours pas été étendue à ces départements. Il s'agit pourtant d'une mesure de solidarité, à forte portée sociale et relativement peu coûteuse.

A cet effet, la commission déplore que certaines personnes bénéficiant de l'aide aux infirmes ou de l'aide aux grands infirmes se soient brutalement retrouvées sans ressources, après l'installation de la Cotorep, la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel. Ces personnes âgées percevaient ces allocations, pour certaines depuis plus de vingt ou vingt-cinq ans. Il y a donc lieu d'étendre sans délai à ces départements l'allocation spéciale vieillesse ; sinon, devant les pensions plus intéressantes servies par la Cotorep, elles comprendront que l'Etat reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre.

S'agissant des territoires d'outre-mer, mon intervention s'inspirera des observations faites par une délégation de notre commission qui vient d'effectuer l'été dernier une mission d'information dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française pour y étudier les problèmes sanitaires et sociaux, ainsi que les problèmes soulevés par l'application du droit du travail.

Sur un plan général, ces deux territoires, dans le cadre de leur système de sécurité sociale — la C.A.F.A.T. en Nouvelle-Calédonie et la caisse de prévoyance sociale en Polynésie — ont pour objectif de généraliser la protection sociale.

Cet objectif est ambitieux et soulève des problèmes d'équilibre financier dans la mesure où bénéficieraient de ces prestations des populations non salariées, souvent dispersées dans des archipels ou vivant en brousse.

Assurer à ces populations un niveau satisfaisant de protection sociale suppose ainsi une intervention financière de la métropole. Quelles seraient donc les intentions du Gouvernement s'agissant de la participation de la métropole à des systèmes de couverture sociale ?

Les fonctionnaires d'Etat en poste dans ces territoires ne bénéficient pas d'un système de protection sociale satisfaisant. Pour remédier à cet état de choses, l'Etat employeur devrait cotiser pour sa part et pour ses fonctionnaires au système d'assurances sociales fonctionnant dans chaque territoire.

L'application d'un code de travail pose, par ailleurs, problème dans chacun de ces deux territoires.

En Nouvelle-Calédonie, l'ordonnance de décembre 1982, qui applique le code du travail métropolitain, reste lettre morte en l'absence de textes d'application métropolitains et territoriaux. Il conviendrait donc que la partie réglementaire de l'ordonnance soit rapidement promulguée et que les mesures d'application laissées à l'initiative de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement soient précisées.

En Polynésie, le vieux code du travail de 1952, qui s'appliquait aux possessions d'Afrique et du Pacifique, reste toujours en vigueur et paraît de plus en plus inadapté.

Le projet de statut du territoire paraît conférer, par ailleurs, à l'Etat la définition des grands principes en matière de droit du travail, tandis que les mesures d'adaptation devraient être prises sur le plan territorial.

Le Parlement doit donc être rapidement saisi de ce projet de statut de la Polynésie, qui devrait éclaircir ces points, ce qui nous permettra d'apprécier ce qui relève du législatif et ce que sera la part réservée aux mesures d'application réglementaires et territoriales.

Quant à l'adoption des crédits, votre rapporteur ne peut que s'en remettre à la sagesse du Sénat, la moitié de la commission s'étant prononcée contre et l'autre moitié préconisant l'abstention. (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R. et de l'U.R.E.I.*)

Monsieur le président, puis-je m'exprimer maintenant en mon nom personnel ?

M. le président. Non, monsieur Lise, car il est de règle d'entendre auparavant tous les rapporteurs.

La parole est à M. Virapoullé, rapporteur pour avis.

M. Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (départements d'outre-mer). Monsieur le secrétaire d'Etat, vos propos n'ont pas été rassurants. Je pensais qu'aujourd'hui — en tout cas, c'était le souhait de la commission des lois — vous auriez pu proposer un dialogue avec le Sénat.

L'examen du budget du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer provoque — vous le savez mieux que moi — une profonde inquiétude dans les terres concernées.

Oui, monsieur le secrétaire d'Etat, il est malheureux de constater — c'est l'avis de la commission des lois — que vous venez cette année devant le Parlement avec des moyens aussi modestes, pour ne pas dire dérisoires.

Certes, ce n'est pas l'homme que vous êtes que la commission des lois critique, mais les crédits qui sont les vôtres et qui seront affectés à des terres considérées comme étant encore profondément défavorisées.

Un budget est avant tout le symbole d'une politique et c'est avec une certaine tristesse que je rappellerai devant vous, mes chers collègues, quelques chiffres.

Le total général des crédits de paiement passe de 1202 à 1219 millions de francs, soit une progression de 1,4 p. 100, contre une hausse de 8 p. 100 enregistrée l'an dernier.

La situation, en dépit de vos déclarations, devient surtout dramatique lorsque l'on relève que le F.I.D.O.M. est l'objet d'une amputation injustifiable.

Personne ne peut l'ignorer. Le fonds d'investissement des départements d'outre-mer, en tant qu'instrument d'impulsion et d'orientation des investissements publics en matière de développement économique et d'aménagement du territoire, constitue l'un des éléments essentiels de la politique de développement des départements d'outre-mer.

Alors, comment admettre que la section départementale voie ses crédits de paiement fléchir de 33,9 p. 100, tandis que les autorisations de programme vont diminuer de 31,8 p. 100 ?

Le Gouvernement, ce gouvernement qui veut tant de bien aux départements d'outre-mer, n'avait-il vraiment pas les moyens de créer un F.I.D.O.M. au profit de la région, sans toucher aux crédits qui appartiennent au département ?

L'appauvrissement d'une collectivité au profit de l'autre, alors que les besoins se font de plus en plus sentir, n'est pas un remède. Bien au contraire, il provoquera l'aggravation de la situation économique difficile que connaissent les départements d'outre-mer.

En vous donnant l'avis de la commission des lois, monsieur le secrétaire d'Etat, l'homme de l'outre-mer que je suis voudrait que vous puissiez comprendre que ces moyens financiers modestes qui sont les vôtres, aujourd'hui, créent le désespoir et démontrent que non seulement vos services n'ont pas défendu avec l'énergie qui s'imposait le présent budget, mais encore — permettez-moi de vous le dire — qu'ils ont cédé à certaines pressions.

Le développement de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion est, avant tout, un problème crucial qui relève de la compétence de l'Etat.

Certains doctrinaires — ils sont nombreux — revêtus du manteau de marchand d'illusion, tentent de transformer ces terres de paix, d'amitié et de fraternité en terres explosives.

Oui, notre jeunesse désire participer plus activement et plus largement à la vie politique, sociale, économique de ces départements. Mais elle n'acceptera jamais de se laisser manipuler par je ne sais quel parti totalitaire.

La jeunesse des départements d'outre-mer sera l'un des éléments constitutifs du développement, mais elle ne sera pas la matière explosive qui conduira à la ruine et à l'appauvrissement de ces terres de liberté.

Notre jeunesse — c'est l'impression de la commission des lois — ne se laissera jamais surprendre par ceux qui voudraient la faire rêver pour mieux la dominer. Elle a les pieds sur terre et saura toujours se souvenir de cette phrase de Pierre Réverdy : « Le rêve est un tunnel qui passe sous la réalité. »

Le Gouvernement a pu, à tort, croire qu'il pourrait faire confiance à telle ou telle force politique. De sévères réquisitoires sont maintenant prononcés en des termes, d'ailleurs inqualifiables, contre vous-même, contre l'actuel Gouvernement, par ceux-là mêmes que vous avez considérés comme des alliés.

J'espère, monsieur le secrétaire d'Etat, que vos services vous font une revue complète de la presse. L'épanouissement des terres d'outre-mer ne se fera pas sous la dictature, comme le souhaite une minorité qui sème le trouble dans les esprits, mais sous le signe d'un rassemblement avec tous ceux qui sont prêts à oublier leurs rancœurs, afin que notre jeunesse puisse connaître demain un avenir meilleur.

Comment oublier cette phrase de Jacques Deval : « L'art de la réussite est celui des réconciliations ».

Nous avons beaucoup de choses à réaliser dans les départements d'outre-mer, d'abord dans l'intérêt de ces terres elles-mêmes, mais aussi dans l'intérêt de la France.

Nous sommes les prolongements de la patrie à travers le Pacifique et l'océan Indien.

Il appartient au Gouvernement d'en prendre conscience. Il y a entre les hommes de l'outre-mer et ceux de la métropole des liens que personne ne devrait oser briser et il est du devoir du Gouvernement de condamner avec force tous ceux qui essaieraient d'affaiblir la grandeur de la France dans ces quatre départements d'outre-mer.

Faute de temps, je ne pourrai pas passer en revue tous les problèmes qui se posent actuellement.

Certains, aux yeux de la commission des lois, revêtent un caractère prioritaire.

Il s'agit, en premier lieu, du problème du logement, que vous n'avez pas évoqué, monsieur le secrétaire d'Etat. Il ne faudrait pas que le Gouvernement perde de vue le fait que la lutte contre les bidonvilles doit être menée avec fermeté et volonté.

La crise du logement dans les départements d'outre-mer est beaucoup plus grave qu'en métropole. Nous attendons de vous des réponses précises sur ce point.

Il faudrait multiplier par trois, voire par quatre, les crédits prévus. Pouvez-vous nous donner des précisions sur ce point ?

Le deuxième grand problème prioritaire est celui de la migration. Certes, il n'est pas question de contraindre les jeunes à partir en métropole. Mais la migration demeure nécessaire. Or, monsieur le secrétaire d'Etat, certains prétendent que vous-même, ou en tout cas vos services, estimez que les jeunes de l'outre-mer doivent vivre et travailler au pays. C'est un véritable mythe.

Faire croire à nos enfants qu'ils pourront, sur des terres exiguës que vous connaissez, au relief difficile, balayées par des intempéries effroyables, trouver tout leur bonheur, c'est aller dans le sens inverse de la vérité et la commission des

lois se permet de demander clairement au Gouvernement de mettre tout en œuvre pour que la migration demeure une priorité et ne se trouve pas bloquée.

Enfin, j'évoquerai un troisième problème sur lequel vous ne vous êtes pas expliqué, celui des liaisons aériennes.

Il est normal que les Français d'outre-mer qui vivent et travaillent en métropole puissent rejoindre, suivant des périodes régulières, leur terre natale et leur famille.

Certes, l'effort doit d'abord être accompli en faveur des plus défavorisés.

Le Gouvernement ne manque pas d'indiquer qu'une somme relativement importante est prévue dans ce sens. En vérité, nous sommes en présence de formalités longues et complexes. Pouvez-vous devant le Sénat, monsieur le secrétaire d'Etat, nous indiquer le nombre de personnes qui, au cours de l'année 1983, ont pu, grâce à l'aide de l'Etat, rejoindre leur département d'origine ?

Les problèmes des liaisons aériennes restent, en vérité, essentiels. Il est du devoir de la République, par la voie d'une subvention, de permettre à la compagnie nationale de pratiquer, dans l'intérêt général, des tarifs qui sont à la portée des bourses moyennes. Dans ce domaine, une volonté politique doit être mise en œuvre.

Le développement du tissu économique des départements d'outre-mer doit avoir deux supports, la modernisation et la diversification de l'agriculture, dont les produits seront ensuite exportés vers l'Europe. La compagnie nationale doit jouer son rôle dans ce domaine aussi.

Le deuxième support est le développement de l'industrie touristique qui permettrait à bon nombre de métropolitains de passer leurs vacances sur ces parcelles de terre française. Ainsi, l'Etat éviterait une hémorragie inutile de devises. Il y a là toute une campagne de réflexion qui se révèle nécessaire.

Telles sont, mes chers collègues, les quelques remarques que je me suis permis de vous livrer au nom de votre commission des lois.

Ce n'est certainement pas, monsieur le secrétaire d'Etat, avec ce maigre budget qui est le vôtre aujourd'hui que vous pourriez agir dans le sens que nous souhaitons.

L'outre-mer ne peut pas accepter, même en dépit de la rigueur et de l'austérité, d'être considéré comme des terres oubliées ou sacrifiées.

Il est du devoir du Gouvernement de se ressaisir, de restaurer la confiance afin d'éviter des déceptions.

Le présent budget n'annonce malheureusement pas un changement de politique. Certes, vous voulez aller vite dans le transfert de compétences. Vous savez bien que les sénateurs souhaitent ici la réflexion et le dialogue. Vous savez bien qu'une solution pourrait être trouvée. Mais, je le dis avec un certain regret, vous semblez prendre la même route que votre prédécesseur et je suis sûr que mes collègues sénateurs, songeant à la collectivité sacro-sainte qu'est le département, sauront s'unir, monsieur le secrétaire d'Etat, pour que l'assemblée départementale ne se trouve pas soumise à la tutelle de l'assemblée régionale.

Le F.I.D.O.M. départemental est amputé, mutilé, sacrifié.

Ce que vous faites, monsieur le secrétaire d'Etat — croyez-moi, je suis prêt à en discuter avec vous — est à la fois grave et injustifiable.

La commission des lois du Sénat dit clairement oui au dialogue, à la concertation ; non, avec fermeté, à l'immolation de l'assemblée départementale, assemblée qui est le symbole de notre appartenance à la République.

Puisque le présent budget ne tient pas compte des réalités économiques, politiques de ces départements lointains, la commission des lois vous demande, mes chers collègues, d'émettre un avis défavorable. (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R. et de l'U.R.E.I. ainsi que sur plusieurs travées de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Girault, rapporteur pour avis.

M. Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (territoires d'outre-mer). Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, c'est la première fois que je rapporte au nom de la commission des lois appelée à donner son avis sur le budget des territoires d'outre-mer et je profite de l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à vous pour rendre hommage à celui qui m'a précédé dans cette tâche, notre ancien collègue et mon ami, Lionel Cherrier, qui, pendant des années, a exprimé l'avis de la commission des lois sur ce budget qui lui était et lui demeure très cher.

Je prends sa suite avec un intérêt pour l'outre-mer que j'ai parfaitement perçu lorsque, l'an dernier, je conduisais une mission sénatoriale en Nouvelle-Calédonie, après avoir été six ans plus tôt à Papeete et, cette année, à la Réunion.

Monsieur le secrétaire d'Etat, je ne reprendrai pas l'ensemble des fascicules. Tel n'est pas le rôle de la commission des lois. Je relèverai simplement un certain nombre de vérités qui reposent sur des chiffres — les chiffres, dit-on, sont têtus — devant lesquels il faut s'incliner, quels que soient les propos dont on les entoure.

Pour ce qui concerne les territoires d'outre-mer, le désengagement de l'Etat se développe. C'est d'ailleurs le seul développement que l'on puisse attendre du budget qui nous est proposé. Ce développement du désengagement est, bien sûr, de nature à susciter les pires craintes quant à la volonté escomptée du Gouvernement de maintenir les territoires d'outre-mer dans le giron de la République française. Sur ce point, le moins qu'on puisse dire est que les déclarations publiques sont, depuis quelque temps, pour le moins ambiguës.

Examinons d'abord des chiffres. Je constate, à la lecture des fascicules que, pour les dépenses ordinaires et les dépenses en capital, les crédits passent de 528 millions de francs en 1983 à 495 millions de francs en 1984.

Parmi les dépenses en capital, nous assistons à la chute libre des autorisations de programme et des crédits de paiement. C'est là pourtant que l'on devrait trouver l'indice du développement et du progrès si le Gouvernement avait vraiment la volonté de promouvoir ce développement et ce progrès.

En effet, les autorisations de programme passent de 196 millions de francs en 1983 à 179 millions de francs en 1984 et les crédits de paiement de 162 millions de francs à 131 millions de francs.

Je vous le disais, c'est la chute libre : moins de 20 p. 100 pour les crédits de paiement, moins de 10 p. 100 pour les autorisations de programme ! De sorte que, pour l'ensemble des dépenses ordinaires et des dépenses en capital, on assiste à une contraction de grande ampleur. Si les chiffres ne font apparaître qu'une diminution de six points par rapport à 1983, on peut dire, compte tenu de l'inflation prévue l'an prochain, que la régression est de l'ordre de 13 ou 14 points.

Pour ce qui concerne les fonds d'intervention de développement économique et social, la situation est identique. En masse, les crédits qui seront affectés au bénéfice des territoires d'outre-mer passent de 316 millions de francs en 1983 à 260 millions de francs en 1984, autorisations de programme et crédits de paiement confondus.

Je sais bien, monsieur le secrétaire d'Etat, que, par rapport à l'an dernier, 20 millions de francs ont été transférés à la section générale du titre III des dépenses ordinaires. Mais cela n'empêche pas que, finalement, le total des crédits destinés aux dépenses ordinaires, dépenses en capital et fonds d'intervention de développement économique et social, passe de 844 millions de francs en 1983 à 755 millions de francs en 1984, soit 80 millions de francs de moins, soit encore une contraction de neuf points, et, compte tenu de l'érosion monétaire, une diminution minimum de 15 p. 100.

Voilà ce que le Gouvernement appelle un budget d'expansion et de progrès ! C'est l'une des raisons pour lesquelles la commission des lois a émis un avis défavorable à l'égard de ce projet de budget. Il en est d'autres, en effet, comme, par exemple, la manière de nous convaincre de ce qui n'est pas.

Ainsi, au cours de la réunion de la commission des lois à laquelle vous avez assisté, monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez dit — vous l'avez d'ailleurs répété aujourd'hui — que vous vouliez opérer des comparaisons chiffrées non pas par rapport aux prévisions contenues dans la loi de finances de 1983, mais par rapport à ce qu'a été la réalité de 1983, c'est-à-dire compte tenu des annulations de crédits auxquelles le Gouvernement a pris l'habitude de procéder par voie de décrets, en cours d'année. On sait pourquoi et on sait ce qu'il en est ; c'est la marque du désarroi financier d'un gouvernement !

Je ne suis pas chargé de faire aujourd'hui le procès de la politique générale du Gouvernement ! Mais le fait est là ! Il me paraît tout à fait inadmissible que vous puissiez comparer les crédits que vous nous proposez cette année à ceux de 1983, amputés des annulations et ce, pour faire ressortir une prétendue augmentation. Ce n'est pas sérieux, monsieur le secrétaire d'Etat ! Je suis d'ailleurs persuadé que l'homme intelligent et honnête que vous êtes se rend bien compte qu'il existe des propos que l'on ne peut pas faire admettre au sein de cet hémicycle !

Une autre raison qui a conduit la commission des lois à proposer le rejet du budget du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer est l'incertitude entretenue, au

plan institutionnel, relativement à la Nouvelle-Calédonie notamment. Je ne parlerai pas des îles Wallis et Futuna qui, semblait-il, ne présentent actuellement pas de difficultés à cet égard.

S'agissant de la Polynésie, nous savons qu'un projet de statut sera discuté au printemps prochain. Je passerai sur les troubles qui se sont produits en Polynésie, il y a quelques semaines, et au sujet desquels vous avez affirmé que la légalité républicaine serait énergiquement respectée. Tant mieux ! Je vous en donne acte.

Si je parle d'instabilité institutionnelle, c'est, aujourd'hui, au regard de la Nouvelle-Calédonie.

Monsieur le secrétaire d'Etat, je sais que ce n'est pas une affaire facile. C'est très récemment que vous avez été confronté aux responsabilités tandis que le parlementaire modeste que je suis découvrirait, récemment aussi, la Nouvelle-Calédonie. Nous avons donc en commun d'être tous les deux des jeunes « découvreurs » de la Nouvelle-Calédonie. C'est un des mérites de vos responsabilités comme des miennes que de nous permettre de découvrir bien des choses et des gens que nous ignorions jusque-là ou que nous ne connaissions qu'à travers des préjugés ou des comptes rendus divers. Personnellement, j'ai éprouvé beaucoup de satisfaction, à l'issue de la mission de l'an dernier, à rédiger le rapport sur la Nouvelle-Calédonie qui a été remis à l'ensemble du Sénat et au Gouvernement.

Je comprends que le Gouvernement hésite mais nous voudrions bien savoir si, dans son esprit, la Nouvelle-Calédonie restera sous la souveraineté française ou si elle a une vocation à l'indépendance.

Sur ce point, nous aimerions bien savoir, n'ayant pas été éclairés à la lecture des comptes rendus publiés dans la presse de vos déclarations et de celles qu'a prononcées M. le ministre des affaires étrangères alors qu'il se trouvait en cette Australie — sympathique à bien des égards, mais qui n'est pas décidée à faciliter la tâche de la France dans cette partie de l'Océan Pacifique — nous aimerions bien savoir, dis-je, vers quoi le Gouvernement veut conduire la population de la Nouvelle-Calédonie.

Je vous avais posé la question lors de votre audition devant la commission des lois. Mais vous êtes resté discret : « Tant que je ne suis pas allé à Nouméa... », avez-vous dit. Je pense que la représentation nationale que nous constituons, méritait quand même, sinon des égards, du moins des informations. Je me méfie des coupures de presse. J'aurais par conséquent aimé lire le texte de votre discours.

De temps à autre, j'ai fait téléphoner à votre secrétariat à Paris pour essayer d'obtenir des informations plus complètes. Aujourd'hui, vous nous en dites un peu plus. Nous allons découvrir des institutions nouvelles complétant celles qui sont déjà en place. Je suis un peu perplexe devant cette multiplication des instances qui risquent d'être des ferments de revendications ou, au contraire, de ne servir à rien du tout, sinon à parlementer et à discuter à perte de vue.

Me référant donc aux déclarations figurant dans la presse, puisque ce sont les seules que je connaisse avec ce que vous venez de nous dire aujourd'hui, j'ai compris que le Gouvernement déposera un projet de loi proposant au Parlement de voter un statut qui, dans un premier temps, aboutira à une large autonomie interne. Je n'ai pas, personnellement, d'aversion particulière pour l'autonomie interne, dès l'instant que le risque n'est pas déjà pris de conduire la Nouvelle-Calédonie vers un autre destin.

Vous avez eu quelque courage à reporter la solution finale à 1989. Je ne sais pas si toutes les sensibilités politiques de la Grande Terre, plus généralement, de la Nouvelle-Calédonie, apprécieront ce délai, mais nous verrons bien quelles seront les réactions. Pour l'instant je les connais mal ; au moins l'un d'entre nous ici les connaît-il très bien !

M. Cheysson a déclaré que la Nouvelle-Calédonie avait vocation à l'indépendance, vous ne l'avez pas contredit et je crois comprendre qu'en 1989 aura lieu un référendum sur l'autodétermination.

Il est un point sur lequel j'aimerais, monsieur le secrétaire d'Etat, recevoir de votre part un avis. J'ai bien lu, à l'époque, le communiqué qui a été élaboré à la suite de la rencontre de Nainville-les-Roches. En effet, si l'on parle d'autodétermination, on voudrait savoir qui aura le droit de voter. C'est un problème sur lequel personne, jusqu'à présent, n'ose se prononcer. Le Gouvernement peut-il nous dire si l'hypothèse de l'autodétermination sera envisagée explicitement ou implicitement dans le projet de loi qui sera déposé sur le bureau des Assemblées, et si ce dernier exprimera une opinion ferme sur le point de savoir qui pourra voter.

J'ai l'impression — impression que j'ai déjà recueillie l'année dernière, en Nouvelle-Calédonie — que ce point est essentiel.

Ceux qui affirment que tout le monde doit voter pensent qu'un référendum donnerait un avantage sûr au maintien de la Nouvelle-Calédonie sous la souveraineté française. En revanche, si l'on institue un suffrage discriminatoire, certains citoyens pouvant voter et d'autres non, cela entraînera des difficultés majeures.

Ce coin du voile n'est pas levé et la commission des lois n'a donc pas reçu, sur ce point, les renseignements dont elle avait besoin. Aujourd'hui, vous n'en avez dit mot, monsieur le secrétaire d'Etat.

Au-delà des problèmes institutionnels, je vous avais demandé quels seraient, dans ce budget de contraction — c'est presque un euphémisme — les investissements sacrifiés et les politiques abandonnées. Passer de 100 francs une année, à 85 francs l'année suivante, entraîne le sacrifice de certaines dépenses. Je n'ai pas su lire dans les fascicules budgétaires ce que l'on a fait les années précédentes et qu'on ne fera plus désormais.

A propos de la Nouvelle-Calédonie, il est une question — et Dieu sait si on en parle là-bas ! — qui est toujours pendante, c'est celle de la voie transversale Est-Ouest.

M. Christian Nucci que nous avons rencontré à l'aéroport de Tontouna, il y quinze mois, le jour même où nous rentrions en métropole, nous avait expliqué combien le déséquilibre était grand sur la Grande-Terre : une démographie très mal répartie, une mauvaise distribution des activités économiques, des difficultés de communiquer entre les habitants de la côte ouest et ceux de la côte est, l'hypertrophie de Nouméa ! Tout cela nous l'avons aussi entendu au cours de la mission que je conduisais et je sais que le problème existe réellement.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie, ses chances de demeurer sous la souveraineté française sont largement commandés par un développement de l'île et la suppression de ce type de déséquilibres. Cependant, vous ne m'avez pas dit, monsieur le secrétaire d'Etat, si le Gouvernement entendait prendre des dispositions, notamment au plan financier, pour assurer la construction de cette voie transversale.

Je vous avais posé une autre question relative aux revendications foncières. Ce fut un des éléments les plus passionnants de ma rencontre avec la réalité calédonienne.

La réforme foncière est en cours et, jusqu'à présent, elle semble s'opérer à partir de consentements, longuement attendus de la part de ceux qui cèdent, mais finalement obtenus.

Cependant, il est un point qui a préoccupé la mission sénatoriale, à propos duquel je vous ai interrogé et sur lequel vous ne m'avez pas répondu. Je voudrais savoir si la revendication foncière est prise par les pouvoirs publics telle qu'elle est présentée, sans vérification de ce qu'étaient les limites d'un domaine ou d'un territoire de l'île où était implanté tel clan ou telle tribu au moment de l'arrivée des Français.

La consultation des documents établis par l'office de recherche scientifique des territoires d'outre-mer, qui s'est beaucoup intéressé à ce qu'étaient les surfaces foncières possédées par les tribus et les clans il y a 130 ans, nous a montré que les revendications foncières, telles qu'elles sont exprimées aujourd'hui par les mêmes tribus et les mêmes clans, débordent quelquefois très largement leur assise d'origine.

Comment le Gouvernement conduit-il cette réforme foncière ? Prend-il pour la vérité la revendication de telle ou telle limite ou exerce-t-il un droit de critique et engage-t-il une discussion avec ceux qui revendiquent ?

Ni la commission des lois ni moi-même n'avons obtenu de réponse ; or ces problèmes sont importants.

Pour toutes ces raisons, cette commission m'a chargé de développer ce rapport à la tribune du Sénat et de demander le rejet du projet de budget pour la section des territoires d'outre-mer. (Applaudissements sur les travées de l'U.R.E.I., du R.P.R. et de l'U.C.D.P.)

M. le président. Le Sénat voudra sans doute interrompre maintenant ses travaux pour les reprendre à quinze heures. (Assentiment.)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à treize heures cinq, est reprise à quinze heures, sous la présidence de M. Pierre-Christian Taittinger.)

PRESIDENCE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER,
vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

Mes chers collègues, nous poursuivons l'examen des dispositions du projet de loi de finances pour 1984 relatives aux départements et territoires d'outre-mer.

La parole est à M. Lacour, rapporteur pour avis.

M. Pierre Lacour, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan (territoires d'outre-mer). Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, la commission des affaires économiques et du Plan a examiné cette année avec une attention toute particulière la situation des territoires d'outre-mer, territoires, certes, éloignés, mais proches dans le cœur et l'esprit de chacun d'entre nous, tout à la fois pour ce qu'ils ont représenté tout au long de l'histoire de notre pays, pour ce qu'ils représentent aujourd'hui et pour ce qu'ils doivent continuer à représenter demain, dans l'intérêt de nos communautés de pensée et de vie.

La Communauté économique européenne, elle aussi, est concernée, car elle participe à la définition de l'environnement économique et géopolitique des territoires, environnement officiellement reconnu par la convention des Nations unies sur le droit de la mer et signée le 10 décembre 1982 à la Jamaïque — convention dont vous n'avez pas manqué, tout à l'heure, monsieur le secrétaire d'Etat, de souligner l'importance de l'enjeu.

Effectivement, à la nouvelle échelle mondiale de la communication et de l'industrialisation, l'important rôle océanique de développement dans lequel nos territoires d'outre-mer s'intègrent pour les principaux de leurs archipels fait que ces territoires sont appelés de plus en plus à jouer un rôle de premier plan, à la fois économique et stratégique pour la métropole et notre communauté européenne.

Cet aspect, ces potentialités n'ont pas échappé à maintes convoitises environnantes ou à certaines ambitions individuelles, qui profitent des difficultés conjoncturelles pour semer trouble et confusion politiques.

C'est dire la particulière prudence et la vigilance accrue qui incombent aujourd'hui au Gouvernement, mais encore et surtout la nécessité d'affirmer sa volonté politique, fondée sur la liberté, la sécurité et la responsabilité des élus. Vous n'avez pas manqué, monsieur le secrétaire d'Etat, de faire des déclarations d'excellentes intentions lors de votre récent voyage, et vous nous les avez rappelées tout à l'heure. Mais notre commission aimerait voir se traduire ces déclarations par le nerf de cette action, c'est-à-dire par une dotation budgétaire plus importante et mieux répartie.

Sans entrer dans les détails — que vous trouverez dans mon rapport écrit — permettez-moi un bref rappel, un tour d'horizon de l'économie dans chaque territoire.

En Nouvelle-Calédonie, c'était hier et c'est aujourd'hui encore la production du minerai de nickel, exploité pratiquement par une seule grande société dominante, éclipsant dans son giron éminemment attractif, à l'époque — c'était hier — d'une heureuse croissance, la majorité des autres capacités de production, pourtant réelles, tant du sol que du sous-sol et de la mer.

Si, sur le plan des industries extractives, d'autres minerais demeurent encore à l'état léthargique, les productions naturelles représentent beaucoup d'espoirs pour l'agriculture, grâce à 210 000 hectares porteurs de richesses, si quelques conditions élémentaires sont remplies. Ces conditions, quelles sont-elles ?

Il faut, d'abord, qu'un frein soit mis à la propension à importer des grands pays voisins ; il faut que les 210 000 hectares de terres cultivables trouvent le plus rapidement possible les voies et les moyens de leur mise en valeur, assortis des mesures agro-alimentaires qui s'imposent pour une bonne valeur ajoutée indispensable — mais là se pose un problème important, celui du foncier, sur lequel je m'attarderai quelques instants tout à l'heure.

Par ailleurs, l'élevage, la production de fruits, de céréales, de café, mais surtout de coprah, devrait, demain, trouver une place de choix — si les conditions que je viens de dire sont remplies — non seulement dans la commission intérieure mais aussi dans l'exportation.

Quant à la pêche, il est très regrettable qu'elle demeure au stade artisanal. Sur le plan industriel, elle est trop tributaire de l'armement américain et surtout de l'armement japonais. L'aquaculture, quant à elle, devrait connaître des lendemains fort intéressants pour l'économie locale.

Le domaine forestier présente un vaste espace, qui ne demande qu'à couvrir demain les besoins locaux.

Je ne saurais, bien entendu, oublier le tourisme, qu'un schéma directeur de développement s'efforce de promouvoir.

Pour développer toutes ces potentialités, bien des efforts ont été entrepris dans diverses directions, grâce, en particulier, aux concours financiers extérieurs — qui, il faut le souligner, ont augmenté en 1962 de 23 p. 100 — et aux actions décidées par l'assemblée territoriale.

Mais, hélas, bien des efforts complémentaires s'imposent encore si l'on veut arriver à rétablir l'équilibre des échanges qui caractérisait, hier, la Nouvelle-Calédonie.

Pour ce qui est de la Polynésie, la forte activité cyclonique qui s'est développée cette année a gravement handicapé les possibilités économiques de ce territoire, fortement dépendant par ailleurs, par la destruction de maintes cocoteraies et fermes perlières, et par la nécessité, face à cette menace permanente, de donner aux organismes scientifiques, par le biais de l'O. R. S. T. O. M. — office de la recherche scientifique et technique outre-mer — les moyens d'une détection et d'une prévention efficaces.

Il importe donc de rassembler cette économie sur toutes les activités susceptibles d'expansion, qu'il s'agisse, dans le domaine agricole, du coprah, principale production, du café, des cultures vivrières ou encore des productions d'agrumes, qu'il s'agisse de pêche ou d'aquaculture en eau douce ou en eau de mer, qu'il s'agisse du tourisme, facteur important de développement, qui a commencé à connaître, dès 1982, une évolution favorable grâce à un important programme d'investissements hôteliers et grâce à l'amélioration sensible des dessertes aériennes.

Mais, pour l'heure, l'activité dominante et génératrice de développement en Polynésie demeure celle du centre d'expérimentation du Pacifique et du commissariat à l'énergie atomique, activité qui génère un trafic important de marchandises ; la présence des armées et du C. E. A. a une incidence financière certaine.

Grâce à la progression de plusieurs fonds spéciaux d'investissements, maintes activités susceptibles d'expansion devraient pouvoir redémarrer, pour peu que soient remises en cause les habitudes locales, spécialement des élites, au plan économique et social. C'est ce qui ressort des diverses données économiques dont nous disposons, qui font apparaître une amélioration sensible de la balance commerciale depuis 1982.

Le développement économique de Wallis-et-Futuna est resté limité, en raison de l'isolement du territoire et en raison de la crise en Nouvelle-Calédonie. Là aussi, un effort de modernisation s'impose.

Pour ce qui est des terres Australes et Antarctiques françaises, qui représentent un élément important de notre patrimoine, notamment dans le domaine de l'exploitation des ressources maritimes, il conviendrait d'assurer le redéploiement de la pêche française. La création d'une base maritime aux îles Kerguelen pourrait permettre une meilleure exploitation de ces ressources.

Quant à la terre Adélie, elle mériterait une desserte aérienne convenable pour devenir une station scientifique efficace.

Enfin, les îles éparses de l'océan Indien doivent demeurer un haut lieu d'observation météorologique, et la permanence de détachements militaires doit assurer la pérennité de la présence française dans cette région.

Après ce bref survol des perspectives économiques des différents territoires d'outre-mer, examinons les principaux événements qui ont marqué leur vie économique et politique au cours de ces derniers mois.

Signalons d'abord une activité politique intense à l'occasion des élections municipales et les premières discussions sur les projets de statuts.

Signalons ensuite que le débat engagé en Nouvelle-Calédonie pour un rééquilibrage de la société calédonienne dans le cadre d'une nécessaire évolution statutaire a suscité maintes polémiques. Vous n'avez pas manqué, monsieur le secrétaire d'Etat, de vous rendre sur place pour répondre aux nombreuses interrogations des diverses ethnies et pour essayer de ménager les conditions d'une légitime émancipation.

Mais le fait marquant du développement économique de ce territoire a été l'application d'ordonnances pour le moins arbitraires, contrairement à la volonté décentralisatrice et « responsabilisatrice » du Gouvernement, qui est pressé d'aller plus vite dans la voie des réformes.

Cette procédure, monsieur le secrétaire d'Etat, est fort éloignée de la logique de la décentralisation que vous nous avez rappelée ce matin.

Les orientations retenues pour le plan intérimaire et pour le IX^e Plan nous paraissent tout à fait louables ; néanmoins, nous ne pouvons que regretter, avec le Conseil économique et social, l'absence de précisions quant à l'importance du redéploiement indispensable des budgets d'équipement et d'investissement. Espérons que, sous le couvert de la décentralisation, ces actions ne se traduiront pas, en fait, par un désengagement de l'Etat et par l'instauration d'une autarcie appauvrissante.

La réforme foncière, qui s'est traduite par la création d'un office donnant à l'Etat toutes compétences, et ce au travers d'un établissement public ayant pour mission d'accélérer les opérations de redistribution engagées en vertu de la loi du 7 janvier 1981, constitue un fait marquant.

Cette réforme avait permis d'acquérir 12 000 hectares en mars 1982 ; depuis cette date, 14 000 hectares supplémentaires ont été attribués.

Je ne m'attarderai pas sur les conditions particulières de cette réforme, qui sont liées au caractère spécifique de ce territoire, profondément imprégné par les droits coutumiers.

Cette réforme foncière, imposée sans concertation préalable, risque aujourd'hui de créer des tensions et de provoquer des affrontements très graves en cas d'expropriation des « broussards » attachés à la terre qui les a vus naître. C'est pourquoi votre commission, qui a estimé que le recours à la procédure des ordonnances était injustifiée, insiste tout particulièrement sur la nécessité de respecter les droits fonciers de chacun, ce qui n'exclut pas pour autant une redistribution équitable.

Votre commission craint, d'autre part, que cette ordonnance ne suscite de nouvelles revendications de la part de la population mélanésienne. Elle aurait souhaité, pour le moins, qu'elle soit assortie des mesures d'accompagnement indispensables à la mise en valeur des terres redistribuées. Elle tient à ce que le Gouvernement ne favorise pas une ethnie au détriment des autres, car aucune d'entre elles n'est majoritaire dans le territoire.

Enfin, en application de cette politique d'expansion, elle insiste pour que la politique des conventions continue de se développer en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie, de manière à mieux exprimer les priorités envisagées dans les lois de Plan.

Ayant présenté dans le détail les crédits consacrés aux territoires d'outre-mer, je me bornerai à souligner, pour conclure, les observations principales qui ressortent de l'examen du projet de budget. A cet égard, nous notons, monsieur le secrétaire d'Etat, que les dotations consacrées aux interventions publiques progressent de 9 p. 100. Les subventions aux budgets locaux ainsi que les crédits de l'action sociale augmentent de 6,8 p. 100.

En ce qui concerne les investissements pour l'équipement administratif, les autorisations de programme diminuent de 12 p. 100 et les crédits de paiement de 27 p. 100. Il en est de même pour les subventions accordées par l'Etat, qui régressent de 31 p. 100. Cette baisse résulte principalement du transfert de la section commune au profit des dépenses de fonctionnement des offices.

La subvention octroyée au F. I. D. E. S. connaît le même sort, puisqu'elle diminue de 22 p. 100. Les crédits inscrits au profit de la recherche scientifique régressent également de 10 p. 100. Au total, les crédits de la section « territoires d'outre-mer », qui s'élevaient à 317 100 000 francs, se caractérisent par une diminution de 4,3 p. 100 par rapport à 1982.

Au terme de ces considérations, notre commission relève la bonne volonté et les excellentes intentions affichées par le Gouvernement. Ces intentions, monsieur le secrétaire d'Etat, ressortent des récentes déclarations que vous avez faites lors de votre voyage dans ce territoire. Vous avez pu, vous-même, relever sur place, à travers le sentiment d'inquiétude des populations, le bien-fondé de nos observations.

Face à ces incertitudes et insuffisances budgétaires, face aux ombres qui demeurent quant à l'application, dans les territoires d'outre-mer, d'une active, mais prudente mise en valeur des productions locales, face à l'exécution d'ordonnances dangereuses et contraires à la politique volontariste relevant, elle, d'une large concertation conforme à l'application de la loi de 1981 et à la logique même de la décentralisation, et considérant que les crédits globaux de la section « territoires d'outre-mer » connaissent une diminution sensible, notre commission a décidé de s'en remettre à la sagesse du Sénat. (*Applaudissements sur plusieurs travées de l'U. C. D. P., du R. P. R. et de l'U. R. E. I. — M. Max Lejeune applaudit également.*)

M. le président. J'indique au Sénat que, compte tenu de l'organisation du débat décidée le 3 novembre 1983 par la conférence des présidents, les temps de parole dont disposent les groupes pour cette discussion sont les suivants :

- groupe de l'union centriste des démocrates de progrès, 40 minutes ;
- groupe socialiste, 15 minutes ;
- groupe du rassemblement pour la République, 15 minutes ;
- groupe de la gauche démocratique, 15 minutes ;
- groupe communiste, 15 minutes.

La parole est à M. Ukeiwé.

M. Dick Ukeiwé. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, la discussion de ce budget des territoires d'outre-mer arrive, pour mon territoire, à un moment d'une telle gravité politique que mon propos, vous vous en doutez, ira bien au-delà de la simple étude des crédits mis à la disposition du département ministériel des départements et territoires d'outre-mer pour lui permettre d'accomplir sa mission.

Vous revenez, monsieur le secrétaire d'Etat, d'un voyage en Nouvelle-Calédonie, où vous avez présenté le projet de statut d'autonomie interne, que vous souhaitez appliquer au territoire. Je dis « vous » car, à l'évidence, ce statut n'est voulu par personne.

Il n'est voulu ni par les indépendantistes, qui estiment à juste titre sans doute que les propositions que vous avez exposées demeurent extrêmement timorées par rapport aux promesses imprudentes que vous et vos amis leur aviez faites avant le 10 mai 1981, ni par les nationaux, que je représente dans cette assemblée, c'est-à-dire plus des deux tiers de la population, que vous avez marginalisés politiquement depuis deux ans.

Vous avez souhaité d'autres interlocuteurs que les partisans de la France. Vous les avez ! Mais, à l'assemblée territoriale, voilà quelques jours, ces gens qui vous doivent tout vous ont tourné le dos et ont quitté l'hémicycle avant votre discours. Je ne doute pas, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous et vos collaborateurs ferez tout pour recoller les morceaux. Certain que vos amis indépendantistes ne se précipiteront pas pour vous fournir la colle, j'attends, avec un amusement non dénué d'inquiétude, de voir comment et sous quelles conditions s'effectuera ce rabibochage.

Quoi qu'il en soit, monsieur le secrétaire d'Etat, je vous remercie au nom des Calédoniens d'avoir eu la délicatesse à la télévision locale de comparer la présence française en Nouvelle-Calédonie à l'occupation nazie en France.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Puis-je vous interrompre, monsieur le sénateur ?

M. Dick Ukeiwé. Je vous en prie, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Avez-vous, monsieur le sénateur, entendu et vu vous-même cette séquence à la télévision ?

M. Dick Ukeiwé. Monsieur le secrétaire d'Etat, ce sont les mots que vous avez prononcés à la radio et à la télévision locales.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Monsieur le sénateur, ce que vous dites, et j'en appelle à la présidence, est très grave.

M. Dick Ukeiwé. Je laisse à mes collègues le soin d'apprécier la valeur de cette forte image. Je relève simplement qu'elle est en contradiction totale avec le discours que vous aviez prononcé à l'assemblée territoriale, le 20 mai dernier, et au cours duquel vous déclariez que la France n'avait pas à rougir de son action en Nouvelle-Calédonie.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Et je l'ai redit !

M. Dick Ukeiwé. Arrivé à ce point de votre appréciation très spéieuse de l'action de la France en Nouvelle-Calédonie, il me vient l'envie de vous demander, monsieur le secrétaire d'Etat, à propos de l'ordre du jour : un budget pour quelle politique ? En refusant une fois de plus de préciser la position du Gouvernement sur l'avenir du territoire, vous avez compromis toute perspective de développement.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. C'est scandaleux !

M. Dick Ukeiwé. En repoussant à 1989 le référendum sur l'autodétermination des Calédoniens, vous avez non seulement esquivé vos responsabilités et peut-être préparé un lourd héritage pour vos successeurs, mais aussi compromis les chances d'un territoire sur lequel personne n'osera plus miser, sachant que tout pourra être remis en question dans quelques années.

Qu'est-ce qui vous empêche, monsieur le secrétaire d'Etat, d'organiser dans les mois qui viennent cette consultation de la population calédonienne, qui démontrera, de façon éclatante vous le savez bien, que les Calédoniens, toutes ethnies confondues, souhaitent massivement rester Français ?

Toutes ethnies confondues, cela aussi vous ne l'ignorez pas, monsieur le secrétaire d'Etat, après les visites que vous avez effectuées dans les grandes chefferies de mon île natale, Lifou, à l'île des Pins et dans d'autres lieux de la Grande-Terre.

Moi, élu national des îles Loyauté, circonscription ne comptant que des électeurs mélanésiens, je vous dis, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'à l'heure où je vous parle les indépendantistes sont minoritaires partout, y compris au sein de l'ethnie mélanésienne.

Alors, qui ménagez-vous ? D'où vous vient cette timidité devant le verdict des urnes ? Pourquoi refusez-vous de discuter avec la masse des Mélanésiens qui veulent rester Français ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je suis allé aux îles Loyauté ; j'ai rencontré les Mélanésiens et j'ai discuté avec eux.

M. Dick Ukeiwé. Sont-ils moins dignes, monsieur le secrétaire d'Etat, de votre considération, de votre respect...

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Mais ce que vous dites est faux !

M. Dick Ukeiwé. ... que les indépendantistes qui n'ont qu'injures et anathèmes à la bouche contre la France ?

Le statut que vous avez proposé à l'appréciation des Calédoniens ou plus exactement d'une assemblée territoriale en fin de mandat, totalement discréditée et qui ne représente plus rien, reste un chef-d'œuvre en trompe-l'œil, qui, s'il faut en croire les réactions des groupes politiques à votre égard, n'a abusé personne tant la ficelle est imposante.

Le roulement de grosse caisse que constituent les titres de ministres, l'hymne et le drapeau, dissimule mal votre solo de violon, qui est la suite logique de la politique de dessaisissement des autorités territoriales, mise en route alors que je présidais encore le Conseil de Gouvernement.

Le vote par le Parlement des ordonnances permettant au Gouvernement de légiférer en matière foncière, fiscale, culturelle, dans les domaines de l'énergie et des institutions préfigurerait déjà ce statut. Car, si vous proposez de donner des titres ronflants, qui ne sont pas sans danger en eux-mêmes, aux hommes qui siégeront dans les institutions, vous vous gardez bien de leur restituer toutes les prérogatives confisquées par voie d'ordonnances au bénéfice des offices que l'Etat contrôle totalement.

Ces offices resteront en fonction, selon vos dires, jusqu'au référendum de 1989. Monsieur le secrétaire d'Etat, on sait qu'ils font partie du rituel et qu'ils constituent dans votre système la panacée.

Je suis au regret de vous dire que, dans ce domaine aussi, vous allez, en partant d'intentions que je veux bien croire bonnes, réussir à paver complètement l'enfer que vous préparez aux Calédoniens.

Parlons, tout d'abord, au plan budgétaire, de l'important transfert effectué du F.I.D.E.S. au profit des offices. Voilà autant de crédits sur lesquels les autorités locales n'auront plus aucun droit de regard et qui seront gérés par les trois offices — de développement, foncier et culturel — dont je disais tout à l'heure, qu'ils étaient contrôlés par l'Etat ! Bel exemple de décentralisation !

Venons-en maintenant à l'effort pervers de ces mesures qui constituent l'essentiel de la politique de réforme que vous avez entreprise.

Au titre des terres, l'office foncier a attribué, cette année, près de 20 000 hectares dont les neuf dixièmes ont été mis en agrandissement de réserves ou en propriété clanique.

Il en résulte que, étant des propriétés collectives, ces terres ne sont travaillées par personne. Elles retombent en friche et disparaissent de l'outil productif calédonien. Les membres de la tribu, peu motivés pour un labeur collectif sans retombées directes, quittent le clan pour aller en ville chercher un emploi et vont plus probablement grossir la masse des chômeurs et des mécontents.

En dépeuplant la tribu, vous tuez la coutume, car celle-ci est fondée sur l'exercice des devoirs coutumiers que chaque sujet accomplit en fonction de ses moyens et de ses revenus. Plus de revenus, donc plus de sujets et donc plus de coutumes. Voilà une des conséquences néfastes de votre politique, qui va gravement compromettre la mise en place de la Chambre coutumière dont vous envisagez la création dans votre statut.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Quel mensonge ! Comment pouvez-vous tenir de tels propos ?

M. Dick Ukeiwé. Qui allez-vous faire siéger dans cette chambre, quand il n'y aura plus de chefs coutumiers qui n'existent que par et pour leurs sujets ?

Etant moi-même impliqué dans la hiérarchie coutumière et très soucieux du respect de ses règles, je vous mets en garde contre tous ceux qui vous conseillent sur cette matière à Paris. Ils ne peuvent avoir qu'une connaissance théorique d'une question assez impénétrable pour un Européen. Sur place, les hommes politiques mélanésiens, qui parlent de coutumes, leaders du front indépendantiste ou conseillers occultes cachés dans les bureaux administratifs, n'ont aucune existence coutumière. Fabriqués par le système mis en place par la France, par le biais de l'élection ou de la nomination, ils le combattent aujourd'hui, tout en se prévalant de leurs titres pour parler en orfèvres de la coutume. Dois-je vous dire que le Palika et aussi le L. K. S., partis indépendantistes, dont le leader est le grand chef Nidoishe Naisseline, sont opposés à ces offices pour des raisons qui leur sont spécifiques, mais dont certaines rejoignent les mises en garde que je vous adresse.

Parlons, maintenant, de l'office culturel et scientifique canaque. Pourquoi ne s'est-il pas intitulé « office culturel et scientifique calédonien » ? C'est une insulte et une discrimination à l'égard de toutes les autres ethnies, et elles sont nombreuses, qui peu-

plent le territoire. Il a été voulu comme tel pour constituer un organisme de propagande politique mis par le Gouvernement à la disposition des indépendantistes et doté de moyens financiers impressionnants. Quelle culture est-il destiné à véhiculer, sinon le langage de la subversion et de l'endoctrinement ?

Quant à l'office de développement, son échec est directement lié à celui de la réforme foncière. Faute de titres de propriété coutumière individuelle, les Mélanésiens quittent les terres et aucune mise en valeur ne sera possible.

L'échec « brûlant » — si j'ose dire ! — des implantations hôtelières sur terres tribales, qui ont été détruites par le feu au cours de ces derniers mois, en est la preuve aveuglante.

Merci, monsieur le secrétaire d'Etat, pour l'instauration du service militaire adapté. Mais, là aussi, la formation d'agriculteurs qui est dispensée aux recrues ne leur permettra pas de trouver des débouchés, faute de terres à exploiter.

Revenons-en au statut lui-même. A six mois maintenant des élections qui doivent renouveler l'assemblée territoriale, nous ignorons totalement les conditions dans lesquelles elles s'effectueront ; peu, voire pas d'indications sur la fonction de cette chambre dite coutumière, son mode de désignation, ses attributions ; nous ne savons rien non plus sur ces « pays » que vous souhaitez créer et qui rappellent fâcheusement de vieilles histoires de partition !

Vous conviendrez, monsieur le président, mes chers collègues, qu'il s'agit là d'une singulière façon de traiter des responsables politiques et des citoyens qui sont conscients de jouer en ce moment, non seulement leur avenir, mais peut-être et surtout leur vie. Pour une fois, je serai d'accord avec M. Cheysson qui déclarait récemment en Australie que, si la France jouait les Ponce-Pilate en Calédonie et s'en allait, la violence se déchaînerait.

La France, quel que soit son régime, a des devoirs historiques, politiques moraux, sociaux, culturels, à remplir en Nouvelle-Calédonie. Elle a mission de le faire en s'appuyant sur la démocratie et sur le suffrage universel qui proclame, en chaque occasion, que les Calédoniens veulent rester Français.

Pour notre part, bien que massivement majoritaires, nous ne rejetons personne ; nous ne voulons, au contraire de nos adversaires indépendantistes, le départ de quiconque. Nous pensons que, sur ce territoire de 20 000 kilomètres carrés — deux fois la Corse — peuplé de 140 000 habitants — 7 habitants au kilomètre carré — chacun peut trouver sa place, sans exclusive de race, de couleur ou de religion.

Nous estimons que, dans ce grand pays vide, aux potentialités exceptionnelles, il est aberrant et suicidaire qu'un tiers de la population souhaite le départ des deux autres tiers et que ce soit ce tiers-là, extrémiste et raciste, qui ait, monsieur le secrétaire d'Etat, votre oreille et celle de votre Gouvernement !

Je vous demande solennellement, monsieur le secrétaire d'Etat, de répondre, comme vous l'aviez promis, aux questions que vous a posées mon ami le député Jacques Lafleur, lors de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale ; vous ne l'avez pas encore fait.

Quentendez-vous par statut évolutif et de transition ? Evolutif vers quoi ? Vers l'anarchie politique ? Vers le malheur de la Nouvelle-Calédonie et de ses habitants ? Vers l'effondrement économique et social ? Vous parlez d'un statut de transition. A nouveau, je vous demande vers quoi. Le chaos, la guerre civile, la domination assurée des Anglo-Saxons ou, pire encore, celle des pays de l'Est ou de Cuba ?

M. Bernard Parmantier. Ah !

M. Dick Ukeiwé. A moins que vous ne vouliez, en fait, vous défaire de la Nouvelle-Calédonie à moindres frais...

M. Bernard Parmantier. Rien que cela !

M. Dick Ukeiwé. ... en organisant, comme l'avait si bien commencé M. Nucci, le découragement social par l'aggravation de la situation économique et l'hémorragie du peuplement de ce pays en incitant certains de ses habitants à le quitter ! La transition se fera peut-être vers un nouveau système encore démocratique, système très particulier où la minorité, par simple jeu du découpage et de la manipulation, deviendrait majorité ?

Telles sont, monsieur le secrétaire d'Etat, les questions que vous posait M. Jacques Lafleur à l'Assemblée nationale et ceiles qu'à mon tour je vous soumetts.

Notre action politique se veut un message de paix, de fraternité, de tolérance et d'espoir ; il ne peut être entendu que dans le cadre des lois de la République française qui, seules, sont susceptibles d'assurer en Nouvelle-Calédonie la justice, la liberté et la paix civile.

Pour toutes ces raisons que j'ai développées aujourd'hui devant cette assemblée, pour toutes ces réserves, ces inquiétudes, ces appréhensions que j'ai exprimées devant vous, je vous demande, mes chers collègues, de rejeter le budget qui vous

est présenté. (*Applaudissements sur plusieurs travées du R.P.R., de l'U.C.D.P. et de l'U.R.E.I. — MM. Paul Bénard et Max Lejeune applaudissent également.*)

M. le président. Monsieur le secrétaire d'Etat, la présidence ne peut, dans un tel débat, que vous donner acte du démenti que vous avez opposé aux déclarations de l'intervenant.

La parole est à M. Gargar.

M. Marcel Gargar. Monsieur le secrétaire d'Etat, ma brève intervention portera davantage sur le sort de l'usine sucrière de Beauport et sa survie que sur les divers aspects de ce budget, marqué au coin de la rigueur ; elle pourra donc revêtir pour certains un aspect répétitif et je vous prie de m'en excuser.

Cette question est devenue un leitmotiv chez la majorité des Guadeloupéens. Elle revêt une telle importance vitale que les autres problèmes, si importants soient-ils, peuvent être relégués au second plan.

Qu'en est-il, monsieur le secrétaire d'Etat, de vos propositions faites à l'assemblée départementale concernant le financement à part égale d'une société d'économie mixte se substituant à la S. A. U. B. défaillante ?

Nous nous sommes laissé dire que cette assemblée locale, interlocutrice privilégiée depuis la loi de décentralisation de décembre 1982, tergiverse, « tourne autour du pot », tient des propos pessimistes, ruse avec les pouvoirs publics et, partant, avec les travailleurs et leurs familles qui sont inquiets pour leur avenir.

La majorité de droite de l'assemblée locale estimerait que la part contributive du département serait trop lourde à supporter, oubliant ainsi l'ardente obligation de solidarité de tous envers tous.

Actuellement, l'économie mondiale, tout comme celle de la France est en crise ; il convient donc que les Guadeloupéens révisent la notion d'assistance que leur a inculquée la droite colonialiste et qui est contraire à leurs aspirations de dignité et de responsabilité.

L'ouverture et le dialogue établis par le Premier ministre, M. Pierre Mauroy, lors de sa visite en Guadeloupe au mois de février dernier, ne constituent-ils pas un gage de bonne volonté à saisir ?

Sitôt l'annonce de la création de cette société mixte, le conseil régional, que je présidais à l'époque, a voté une dotation de un million de francs comme première mise de fonds ; les municipalités de gauche, celles de Pointe-à-Pitre, Petit-Canal et Port-Louis notamment, inscrivent à leur budget leur participation ; nul doute que d'autres communes, malgré leurs faibles ressources, souscriraient à cette entreprise de sauvetage de notre industrie cannière et sucrière, l'enjeu étant le maintien d'environ 20 000 emplois directs ou indirects.

Partant du principe qu'aucune industrie sucrière existant en Guadeloupe ne doit être fermée je ne puis comprendre pour celle de Beauport a été offerte sélectivement en holocauste, malgré ses potentialités de redressement structurel et de meilleure gestion, auxquelles, d'instinct, les syndicats ont promis de contribuer.

Quoi qu'il en soit, une solution positive doit être trouvée, et ce, soit par la nationalisation des unités de production, soit par une plus forte participation financière de l'Etat. En effet, du succès ou de l'échec de ce sauvetage dépendent de bonnes retombées pour toute la gauche et le Gouvernement, ou la malsaine satisfaction de la droite d'avoir fait « capoter » la renaissance de cette industrie.

Nous connaissons, monsieur le secrétaire d'Etat, l'intérêt que vous portez à cette affaire et nous vous faisons confiance pour la mener à bien.

Le budget des départements d'outre-mer se caractérise par sa faiblesse. Il nous paraît peu en mesure de réduire les inégalités ni le fort taux de chômage que connaissent ces contrées peu développées. De même ne semble-t-il pas de nature à renforcer l'appareil productif — agriculture, agro-alimentaire, pêche et zones de pêche — à promouvoir la production bovine et porcine, à aider davantage à la formation des hommes en dotant la formation professionnelle d'atouts pédagogiques et en la faisant bénéficier de la technologie avancée, enfin, à faire progresser les problèmes scolaires et universitaires. Le développement de l'artisanat devrait être également pris en compte.

Nous convenons avec vous, monsieur le secrétaire d'Etat, que la tâche de redressement est rude, car s'attacher à préparer plus de vingt-cinq années de gâchis et d'erreurs, à nettoyer ces fameuses écuries d'Augias, nécessite beaucoup d'efforts, de persévérance et de durée.

Les chantres du catastrophisme et de la « sinistrose » oublient trop vite qu'ils sont responsables de la dégradation économique, sociale, morale et culturelle de ces départements situés hors de la métropole.

Malgré la conjoncture économique difficile, le Gouvernement de la gauche s'efforce d'améliorer la condition humaine et sociale des Domiens; l'augmentation du Smic, l'application automatique des lois sociales — lois d'assurance mutuelle pour les agriculteurs non salariés, promesse de prendre en compte les difficultés des handicapés, généralisation des allocations vieillesse — sont à porter au crédit du Gouvernement et de votre secrétariat d'Etat.

Cependant, on ne peut ignorer le grave mécontentement des jeunes qui sont sans travail et sans horizon.

A ces insatisfactions viennent s'ajouter les turbulences des impatients qui s'agitent jusqu'à avoir recours à la violence, que toute la gauche réprouve, de même qu'elle a réprouvé avec force la lâche agression du géant américain contre la « puce » de la Grenade, processus dangereux pour la paix mondiale.

Votre budget, à l'instar de ceux des ministères techniques qui l'accompagnent, se veut un projet d'attente et d'espoir. C'est dans cet esprit que nous vous renouvelons notre approbation. (*Applaudissements sur les travées communistes et socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Lejeune.

M. Max Lejeune. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, pour les hommes de ma génération, les départements et territoires d'outre-mer constituent les vestiges d'un grand empire qui apparaissait en rose sur la carte du monde accrochée au mur de la classe de l'école primaire. Le maître revenu blessé du front, les tirailleurs africains qui séjournaient en cantonnement dans la cour de récréation, les Indochinois du bataillon de travailleurs, nonchalants dans les rues du village, le canon qui tonnait à l'horizon de notre enfance en composaient alors la vivante illustration.

Dans ce premier conflit mondial, que fut devenue la mère patrie sans les sacrifices de ces Français d'outre-mer? Dans le second conflit, ils connurent l'épreuve dans la défaite. Sur la Somme, ce fut l'assaut à l'arme blanche contre les chars, puis le réveil, quand la France libre se cambrà sur ses terres lointaines, envoyant leurs contingents vers la résistance militaire et acheminant même les hommes du bataillon du Pacifique jusqu'à Bir-Hakeim.

Et si, dans un gouvernement qui fit voter la loi-cadre pour les pays d'outre-mer, j'étais convaincu qu'il fallait permettre à ces derniers de poursuivre leur évolution vers la maturité et l'indépendance, je persiste à penser aujourd'hui que c'est dans le cadre de la République française que les départements et les territoires qui nous sont restés attachés par le cœur, qui sont marqués par notre histoire, qui ont atteint un niveau de vie souvent envié par leurs voisins et bénéficient d'un statut social évolué, peuvent trouver encore leur épanouissement.

A l'heure où plusieurs millions d'immigrés vivent sur notre sol, il serait déconcertant de ne plus accueillir en métropole les jeunes Réunionnais et Antillais dont la capacité à remplir des tâches analogues n'est pas discutable. La priorité de l'emploi devrait d'ailleurs, à mon sens, être réservée aux jeunes Français, à tous les jeunes Français.

Le relâchement des liens avec la France serait pour ces départements et territoires une cruelle aventure, quand on sait ce qu'il est advenu dans des îles ou territoires voisins, où l'indépendance proclamée s'est accompagnée d'une dépendance économique nouvelle et d'un abandon social souvent générateur de misère.

De plus, nos territoires et départements font partie intégrante de la République. Leur avenir ne peut dépendre d'un homme ou d'un parti. Sous le précédent « règne » — veuillez excuser ce terme qui, pour moi, depuis l'élection du Président de la République, au suffrage universel, traduit une réalité — j'ai été amené, M. le président Poher agissant au Sénat, à bloquer, avec quelques uns de mes collègues députés, un processus gouvernemental d'abandon de Mayotte, qui entendait ne pas suivre le destin des Comores dont elle s'affirmait différente d'ethnie, de comportement et d'aspiration.

M. Henri Goetschy, rapporteur spécial. Très bien !

M. Max Lejeune. La population s'affirma française et obtint un statut de département qu'on s'est ingénié à distinguer de celui de département d'outre-mer. Aujourd'hui encore on ne lui a pas apporté les équipements routiers, que, peu exigeante, elle souhaite, alors que l'attention officielle se porte encore, au nom de la coopération, vers les Comores qui ont quitté la République depuis 1975. Alors qu'Anjouan devrait bénéficier d'un équipement portuaire financé par des fonds européens, la création d'un port en eau profonde à Longoni se fait attendre, et la commission des finances vient de le rappeler opportunément.

M. Henri Goetschy, rapporteur spécial. Très bien !

M. Max Lejeune. Les territoires de la Polynésie et de la Nouvelle-Calédonie vivent depuis deux ans dans un climat d'incertitude politique détérioré par des agissements et des propagandes trop souvent importées. Ceux qui vivent sur ces terres, qui ont travaillé à leur mise en valeur dans des tâches aux prises avec la réalité de la vie quotidienne n'ont bien souvent que faire des théories d'importation de prétention doctrinale et ils ne peuvent admettre, surtout, que l'étranger s'immisce dans leurs affaires.

Les remontrances néo-zélandaises et australiennes cachent mal une volonté de faire d'îles tropicales agréables à fréquenter, de temps à autre, des îles tombant économiquement sous leurs tutelles.

Nous ne nous mêlons pas de ce qui se passe en Tasmanie. Aussi, quand nos ministres passent par ces pays, est-il souhaitable qu'on ne puisse pas comprendre un langage incertain ou imprudent tenu en ces lieux comme une volonté du Gouvernement de faire basculer nos territoires dans l'indépendance.

La zone d'exclusivité économique « en mer profonde » que possède la France autour de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis-et-Futuna atteint sept millions de kilomètres carrés. La présence de milliards et de milliards de tonnes de nodules minéraux et de pétrole dans le fond des mers pré-occupe certains pays et explique les attaques lancées à la conférence de l'O.N.U. sur le droit de la mer et l'acharnement de certains Etats à voir notre présence disparaître. Les agissements des pasteurs, peu ou prou anglicans, masquent de bien profanes préoccupations.

Quand le Canada a des vues économiques sur Saint-Pierre-et-Miquelon, Madagascar, et même Maurice, sur les îles éparses du canal de Mozambique, des Glorieuses à Tromelin, quand la République d'Afrique du Sud n'est pas indifférente à l'avenir des îles et terres australes de l'Antarctique, quand le Brésil émet modestement une revendication territoriale sur la Guyane française, littéralement envahie par des immigrants incontrôlés — les étrangers y constituent 27 p. 100 de la population — nous avons le droit et même le devoir de nous méfier et d'affirmer notre présence.

Une nation sans pétrole et sans minéral en a le devoir pour son avenir et pour assigner à sa jeunesse des tâches exaltantes.

Songeons donc au réflexe de la Grande-Bretagne aux Malouines, approuvé par le peuple britannique, sentant, au-delà de sa fierté outragée, son intérêt de rester présente.

Aussi prenons garde aux cheminements intellectuels métropolitains qui voudraient imposer aux Français d'outre-mer, qui les repoussent, des processus insolites ne respectant pas le vœu des majorités réelles.

En Nouvelle-Calédonie, sur une terre à la très légère densité démographique, vivent deux communautés à peu près égales de 60 000 habitants de souche européenne et de souche mélanésienne avec 25 000 Asiatiques, Antillais, Polynésiens, qui cohabitaient jusqu'ici sans accroc majeur en une société multiraciale.

La France y a garanti la liberté, la dignité, la promotion sociale, économique et culturelle en dépit de la crise minière du nickel.

Tous les Mélanésiens ne sont pas indépendantistes, comme on voudrait le faire croire.

Quand on analyse les consultations électorales de ces dernières années, on constate que dans celle où M. Laflaur a été réélu, alors que 31 p. 100 de la population est mélanésienne, 91 p. 100 des votants ont affirmé leur volonté de rester Français sur une campagne axée sur ce thème, et que de 1981 à 1982, les suffrages recueillis par lui sont passés de 16 000 à 25 000 en dépit des consignes de boycott et d'abstention. Dans la circonscription de la côte est, Loyauté, M. Pidjot, président de l'union calédonienne, a été élu en 1981, au second tour, avec 42 p. 100 des suffrages, soit 6 348 voix, mais 5 232 voix sont allées au candidat R.P.R. et 3 517 à un divers gauche, avec une participation électorale de 65 p. 100 des inscrits.

Dans l'ensemble, on peut donc constater que l'indépendantisme n'aurait pas mordu profondément si la fédération nationale pour une nouvelle société calédonienne n'avait pas été incitée à collaborer avec les indépendantistes, permettant une désignation, en 1982, par ce montage — et grâce aussi au mécanisme des ordonnances — d'un nouveau conseil de gouvernement. A mon sens, l'élection d'une nouvelle assemblée territoriale permettrait seule d'y voir plus clair avec la volonté de faire prévaloir les droits de l'individu et de l'homme, le droit pour le Mélanésien à la propriété individuelle, à la propriété foncière, le droit de la femme à l'émancipation, le droit pour tous à la modernité.

Il faut respecter, dans une formule franche, le droit du suffrage libre; c'est la règle primordiale de la République. Ici, nous sommes nombreux à nous réjouir de l'élection de M. Dick Ukeiwé comme sénateur. Au moins, lui, on sait ce qu'il pense et ce qu'il veut !

MM. Henri Goetschy, rapporteur spécial, et Jacques Chaumont.
Très bien !

M. Max Lejeune. Voilà terminés les commentaires obligatoirement brefs et limités d'un élu métropolitain qui regrette, en raison de l'inflation, le fléchissement des crédits et subventions prévus dans ce budget pour les départements et territoires d'outre-mer et qui souhaite ardemment que notre République n'abandonne, au-delà des mers, ni aucun de ses fils, ni aucune richesse de la nation ! (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R. et de l'U.R.E.I.*)

M. le président. La parole est à M. Dagonia.

M. Georges Dagonia. Monsieur le secrétaire d'Etat, à l'occasion de la discussion de ce budget, soyez assuré qu'à l'inverse de certains de mes collègues, je ne m'érigerai ni en censeur, ni en procureur du texte qui nous est présenté. Je ne serai, cependant, ni fataliste, ni complaisant, car vous avez besoin que l'on vous parle le langage de la vérité de manière que vous soyez bien imprégné des multiples préoccupations de nos populations.

Ce préambule, pour rassurant qu'il soit, ne m'empêche pas pour autant, monsieur le secrétaire d'Etat, de me poser des questions, d'être un peu moins optimiste que vous et de manifester une certaine impatience. Certes, je n'ignore pas les difficultés, conjoncturelles je l'espère, que connaît le monde européen, mais vous comprendrez mon impatience quand je vous dirai que les différents gouvernements qui se sont succédé depuis plusieurs décennies nous ont tous fait miroiter l'espoir d'engager outre-mer une politique économique et sociale de rattrapage.

Nous attendons toujours cette départementalisation économique préconisée par certains avec tant d'assurance et une telle apparence de bonne foi que personne n'aurait alors pensé mettre en doute la pureté de leurs intentions.

Pourtant, nous avons assisté, impuissants, à la dégradation progressive de notre économie — vous n'en êtes pas responsable — se traduisant par la fermeture, les unes après les autres, de nos unités sucrières et de nos distilleries, qui constituent l'essentiel du tissu industriel du département que j'ai l'honneur de représenter dans cette assemblée.

Fort heureusement, ce processus que nous croyions irréversible s'est enfin arrêté malgré les graves difficultés auxquelles nous avons à faire face. A ce propos, il me plaît de rendre, du haut de cette tribune, un hommage tout particulier à notre actuel Premier ministre, M. Pierre Mauroy, qui a eu l'ingénieuse idée de mettre sur pied un plan de rénovation de l'industrie sucrière à la Guadeloupe.

Il est vrai, je le reconnais fort humblement, que les engagements pris par les agriculteurs n'ont pas pu être tenus en raison d'une sécheresse exceptionnelle qui a sévi sur la Guadeloupe pendant six mois. Mais, grâce à la bonne volonté, à la compréhension et à l'action concertée du Gouvernement, des élus et des syndicats de planteurs, les trois usines qui restent continueront à fonctionner, et ce pour de multiples raisons, notamment pour des motifs sociaux indiscutables.

De plus, parler de rattrapage consiste à admettre *de facto* l'existence d'un certain retard dans les différents secteurs d'activité. Pour combler celui-ci on serait logiquement tenté de reconnaître qu'il faudrait que soient mis à la disposition de nos collectivités des moyens supplémentaires. Or, jusqu'à présent, il ne me semble pas que tel ait été le cas. En effet, votre budget, monsieur le secrétaire d'Etat, n'a pas les moyens lui permettant d'atteindre ce noble objectif, et je vous assure qu'il provoquera une certaine déception chez nombre de nos compatriotes d'outre-mer.

Comment pourrait-il en être autrement quand on constate que ce budget n'augmente que de 1,4 p. 100 alors que le budget de l'Etat augmente de 6,3 p. 100 ? L'an dernier, sa progression par rapport à 1982 était de 8 p. 100. Déjà, nous disions que c'était un budget de stagnation qui ne se donnait pas les moyens de régler les problèmes délicats et urgents qui se posaient et qui se posent encore aujourd'hui avec un peu plus d'acuité.

Que dire, en cet instant, de ce nouveau budget, si l'on veut faire preuve de lucidité, d'objectivité et de réalisme ? Eh bien, monsieur le secrétaire d'Etat, je suis obligé de constater qu'il s'agit là du budget le plus frappé par la rigueur !

Certes, je sais qu'à cette affirmation me sera opposé le fait que votre budget ne traduit qu'une partie de l'effort financier consenti par le Gouvernement en faveur des départements et des territoires d'outre-mer et que divers crédits figurent au budget de différents ministères techniques. C'est exact, mais c'est précisément là que naît mon inquiétude. J'ai constaté en effet que ces dotations sont également en baisse sensible dans certains secteurs et pour certains départements.

Pour illustrer mon propos, je ne prendrai qu'un exemple significatif, celui du département de la Guadeloupe : les crédits destinés à l'électrification rurale sont diminués de moitié. Pourtant, beaucoup reste à faire dans ce domaine pour satisfaire les besoins de la population. Cette nouvelle a fait souffler sur les entreprises un vent de panique avec, en toile de fond, la perspective de licenciements économiques dans un département où le chômage constitue déjà une plaie béante.

J'accorderais du prix, monsieur le secrétaire d'Etat, à une explication de votre part quant aux motivations d'une telle décision, au demeurant très grave, alors qu'au contraire des dispositions importantes devraient être prises pour lutter contre le chômage endémique et aux conséquences catastrophiques. Oui, 30 p. 100 de la population active sont atteints par ce fléau qui frappe surtout les jeunes.

Vous n'ignorez pas, monsieur le secrétaire d'Etat, que les moins de vingt-cinq ans représentent la moitié de la population ; or ces jeunes, qui quittent l'école sans formation valable et sans véritable perspective d'avenir, sombrent dans un désespoir aux multiples facettes dont les plus graves sont la délinquance et parfois la violence.

Si l'on veut que notre jeunesse soit sereine et confiante dans l'avenir, il faut tout mettre en œuvre pour développer l'ensemble des potentialités économiques de nos régions.

Je demeure convaincu que nous n'avons pas atteint un point de non retour ; mais, pour inverser la tendance, les pouvoirs publics devraient mettre à notre disposition les moyens nécessaires au « renversement de la vapeur ».

Il faudrait d'abord endiguer le flux des étrangers qui débarquent chaque jour sur notre sol, le plus souvent dans des conditions irrégulières, et qui y vivent dans la clandestinité ; ils acceptent de travailler, surtout dans le secteur agricole, à des salaires de misère, et parfois sans aucune couverture sociale. Ce phénomène contribue encore à aggraver le chômage.

Monsieur le secrétaire d'Etat, à la Guadeloupe, les 11 000 hectares de terre que détient la S.A.F.E.R. en portefeuille devraient être mis à la disposition des agriculteurs dans le cadre de la réforme foncière.

Dans ce département, la mise en œuvre d'un plan draconien de diversification des cultures s'impose. Il n'est ni sain ni normal, que la Guadeloupe, pays dont la vocation agricole n'est plus à démontrer, se soit transformée essentiellement en un marché de consommation à la satisfaction de quelques privilégiés, maîtres de l'import-export.

Il n'est pas normal, à un moment où le coût du pétrole est si élevé, que les ressources géothermiques, hydrauliques, solaires et éoliennes de nos régions ne soient pas exploitées au maximum, à des fins énergétiques.

Il n'est ni sain ni normal non plus que la formation des hommes ne soit pas la priorité des priorités.

Monsieur le secrétaire d'Etat, nul n'ignore les difficultés financières que connaît l'Université des Antilles-Guyane qui disposait pourtant au départ de tous les atouts nécessaires pour rayonner sur le monde caraïbe.

Nous connaissons tous l'importance du taux de l'échec scolaire dans le secondaire. Il est vrai qu'un auxiliaire coûte moins cher — j'en conviens — qu'un certifié ou qu'un agrégé. Mais nous n'avons pas le droit de sacrifier l'homme à de telles considérations ! Je sais que vous avez tout mis en œuvre pour titulariser les auxiliaires. Mais il est nécessaire d'assurer la formation continue de ces maîtres. Par ailleurs, il est urgent, monsieur le secrétaire d'Etat, d'assurer la formation des formateurs.

Tous ces problèmes doivent être examinés sérieusement et une véritable politique volontariste de rattrapage doit être mise en œuvre.

Votre budget, monsieur le secrétaire d'Etat, ne permet pas de régler cet ensemble de situations critiques. Ce n'est d'ailleurs pas en un seul budget, comme par un coup de baguette magique, que l'on réglera les nombreux et difficiles problèmes qui se sont accumulés au fil des ans, et depuis longtemps, dans les départements d'outre-mer. Tout cela n'est pas de nature à rassurer cette jeunesse vivace dont les yeux sont fixés sur nous.

Monsieur le secrétaire d'Etat, j'aimerais que mon intervention vous incite à la réflexion et vous conduise à adopter les mesures qui s'imposent impérativement dans cette période de crise que connaissent, avec une amplitude toute particulière, les départements d'outre-mer.

Cette situation crée un climat de malaise et parfois même de violence ; à ce propos, il est souhaitable que le Gouvernement mette tout en œuvre pour que la loi républicaine soit respectée.

Je sais, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous êtes un homme de dialogue ; c'est pourquoi je suis persuadé que vous avez été attentif à mes observations — que dis-je, à mon cri d'alarme — et que vous saurez en tenir compte à l'avenir et cela, dans l'intérêt des populations dont vous avez la charge au Gouvernement. (*M. le secrétaire d'Etat manifeste son approbation.*)

C'est mû par cette conviction profonde que je me dois, avec le groupe socialiste, de voter votre budget, si rigoureux soit-il. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes, ainsi que sur plusieurs travées de la gauche démocratique. — MM. Max Lejeune, Marcel Henry et Daniel Millaud applaudissent également.*)

M. le président. La parole est à M. Henry.

M. Marcel Henry. Monsieur le secrétaire d'Etat, l'année 1984 que couvre votre budget sera pour Mayotte celle d'une échéance capitale. J'aurais préféré ne vous parler aujourd'hui que de questions budgétaires mais les rumeurs et les inquiétudes m'obligent à évoquer cette échéance de décembre 1984, avant laquelle il faudra doter Mayotte d'un statut.

Quelles sont, tout d'abord, les rumeurs ?

A chaque fin d'année, la tenue de l'assemblée générale des Nations unies et la perspective de voir reposer devant cette organisation la question quasi rituelle de la souveraineté française sur Mayotte, provoquent une sourde rumeur dans les milieux diplomatiques ou para-diplomatiques : la France aurait donné des assurances aux Comores quant à l'intégration de force de Mayotte dans l'ensemble comorien. Cette année encore, le bruit, repris par certains organes de presse, a couru qu'une décision en ce sens de la part du Gouvernement français était imminente.

La nouveauté, cette année — c'est le deuxième temps de la rumeur — est que vous avez fait à la suite du sommet franco-africain de Vittel, une déclaration qui m'a personnellement laissé perplexe : vous avez estimé « qu'on ne pourrait être pour l'intégrité territoriale du Tchad et contre celle des Comores ».

Outre qu'il s'agit là de deux situations qui ne sont absolument pas comparables, vous comprendrez que je vous dise qu'une telle déclaration alimente les inquiétudes mahoraises. On me dira peut-être que les Mahorais sont trop facilement inquiets. Mais comment ne le seraient-ils pas lorsqu'ils se demandent ce qui pourra bien sortir de l'expectative dans laquelle le Gouvernement se tient depuis deux ans et demi à propos de Mayotte. Cette expectative est double : elle porte à la fois sur la question politique du statut et sur les grands problèmes du développement mahorais.

Sur le plan politique, les Mahorais, qui expriment depuis longtemps une demande claire et simple, sont particulièrement étonnés de l'ambiguïté de la position de Paris à leur égard.

La demande est en effet simple : réunis arbitrairement aux Comores, les Mahorais ne cessent de réclamer depuis 1958, date à laquelle la Constitution a offert des destins différents aux D.O.M. et aux T.O.M., que leur île devienne un département d'outre-mer. On a pu penser — et on le pense peut-être encore à Paris — que c'était là une demande extravagante.

A l'heure de la décolonisation, une petite population — 55 000 habitants aujourd'hui — ne réclame pas l'indépendance mais, au contraire, son intégration plus forte dans l'ensemble français. On a cherché beaucoup d'explications à ce propos alors que la réalité est toute simple : les Mahorais veulent rester Français pour rester libres.

M. Max Lejeune. Très bien !

M. Marcel Henry. Après tout, qui pourrait être choqué que, dans l'esprit de certains de ses nationaux, la France soit assimilée au concept de liberté et que l'indépendance, en revanche, soit pour eux synonyme de tyrannie ?

Les dirigeants comoriens eux-mêmes le savent bien, qui ont demandé avec insistance à conserver ou à acquérir la nationalité française après leur indépendance et qui n'ont quelquefois eu comme seul recours que de se réfugier à Mayotte lorsqu'une dictature sanglante s'était établie sur leurs îles.

Pour assurer le respect de leur volonté de sauvegarder leur liberté, les Mahorais comptent beaucoup sur la force de leur statut. On leur a promis la départementalisation en 1976, puis on l'a reportée en 1979 ; on la leur a promise pour 1979 et on l'a reportée à 1984. En effet, la loi du 22 décembre 1979 prévoit que, dans un délai maximal de cinq ans, la population de Mayotte sera à nouveau consultée sur son statut. La réponse, monsieur le secrétaire d'Etat, vous n'en doutez pas. Aujourd'hui, la population, qui a placé tout ses espoirs dans cette échéance, attend. Elle vous attend et elle s'étonne de l'ambiguïté de la position gouvernementale.

La population s'étonne tout d'abord de ne pas vous connaître. Comme votre prédécesseur, vous avez déjà visité une ou plusieurs fois chacun des départements et territoires d'outre-mer. Pourtant, pas plus que lui vous n'êtes venu à Mayotte. Aucun fonctionnaire de votre ministère, proche ou lointain collaborateur, n'est venu pour ensuite vous renseigner sur la situation de notre île.

L'O.N.U. est-elle à ce point vigilante, l'O.U.A. est-elle à ce point sourcilieuse que le moindre déplacement d'un fonctionnaire provoquerait un incident diplomatique ?

Si vous souhaitez être sérieusement informé sur le dossier mahorais, en dehors des analyses douteuses qui circulent quelquefois à Paris, j'ai plaisir à vous réitérer l'invitation à venir nous rendre visite, invitation que je vous ai déjà présentée. (*M. Max Lejeune applaudit.*) En parlant d'analyses douteuses, je veux dire que l'on devine, ici et là, le raisonnement suivant : il serait dans l'intérêt de la France, intérêt diplomatique ou stratégique, de céder à la pression dans le sens de l'abandon pur et simple de Mayotte.

« L'intérêt de la France », mais quel intérêt et quelle France ? Serait-ce l'intérêt des populations de l'outre-mer qui suivent avec inquiétude l'évolution du dossier mahorais ? Serait-ce l'intérêt de notre diplomatie qui, pourtant, veut montrer partout où la France est engagée que, précisément, notre pays ne cède pas aux pressions injustifiées ? Serait-ce enfin l'intérêt de nos institutions alors que nous abandonnerions des nationaux pour des spéculations plus ou moins avouables ? Où, dans tout cela, retrouverait-on l'idée que, chez nous comme à l'étranger, on se fait de la France ?

Non décidément, je me refuse à croire que le Gouvernement pourrait avoir cette tentation. Je veux espérer, au contraire, qu'il a la tentation de bien faire, c'est-à-dire de tenir tout simplement le discours suivant : le meilleur moyen de décourager les pressions, c'est d'en démontrer par avance l'inefficacité. Donnons aux Mahorais le statut qu'ils réclament avec constance et aidons-les à conduire leur développement.

En effet, l'expectative ne porte pas seulement sur la question du statut, elle affecte également nos principaux dossiers ; ou plutôt l'hésitation politique freine, l'inertie administrative fait le reste.

Pourtant, tout ceux qui sont venus à Mayotte savent à quel point un vigoureux effort de développement est indispensable et serait légitime et, à quel point ce pays a été abandonné par sa métropole. Besoins scolaires, besoins sanitaires, besoin d'infrastructures, besoin d'aide au développement de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat, etc., je n'en finirai pas d'énumérer les besoins prioritaires de Mayotte et de sa population.

Je ne serais pas juste non plus si je ne signalais pas que des efforts importants et récents ont été accomplis dans les domaines de l'enseignement, des équipements hospitaliers ou de l'habitat social et que vous avez veillé à ce que la répartition du F.I.D.O.M. ne nous désavantage pas trop gravement. Mais à côté de ces quelques progrès, combien de dossiers en panne : le port de Longoni, dont nos collègues MM. Goetschy et Max Lejeune, que je tiens à remercier ici, ont rappelé à quel point il serait important pour notre développement ; la réforme foncière, toujours promise et jamais engagée ; les crédits routiers, qui ne suffisent même pas à assurer l'entretien du maigre réseau existant, alors que de nombreux villages sont encore enclavés pendant toute la saison des pluies ; nos collectivités locales, complètement ignorées par les textes de décentralisation ; la cité administrative, dont un rapport de... 1870 disait déjà qu'elle était indispensable !

Toutes ces affaires sont bloquées. Mais, si vous les débloquez, monsieur le secrétaire d'Etat, vous ne rendriez pas seulement service aux Mahorais ; vous ouvririez peut-être une des voies — j'en reviens à mon point de départ — menant à la solution de la lancinante question du statut. Si vous faites à Mayotte un effort loyal de développement sur la base que vous proposent les Mahorais et leurs élus, vous arriverez sans doute à intéresser nos voisins à ces actions et donc à tracer des perspectives de codéveloppement, bien propres à réduire les tensions internationales nées de la volonté des Mahorais de maintenir la souveraineté française à Mayotte.

Intéresser les Etats de la région aux expériences de développement conduites à Mayotte dans des conditions proches des leurs, telle est la seule voie possible pour établir des relations de bon voisinage. Ce résultat ne sera assurément pas obtenu en donnant des gages sur le compte des Mahorais.

Comme vous le savez, l'année qui vient est capitale pour Mayotte. Dès aujourd'hui ou dès les prochaines semaines, vous pouvez apaiser nos inquiétudes et, en même temps, celles des habitants de l'outre-mer et d'une grande partie de l'opinion nationale, dont vous savez la vigilance sur ce sujet.

Pour leur part, les Mahorais sont constants : ils veulent tout simplement rester Français. (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R., de l'U.R.E.I. — M. Max Lejeune applaudit également.*)

M. le président. La parole est à Mme Perlican.

Mme Rolande Perlican. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, depuis 1981, le Gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives importantes en faveur des départements et des territoires d'outre-mer avec la volonté affirmée par vous-même, monsieur le secrétaire d'Etat,

de mener une action réformatrice conforme aux aspirations des populations, sans ignorer la situation économique et sociale catastrophique laissée par les gouvernements de droite.

Cette situation, qui ne peut, bien entendu, se résoudre en peu de temps, reste aujourd'hui très difficile. Si je veux souligner l'effort de l'Etat en direction des départements et territoires d'outre-mer par l'intermédiaire des ministères techniques, il reste que l'augmentation minimale de 1,4 p. 100 des crédits de paiement comme celle de 0,3 p. 100 des autorisations de programme ne favorisera sans doute pas la réalisation des objectifs de redressement économique et de justice sociale que s'est fixés le Gouvernement.

Par exemple, le chômage reste une très grave question. Pour rappeler deux chiffres déjà donnés : entre 1981 et 1982, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 20 p. 100 en Guadeloupe, alors que celui des offres d'emploi a diminué de 16 p. 100. En Martinique, le chômage a progressé de 16 p. 100.

Si nous nous félicitons des mesures gouvernementales destinées à assurer à 25 000 jeunes de seize à vingt-cinq ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale, nous constatons que la crise de certains secteurs productifs locaux, notamment celui du sucre, qui est le résultat des politiques de liquidation menées sous les gouvernements précédents, continue à peser lourd dans la faiblesse de l'économie de ces départements d'outre-mer.

Au début de l'année 1983, a été décidé un plan de rénovation de la culture de la canne à sucre en Guadeloupe. Les efforts du Gouvernement n'ont cependant pas porté tous leurs fruits, en partie à cause de la sécheresse qui frappe la région, mais pas uniquement à cause de celle-ci. En effet, des usines continuent à être menacées de fermeture, telles Beauport en Guadeloupe et Grosse Montagne.

Or, nous savons — mon ami M. Gargar l'a rappelé tout à l'heure — que toute fermeture d'entreprise serait dramatique dans une région déjà victime du chômage et du sous-développement et irait à l'encontre du plan de rénovation décidé par le Gouvernement. Elle irait également à l'encontre de l'effort en faveur de l'appareil productif que vous avez vous-même souligné dans votre intervention ce matin, monsieur le secrétaire d'Etat.

C'est pourquoi il est nécessaire, sans aucunement ignorer le déficit portant des usines sucrières, ni la crise qui pèse, de prendre en compte les difficultés économiques et sociales énormes qui résulteraient de telles fermetures.

Ne disposant que de quelques minutes, j'ajouterai simplement, à propos des départements d'outre-mer, que la discussion prochaine du projet de loi qui déterminera les compétences et les moyens financiers des conseils régionaux des départements d'outre-mer permettra d'aborder plus complètement la question des droits et libertés des collectivités locales. Leur extension conditionne, en effet, le succès de l'effort que le Gouvernement a entrepris dans les départements d'outre-mer. Nous sommes persuadés que seul le processus de démocratisation du statut et des institutions de ces collectivités, incluant les moyens à donner aux populations et à leurs élus pour réaliser les transformations structurelles indispensables, permettra de mettre en œuvre une politique de développement.

Les actes de terrorisme commis le mois dernier en Guadeloupe, qui ont provoqué une émotion considérable dans l'île et dont la droite essaie de tirer profit pour aller contre la politique de changement, ne doivent qu'inciter à mener la politique novatrice qui, seule, peut répondre aux espoirs des populations des départements d'outre-mer.

En ce qui concerne les territoires d'outre-mer, la question qui vient évidemment au premier rang de l'actualité est celle du statut de la Nouvelle-Calédonie. Je me félicite, pour ma part, monsieur le secrétaire d'Etat, que, lors de votre récent voyage à Nouméa, vous ayez rappelé votre volonté de prendre en compte toutes les réalités calédoniennes dans le respect de chacun et du droit à l'autodétermination des populations de Nouvelle-Calédonie.

Je note également votre confirmation qu'aura lieu, dans l'esprit de la politique nouvelle menée depuis 1981, une consultation sur l'autodétermination à la suite de l'épreuve de cinq ans du futur statut d'autonomie interne.

Toutes les aspirations du peuple canaque à gérer ses propres affaires, à ce que soit reconnue la légitimité de sa communauté dans sa dimension culturelle, économique et sociale trouvent leur expression dans les discussions sur ce statut.

A cet égard, la rencontre de Nainville-les-Roches a marqué une avancée importante dans l'élaboration d'un cadre permettant d'apporter des réponses concrètes aux justes aspirations de la population mélanésienne, à la fois par l'instauration progressive d'institutions politiques adaptées et par le développement économique et social du territoire calédonien.

Dans ce contexte, se pose le problème de la réforme électorale, qui permettrait une avancée importante aux aspirations légitimes du peuple canaque et des travailleurs non mélanésiens qui vivent et travaillent là-bas depuis plusieurs générations vers une société fraternelle et plus juste.

Le succès de toute politique de décolonisation de ce territoire, de toute politique de redressement économique et social demande des adaptations institutionnelles en harmonie avec les aspirations légitimes du peuple canaque.

Je veux encore souligner l'action gouvernementale engagée en 1982, qui vise à réformer un certain nombre de secteurs vitaux. Cependant, il faut dire que, sur ce point aussi le manque de moyens n'en facilite sans doute pas la concrétisation.

Enfin, nous regrettons que l'esprit de renouveau, indispensable à cette réussite et qui est apparu aux populations locales avec l'arrivée de la gauche au Gouvernement, ne se soit pas réellement manifesté dans les administrations ou les institutions locales, qui continuent de fonctionner trop souvent selon des critères anciens, marqués par le colonialisme et le racisme.

M. Marcel Gargar. Très bien !

Mme Rolande Perlican. L'attentat commis contre Jacques Violette, conseiller territorial et dirigeant du parti socialiste calédonien, illustre malheureusement bien les tentatives de la droite fascisante d'aggraver le climat de violence et de haine raciale. Celle-ci utilise le terrorisme pour retarder le processus qui doit permettre au peuple canaque de décider de son avenir et de gérer ses affaires.

Tout cela ne peut que conforter le Gouvernement dans sa volonté de mener la politique novatrice que les populations des territoires d'outre-mer attendent.

Telles sont les questions que je voulais brièvement aborder.

Pour conclure, je dirai que c'est pour la mise en œuvre d'une politique de justice et de fraternité conforme aux aspirations des communautés d'outre-mer que nous voterons ce budget. *(Applaudissements sur les travées communistes et socialistes.)*

M. le président. La parole est à M. Béranger.

M. Jean Béranger. Monsieur le secrétaire d'Etat, c'est essentiellement au travers de ce que j'ai pu observer, lors d'une récente mission, à laquelle vous avez d'ailleurs fait allusion ce matin, du rôle de la France dans les régions de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française que j'interviendrai au nom des radicaux de gauche sur votre budget pour 1984.

Ce budget de 1 200 millions de francs m'a paru bien dérisoire — nos rapporteurs l'ont d'ailleurs souligné, ainsi qu'une grande majorité des orateurs — au regard des nombreux problèmes qui se posent à nos populations sœurs des départements et des territoires d'outre-mer, dont l'éloignement, parfois même l'isolement, les conditions climatiques instables et la difficulté à opérer un véritable décollage de leur développement sont autant de handicaps, exacerbés en période de restriction budgétaire.

Aussi la part de 0,15 p. 100 du budget civil de l'Etat consacrée aux départements et territoires d'outre-mer pour 1984 ne saurait-elle suffire à répondre à leurs besoins tant économiques que sociaux ; vous en convenez, d'ailleurs, honnêtement vous-même, monsieur le secrétaire d'Etat.

Seules les dépenses ordinaires, en augmentation de 11,6 p. 100, et les autorisations de programme, en augmentation de 6,6 p. 100, marquent vos priorités, tous les autres chapitres étant comprimés.

Pourtant, pour juger de l'activité que déploie votre secrétariat d'Etat, il ne suffit pas, à notre avis, de s'arrêter à ces seuls chiffres.

Cette année aura vu la mise en place de certaines réformes institutionnelles qui étaient nécessaires, notamment dans les territoires que j'ai visités.

En Polynésie française, bien que la concertation avec les élus territoriaux ait finalement abouti, pour le moment, à un rejet du projet de réforme de son statut, l'assemblée territoriale ayant repoussé diverses dispositions transférant certaines compétences de l'Etat au territoire, un premier pas a, sans conteste, été franchi, qui devrait se concrétiser, nous l'espérons, dans un accord proche.

Etes-vous optimiste, monsieur le secrétaire d'Etat — vous en revenez — en ce qui concerne cette adoption ?

Le futur statut de la Nouvelle-Calédonie, dont les contours se précisent, devrait contribuer, nous semble-t-il, à apaiser les tensions entre les communautés.

Lors de notre séjour, nous avons trouvé à Nouméa une situation beaucoup moins tendue qu'il n'y paraît, vu de métropole. Cependant, un sentiment d'attente impatiente persiste chez les représentants des composantes principales de la vie politique, économique et sociale calédonienne.

Nous avons constaté que les revendications indépendantistes de la population mélanésienne étaient réelles, mais nous avons noté avec satisfaction l'attachement de cette ethnie à la France. La politique française nous semble désormais mieux reçue dans cette région du Pacifique.

Un statut évolutif, tel que celui que vous envisagez, qui permettrait aux différentes composantes de la population d'exprimer démocratiquement ses aspirations, paraît donc être la solution appropriée à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Il permettrait, en effet, d'assurer la paix civile et le maintien de liens étroits entre le territoire et la métropole.

Cependant, au-delà de ce statut et de son application, il vous faudra être extrêmement vigilant face à toute tentative de terrorisme. Comme en métropole, nous ne pouvons, en effet, admettre aucune complaisance sans risquer une escalade qui serait dramatique pour la sécurité des populations. Le crime n'a jamais de justification; il doit être poursuivi et prévenu dans tous les cas; les minorités agissantes ne sauraient faire la loi.

Monsieur le secrétaire d'Etat, êtes-vous déterminé, en fonction des menaces, à augmenter les moyens tendant à assurer la sécurité publique dans cette région, d'autant que la situation économique, en raison d'un chômage grandissant, est propice à de tels débordements? Nous comptons sur votre fermeté dans cette région, comme dans toutes les autres.

Au cours de notre périple, nous avons été frappés par l'ampleur de la protection sociale, tant en Polynésie française qu'en Nouvelle-Calédonie. La perspective d'un système de couverture sociale, généralisé à l'ensemble de la population qui bénéficie jusqu'ici de l'aide médicale gratuite, implique, à brève échéance, un apport financier non négligeable de la métropole pour équilibrer les différents régimes.

Si la France reste présente dans le Pacifique, encore faut-il, à mon avis, qu'elle fasse un effort en faveur des populations locales. En effet, de même que dans les départements français, en matière de sécurité sociale, la pauvreté de certains d'entre eux est compensée par la richesse de ceux qui disposent de moyens plus importants, de même l'effort de la France, s'agissant de la couverture sociale, doit aller d'une façon beaucoup plus massive vers ces territoires. Il s'agit, pour moi, d'un problème de solidarité. Cela impliquerait que fussent clarifiés rapidement les rapports entre la sécurité sociale et le territoire, dans le cadre du nouveau statut.

Quelles sont vos intentions dans ce domaine? Pensez-vous qu'il soit souhaitable que ces populations bénéficient d'une protection sociale comparable à la nôtre?

Parallèlement, cela pose évidemment le problème du développement économique propre à ces territoires. Le décollage n'est pas encore opéré; seul un développement autocentré, jouant les complémentarités régionales et mettant en synergie les moyens de votre secrétariat d'Etat et ceux de la coopération, semble pouvoir être envisagé raisonnablement.

Certains territoires peuvent s'enorgueillir d'avoir presque réussi cette expérience d'un développement endogène, autorisant les différences et orienté vers la satisfaction des besoins réels de la population — je pense à Mayotte, dont un de nos collègues a beaucoup parlé tout à l'heure — notamment dans les domaines de l'habitat, de la santé primaire et de l'enseignement technique. Mayotte est un exemple pour les autres territoires.

Enfin, il semble que du côté du développement des énergies nouvelles, il y ait une carte intéressante à jouer. L'exploitation des ressources naturelles, le soleil, le bois, pourrait permettre aux D. O. M. et aux T. O. M. de devenir à terme des fournisseurs privilégiés en énergie des pays du tiers monde, pour lesquels l'or noir devient hors de portée à mesure qu'ils s'enfoncent dans la crise. Avec l'appui de la France et de sa technologie avancée, ces industries, axées sur la spécificité des régions avoisinantes, pourraient être une « planche de salut » pour les années à venir. A ce propos, je voudrais dire à M. Jean-Marie Girault combien, ce matin, j'ai été frappé par son rapport, car il a bien senti ce problème.

Mais l'avenir économique et social de nos contrées lointaines sera conditionné par l'intérêt que la France voudra bien continuer à porter à ces territoires.

Par voie de conséquence, leur avenir politique ne leur appartiendra réellement que si ces territoires ne sont pas abandonnés à la convoitise des superpuissances.

Nous en sommes tellement conscients, monsieur le secrétaire d'Etat, que nous avons besoin de bien connaître les intentions de la France à terme en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie. Une réponse claire est de nature à rassurer les populations, pour qui le choc de la Grenade est encore vivace.

Les radicaux de gauche voteront votre budget, monsieur le secrétaire d'Etat, malgré la faiblesse des crédits, pour soutenir clairement votre volonté, pour soutenir l'acharnement

que vous mettez à définir les solutions les mieux appropriées à l'avenir des départements et des territoires d'outre-mer. (Applaudissements sur plusieurs travées de la gauche démocratique et de l'U.C.D.P., ainsi que sur les travées socialistes et communistes. — MM. Henry et Millaud applaudissent également.)

M. le président. La parole est à M. Tarcy.

M. Raymond Tarcy. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, avec 1,2 milliard de francs en crédits de paiement, le projet de budget qui nous est présenté ne dispose que de 1,3 p. 100 des dépenses nettes du budget général, tandis que les 580 millions de francs d'autorisations de programme ne représentent guère que 3 p. 1 000 de l'ensemble des autorisations de programme.

Face à l'importance des problèmes à résoudre dans les départements et territoires d'outre-mer, il faut bien convenir, monsieur le secrétaire d'Etat, que ces moyens demeurent très modestes. Cependant, il faut y ajouter ceux qui sont mis par les ministères techniques à la disposition de l'outre-mer: quinze milliards de francs pour les départements et cinq milliards de francs pour les territoires.

Il apparaît, monsieur le secrétaire d'Etat, que l'effort budgétaire et financier de l'Etat pour l'outre-mer reste faible en 1984.

En ce qui concerne plus particulièrement les départements d'outre-mer, les crédits qui leur sont consacrés, inscrits à la deuxième section du fascicule budgétaire — dépenses ordinaires et autorisations de programme — progressent de 4,8 p. 100. Nous notons que ces crédits sont presque essentiellement consacrés, comme en 1983 du reste, au F.I.D.O.M. et à l'agence nationale pour l'insertion et la formation des travailleurs de l'outre-mer. Avec une augmentation globale de 9,5 p. 100 par rapport au budget de 1983, les autorisations de programme en faveur du F.I.D.O.M. font apparaître un important réaménagement en faveur de la section générale, qui progresse de plus de 50 p. 100, alors que la section départementale diminue de près de 32 p. 100.

Enfin, je dirai un dernier mot sur l'analyse de votre projet de budget en évoquant les annulations de crédits intervenues en mai dernier et celles qui sont en cours actuellement. Leur importance, environ un cinquième des autorisations de programme, et surtout les conditions dans lesquelles ces annulations ont été appliquées, posent un certain nombre de problèmes qui mériteraient des éclaircissements, quant à la proportion et à la nature précise des crédits annulés ainsi que des justifications des choix opérés.

A travers ce budget de 1984, monsieur le secrétaire d'Etat, laissez-moi évoquer ici quelques-unes des nombreuses préoccupations de la collectivité guyanaise, notamment l'immigration qui a déjà fait l'objet d'une intervention à l'Assemblée nationale de M. François Massot, président de la commission *ad hoc* qui s'est rendue en Guyane en juillet dernier. Cette mission de la commission des lois de l'Assemblée nationale a reconnu sur place l'ampleur de la catastrophe. Plus de 26 p. 100 de la population de la Guyane est constituée par des étrangers: Brésiliens, Surinamiens, Guyanais du Guyana, Dominicains et Haïtiens. Ce pourcentage est en constante augmentation, compte tenu de la perméabilité de nos frontières et de la faiblesse des moyens dont dispose le représentant de l'Etat pour contrôler cette immigration.

Je n'insisterai pas sur les conséquences de cette invasion de la Guyane par ces hommes et ces femmes dont la plupart sont en situation irrégulière. Il faut noter néanmoins une répercussion sur les problèmes d'éducation, les problèmes de l'emploi. Vous les connaissez à travers les rapports du commissaire de la République et surtout sous la forme de trente mesures arrêtées par le groupe de travail chargé d'étudier les différents problèmes de l'immigration et approuvées par le conseil général.

Mais permettez-moi de vous rappeler les deux idées directrices autour desquelles s'articulent ces mesures. D'abord, il faudrait impérativement stopper l'immigration, qui atteint en Guyane un niveau exagéré. Ensuite, il faudrait promouvoir des mesures visant à l'intégration d'une population étrangère installée et qui, dans sa grande majorité, se fixera définitivement en Guyane.

Dans ce cadre-là, il conviendrait d'établir une législation spécifique, et c'est l'objet de la proposition de loi déposée depuis quelques mois déjà par le député — M. Castor.

Il conviendrait aussi que des moyens financiers soient dégagés pour mettre en place les structures qui permettraient de maîtriser, de dominer ce phénomène de l'immigration. Une antenne de l'office national de l'immigration, l'installation d'un poste

frontière sur la route nationale n° 1, l'attribution d'une vedette fluviale à la police de Saint-Laurent-du-Maroni sont, entre autres, quelques mesures qu'il s'agirait de prendre de manière urgente.

Bref, il me serait agréable de connaître les moyens financiers qui seront dégagés en 1984 pour mettre en place cette politique de l'immigration voulue par l'ensemble des élus et de la population guyanaise.

Monsieur le secrétaire d'Etat, le 26 octobre 1982, à cette même tribune, j'exposais à votre prédécesseur les difficultés que connaissait l'exploitation forestière en Guyane. Vous avez suivi comme moi l'évolution de la situation qui s'est soldée en 1983 par la fermeture de la plus importante de ces entreprises forestières et vous savez le chômage qui en a découlé.

Après les mises en garde que je ne cesse d'effectuer depuis plusieurs années déjà, après les multiples preuves de l'échec de la politique forestière appliquée jusqu'ici en Guyane, après la mission Duroure, après les schémas proposés par le conseil régional, ma question, monsieur le secrétaire d'Etat, est simple : quelle politique le Gouvernement pense-t-il retenir pour l'exploitation de la forêt guyanaise ?

Je veux aussi évoquer le problème financier : comment voulez-vous que les collectivités régionales, départementales et communales exercent les compétences que leur donnent les lois de décentralisation si elles ne disposent pas de patrimoine foncier ? La région, chargée par la loi de promouvoir le développement économique, social et culturel, ne dispose même pas d'un mètre carré de terrain en Guyane, l'ensemble du patrimoine foncier appartenant encore à l'Etat. La décentralisation devrait s'accompagner aussi de la répartition suivante : 40 p. 100 des terres attribuées à la région ; 15 p. 100 au département ; 15 p. 100 aux communes. Mais il conviendrait, là aussi, monsieur le secrétaire d'Etat, que les décisions interviennent rapidement.

Au plan de la santé, tous les Guyanais sont maintenant conscients de l'urgence nécessaire de doter Cayenne et Saint-Laurent-du-Maroni de structures hospitalières modernes, fonctionnelles, à l'instar de ce qui a été fait dans chacun des autres départements d'outre-mer. Les conseils d'administration des centres hospitaliers de ces deux collectivités ont maintes fois réitéré, par des délibérations, des motions même, leur volonté de réaliser ces nouvelles constructions. Il serait maintenant temps que le Gouvernement précise une fois pour toutes sa position sur ces deux projets.

Sans développer le problème scolaire que j'ai eu l'occasion d'évoquer au cours de mon intervention de samedi dernier sur le budget de l'éducation nationale, l'actualité m'oblige à vous signaler, monsieur le secrétaire d'Etat, que depuis hier une grève d'avertissement de quarante-huit heures a été déclenchée dans un des collèges de Cayenne pour de multiples raisons. Parmi celles-ci, on peut relever d'abord l'insuffisance du personnel enseignant, puisque, à quelques jours des vacances de Noël, des enfants de sixième n'y ont pas encore reçu leur premier cours de français depuis la rentrée d'octobre ; ensuite, l'insuffisance du matériel d'enseignement ; enfin, ce qui est plus grave encore, des retards importants dans le versement des traitements mensuels des personnels.

Je voudrais, avant de conclure, évoquer ici l'épineux problème de la suppression de la prime d'éloignement prévue par le décret du 22 décembre 1953. Les fonctionnaires d'origine métropolitaine affectés dans un département d'outre-mer bénéficient d'une indemnité d'éloignement. Ce système les encourage à venir travailler sur place, alors même qu'une partie non négligeable de la population est à la recherche d'un emploi.

Une approche grossière des disparités entre catégories montre que le niveau moyen des rémunérations de la fonction publique est de 2,5 fois celui du secteur primaire, de deux fois celui du secteur secondaire, mais qu'il peut être de dix fois celui d'un salarié non déclaré dans l'agriculture qui reçoit un tiers du Smic.

Naturellement, cette situation est le résultat de raisons historiques, notamment pour les fonctionnaires et les cadres. Il s'agissait de concevoir un système attractif, compte tenu, dans le passé, de la pénibilité des conditions de vie, de l'éloignement de la métropole et de la faiblesse de l'encadrement local.

Cette situation actuelle des fonctionnaires résulte d'une double volonté exprimée après la guerre : celle de maintenir les avantages « coloniaux » antérieurs en effaçant l'adjectif et celle aussi de supprimer les inégalités de la période coloniale entre métropolitains et autochtones.

Plus de trente-cinq ans plus tard, il convient de s'interroger sur la pérennité d'un tel système. En effet, aujourd'hui, les conditions de vie proches de la métropole et la formation des populations locales semblent ne plus justifier le maintien d'une telle incitation.

La dotation correspondant aux produits de ces indemnités devrait être transférée au budget de la région pour la réalisation d'équipements scolaires, sportifs et d'animation socio-culturelle.

J'ajoute, enfin, que le maintien de ces indemnités a créé, en Guyane particulièrement, une nouvelle catégorie de « chasseurs de primes » qui, trop souvent hélas ! ne brille pas par son efficacité.

Voilà rapidement survolés les quelques problèmes sur lesquels je voulais appeler votre attention, non sans souligner, monsieur le secrétaire d'Etat, le travail efficace que réalise le commissariat à l'industrialisation des départements d'outre-mer, travail qui, je l'espère, portera ses premiers fruits en 1984 en engageant le processus de développement économique attendu avec impatience par nos populations.

Redonner confiance aux Guyanaises et aux Guyanais qui, dans leur majorité, appuient la politique de justice sociale menée par le Gouvernement, politique contrecarrée trop souvent, dans les départements et territoires d'outre-mer, par des agents de l'Etat qui, dans leur grande majorité, restent encore au service des forces réactionnaires. (*Mouvements divers sur les travées de l'U.R.E.I. et du R.P.R.*)

Tel est mon souhait, monsieur le secrétaire d'Etat. Et c'est en vous demandant de prendre en considération les observations que je viens de faire à l'occasion de la présentation de votre budget pour 1984 que le voterai. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes. — M. Henry applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. Millaud.

M. Daniel Millaud. La lecture de votre budget, monsieur le secrétaire d'Etat, lecture bien ingrate, vous en conviendrez, s'éclaire à l'audition de nos rapporteurs, qu'il convient de féliciter pour l'objectivité de leurs observations. Cependant, cet éclairage augmente ma perplexité et je serai amené à vous demander quelques précisions pour compléter mon information.

On ne peut, comme l'on dit certains orateurs qui m'ont précédé — vous l'avez vous-même indiqué, monsieur le secrétaire d'Etat — apprécier votre budget qu'à travers la masse des dépenses de l'Etat en Polynésie française. Entre les dépenses inscrites en faveur de ce territoire, tous budgets confondus, en 1983, soit 1 877 360 000 francs français ou 34 133 818 000 francs C.F.P., et celles qui sont prévues pour 1984, soit 2 279 231 000 francs français, nous constatons une progression de 6,3 p. 100 en francs courants et de 4,94 p. 100 si nous éliminons les crédits militaires.

Par ailleurs, et il faut le savoir pour en tenir compte, l'augmentation locale de l'indice des prix sur douze mois, entre septembre 1982 et septembre 1983, est évaluée à 17,50 p. 100. Compte tenu de ce dernier paramètre, qui s'est manifesté, je crois, notamment à Saint-Pierre-et-Miquelon — j'élimine par courtoisie à votre égard l'hypothèse, somme toute plausible, d'une réduction de crédits en cours d'année par voie autoritaire — pensez-vous sérieusement, monsieur le secrétaire d'Etat, que l'Etat pourra faire face dans ce territoire à ses engagements et à ses obligations ?

Je limiterai mon propos à trois problèmes : les charges supportées par l'Etat à la suite des cyclones, la politique conventionnelle et le IX^e Plan, enfin, la plénitude du rôle de la tutelle à l'égard des communes.

En premier lieu, si le Sénat a eu connaissance de la promptitude et de l'efficacité — on ne le répètera jamais assez — de l'organisation des premiers secours — organisation à laquelle vous avez directement participé, monsieur le secrétaire d'Etat — ainsi que du dévouement de tous les personnels de l'Etat et du territoire, lors des six cyclones qui ont affecté la Polynésie française, il reste à savoir si vous pourrez tenir les promesses concernant l'indemnisation des biens mobiliers détruits des particuliers, qui s'élève à trois milliards de francs Pacifique, soit 171 millions de francs français.

Ne pourriez-vous pas, d'ailleurs, faire étudier l'éventualité de l'extension dans les territoires d'outre-mer du texte sur les cataclysmes naturels, ce qui pourrait soulager ultérieurement, mais j'espère que non, les finances de l'Etat ?

Il conviendrait également de savoir si l'ensemble des crédits prévus — s'il y en a — suffira à rétablir le fonctionnement normal des administrations et des services de l'Etat, dont les dégâts qu'ils ont subis avaient été estimés à plus de 47 millions de francs français, et si l'O. R. S. T. O. M. et la météorologie nationale auront les moyens suffisants de poursuivre et d'étendre les études hydro-climatologiques dans la zone considérée.

Pour terminer cette première partie de mon intervention, je voudrais vous demander, monsieur le secrétaire d'Etat, si les fonds publics et privés recueillis ont pu être versés aux sinistrés afin qu'ils puissent apprécier la solidarité nationale à travers vous, mes chers collègues. (*M. le secrétaire d'Etat fait un signe affirmatif.*)

Une de mes préoccupations est de connaître dans quelles conditions pourra se poursuivre la politique conventionnelle engagée depuis plusieurs années entre le territoire et les ministères techniques dans le cadre réduit des moyens mis à leur disposition l'année prochaine. En effet, la dotation globale d'équipement n'a pas été étendue aux territoires d'outre-mer en tant que collectivités de la République et rien ne confirme que les ministères sollicités pourront reconduire les conventions en cours ou négocier de nouvelles opérations. De plus, si le territoire n'a pas encore, à ma connaissance, délibéré sur le IX^e Plan territorial, il ne serait pas convenable qu'il soit pénalisé pour ce retard. Pourrait-on savoir, monsieur le secrétaire d'Etat, quel est le montant de l'enveloppe consacrée aux opérations contractuelles en cours et envisageables et quelle sera l'enveloppe supplémentaire consacrée au IX^e Plan et proposée pour 1984 en Polynésie française ?

En troisième lieu, je dois vous rappeler, monsieur le secrétaire d'Etat, la grande misère de la tutelle en Polynésie française. Les goélettes administratives restent trop fréquemment à quai et n'ont pu, pendant plusieurs mois, prendre la mer faute de crédits pour les réparations importantes. Certains chefs de subdivision ne peuvent assumer un contrôle et un conseil sérieux des décisions municipales. Une bonne tutelle va de pair avec une formation convenable des élus et des personnels. L'Etat, dans ce domaine particulier, et je m'en suis entretenu avec vous, monsieur le secrétaire d'Etat, n'assume pas la charge qui devrait être la sienne. On comprend mieux pourquoi, alors, le Gouvernement ne se décide pas à étendre, au bénéfice des communes des territoires d'outre-mer, les principes mêmes de la décentralisation, comme il tarde tout simplement à étendre les dispositions en attente du code des communes ancien.

En conclusion, monsieur le secrétaire d'Etat, si je devais résumer votre rôle, qui est non seulement d'exécuter votre propre budget mais également de coordonner l'action des autres ministères dans mon territoire, en deux mots je vous dirais : « Mission impossible ! » (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R. et de l'U.R.E.I. — M. Max Lejeune applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. Plantegenest.

M. Marc Plantegenest. Mon intervention se situera sur un plan économique et social puisque, comme vous le savez, monsieur le secrétaire d'Etat, les problèmes politiques ne sont pas au premier rang de nos préoccupations à Saint-Pierre-et-Miquelon.

En fait, que se passe-t-il à Saint-Pierre-et-Miquelon ? Pourquoi, en 1983, cette explosion de colère des fonctionnaires survenue après celle que l'on a connue en 1980 dans le secteur privé ? A mon sens, il faut aller chercher la réponse plus loin que dans la manifestation outrancière d'un mécontentement provoqué par la chute du pouvoir d'achat. C'est une réelle crise de société que vivent actuellement les Saint-Pierrais-et-Miquelonnais. C'est, en quelque sorte, un mai 1968 à retardement !

Depuis vingt-cinq ans, les gouvernements précédents ont installé ces gens de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le confort douillet de la civilisation de consommation. On les a habitués, en pratiquant la politique de l'autruche, à ne se soucier que d'eux-mêmes, à vivre au jour le jour et, surtout, à ne pas penser à l'avenir. C'était en fait une autre forme de colonisation. Tout fut organisé pour qu'ils consomment et, à cet égard, les chiffres fournis par l'institut d'émission des départements d'outre-mer sont très significatifs : en 1982, alors que les crédits à l'investissement ne progressaient que de 14,5 p. 100, ceux qui étaient consentis à la consommation des particuliers progressaient de 34,5 p. 100.

Dans de telles conditions, les élus apparaissent comme les prophètes de l'Apocalypse ! Tenant un autre discours qui critiquait cette fuite en avant, ils appelaient les Saint-Pierrais-et-Miquelonnais à une véritable prise de conscience collective. Il a fallu une crise mondiale de l'ampleur de celle que nous subissons tous actuellement pour que, finalement, cette prise de conscience se produise. Hélas ! elle se manifeste sous ses aspects négatifs ; mais il faut reconnaître que ce n'est ni votre faute, monsieur le secrétaire d'Etat, ni celle des élus locaux. Nous ne pouvons que subir l'héritage de la politique des gouvernements précédents.

En effet, nous avons déjà prédit, en 1975, ce qui vient de se produire là-bas. S'agissant des fonctionnaires, nous disions : « Attention, nous sommes assis sur un baril de poudre. » La mèche fut longue à se consumer, mais le baril a finalement explosé !

Aujourd'hui, mon archipel se débat dans une série de difficultés graves.

Une inflation galopante — c'est vrai, mon cher collègue Millaud, nous partageons tous les deux la palme de l'inflation — qui atteint 17,5 p. 100 par an, mais cela, je le précise, depuis 1980 en ce qui concerne Saint-Pierre-et-Miquelon.

Un taux de chômage en accroissement ; je souligne à cet égard que, contrairement à ce qui a été affirmé dans les rapports fournis à l'examen des parlementaires tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale, le nombre des chômeurs est en fait passé de 156 en octobre 1982 à 224 en octobre 1983, soit une augmentation de 30 p. 100 en un an, le nombre des demandeurs d'emploi représentant 10 p. 100 de la population active.

Un marasme économique grandissant en raison des incertitudes qui subsistent au sujet de la délimitation de la zone économique et aussi des variations folles du dollar.

Ajoutez à cela l'isolement, les rigueurs du climat et, c'est vrai, la baisse du pouvoir d'achat, et vous avez tous les ingrédients nécessaires à la préparation d'un bouillon de culture qui a fini par empoisonner toutes les classes sociales.

Il nous faut donc, tous ensemble et rapidement, trouver les remèdes, le contrepoison. Je ne reviendrai pas sur les remèdes que nous préconisons ; vous les connaissez, monsieur le secrétaire d'Etat. J'espère simplement qu'à travers ce court exposé, vous aurez compris l'impatience grandissante des élus de Saint-Pierre-et-Miquelon, impatience qui traduit leur inquiétude. Il est vrai qu'il y va de notre survie.

L'impression qui s'est dégagée des conversations que nous avons eues avec vous, nous a amenés à conclure que vous n'estimiez pas le moment venu d'entreprendre le traitement destiné à guérir le malade. Sans doute préférez-vous attendre de connaître les résultats des conversations franco-canadiennes pour préparer l'avenir de l'archipel.

Sans doute avez-vous raison mais, en dehors du fait que nous ne pouvons attendre indéfiniment la conclusion d'une négociation, admettez avec moi, monsieur le secrétaire d'Etat, que la situation actuelle est plus que préoccupante. Ce dont ont le plus besoin les Saint-Pierrais et les Miquelonnais, actuellement, c'est d'un message d'espoir. Ils ont besoin de savoir si la France, qui s'apprête — c'est vrai — à faire un premier pas en proposant un nouveau statut aux îles, entend, dans un avenir très proche, prendre en main leur destinée autrement que par l'assistance. Puisque vous venez d'évoquer la question, permettez-moi de m'attarder quelques instants sur le sujet.

Pour les élus de Saint-Pierre-et-Miquelon, cette modification du statut de l'archipel vise deux objectifs.

Le premier objectif, que reconnaît notre collègue M. Virapoullé dans le rapport qu'il a présenté au nom de la commission des lois, est d'ordre économique ; il a trait à nos relations avec la Communauté économique européenne. En effet, l'application du tarif extérieur commun aboutirait à augmenter le coût de la vie d'au moins 20 p. 100 chez nous. Toujours dans ce volet économique, j'évoquerai le problème posé par nos relations avec le Canada, lequel supporte très mal l'éventualité de la présence d'une zone économique réputée « européenne » à sa porte.

Le deuxième objectif est d'ordre juridique. Il s'agit, pour Saint-Pierre-et-Miquelon, de rentrer dans ce que j'appellerai finalement la « légalité constitutionnelle ». La loi de départementalisation de 1976 n'a jamais été totalement appliquée, notamment dans ses aspects fiscaux, toujours à cause de la Communauté économique européenne. La loi de décentralisation ne l'a pas été non plus au motif de ne pas accroître les problèmes administratifs. Enfin, la loi sur la répartition des compétences est totalement inapplicable.

Par conséquent, il était temps de « remettre les pendules à l'heure ». C'est ce que nous souhaitons voir se réaliser à la faveur de l'adoption de ce nouveau statut.

J'entendais, tout à l'heure, notre collègue M. Max Lejeune s'inquiéter sur le devenir des pays de l'outre-mer. Il est vrai que le Canada a des visées économiques sur Saint-Pierre-et-Miquelon. Mais, rassurez-vous, il rencontre sur son chemin la farouche volonté du Gouvernement, partagée par la population, tout entière, d'affirmer les droits de la France dans cette région.

Je ne m'étendrai pas plus longtemps sur ces divers sujets, je ne peux que vous renouveler notre appel pressant, monsieur le secrétaire d'Etat. La France est-elle résolue à jouer le pari de l'avenir économique de Saint-Pierre-et-Miquelon ?

La France et son Gouvernement sont-ils décidés à donner aux Saint-Pierrais-et-Miquelonnais autre chose que l'assistance, c'est-à-dire les moyens de leur développement ?

Avant de conclure, je voudrais attirer votre attention sur ceux que j'appelle les « parents pauvres » de la société Saint-Pierraise-et-Miquelonnaise ; c'est-à-dire les retraités et vieux travailleurs.

Leur situation est plus que préoccupante. Vous l'avez vous-même ressenti puisque votre administration s'apprête à débloquer un crédit d'un million de francs qui leur permettra de passer l'hiver dans de moins mauvaises conditions, ce dont je

vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat. La collectivité locale, elle-même, fera un effort en agissant sur le prix des combustibles.

Cependant, ces mesures ponctuelles ne régleront pas le problème de fonds : il n'y a pas de régime de retraite pour les travailleurs du secteur privé et, si l'on met à part le régime un peu plus favorable des ressortissants de la caisse des pensions civiles, le reste des pensionnés dispose de revenus anormalement bas les laissant totalement désarmés devant la forte hausse du coût de la vie dans l'archipel.

Certains diront que l'allocation aux vieux travailleurs voit son montant indexé sur la hausse du coup de la vie, mais 17 p. 100 de 2 350 francs, cela ne fait jamais que 400 francs de plus, bien peu en réalité au regard de l'évolution des prix du chauffage ou de l'alimentation. Il faut donc revoir la base même de ces retraites ; vous connaissez nos propositions, monsieur le secrétaire d'Etat, et je vous demande votre appui dans le règlement de ce problème très préoccupant.

On ne le dira jamais assez, monsieur le secrétaire d'Etat, Saint-Pierre-et-Miquelon, c'est la France même si, pour s'y rendre, il faut changer plusieurs fois de fuseau horaire.

Plus que jamais, nous nous réclamons de la France, plus que jamais nous nous sentons français à part entière. Puisse la France nous entendre et surtout ne pas nous oublier ! (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes. M. Henry applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. Ramassamy.

M. Albert Ramassamy. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs les sénateurs, faute de temps, notre collègue M. Parmantier ne pourra pas intervenir dans le débat malgré l'intérêt qu'il porte aux départements d'outre-mer et je le remercie de m'avoir laissé un peu des minutes qui lui étaient imparties.

Mon propos concernera les problèmes de ma région.

La départementalisation a placé la Réunion sur la voie du progrès. Les Réunionnais y sont passionnément attachés, ils tiennent à ce que leur île demeure partie intégrante de la France ; en ce moment, ils n'ont d'ailleurs aucune raison de s'inquiéter.

Le budget que vous nous présentez, monsieur le secrétaire d'Etat, n'est pas à la hauteur de nos espérances, eu égard aux tâches qui restent à accomplir dans notre département. Il est marqué par les restrictions de la rigueur mais, comme nous connaissons, par ailleurs, les efforts que votre Gouvernement accomplit pour notre île, notre groupe vous apportera son approbation et son soutien.

Monsieur le secrétaire d'Etat, on vous accuse, à tort bien sûr, de préparer le « largage » de la Réunion en remplaçant le français par le créole dans les écoles et en proclamant le droit à la différence.

Que vaut cette accusation ? L'école à la Réunion n'a jamais reçu d'autre mission que celle d'enseigner la culture française. Mais cette culture n'ayant pas été secrétée par la société réunionnaise, il a été préconisé d'aborder son enseignement à partir de la langue créole dans les écoles maternelles.

Dans les autres classes, le créole est-il utilisé ? Quoiqu'il y ait transfert du savoir, l'enseignement doit déboucher sur un dialogue entre l'enseignant et les enseignés. Mais pour que ce dialogue s'instaure, il est nécessaire que les partis parlent une langue qui leur est commune et dont ils ont le libre choix.

Ce que vous avez proposé, monsieur le secrétaire d'Etat, n'est en rien contraire à ces principes. Personne ne peut vous reprocher d'avoir installé une option « études créoles » dans les collèges, puisque c'est à l'initiative du gouvernement précédent qu'un doctorat d'études créoles est délivré à la faculté d'Aix depuis 1981.

Le droit à la différence est-il dangereux ? Tous les Réunionnais sont avides de culture française car c'est elle qui leur donne accès aux trésors de l'esprit universel et qui assure leur promotion.

Mais cela n'empêche pas que certains d'entre eux, de par leur origine ethnique, portent enfouis dans leur subconscient des souvenirs raciaux, des traditions léguées par leurs ancêtres qui les rendent sensibles à la culture du pays d'où sont venus leurs pères. Il était sûr que le droit à l'épanouissement de ces éléments de civilisation serait un jour revendiqué. Refuser ce droit, c'est décider que dans tous ces corps physiquement différents, il y aura la même âme. N'est-ce pas en faire autant de prisons dans lesquelles cette âme gémit ?

Les cultures spécifiques ne peuvent se développer qu'en se mariant à la culture française. Un jour viendra où la France sera fière de montrer au monde cette île où une culture gréco-latine et d'essence chrétienne se sera unie avec bonheur à des cultures orientales et africaines dont elle aura favorisé l'épanouissement et intégré les valeurs.

Monsieur le secrétaire d'Etat, on a parlé des problèmes économiques des départements et territoires d'outre-mer en portant beaucoup d'accusations et avec beaucoup d'acidité. Mais il faut cependant se rappeler que le présent serait plein de tous les avenir si le passé n'y projetait déjà une histoire, et cette histoire, ce n'est pas vous qui l'avez faite, ce n'est pas votre Gouvernement !

Cela dit, il faut admettre que l'économie de la Réunion est préoccupante. Son déséquilibre est tel que seules, les activités spéculatives peuvent se développer. Quant aux activités de production, elles sont délaissées et elles végètent. Les activités de spéculation drainent les capitaux et le dynamisme.

Par je ne sais quelle aberration juridique, les charges salariales, en agriculture, sont plus élevées qu'en métropole alors que cela devrait être le contraire. Le chômage atteint un taux intolérable. Il est à craindre que ceux qui sont privés d'emploi ne resteront pas éternellement les spectateurs passifs de l'excessive consommation des classes riches et aisées.

Il est urgent que des mesures soient prises. Nous attendons de la loi sur les transferts de compétences, tout d'abord, qu'elle nous donne le pouvoir et les moyens financiers de redresser cette situation, ensuite, qu'elle garde les Réunionnais réconciliés sur la question du statut comme ils le sont depuis 1981. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes. MM. Virapoullé et Henry applaudissent également.*)

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, je voudrais tout d'abord vous faire part, à l'issue de ce débat assez long, de la satisfaction que j'ai éprouvée à entendre les différentes interventions qui se sont succédées. En effet, j'ai pris conscience, notamment à travers la qualité des rapports présentés, de l'intérêt que porte votre assemblée au devenir des départements et territoires d'outre-mer.

Je vais donc m'efforcer de répondre, dans la mesure du possible, aux questions que vous avez bien voulu me poser les uns et les autres.

Tout d'abord, je dirai à M. Goetschy qui avait la responsabilité de présenter le rapport d'ensemble, et qui a tenu à préciser que c'était la première fois qu'il abordait ce domaine assez complexe du budget des départements et territoires d'outre-mer, que j'ai pu mesurer à quel point il s'était rapidement initié aux méandres de ce dernier.

J'ai surtout apprécié l'étendue du panorama que vous avez dressé, monsieur Goetschy, puisque vous avez été l'un des rares intervenants à faire allusion à nos territoires perdus dans les glaces.

Toutefois, à partir de ce que vous avez dit à propos du *Marion-Dufresne*, il eût fallu insister — peut-être le temps vous a-t-il manqué — sur les projets que nous avions relativement à la construction d'une piste destinée à relier plus facilement les terres australes au reste du monde.

A ce propos, je voudrais évoquer le problème que nous rencontrons avec les écologistes. Après qu'un certain nombre d'études aient été menées, que l'endroit où devait se trouver cette piste ait été déterminé, après même que certains travaux aient été commencés, vous le savez, des esprits chagrins — mais sans doute bien intentionnés — ont estimé que nous allions gêner les pingouins. (*Sourires.*)

Nous nous efforçons donc de trouver une solution qui soit compatible avec la technique et qui préserve l'avenir de ces êtres qui nous sont chers car, comme le dirait une personne célèbre, « ils ont de tels silences ». (*Nouveaux sourires.*)

Monsieur le rapporteur spécial, à propos du budget, vous avez dit que votre impression d'ensemble n'était pas bonne. De vous à moi, vous est-il arrivé un jour, alors que vous commentiez un budget, de trouver que celui-ci était bon ? Je ne le crois pas. Par conséquent, nous devons pouvoir nous mettre d'accord.

Vous êtes président d'un conseil général, monsieur le rapporteur spécial. Lorsque vous élaborez le budget de votre département — et vous en avez aujourd'hui la responsabilité — vous n'en êtes sans doute jamais totalement satisfait.

Parlons clair ! Si vous attendez de m'entendre dire que ce budget est un bon budget, n'y comptez pas ! Je ne suis pas là pour cela. Nous disposons d'une masse de crédits dont nous devons prévoir les orientations. Tel est le sens de ce budget.

Il serait, par conséquent, inutile que nous passions le reste de l'après-midi à chicaner sur les pourcentages pour savoir s'il s'agit de 1,3 p. 100, de 1,4 p. 100, de 7,8 p. 100 ou de 27 p. 100. Il est préférable d'avoir, sur l'ensemble de ce budget, tel qu'il est, une discussion de fond.

Les collectivités locales auxquelles vous avez « fait un sort », monsieur le rapporteur spécial, disposent, dans le cadre des dotations, d'une somme de 1 100 francs par habitant qui est plus importante qu'en métropole.

Par conséquent, s'agissant des dotations inscrites au titre IV et dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement, les résultats devraient globalement vous donner satisfaction.

Vous avez posé une question relative au port en eaux profondes de Longoni. Si vous me le permettez, je traiterai des problèmes de Mayotte lorsque j'en arriverai aux questions posées par M. Henry.

M. Delmas a insisté sur une idée qui nous est chère, celle de l'autosuffisance dans les départements et territoires d'outre-mer. Il faut effectivement que nous puissions réduire le déséquilibre qui existe entre ce qui est produit ou fabriqué sur place, particulièrement dans les domaines agricole et agro-alimentaire, et ce qui est importé. Un exemple : on importe du persil d'Australie en Nouvelle-Calédonie et des tomates à Wallis, alors que toutes les conditions seraient réunies pour que l'on pratique, dans ces territoires, des cultures maraichères. Nous sommes donc tout à fait d'accord avec votre analyse sur cette nécessité d'autosuffisance.

Nous vous suivons également dans vos propos relatifs à l'enseignement et à la formation. C'est, là encore, un des objectifs que nous nous sommes fixés ; mais je reviendrai sur cette rubrique en répondant à M. Ramassamy qui, lui aussi, a très logiquement abordé cette question de l'enseignement.

J'en viens à l'Europe et aux accords de Lomé III.

Comme je l'ai déjà indiqué ce matin, le Gouvernement entend défendre avec acharnement les intérêts des départements et des territoires d'outre-mer au cours de la négociation entre la Communauté économique européenne et les pays A. C. P. Il s'agit, en effet, d'une question vitale pour le développement économique de ces pays.

Nous avons déjà pris un certain nombre d'initiatives en la matière. Nous avons tenu trois réunions de travail avec les commissions les plus importantes à Bruxelles. De plus, en accord avec M. Chandernagor, et ce sera la première fois que nous agirons ainsi, nous travaillons à une véritable transparence des crédits et des fonds engagés par la Communauté économique européenne au profit des départements et territoires d'outre-mer afin que chacun sache effectivement ce qui lui est donné par celle-ci.

Mesdames, messieurs les sénateurs, nous nous sommes efforcés de demander que certaines règles établies, entre autres par le Feder, pour la création d'emplois, soient aménagées pour les départements d'outre-mer.

Par exemple, le Feder accorde des aides lorsque plus de dix emplois sont créés. Or, dix emplois dans les départements d'outre-mer, c'est déjà beaucoup. Nous avons donc demandé que l'on puisse considérer éventuellement une série logique dans le cadre d'une certaine activité, de façon à pouvoir globaliser dix emplois et répartir les aides entre deux ou trois entreprises.

Tel est l'état d'esprit dans lequel nous travaillons actuellement avec la Communauté économique européenne ; nous nous efforcerons, bien entendu, de suivre pas à pas les négociations qui se dérouleront à Bruxelles, et ce jusqu'à leur conclusion.

Il s'agit, en effet, de sujets importants. L'un d'entre eux — les élus des Antilles siégeant dans cette assemblée le connaissent bien — est celui du rhum.

Vous connaissez les difficultés que nous rencontrons actuellement, sur ce sujet, à Bruxelles ; nous devons, en effet, aboutir à une définition du rhum qui soit conforme à l'histoire de ce produit, à sa fabrication dans les Antilles, et nous devons nous opposer à l'élaboration d'une définition de substitution, qui serait celle d'un rhum « synthétique » n'ayant plus rien à voir avec celui des Antilles.

M. Marcel Gargar. Très bien !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Le Sénat peut donc être pleinement rassuré sur ce point.

M. Lacour a rappelé un certain nombre de problèmes qu'il avait rencontrés en étudiant la situation de la Nouvelle-Calédonie. Il a évoqué la question du nickel qui connaît encore, à ce jour, des difficultés eu égard à la situation du marché. Mais tout laisse à penser que, vers la fin de l'année 1984 ou au plus tard en 1985, cette activité devrait enregistrer une reprise. Nous mettons tout en œuvre pour que nous soyons présents dans de bonnes conditions lors de cette reprise du nickel.

Il a été fait allusion au domaine agricole en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, avec un sort particulier réservé à Mururoa.

Il faut bien faire la distinction entre ce qui relève de l'économie propre à la Polynésie ainsi qu'à l'ensemble des archipels, et ce qui concerne seulement l'atoll de Mururoa. Il faut tenir compte des retombées économiques de certaines activités pratiquées à Mururoa.

Dans cette perspective, le ministère de la défense intervient en versant une forme de dédommagement au territoire : cette année, ce sont encore plusieurs dizaines de millions de francs qui seront accordés pour développer certaines industries en Polynésie française.

Au sujet de Wallis-et-Futuna, M. Lacour a dit textuellement qu'« il n'y avait aucun problème à Wallis-et-Futuna ». Eh bien, monsieur le rapporteur pour avis, des problèmes ont failli se poser puisque, voilà quinze jours, Wallis et Futuna étaient à deux doigts du divorce et, pour un peu, Futuna demandait un statut particulier, un de plus !

J'ai constaté, lors de ma récente visite, que, à la suite des dernières élections à l'assemblée territoriale, qui est présidée par un Futunien, l'accord semblait s'être réalisé entre les deux îles et que, dans l'immédiat, le calme était revenu.

L'effort de modernisation auquel vous avez fait allusion doit être poursuivi mais il ne faut pas nous cacher les difficultés qui sont propres à Wallis et à Futuna.

La première réside dans l'isolement et la nécessité d'avoir un désenclavement. Des problèmes se sont posés, il y a quelques semaines, lorsque la compagnie U. T. A. a décidé de ne plus assurer la liaison entre la Nouvelle-Calédonie et Wallis. Nous avons dû intervenir instamment auprès de la compagnie Air Calédonie International pour qu'une liaison soit assurée avec Wallis, l'Etat participant au fonctionnement de cette liaison.

Mais, lorsque nous eûmes réglé cette difficulté, le problème de la liaison entre Wallis et Futuna demeurait.

J'ai rappelé récemment, lors de mon passage à Wallis, que le Gouvernement s'engageait à subventionner directement l'achat d'un appareil destiné à assurer cette liaison entre Wallis et Futuna. L'Etat va donc intervenir au titre de l'investissement mais il appartiendra à la collectivité de Wallis-et-Futuna de financer le fonctionnement de cette liaison.

M. Lacour a abordé le problème du statut de la Nouvelle-Calédonie. Comme j'aurai ultérieurement à répondre plus précisément à ce sujet, je regrouperai mes réflexions sur ce point.

M. Virapoullé m'a quelque peu reproché de ne pas avoir eu un dialogue avec le Sénat. Monsieur le sénateur, ce matin, j'avais cru comprendre que votre assemblée attendait de moi la présentation des grandes lignes du budget. Mais, pour ce qui est du dialogue, vous savez que j'y suis tout disposé.

Vous avez eu des images assez dures à l'égard du budget qui vous est proposé, notamment en laissant croire qu'il relève plus du domaine du rêve que de la réalité. Je ne le pense pas en ce qui concerne les sujets que vous avez abordés.

Parmi ceux-ci, il en est un qui me tient à cœur et dont j'ai eu l'occasion de débattre avec vous lorsque j'étais à la Réunion : le logement.

Vous savez que nous nous sommes efforcés de faire cette année en ce domaine un effort particulier. En 1980, la ligne budgétaire unique s'élevait à 400 millions de francs environ ; en 1983, elle s'élevait à 600 millions de francs, soit une progression de 50 p. 100. Certes — et, là, je suis d'accord avec vous — les crédits mis en place n'ont pas toujours eu l'effet multiplicateur optimal.

Conscients des difficultés, nous avons chargé un député, M. Bertile, de procéder à une étude pour déterminer, dans l'ensemble des départements d'outre-mer, de nouvelles clés de répartition susceptibles de démultiplier l'effet des aides. Le rapport de M. Bertile est en voie d'achèvement ; dès qu'il sera à notre disposition, nous vous ferons de nouvelles propositions ; nous pensons qu'une révision des critères de répartition devrait nous permettre de multiplier par trois les effets induits.

Enfin, je suis tout à fait d'accord avec vous, monsieur le sénateur, pour constater que l'art de la réussite est celui des réconciliations, et, à chaque fois qu'il faudra parvenir à une réconciliation, je m'y emploierai. Dans cet esprit, j'espère qu'ensemble, lors de la discussion du projet de loi portant sur la répartition des compétences entre les départements et la région, nous pourrions trouver une solution d'équilibre. Chacune des assemblées a son rôle à jouer ; elles ne doivent pas apparaître comme rivales, mais comme complémentaires.

Enfin, je peux vous rassurer : je n'ai nullement l'intention de faire des terres de l'outre-mer des terres oubliées, comme vous l'avez dit, ou des terres sacrifiées. En six mois, j'ai consacré beaucoup de temps à tous ces départements que, je l'avoue, je connaissais peu, mais que j'ai pu découvrir et apprécier grâce non seulement aux populations, mais aussi aux élus.

M. Jean-Marie Girault a, lui aussi, insisté sur la situation de la Nouvelle-Calédonie. Comme je l'ai déjà dit, je traiterai tout à l'heure au fond cette question de la Nouvelle-Calédonie.

Pour l'instant, je dirai que je suis tout à fait d'accord avec lui pour dénoncer ce qui apparaît comme une hypertrophie de Nouméa par rapport aux autres îles. Il est une constatation que l'on fait rarement, mais que je voudrais faire ici, puisque vous

vous intéressez beaucoup à la Nouvelle-Calédonie : parmi les îles Loyauté, il en est une, l'île Lifou, qui est aussi grande que la Martinique, et pourtant elle n'apparaît que comme une dépendance de la Nouvelle-Calédonie.

Après cette incidente, j'en viens aux deux questions que vous avez évoquées, monsieur Girault, et d'abord la voie transversale.

Il existe une voie transversale, celle de Koné à Tiwaka ; elle est inscrite au budget du territoire et sa réalisation doit débiter l'année prochaine.

Nous sommes, vous le voyez, tout à fait conscients de la nécessité d'éviter l'opposition entre la côte Est et la côte Ouest, et c'est une des raisons pour lesquelles nous entendons venir à une autre définition économique de l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, sous forme de « pays », qui iraient du nord au sud ; il n'y aurait plus alors opposition mais complémentarité.

Nous avons donc une toute autre conception de la gestion économique de la Nouvelle-Calédonie, et j'en reparlerai tout à l'heure.

Je dirai un mot seulement à propos d'une remarque que vous avez faite, monsieur Girault, touchant mon collègue M. Cheysson. Vous lui reprochez d'avoir parlé, en Australie, de la « vocation à l'indépendance » de la Nouvelle-Calédonie.

M. Cheysson n'a jamais dit cela ; il a seulement repris ce que j'avais moi-même dit lors d'un discours à Nouméa, le 20 mai dernier, à savoir que la France était prête, en ce qui concerne l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, à examiner toutes les solutions, y compris celle de l'indépendance. Voilà ce qu'a redit très exactement M. Cheysson !

M. René Regnault. C'est très bien !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. M. Lise a abordé les problèmes des handicapés et des gens de la pêche.

La commission, nous a dit M. Lise, déplore que certaines personnes bénéficiant de l'aide aux infirmes ou aux grands infirmes se soient brutalement retrouvées sans ressources après l'installation de la Cotorep ; ces personnes, qui sont âgées, percevaient, pour certaines d'entre elles, des allocations depuis vingt ou vingt-cinq ans.

Je connais les difficultés de certains handicapés, mais je voudrais, dans ce domaine, essayer de rétablir une part de vérité.

Bien des personnes bénéficiaient jadis, il est vrai, de certaines aides alors qu'elles ne souffraient, heureusement, que de handicaps limités. Les Cotorep ont, aux termes de la loi, mis fin à certaines de ces situations, ce qui a pu priver certains handicapés d'une part de leurs ressources. Mais les Cotorep n'ont fait que supprimer certaines aides accordées essentiellement à des chômeurs alors que les pouvoirs publics ont instauré une aide propre à ces derniers. Nous avons ainsi voulu différer l'aide aux chômeurs de l'aide aux personnes handicapées.

Ces ajustements peuvent avoir des conséquences désagréables pour certains, mais il me semble que, dans l'ensemble des cas, ils ne sont pas injustes. Globalement, les Cotorep n'ont pas eu pour résultat de réduire l'aide apportée aux handicapés ; ce fut — et nous ne pouvons que nous en réjouir — le contraire.

Après avoir apporté quelques compléments d'information à MM. les rapporteurs, afin de les inciter à modifier éventuellement leurs recommandations pour le vote de ce budget, je voudrais répondre à ceux d'entre vous qui sont intervenus dans le débat.

M. le sénateur Gargar a évoqué le problème de l'industrie de la canne à sucre en Guadeloupe ; il a rappelé l'intérêt particulier qu'il porte à l'affaire de Beauport.

Je sais, monsieur le sénateur, que vous avez déployé tous vos efforts pour que nous puissions trouver une solution permettant le maintien et la survie de Beauport. Comme je l'ai déjà indiqué devant l'Assemblée nationale, le Gouvernement a décidé de faciliter le maintien en activité de Beauport, ce qui suppose un plan d'ensemble qui prendrait en considération les aspects financiers, industriels et agricoles.

Vous le savez, le Gouvernement a beaucoup travaillé sur ce dossier ; il a décidé de sortir de ce que l'on pourrait appeler « la logique de l'échec », qui aurait conduit à la fermeture d'une nouvelle usine.

Maintenant, s'impose une véritable mobilisation de toutes les volontés et de tous les moyens pour assurer l'économie de la canne à sucre en Guadeloupe.

Je veux insister tout particulièrement sur la concertation très approfondie à laquelle le Gouvernement a procédé sur ce difficile dossier ; nous avons reçu plusieurs fois les élus, mais aussi les représentants des salariés, et nous avons toujours essayé de garder le contact avec eux. Nous avons également envoyé sur place une mission pour recueillir les avis et les propositions des responsables locaux. Enfin, le plan de redressement de l'économie de la canne à sucre en Guadeloupe va être soumis incessamment aux assemblées locales.

L'Etat va engager des sommes importantes, notamment pour prendre en charge la moitié du déficit des usines en 1983 et 1984. Il est indispensable que, de leurs côtés, les collectivités locales confirment rapidement leurs engagements financiers afin que la situation de crise cède la place à une préparation responsable de l'avenir.

Mais je tiens à répéter ici avec beaucoup de force qu'il ne s'agit pas seulement de maintenir l'usine de Beauport ; encore faut-il que nous disposions de tous les moyens pour assurer la replantation de la canne. J'ai eu l'occasion de faire allusion à plusieurs reprises à un conte d'Alphonse Daudet, *Le moulin de maître Cornille* : il ne faudrait pas que nous ayons un jour des usines qui seraient maintenues artificiellement en activité sans avoir de canne à broyer. La priorité est donc la replantation de la canne.

Vous connaissez l'effort que nous avons engagé en direction des jeunes qui sont intéressés par cette culture, qui est l'histoire même de la Guadeloupe. Il faut que les hectares qui doivent être plantés le soient au moment voulu : pour 1983, nous avions prévu 1 000 hectares, nous ne les atteindrons pas ; il y a à cela, je le sais, des raisons, notamment la sécheresse ; il faudrait, l'année prochaine, prendre en compte ce retard de l'année 1983. Il faut le dire ici très clairement : nous ne pourrions pas assurer, dans les cinq ou six années à venir, la survie de l'ensemble des usines s'il n'y a pas, en même temps, la matière première nécessaire pour permettre leur exploitation équilibrée. Mais, pour cette année et pour l'année à venir, les engagements pris seront tenus, monsieur le sénateur.

M. Marcel Gargar. Je l'espère !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. M. Max Lejeune a rappelé la vocation de la France dans l'outre-mer.

J'ai noté son inquiétude à propos de la présence de la France dans le Pacifique et les remarques qu'il a faites à propos de Mayotte. Il est vrai, monsieur le sénateur, qu'un certain nombre de critiques sont formulées à notre encontre et que la situation de la France dans le Pacifique Sud n'est pas simple. L'image de notre pays est d'ailleurs perçue fort injustement d'une manière négative pour deux raisons.

La première raison tient aux expériences qui sont faites à Mururoa. Il est vrai que celles-ci ont mobilisé et mobilisent encore contre notre pays une partie des églises qui sont solidement implantées dans le Pacifique Sud. Nous parlons deux langages qui ne peuvent absolument pas se rencontrer.

Afin que cesse la rumeur selon laquelle l'ensemble du Pacifique allait être contaminé, le Président de la République a décidé, voilà plus de deux mois, d'inviter à Mururoa une équipe de scientifiques australiens et néo-zélandais. C'était la première fois que le Gouvernement donnait la possibilité à des scientifiques de procéder sur place à des vérifications concernant les expériences et l'état de l'atoll de Mururoa.

Cette mission s'est rendue sur place voilà un mois. Après un examen approfondi du site de Mururoa pendant huit jours, après avoir effectué tous les prélèvements nécessaires et souhaités, les scientifiques ont reconnu que la France avait pris toutes les mesures pour que ces expériences ne soient nullement nuisibles.

Nous sommes en présence d'un langage tenu par des scientifiques, alors que le discours prononcé par les églises se situe sur le plan de la morale. On pourra toujours dire que ce qui se fait à Mururoa n'est pas dangereux.

Nous ne pouvons pas être d'accord avec ceux qui, au nom de la morale, condamnent fermement tout ce qui concerne l'atome, son utilisation et sa reconversion dans l'armement.

Tel est le premier aspect négatif de l'image de notre pays.

Le deuxième aspect négatif — vous l'avez d'ailleurs mentionné, monsieur le sénateur — réside dans le procès qui est fait à la France à propos de la Nouvelle-Calédonie. Ces critiques proviennent de l'O.N.U. et du Forum du Pacifique. Cette année, pour la première fois, le Forum du Pacifique n'a pas condamné notre pays. C'est, à mon avis, grâce à ce qui a été dit et écrit à Nainville-les-Roches.

Nous devons donc nous efforcer de tout faire pour que l'image de notre pays, qui était plutôt négative, devienne positive. Tel est le sens des mesures qui ont été prises par le Gouvernement, en ce qui concerne tant Mururoa que la Nouvelle-Calédonie.

Monsieur le sénateur, vous avez fait dans votre conclusion un rapprochement avec les îles Malouines. La Grande-Bretagne, concernant sa situation dans le Pacifique Sud, a agi différemment.

Je ferai remarquer — et c'est là que réside en quelque sorte l'ambiguïté de notre situation dans le Pacifique — que la Grande-Bretagne, lorsqu'elle voulait accorder l'indépendance à un pays, décidait de l'année, du jour, de l'heure. Effective-

ment, à l'heure dite, tout le monde était au rendez-vous pour déclarer l'Etat indépendant. Nous n'avons pas à porter de jugement sur les pratiques de la Grande-Bretagne. La démarche de notre pays est différente.

M. Dagonia a insisté — et je le comprends — sur l'impaticence ressentie par les populations d'outre-mer à l'égard du changement. On aurait voulu, je le sais, que le changement aille plus vite, plus loin. Tout s'est passé comme si la volonté de changement manifestée à Paris arrivait, à des milliers de kilomètres, atténuée ou étouffée par l'éloignement, à moins qu'un mauvais milieu de réception n'ait pas réussi à amplifier cette volonté de changement.

En tout cas, comme vous le souhaitez, monsieur le sénateur, nous nous efforcerons de renforcer, au cours des prochaines années, toutes les actions qui vont dans le sens de la formation professionnelle, de la formation des jeunes, de la « formation des formateurs » pour reprendre votre expression. En effet, c'est l'une des solutions pour assurer, à la jeunesse de ces départements d'outre-mer, l'avenir qu'elle est en droit d'attendre.

Mme Perlican a, elle aussi, fait allusion aux problèmes de l'industrie sucrière. En ce qui concerne l'usine de Grosse-Montagne, je lui rappelle qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de danger. La situation concernant Beauport a également été abordée.

Quant à la Nouvelle-Calédonie, j'y reviendrai tout à l'heure.

M. Béranger, avec la chaleur de cœur qui est la sienne, a montré combien notre pays s'efforçait, même dans des conditions difficiles, d'assurer le développement dans les territoires et départements d'outre-mer. Je voudrais le rassurer, s'agissant de la sécurité publique.

Lorsque se sont produits des attentats en Guadeloupe, voilà trois semaines, j'ai dit à l'Assemblée nationale que le Gouvernement était décidé à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour que soit respecté l'ordre républicain. Ceux qui, parmi vous, suivent l'actualité dans la presse ont remarqué que, depuis une dizaine de jours, des résultats très positifs ont été enregistrés par les actions de police menées en Guadeloupe. Je puis vous assurer que nous continuerons dans cette voie.

M. Millaud a attiré notre attention sur les cataclysmes naturels. Il est malheureusement bien placé pour en parler, puisque le territoire qu'il représente a été durement frappé pendant cette année 1983.

Tous les moyens financiers ont été mis en place. Grâce à des appels à la solidarité qui ont été lancés par les assemblées et par notre ministère auprès des différentes collectivités, les sommes qui ont été consignées seront, dès cette semaine, adressées aux Hauts Commissaires afin qu'ils les répartissent.

M. Millaud a parlé des goélettes administratives. De Paris, on mesure mal les difficultés de transport entre les archipels. J'en ai fait l'expérience en allant de Tahiti aux îles Marquises. Sur les cinq îles principales qui constituent l'archipel des Marquises, seules trois de ces îles peuvent être desservies par avion. On est donc obligé de recourir à des bateaux, les bonitiers, pour assurer le transport d'une île à l'autre.

Là se pose un problème extrêmement grave, que M. Millaud a soulevé, celui de la protection civile. L'assemblée territoriale de Polynésie devra doter certains archipels, notamment les îles Marquises, d'un hélicoptère, afin de permettre les évacuations sanitaires vers les centres où l'on pourra soigner efficacement les malades et afin d'assurer les missions de sécurité des côtes, le mouillage de certains bateaux entraînant des méfaits réels exigeant une certaine surveillance.

S'agissant des communes je vous rappelle que j'ai présidé une réunion avec tous les maires de Polynésie et une autre avec les maires des îles Marquises. A la suite de l'adoption du statut, qui ne saurait tarder, il sera possible de reprendre le projet d'extension du code communal en se référant aux travaux antérieurs, auxquels vous avez vous-même largement participé, monsieur le sénateur.

Vous avez qualifié, pour terminer, ma mission d'impossible. Permettez-moi de vous dire que j'ai le choix entre deux formules pour vous répondre : ou bien impossible n'est pas français — peut-être est-ce polynésien mais ce n'est pas français — (*M. Dagonia sourit*) ou bien à l'impossible nul n'est tenu. Je vous laisse le choix entre ces deux formules.

M. Tarcy a évoqué un certain nombre de sujets importants, et, tout d'abord, la lutte contre l'immigration clandestine en Guyane. Pour faire face à ce problème qui revêt aujourd'hui une acuité aiguë dans votre département, le Gouvernement étudie la mise en place des mesures destinées tout à la fois à réduire et à mieux contrôler le flux d'entrée de main-d'œuvre clandestine.

Dans cette perspective, nous avons mis à la disposition de la gendarmerie une vedette qui devra assurer un certain nombre de missions côtières. De même, il est prévu un poste de contrôle sur le Maroni. Toutes ces dispositions devront être encore renforcées.

L'un des points de votre intervention a concerné l'hôpital de Saint-Laurent-du-Maroni. Je crois savoir que, en ce moment, l'on hésite sur le type d'hôpital qui sera retenu.

D'après mes informations — elles datent de vingt-quatre heures — l'alternative serait la suivante : ou bien la construction sur place d'un hôpital de type traditionnel ou bien la réalisation, à La Ciotat, d'une sorte de prototype qui serait acheminé ensuite par mer vers Saint-Laurent-du-Maroni. Là, serait creusé une sorte de passage, puis l'on ensablerait cet hôpital de façon à ce qu'il devienne un bâtiment fixe. Je crois qu'il appartiendra aux élus de la Guyane d'examiner ce problème.

S'agissant de la forêt guyanaise et des problèmes que connaît le personnel enseignant, je vous répondrai par écrit.

M. Plantegenest nous a demandé de délivrer un message d'espoir aux populations de Saint-Pierre-et-Miquelon. Vous savez, monsieur le sénateur, combien nous partageons votre analyse. Nous ne pensons pas que l'assistantat total soit une solution pour l'avenir de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Il est vrai que nous devons nous orienter vers une politique économique permettant la mise en valeur d'un certain nombre de ressources locales. Cela n'est pas aisé. Vous avez vécu, comme moi, les problèmes de la relance de la pêche et vous savez que, même parmi les Saint-Pierrais, on ne trouve pas aussi facilement qu'on l'aurait souhaité les équipages nécessaires pour armer les bateaux qui partiront en pêche hauturière pendant trois semaines ou un mois.

Peut-être s'agit-il, maintenant, de mener une politique volontariste. Nous ferons un effort pour que Saint-Pierre-et-Miquelon puisse avoir, non pas la totalité, mais une part importante de son activité sur son territoire.

Saint-Pierre-et-Miquelon, c'est la France, avez-vous déclaré ; nous en sommes intimement convaincus, mais cela nous a fait plaisir de vous l'entendre dire.

M. Ramassany a évoqué un sujet très important, celui du mélange des cultures. Vous êtes, monsieur le sénateur, le mieux placé dans cette assemblée pour parler de cette forme de syncrétisme de cultures qui doit exister à la Réunion entre l'héritage gréco-latin et celui qui vient des Indes. Le périple est long et si je voulais prendre un exemple, ce serait, bien entendu, celui d'Alexandre le Grand.

Mais je crois que le point important de votre intervention concerne la part que vous avez réservée au créole. Je vous sais gré — je vous en remercie publiquement — d'avoir souligné que nous n'avons pas rendu obligatoire l'enseignement du créole. En effet, nous avons seulement dit qu'il était permis aux jeunes Réunionnais qui, chez eux, ne parlent que le créole, d'utiliser cette langue comme moyen d'initiation à la langue française afin d'en faciliter l'apprentissage. Mais le créole en lui-même n'a jamais été une finalité, sauf pour ceux qui choisiront de faire un doctorat d'Etat dans cette discipline.

En ce qui concerne le chômage des jeunes, vos préoccupations sont aussi les nôtres, monsieur le sénateur.

Il me reste à répondre sur deux sujets, sans doute les plus importants ; Mayotte et la Nouvelle-Calédonie.

M. Henry a rappelé que 1984 constituera une échéance importante pour Mayotte ; il a fait état de l'inquiétude des Mahorais concernant le statut de leur île.

D'abord, qu'il me soit permis de vous redire, monsieur Henry, que l'intérêt de la France à l'égard de Mayotte est réel.

Qu'on en juge : pour l'année 1983, et dans le cadre du F.S.I.R., vous avez obtenu du ministère de l'intérieur une dotation de 500 000 francs pour réaliser des travaux de voirie à l'intérieur de l'île. De même, une autorisation de programme de un million de francs vous a-t-elle été accordée afin de construire la cité administrative. Par ailleurs, en ce qui concerne l'équipement rural, 241 000 francs ont été mis à la disposition de votre collectivité, auxquels se sont ajoutés 62 000 francs au titre de la majoration de rattrapage. Quant au secrétaire d'Etat aux D. O. M. - T. O. M., il a participé pour 540 000 francs au financement d'un nouveau réservoir d'eau potable destiné à compléter le programme engagé depuis quelques années par le syndicat d'adduction d'eau potable. Par conséquent, l'Etat ne se désintéresse nullement de Mayotte.

Cela dit, il est évident que nous aurons avec vous et votre collègue de l'Assemblée nationale à discuter, en 1984, de cette échéance qui se prépare. Nous n'entendons imposer quoi que ce soit à personne, mais nous devons étudier la question en tenant compte, comme vous l'avez rappelé, de certains impératifs.

Qu'il me soit permis maintenant de parler de la Nouvelle-Calédonie. Je crois avoir mérité de votre part au moins une certaine forme de respect et je ne peux en aucun cas laisser un sénateur m'accuser comme l'un d'entre vous l'a fait tout à l'heure !

Avec une note d'humour, il m'a dit : « Je vous remercie, au nom des Calédoniens, d'avoir eu la délicatesse de comparer à la télévision locale la présence française en Nouvelle-Calédonie à l'occupation nazie en France. »

Je ne sais pas si un ministre a déjà été insulté en ces termes dans cette assemblée, mais j'ai le devoir de vous dire ce qui s'est réellement passé. D'ailleurs, j'aurais aimé que ce sénateur se référât aux sources avant de proférer de tels jugements !

Un élu de Nouvelle-Calédonie — le vice-président du conseil de gouvernement, M. Tjibaou — m'avait posé une question et, surtout, fait comprendre que je ne pouvais pas savoir, en tant que Français de métropole, ce que représentait le fait colonial ; vous ignorez, me disait-il, ce que c'est que d'être ou d'avoir été colonisé.

J'ai reconnu que c'était la vérité, qu'effectivement je ne saurais jamais ce que c'était d'être colonisé, mais, faisant référence à une expérience de mon enfance, j'ai précisé que j'avais su ce que représentait une occupation.

M. Roger Romani. C'est l'aveu !

M. Christian de La Malène. Vous avez eu un mot malheureux ! Pour l'adresse, on peut compter sur vous !

M. Roger Romani. Vous osez le répéter dans cette assemblée ! C'est réussi !

M. Christian de La Malène. En fait de comparaison, vous l'avez bien choisie !

M. Arthur Moulin. Persiste et signe !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je le répète, n'ayant jamais connu ce qu'était le fait colonial, j'ai pris comme référence les souvenirs de mon enfance !

M. Christian de La Malène. En fait, vous comparez la présence française à l'occupation allemande !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Non !

M. Marcel Gargar. De toute façon, c'est la vérité !

M. Arthur Moulin. On a compris !

M. Georges Dagonia. Vous n'avez rien compris !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Vous n'avez pas le droit de me prêter des propos que je n'ai jamais tenus !

M. Arthur Moulin. On écoute ce que vous dites ; cela vous choque ?

M. Marcel Gargar. C'est vous que cela choque !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. J'ai dit à Nouméa, le 20 mai 1983, et je l'ai répété lors de mon dernier séjour, que la France n'avait pas à rougir de ce qu'elle avait fait !

Je ne comprends pas ce procès d'intention que vous me faites alors que j'essaie de comprendre ! Qui n'a pas le droit d'essayer de comprendre une situation qu'il n'a jamais connue ?

M. Marcel Gargar. Très bien !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Voilà ce que j'ai essayé de faire ; mais jamais — cela est vraiment une insulte — je n'ai dit que la présence française en Nouvelle-Calédonie était comparable à l'occupation nazie en France !

M. Bernard Parmantier. C'est évident !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. J'ai même rendu hommage aux membres du bataillon du Pacifique qui avaient participé à la libération de notre pays.

M. Christian de La Malène. Il ne manquerait plus que vous les ayez condamnés !

M. Bernard Parmantier. C'est un faux procès que vous êtes en train de faire ! Il ne faut tout de même pas exagérer ! Soyez un peu sérieux !

M. Dick Ukeiwé. Monsieur le secrétaire d'Etat, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Non, monsieur le sénateur, je continue mon intervention ! (*Protestations sur les travées du R. P. R. et de l'U. R. E. I.*)

MM. Roland du Luart et Roger Romani. Cela ne s'est jamais vu !

M. Bernard Parmantier. Gardez votre calme !

M. Arthur Moulin. C'est cela le changement !

M. Roger Romani. Le pouvoir ne recule devant rien !

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Si M. Ukeiwé veut m'interrompre, qu'il le fasse !

M. le président. La parole est à M. Ukeiwé, avec l'autorisation de M. le secrétaire d'Etat.

M. Dick Ukeiwé. Lors de mon intervention, monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez demandé à m'interrompre, et j'ai accepté !

Vous dites que je vous ai insulté. J'ai simplement fait une déclaration en me fondant sur les informations que j'ai pu obtenir de Nouméa, et notamment sur deux communiqués.

Le premier émane de « Fraternité calédonienne », association que vous connaissez très bien, et qui est présidée par un Mélanésien français, ancien conseiller du Gouvernement, qui a déclaré : « Mais quel autre sentiment que l'indignation lorsqu'il a résumé l'histoire de notre pays dans celle de l'occupation nazie ? »

Le deuxième communiqué, monsieur le secrétaire d'Etat, émane du Front calédonien et fait suite aux propos que vous aviez tenus le 27 novembre 1983, lors de l'émission télévisée « Face à la presse ». Il dit ceci : « Une fois de plus les Calédoniens d'origine européenne ont été culpabilisés, humiliés, accusés de pratiquer la ségrégation raciale et assimilés à l'occupation nazie. »

Cela dit, je serai prochainement en possession de la bande magnétique qui a été enregistrée lors de cette émission.

Encore une fois, monsieur le secrétaire d'Etat, il n'est pas dans mes habitudes d'insulter un représentant du Gouvernement de la République. Je me suis simplement permis de donner une information et de faire une déclaration dans le cadre des institutions de la République. (*Applaudissements sur les travées du R. P. R., de l'U. C. D. P., de l'U. R. E. I. ainsi que sur celles de la gauche démocratique.*)

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat. Je ne peux que me réjouir que vous ayez la possibilité d'entendre et de voir l'enregistrement de la télévision, car — je le répète — la réduction qui est faite de mes propos est vraiment inadmissible.

Je voudrais maintenant revenir sur un point qui me paraît quelque peu choquant. Monsieur le sénateur, vous avez critiqué l'installation de cette seconde assemblée qui doit faire une place aux représentants de la coutume. Parlant des chefs coutumiers, vous avez déclaré, dans votre discours, qu'ils étaient « fabriqués par le système mis en place par la France, par le biais de l'élection ou de la nomination ».

Or, les chefs coutumiers, que je sache, seront désignés par leurs pairs. Je l'ai dit et vous étiez d'ailleurs présent à Nainville-les-Roches quand la décision a été prise. Nous n'avons donc aucun droit de regard dans leur désignation. Voilà ce que sera ce collège de la coutume.

Seront également mis en place un collège représentant les collectivités locales et un collège socio-professionnel représentant les chambres artisanales, la chambre de commerce ou des associations, qui comprendront chacun douze membres. Telle sera cette seconde chambre qui avait également été prévue, je le rappelle, à Nainville-les-Roches, en votre présence.

Ce projet, qui est actuellement entre les mains de l'assemblée territoriale, sera discuté en son sein, après quoi nous établirons un projet de statut qui sera soumis, bien entendu, au Conseil d'Etat puis, après approbation du conseil des ministres, à la Haute Assemblée.

J'ai également précisé, en ce qui concerne la mise en place de ce statut, qu'il devrait durer aussi longtemps que dure le mandat de l'assemblée territoriale c'est-à-dire cinq ans ; mis en place en 1984, il durerait donc jusqu'en 1989. A ce moment-là, pourrait être organisée une consultation de la population, conformément, je le rappelle, à la Constitution.

Tout ce qui a été réalisé l'a été en accord avec tous ceux qui ont bien voulu participer aux discussions. Lorsque j'étais en Nouvelle-Calédonie, j'ai rencontré dans les îles, à Lifou et à l'île des Pins, les représentants de la chefferie, notamment le grand chef Vandegou, qui m'avaient invité lors de la réunion de Nainville-les-Roches. J'ai eu l'occasion de discuter avec eux du rôle que devait jouer, demain, la coutume dans les institutions. J'ai dit que la coutume qui représentait un point d'équilibre dans l'histoire du peuple mélanésien, devait, demain, non pas apparaître comme un frein, mais permettre à l'histoire de la Mélanésie d'être associée au développement économique.

Ainsi, vous le savez, nous pourrions répondre à certaines difficultés que vous avez mentionnées ce matin, comme la redistribution des terres. A ce propos, je ne puis accepter les raisons que vous donnez du départ des jeunes des villages.

Quand vous écrivez que « ces terres, étant des propriétés collectives, ne sont travaillées par personne », vous ne faites pas confiance aux Mélanésiens eux-mêmes.

Quand vous affirmez que ces terres « retombent en friches et disparaissent de l'outil productif calédonien », vous semblez oublier les efforts qui sont consentis actuellement, notamment sur

la côte Est, pour relancer l'élevage, combien, sur la côte Ouest, près de Pouembout, où nous sommes en train d'irriguer toute la plaine, les tribus sont intéressées à la remise en valeur des terres.

Vous déclarez encore : « Les membres de la tribu, peu motivés pour un labeur collectif sans retombée directe, quittent le clan pour aller en ville chercher un emploi et vont plus probablement grossir la masse des chômeurs et des mécontents. En dépeuplant la tribu vous tuez la coutume, car la coutume est basée sur l'exercice des pouvoirs coutumiers que chaque sujet accomplit en fonction de ses moyens et de ses revenus. » Or ce que nous voulons, monsieur le sénateur, c'est précisément que les jeunes puissent conserver leur place dans la tribu et qu'ils soient intéressés notamment au développement agricole.

En effet, chacun sait ici que l'important, en Nouvelle-Calédonie, c'est qu'il y ait une relance de la production agricole. D'ailleurs, ce matin, plusieurs rapporteurs l'ont dit. Il faut que les jeunes restent dans la tribu et si tel est le cas le jeu de la coutume s'exercera normalement.

Il faut que nous puissions, pour préserver l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, prendre en compte ce qui est la réalité historique de ce pays, ce qu'est le passé des Mélanésiens, et en assurer la liaison avec l'apport européen depuis plus d'un siècle. Voilà ce que nous souhaitons.

J'ai dit que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie passait obligatoirement par la cohabitation, par la coexistence pacifique de ces deux communautés, et qu'il lui fallait un statut spécifique, car sa situation est spécifique.

Mais, je suis persuadé, en tout état de cause, que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie se fera avec la République française. (Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.)

M. le président. Nous allons examiner les crédits concernant les départements et les territoires d'outre-mer :

- I. — Section commune et figurant à l'état B ;
- II. — Départements d'outre-mer et figurant aux états B et C ;
- III. — Territoires d'outre-mer et figurant aux états B et C.

I. — Section commune.

ETAT B

M. le président. « Titre III, plus 46 364 620 francs. »

La parole est à M. Valcin, pour explication de vote.

M. Edmond Valcin. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, les nombreuses interventions qui ont eu lieu ce soir n'apportent aucune amélioration au budget.

Dès lors, peut-être serait-il opportun et efficace, l'année prochaine, de réserver une journée de discussion pour les départements et les territoires d'outre-mer, journée au cours de laquelle tous les parlementaires pourraient intervenir pour mieux exprimer leurs besoins et exposer leurs problèmes, ce qui permettrait au Gouvernement d'en prendre une meilleure conscience.

Beaucoup de chiffres ont été cités depuis ce matin et l'on peut difficilement les faire mentir, car ils sont trop éloquents. Pour ma part, j'en citerai très peu.

Nous voici au terme d'un débat qui a duré un peu plus de cinq heures et qui, apparemment, s'est révélé quand même trop bref, puisque, dans ce laps de temps, nous n'avons fait que survoler les problèmes de cinq départements d'outre-mer, le problème de Mayotte, qui est une collectivité territoriale spéciale, et la situation de trois territoires d'outre-mer — cela fait beaucoup — en analysant, en même temps, les moyens budgétaires mis à leur disposition pour régler leurs problèmes.

J'ai religieusement écouté ces débats qui ressemblent étrangement à ceux des années précédentes et qui se caractérisent par une préparation tardive et difficile, un temps de parole insuffisant pour tous ceux qui veulent s'exprimer et un budget en régression, tant en francs constants qu'en francs courants.

La préparation est tardive et difficile, car les documents nous sont remis avec trop de retard et leur présentation est telle qu'il faut les « triturer » pour circonscrire l'effort global de la nation à travers votre budget, monsieur le secrétaire d'Etat, mais aussi à travers ceux des ministères techniques. La difficulté est encore plus grande quand, à l'intérieur de cet effort global de la nation, nous voulons déterminer quelle en est la répartition, savoir ce qui va très exactement à la Réunion, à la Martinique ou à la Guadeloupe. Tout cela nous empêche donc de mesurer, d'une part, l'effort global, d'autre part, la répartition en fonction des différents départements.

En deuxième lieu, le temps de parole insuffisant a naturellement conduit les orateurs de mon groupe à s'effacer, à limiter ou à déplacer leur intervention, pour permettre à M. Ukeiwé, représentant la Nouvelle-Calédonie, de parler seul au nom du groupe pour mieux exposer les différents problèmes auxquels est confronté son département.

En troisième lieu, monsieur le secrétaire d'Etat, votre budget est en régression, car il accuse une augmentation de 1,4 p. 100 seulement. C'est vraiment peu, si l'on sait que l'inflation — M. Mermaz le disait encore hier soir — sera de l'ordre de 9,3 p. 100, en 1983, et que l'inflation prévue pour 1984 — mais elle sera largement dépassée — est de 5 p. 100.

Sans doute faut-il souligner aussi, car il ne faut rien laisser de côté, que l'ensemble des interventions des ministères techniques accusent une progression de 4,98 p. 100 ; c'est vrai ! Mais, en contrepartie, il faut tout de suite souligner que les crédits de paiement et les autorisations de programme de la section départementale du F. I. D. O. M. sont respectivement en régression de 33,9 p. 100 et de 31,8 p. 100.

Sans oublier le contexte d'austérité dans lequel votre budget a été établi, je suis forcé de le considérer comme inacceptable pour des collectivités locales lointaines, sous-développées et à la recherche de raisons d'espérer.

Ce budget est d'autant plus inacceptable que les départements d'outre-mer sont des collectivités pilotes en matière de décentralisation ; cela nous vaut, bien sûr, un transfert de prérogatives et de charges, sans toutefois recevoir, en contrepartie, les moyens correspondants.

Ainsi votre budget devra-t-il être réparti entre le conseil général et le conseil régional, tant il est vrai qu'il est question non pas de transférer quoi que ce soit de l'Etat vers le conseil régional, mais de doter le conseil régional par des prélèvements opérés sur le conseil général.

Notre seule satisfaction, monsieur le secrétaire d'Etat — je maintiens cette appréciation, en dépit des légers incidents auxquels nous avons assisté — est d'avoir, pour une fois, débattu dans un climat de sérénité et de courtoisie. Cela, monsieur le secrétaire d'Etat, c'est à vous, et à vous seul, que nous le devons.

Cependant, ce légitime hommage que je vous rends, s'il est reconfortant pour l'avenir, ne peut forcer notre adhésion à ce budget insuffisant, inacceptable, ce mini-budget qui est nécessairement l'expression d'une politique que nous désapprouvons et dont la caractéristique essentielle est de ressembler à un « budget de désengagement ». C'est M. Girault qui a employé cette expression ce matin, je la trouve judicieuse.

Voilà pourquoi tous les sénateurs de mon groupe et moi-même voterons contre ce budget. Je me devais de vous en donner les raisons ; je l'ai fait fermement mais en toute courtoisie. (Applaudissements sur les travées du R. P. R., de l'U. R. E. I. et de l'U. C. D. P.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les crédits figurant au titre III.

(Ces crédits ne sont pas adoptés.)

II. — Départements d'outre-mer.

ETAT B

M. le président. « Titre IV, plus 7 263 854 francs. »

La parole est à M. Bénard, pour explication de vote.

M. Paul Bénard. Monsieur le secrétaire d'Etat, votre budget — on vous l'a dit — ne connaît pas une progression comparable à celle du budget de la nation. Pourquoi ?

Vous êtes-vous battu pour que ce budget soit meilleur ? Vous a-t-on opposé un veto ? Avez-vous accepté d'emblée qu'il en soit ainsi ? Nous aurions aimé en savoir plus.

Un budget, certes, traduit une politique et un mauvais budget peut, l'année d'après, être corrigé par un bon. Or, l'action que vous menez et qui se veut en profondeur est dangereuse pour les départements d'outre-mer, et particulièrement pour la Réunion. Je veux vous en entretenir et vous expliquer pourquoi je ne voterai pas votre budget et pourquoi je demanderai à mes collègues d'en faire autant.

On a découvert un mot tout à fait nouveau : « spécificité ». Les départements d'outre-mer seraient donc atteints de cette « spécificité »...

M. Bernard Parmantier. Mais non ! Cela fait longtemps !

M. Paul Bénard. ... et au nom de celle-ci on se permet aujourd'hui de faire n'importe quoi.

Sous le prétexte de cette spécificité, on a justifié la mise en place d'une assemblée unique, d'une assemblée régionale élue au suffrage universel, sans savoir à quelle date elle devra être renouvelée puisque, aujourd'hui encore, celle-ci n'a pas été fixée pour les conseils régionaux métropolitains. Voilà donc une assemblée régionale élue quasiment à perpétuité ! C'est là, bien sûr, une spécificité que l'on a créée.

On a transformé F. R. 3 en — R. F. O. zéro, devrais-je dire — sans doute pour faciliter son muselage : F. R. 3 ne doit pas s'occuper des spécificités des D. O. M. - T. O. M. ! Ainsi de suite.

En réalité, sous prétexte de spécificités et de droit à la différence, on met actuellement en place, par voie réglementaire et non législative — on se demande dans quel dessein — tout un ensemble de structures propres aux D. O. M. - T. O. M. Cela se fait en « douce », sans secousse. C'est extrêmement grave.

Et le créole à l'école, voilà encore, paraît-il, une spécificité. Le commissaire de la République du département de la Réunion a pris position, à la radio et à la télévision, disant que la langue créole — il venait de la découvrir — allait être enseignée à l'école primaire.

Sous prétexte de droit à la différence, on la recherche, on la cultive : il faut être différent !

En réalité, on pourrait se demander dans quel dessein si on ne savait pas que le parti communiste réunionnais, qui est un parti autonomiste, à la limite indépendantiste, vous demande monsieur le secrétaire d'Etat, bien plus encore que ce que vous donnez.

Tout récemment encore, son secrétaire général prenait position d'une façon très nette : il rappelait que des promesses avaient été faites, et qu'elles n'avaient pas été tenues ; il brandissait la menace d'une explosion sociale.

Jusqu'à quand, monsieur le secrétaire d'Etat, allez-vous suivre tous ces gens-là ?

En réalité, au-delà de toutes ces actions spécifiques, votre action n'est que politique. Or, le fond du problème, dans les départements d'outre-mer, n'est pas politique, mais économique.

Au lieu de disperser vos actions pour répondre au dogmatisme d'un certain parti, qui ne sera jamais content de ce que vous lui offrez, si vous vous préoccupez véritablement de nos problèmes économiques, sans doute les choses iraient-elles beaucoup mieux et n'éprouverait-on pas la nécessité d'en parler autant.

Monsieur le secrétaire d'Etat, malgré la diminution des crédits de votre budget pour l'année 1984, si vous vous attaquez à certains problèmes fondamentaux des départements d'outre-mer, pour les résoudre, cette diminution n'apparaîtrait pas aussi catastrophique.

Un problème nous concerne plus particulièrement, nous Réunionnais, celui du fret ; c'est le plus cher du monde, et vous le savez.

La Simacorem a le monopole du transport et du fret à la Réunion. Or, personne ne réagit. Que ce soit vous-même ou l'administration, rien n'est fait. Pourtant, la position et l'existence de cette société empêcheront à tout jamais un quelconque développement dans ce département.

L'octroi de mer doit être, paraît-il, encore aggravé. En effet, avec le transfert des compétences, ce sera encore l'octroi de mer qui va servir à financer quelque peu la région.

Cet octroi de mer qui frappe même les produits en provenance de la métropole et de la communauté, grève énormément le prix des marchandises. Or, l'octroi de mer existait quand même avant la Révolution de 1789 !

C'est extrêmement grave, car cela obère les prix et empêche que quoi que ce soit puisse se faire.

Le port devrait être, en réalité, une simple gare maritime, tout au moins pour les produits venant de France et de la communauté. Or, une taxe de 20 à 30 p. 100 du prix des marchandises est perçue et ce, pour le plus grand bénéfice de quelques sociétés. En définitive, c'est la population réunionnaise toute entière ainsi que les activités du département qui en pâtissent. Là aussi, personne ne semble s'en occuper et cela continue son petit bonhomme de chemin.

Les circuits commerciaux sont absolument archaïques ; rien non plus n'est fait sur ce point !

Pourtant, si on n'essaie pas de résoudre ces quelques problèmes fondamentaux, le développement dont on parle beaucoup ne restera jamais qu'un « gargarisme sec » pour salon. C'est d'ailleurs ce qu'il est depuis deux ans que certains en parlent, alors qu'il existait bien avant.

Tant que l'on n'aura pas essayé de résoudre ces problèmes fondamentaux, il ne sera pas possible de considérer que l'on veut faire quoi que ce soit dans les départements d'outre-mer. Ceux-ci représentent, monsieur le secrétaire d'Etat, ce que l'on a longtemps appelé les « pays de marché », dont on avait l'habitude de dire qu'ils reflétaient la santé de la métropole.

Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous laisse réfléchir à ce problème. En tout cas, si l'on veut faire quelque chose pour les départements d'outre-mer, il est important de prendre totalement parti pour eux. Malheureusement, nous n'avons pas l'impression que ce soit le cas pour l'instant. Au contraire, il semblerait que les problèmes économiques fondamentaux ne vous intéressent pas et que vous restez braqué sur les problèmes politiques parce que simplement l'assemblée unique a culbuté.

Pour toutes ces raisons et pour essayer de bien marquer mon désaccord, en ce qui me concerne, je ne voterai pas le budget

des D. O. M. - T. O. M. et j'appelle mes collègues à en faire autant. (*Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I. et de l'U.C.D.P.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix les crédits figurant au titre IV.
(*Les crédits ne sont pas adoptés.*)

ETAT C

M. le président. Titre V : « Autorisations de programme, 39 240 000 francs. » (*Non adopté.*)

« Crédits de paiement, 18 966 000 francs. » (*Non adopté.*)

Titre VI : « Autorisations de programme, 360 671 000 francs. » (*Non adopté.*)

« Crédits de paiement, 122 911 000 francs. » (*Non adopté.*)

III. — Territoires d'outre-mer.

ETAT B

M. le président. « Titre IV, plus 15 170 399 francs. » (*Non adopté.*)

ETAT C

M. le président. Titre V : « Autorisations de programme, 5 886 000 francs. » (*Non adopté.*)

« Crédits de paiement, 3 403 000 francs. » (*Non adopté.*)

Titre VI : « Autorisations de programme, 173 459 000 francs. » (*Non adopté.*)

« Crédits de paiement, 96 826 000 francs. » (*Non adopté.*)

M. le président. Le Sénat a achevé l'examen des dispositions du projet de loi concernant le secrétariat d'Etat aux départements et aux territoires d'outre-mer.

Intérieur et décentralisation.

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant le ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

La parole est à M. le ministre.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, je tiens, en commençant ce propos, à excuser mon collègue et ami M. Joseph Franceschi, qui a été victime d'un accident en se rendant sur les lieux le soir où un policier a été tué au bois de Boulogne. Il va beaucoup mieux et j'espère qu'il sera bientôt rétabli.

M. le président. Monsieur le ministre, vous me permettrez de vous interrompre et de vous dire que je me fais l'interprète du Sénat tout entier pour transmettre à M. le secrétaire d'Etat nos vœux de très prompt rétablissement.

Mlle Irma Rapuzzi. Très bien !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je vous remercie, monsieur le président.

Mesdames, messieurs les sénateurs, les crédits du ministère de l'intérieur présentent cette caractéristique, dans un budget de rigueur, de permettre la poursuite de la mise en œuvre de la décentralisation et de prévoir des dispositions de nature à améliorer la sécurité des Français.

Si je tiens compte de la dotation générale de décentralisation, qui est en augmentation de 26,5 p. 100, et si je fais une comparaison sur les mêmes bases que l'année dernière, le budget du ministère de l'intérieur est en augmentation de 9,8 p. 100 pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, alors que les dépenses de fonctionnement du budget de l'Etat n'augmentent en moyenne que de 5,1 p. 100. Les dépenses d'équipement connaissent, elles aussi, une progression sensible. Les autorisations de programme augmentent de 10,7 p. 100, les crédits de paiement de 38 p. 100.

En ce qui concerne la décentralisation, les délais qui avaient été annoncés au Parlement seront respectés. Douze lois ont déjà été votées, deux sont en discussion devant le Parlement et 171 textes d'application ont été publiés : 100 décrets, 17 arrêtés et 54 circulaires. Dix décrets supplémentaires sont actuellement soumis à l'examen du Conseil d'Etat.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire d'apporter certaines modifications à la dotation globale de fonctionnement et à la dotation globale d'équipement. L'Assemblée nationale en a délibéré la semaine dernière et le Sénat le fera le 19 janvier. (*Exclamations sur les travées du R.P.R.*) Excusez-moi : le 19 décembre. (*Ah bon ! sur les mêmes travées.*) Les protestations que j'ai entendues m'ont amené à une saine réalité. (*Sourires.*)

M. Arthur Moulin. Etait-ce un lapsus révélateur ?

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Non, je ne le pense pas. En vérité, j'avais tendance à penser au 19 janvier 1983. (Rires.) Je pourrais vous expliquer pourquoi, mais ce serait un peu long.

En ce qui concerne la dotation globale d'équipement, j'ai déjà eu l'occasion de dire devant le Sénat et à plusieurs reprises devant l'Assemblée nationale que, lors de sa mise en œuvre, j'ai pu me rendre compte que certaines dispositions qui avaient été prises devaient être adaptées. J'avais annoncé que je demanderais au Gouvernement un crédit exceptionnel. Il m'a été accordé et il s'élève à 100 millions de francs.

Par ailleurs, j'avais annoncé que des dispositions seraient prises pour procéder à un écrêtement des crédits des départements les plus favorisés au profit des départements les moins favorisés ; le texte soumis en première lecture à l'Assemblée nationale le prévoit. Il a également été prévu de tenir compte, à l'avenir, de critères physiques, notamment de la longueur des voies, en particulier pour les communes de moins de 2 000 habitants.

Le budget de 1984 du ministère de l'intérieur traduit dans son ensemble un effort financier important en faveur des collectivités locales.

La dotation générale de décentralisation se trouve pour la première fois inscrite dans le budget. Prévues par la loi du 7 janvier 1983, elle est destinée à financer, avec les transferts d'impôts de l'Etat et, par conséquent, les ressources fiscales, les compétences transférées en 1984 : l'aide sociale et les transports scolaires.

Le transfert total des recettes correspond exactement au montant actualisé des dépenses effectuées par l'Etat dans ce domaine, soit 20 700 millions de francs, dont 7 895 millions pour la dotation générale de décentralisation.

J'aurai l'occasion de répondre aux orateurs, notamment aux rapporteurs et à ceux qui m'ont interrogé à ce sujet lors de mon audition devant la commission des lois ou devant la commission des finances. Je peux d'ores et déjà dire que le Gouvernement a fait en sorte que les collectivités locales n'aient en aucune façon à souffrir des conditions de mise en œuvre de la décentralisation. Le Gouvernement a apporté toutes les garanties pour que les transferts de crédits et de fiscalité correspondent exactement aux dépenses qui étaient supportées par l'Etat.

Un sénateur sur les travées du R. P. R. C'est normal !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. C'est normal, mais, comme certains ont dit le contraire, il est bon que je le rappelle. (Très bien ! sur les travées socialistes.) Pour la première fois un gouvernement a apporté des garanties que personne ne l'obligeait à apporter. J'ai fait voter un texte que vous connaissez, qui prévoyait la création d'une commission composée uniquement d'élus, présidée par un magistrat de la Cour des comptes et chargée de vérifier si les transferts de fiscalité et les transferts de crédits correspondaient bien à la loi, si les engagements du Gouvernement étaient parfaitement tenus.

Cette commission a été installée au mois de mai dernier. Elle a commencé de fonctionner et déjà, dans le domaine de la formation professionnelle, elle a procédé à des vérifications, qui attestent du respect par le Gouvernement des engagements pris. Cette commission est habilitée pour faire un bilan global, mais elle peut faire un bilan collectivité par collectivité et ainsi, vous avez, mesdames et messieurs, le moyen de vérifier ou de faire vérifier de façon incontestable la façon dont le Gouvernement tient ses engagements.

Par ailleurs, le président de l'assemblée des présidents de conseils généraux étant venu me voir avec une délégation, je lui ai proposé de réunir une table ronde avec, d'une part, son bureau ou, s'il le souhaitait, avec une délégation importante ou même avec tous les présidents de conseils généraux et, d'autre part, les représentants de mon cabinet et du ministère de l'intérieur pour faire les comptes et voir où l'on en est des transferts de crédits et de fiscalité en faveur des départements. Il me semble difficile de faire mieux pour donner des garanties aux collectivités locales et pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de s'assurer que des vérifications sont faites contradictoirement entre les représentants des collectivités locales et ceux du Gouvernement.

Les impôts transférés dans ce budget ont évolué dans le passé plus vite que les compétences transférées. Ainsi le taux annuel d'augmentation de la vignette a été, depuis 1976, de 25 p. 100, celui des droits d'enregistrement de 17 p. 100, alors que le taux annuel d'augmentation de l'aide sociale a été de 15,2 p. 100.

La dotation générale de décentralisation évoluera comme la dotation globale de fonctionnement, c'est-à-dire comme les recettes de la T. V. A. C'est dire qu'elle est indexée sur l'évolution du coût de la vie. Les crédits d'équipement ont connu, eux aussi, une progression importante, puisque celle-ci représente 26,93 p. 100 par rapport à 1983.

La dotation globale d'équipement, qui se substitue progressivement aux subventions spécifiques de l'Etat, atteindra 2 455 millions de francs, moitié pour les communes, moitié pour les départements.

Les crédits de paiement de la dotation globale d'équipement, grâce à la poursuite de la globalisation, augmenteront ainsi de 136 p. 100 par rapport à l'année 1983.

Le fonds de compensation de la T. V. A., qui permet une compensation intégrale de la T. V. A. acquittée par les collectivités locales, sera en 1984 de 9 500 millions de francs, soit pratiquement 18 p. 100 de plus que l'année dernière.

En ce qui concerne la situation de trésorerie des départements, qui a fait l'objet d'une série de questions de la part de M. Monory en commission des finances, j'apporterai quelques précisions après les dernières réponses que j'ai obtenues du ministre du budget.

En premier lieu, comme je l'ai indiqué, j'ai demandé au Gouvernement que soit mis en place un système permettant aux départements de percevoir, mois par mois, les ressources nécessaires et suffisantes pour assurer le paiement des prestations dont le département a désormais la charge.

Cela exige tout d'abord des versements, sous forme d'avance, de douzièmes du produit de la vignette, sur la base du produit perçu l'année précédente.

Cela demande également que la dotation générale de décentralisation soit versée selon un rythme adapté à la périodicité des dépenses des départements.

En second lieu, je suis également attentif à une question importante que vous n'avez pas mentionnée. L'interruption des versements d'acomptes, du fait de la suppression des financements croisés à compter du 1^{er} janvier 1984, ne doit pas provoquer de tensions de trésorerie dans les départements au titre de la dette de l'Etat de 9 milliards de francs. Le rythme du versement de la D. G. D. doit permettre de régler ce problème, tout en tenant compte de la diversité de chacun des cent départements.

Je rappellerai, à ce propos, que, depuis maintenant une vingtaine d'années, la dette de trésorerie de l'Etat n'avait pas cessé de croître. Malgré le versement d'acomptes périodiques, le reliquat était tel que cette dette s'élevait au 31 décembre 1983 à 9 milliards de francs, somme considérable qu'aucun gouvernement n'avait envisagé de rembourser. Ce Gouvernement a pris à sa charge cette somme de 9 milliards, payable en douze ans dans les conditions que je viens de rappeler, afin de ne pas gêner la trésorerie des départements.

D'autre part, en ce qui concerne les barèmes d'aide sociale, la situation, vous le savez, était très différente d'un département à l'autre. Des dispositions ont été prises par le Gouvernement afin que les injustices qui existaient soient réparées dans quinze départements. Le Gouvernement prendra à sa charge 130 millions de francs payables en trois ans.

Voilà deux mesures nouvelles prises par le Gouvernement qui sont importantes. Elles s'ajoutent à toutes celles que nous avons déjà prises depuis la loi du 2 mars 1982 concernant les indemnités de logement des instituteurs, les frais de police et de justice et la dotation culturelle.

Vous le voyez, non seulement les intérêts des collectivités locales n'ont pas été sacrifiés mais, au contraire, jamais un tel effort financier n'avait été engagé dans le passé.

En ce qui concerne l'adaptation de l'administration territoriale au nouveau contexte de la décentralisation, là aussi, un effort a été fait. Tout d'abord, seront créés 500 emplois budgétaires pour les préfetures, 200 de catégorie A, 300 de catégorie B ; ensuite l'inscription d'un crédit nouveau de 18 millions de francs est prévue pour l'informatisation des préfetures et des tribunaux administratifs. Dans beaucoup de départements, un effort a été fait dans le domaine de l'informatique par les conseils généraux : du fait de la séparation des pouvoirs entre le préfet et le président du conseil général, désormais les préfetures doivent pouvoir disposer, elles aussi, de cet instrument moderne indispensable à la gestion. Ce crédit de 18 millions de francs permettra de réaliser la première étape d'un programme prioritaire inscrit dans le IX^e Plan.

Un crédit de formation supplémentaire de 2 millions de francs a également été prévu.

La déconcentration effective des services de l'Etat se traduira, dès 1984, par la suppression de 50 emplois d'administration centrale au budget de mon ministère. C'est la première fois que, dans le cadre de la décentralisation, un ministère donne l'exemple et réduit le nombre d'emplois de l'administration centrale.

Bref, si l'on examine toutes ces mesures, on constate que non seulement l'effort de décentralisation et de déconcentration est poursuivi, mais qu'il est largement financé ; je peux même dire qu'il est financé bien au-delà des prévisions initiales que j'avais annoncées lors de la présentation des premières lois de décentralisation.

Je traiterai maintenant des questions qui concernent la police nationale. Les dépenses de fonctionnement du budget de la police nationale augmentent de 8,45 p. 100 alors que celles du budget général n'augmentent que de 5,1 p. 100.

Un crédit nouveau de 114 millions de francs a été ouvert au budget pour 1984 afin d'ajuster les crédits de rémunération à la situation prévisionnelle des effectifs.

De plus, 20 millions de francs supplémentaires ont été affectés aux frais de déplacement et 5 millions de francs à la rémunération des heures supplémentaires des C.R.S.

Enfin, pour faire face aux besoins en matière de lutte contre le terrorisme, cinquante emplois nouveaux ont été créés pour la D.S.T., qui est un excellent service du ministère de l'intérieur.

L'action que j'entends mener en 1984 s'inscrit autour de trois priorités : premièrement, renforcer la formation des policiers ; deuxièmement, moderniser le fonctionnement des services ; troisièmement, améliorer les conditions de vie des personnels.

En ce qui concerne la formation, de même que M. Franceschi, j'ai déjà eu l'occasion d'en parler au cours de discussions précédentes. Dès mon arrivée au ministère, en 1981, j'ai créé une direction de la formation initiale et de la formation continue.

La déconcentration et l'insertion de la formation dans le fonctionnement quotidien des services sont prévues et ont commencé à entrer en application. Il en a été de même pour le redéploiement des moyens de formation au profit de la formation permanente et de la formation initiale. Leur durée a augmenté ; elle sera désormais de sept mois. Cette formation permettra aux policiers d'évoluer et d'agir de façon plus efficace dans la société telle qu'elle est maintenant.

Les services ont été modernisés : un programme prioritaire d'équipement pluriannuel a été adopté, M. Franceschi vous en avait parlé l'année dernière. Il sera poursuivi en 1984 avec l'acquisition de 12 000 revolvers Manhurin et de gilets pare-balles, moins lourds que ceux qui existaient autrefois, mais tout aussi efficaces.

La D.S.T. profitera en 1984 d'un renforcement particulier de moyens d'un montant de 3,5 millions de francs, qui seront consacrés à l'achat d'armements et d'équipements spécifiques : véhicules à haute performance, moyens optiques et photographiques. Cela complètera le plan d'équipement des matériels de lutte antiterroriste adopté à la fin de l'année 1983.

L'informatique de la police sera également modernisée en 1984 : 49 millions de francs y seront consacrés.

Les grands fichiers automatisés seront transférés sur des ordinateurs plus puissants, donc plus fiables et plus efficaces.

Ce transfert permettra de tripler le nombre des terminaux d'interrogations mis à la disposition des services de police en 1984 et en 1985.

Par ailleurs, pour apporter une réponse d'avenir au problème des tâches administratives accomplies par les policiers — il s'agit de ce que l'on appelle souvent « les tâches indues » — les expériences de bureautique que j'avais lancées en 1983 seront multipliées en 1984 avec le concours du conseil national de prévention de la délinquance.

L'introduction de micro-ordinateurs et de machines à traitement de textes dans les commissariats permettra de libérer les policiers de tâches répétitives et fastidieuses qu'ils avaient à accomplir jusqu'à maintenant.

Les conditions de vie des policiers sont améliorées. Cette priorité a marqué l'action de mon ministère depuis deux ans et demi : elle se poursuivra en 1984. Tout d'abord les rémunérations des personnels seront améliorées par l'intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans l'assiette des pensions. Peut-être vous rappelez-vous qu'il y a deux ans, un crédit de principe avait été inscrit à ce titre. Vous trouverez cette année dans le projet de budget les crédits qui permettront de mettre en œuvre cette réforme réclamée depuis bientôt trente ans et qui sera appliquée pleinement en dix ans.

Un réaménagement du régime de rémunération des personnels de laboratoire est également prévu au budget 1984 avec un crédit de 1,3 million de francs.

Par ailleurs, un décret du 12 septembre 1983 a permis l'attribution d'avancements exceptionnels aux fonctionnaires de police tués ou blessés en service. Une disposition a également prévu la réversion à 100 p. 100 au profit de la veuve des droits à pension des policiers tués en service.

Tout n'est pas réglé, bien sûr, car il reste un certain nombre de situations en suspens ; par exemple, celle des agents de service féminin de la police nationale ou celle du corps des enquêteurs, dont je rappellerai qu'il a été créé en 1972, sans qu'à cette époque aient été prévues des perspectives pour le déroulement de leur carrière.

J'ai proposé à M. le Premier ministre des mesures de nature à maintenir un déroulement normal de carrière pour ces corps de police en 1984. Sur ce point, j'ai obtenu un accord très important, au moins pour une partie des dispositions qui étaient indispensables.

M. Franceschi avait entretenu la commission des conditions d'hébergement et de logement des policiers. L'amélioration des conditions d'hébergement des C.R.S. a marqué la politique immobilière du ministère en 1983 : 40 p. 100 des autorisations de programme de l'immobilier de la police nationale ont été consacrés à des opérations de ce type. Cette politique sera poursuivie en 1984.

En outre, j'ai donné des instructions à mes services pour rationaliser l'emploi de ces personnels et diminuer ainsi leurs déplacements hors du cadre régional.

Le logement des policiers bénéficie, maintenant, d'une ligne budgétaire particulière au budget du ministère de l'intérieur.

Pour 1984, 10 millions de francs, permettant de financer 250 logements nouveaux, seront inscrits dans le budget.

Quant aux conditions d'emploi des personnels, je dois indiquer que le développement de l'ilotage, qui concerne déjà 5 000 policiers, sera accentué. Il permet de rapprocher la police de la population et d'assurer dans les banlieues et les grands ensembles une prévention efficace contre la délinquance.

En ce qui concerne la sécurité civile, vous savez quels ont été les effets de la loi de 1942 relative aux inondations.

S'agissant des départements d'outre-mer, des cyclones ont ravagé la Polynésie française. Des unités d'instruction de la sécurité civile ont été détachées afin de porter secours aux populations sinistrées.

Un effort particulièrement important a été accompli pour lutter contre les incendies de forêts par l'acquisition de matériels, par l'augmentation des personnels, par l'acquisition de matériels volants et de camions qui ont été mis à la disposition des départements. En 1984, la direction de la sécurité civile disposera d'un crédit de 831 millions de francs.

Trois actions nouvelles sont à signaler particulièrement : d'abord, l'inscription d'un crédit supplémentaire de 15 millions de francs, qui permettra d'aménager en bombardiers d'eau trois nouveaux avions Tracker, qui se sont révélés particulièrement efficaces ; ensuite, grâce à des crédits de recherche supplémentaires, un prototype de guetteur automatique à infra-rouge destiné à détecter les incendies de forêt sera mis au point ; enfin, l'utilisation d'officiers sapeurs-pompiers professionnels permettra de mettre en place à l'école nationale supérieure de sapeurs-pompiers de Nainville-les-Roches un corps professionnel permanent. Les équipements sportifs et pédagogiques de ce centre de formation seront renforcés.

De plus, l'aide financière du ministère de l'intérieur aux collectivités locales dans le domaine de la lutte contre les feux de forêt sera poursuivie.

Je vous proposerai, par ailleurs, deux amendements concernant les sapeurs-pompiers professionnels : le premier leur accorde une bonification de pension tenant compte de leur temps de service dans la limite de cinq annuités ; le second accorde aux conjoints et orphelins des pompiers décédés en service commandé une pension au taux de 100 p. 100 sur la base d'une promotion posthume au grade supérieur. Ainsi leur sera accordé un régime analogue à celui des policiers, que j'avais mis en place en 1982.

En ce qui concerne la défense civile, j'ai eu l'occasion de répondre à beaucoup de questions devant la commission des finances. Un système a été institué pour l'information et l'alerte des populations, l'organisation des secours et la protection des populations. Je pense que des questions me seront posées sur ce sujet au cours du débat et j'aurai, par conséquent, la possibilité de revenir sur les mesures prises qui concernent aussi bien l'alerte, les sirènes, le système autonome de l'E. D. F., les retombées radioactives et le système S.P.A.R.R., les plans de desserrement de la population.

L'organisation des secours repose : sur les unités d'instruction de la sécurité civile ; sur le renforcement des centres de secours au moyen des réservistes qui reçoivent une formation adaptée ; sur l'appui des colonnes mobiles de secours ; sur les unités d'hébergement implantées sur l'ensemble du territoire.

Le Gouvernement a décidé dans l'immédiat un recensement des capacités d'abris disponibles. Ce recensement, qui a déjà été expérimenté dans deux départements, sera étendu.

Je souligne, par ailleurs, que des recommandations techniques pour la création d'abris dans les immeubles neufs ont été prises par le Gouvernement.

Cette politique est nouvelle puisque, pendant longtemps, les gouvernements ont considéré que la dissuasion était en quelque sorte contradictoire avec une politique de défense civile. On pense aujourd'hui que la dissuasion peut être parfaitement cré-

dible, même si la défense civile est organisée. Cette politique n'en est qu'à ses débuts ; elle devra, je le reconnais, être étendue et poursuivie.

En conclusion, le budget du ministère de l'intérieur, qu'il s'agisse des collectivités locales, de la décentralisation, de la police, de la sécurité civile ou de la défense civile, est un budget de progrès malgré la période de rigueur que nous traversons. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes. — M. Michel Rigou applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. Raybaud, rapporteur spécial.

M. Joseph Raybaud, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (administration centrale et sécurité). Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, les crédits du budget du ministère de l'intérieur et de la décentralisation, dont votre commission des finances m'a confié l'analyse, concernent l'administration centrale, la sécurité civile, la police nationale, les élections, les services communs et le budget de la recherche.

Ces actions, au nombre de six, forment un total, en dépenses ordinaires majorées des crédits de paiement, de 24 071 millions de francs, soit un peu plus de 60 p. 100 de l'ensemble des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation pour l'exercice 1984.

Mon rapport, mes chers collègues, se présente en deux parties : d'une part, une vue d'ensemble des crédits, d'autre part, les commentaires qu'ils nécessitent.

Les crédits, d'un montant total de 40 038 millions de francs, se répartissent ainsi : administration centrale : 15,26 p. 100 ; sécurité civile : 2,06 p. 100 ; police nationale : 40,89 p. 100 ; élections : 0,7 p. 100 ; services communs : 1,24 p. 100 ; budget civil de recherche : 0,011 p. 100.

La police nationale dispose donc d'une large part de ces crédits.

Les dépenses ordinaires de l'ensemble de ces six actions représentent un montant de crédits s'élevant à 23 959 millions de francs.

Par rapport à 1983, elles sont en hausse de 9,2 p. 100. Cette croissance est due, en grande partie, à la dérive prévue des rémunérations publiques.

Toutefois, un certain nombre de mesures nouvelles au titre III méritent attention.

La création de cinquante emplois de police en faveur de la direction de la surveillance du territoire représente une augmentation de 6,47 millions de francs.

L'ajustement de la dotation forfaitaire pour le remboursement à la ville de Paris des rémunérations des personnels administratifs de police se traduit par une hausse de 22 millions de francs.

La prise en charge des dépenses de fonctionnement du fichier national des permis de conduire a nécessité une majoration s'élevant à 1,47 million de francs.

Enfin, l'ajustement des crédits de fonctionnement et de matériels de la police s'est traduit par une augmentation de 52,4 millions de francs.

L'Assemblée nationale, au cours d'une deuxième délibération, le 18 novembre dernier, a voté des crédits complémentaires. C'est ainsi qu'elle a augmenté de 10 millions de francs les crédits du chapitre 34-42 relatifs au matériel et au fonctionnement de la police nationale.

Il en est de même pour les frais de déplacement — chapitre 34-90 — dont les crédits sont majorés de 5 millions de francs.

Les crédits des travaux d'entretien et d'aménagement immobilier — chapitre 35-91 — bénéficient d'une augmentation de 3 millions de francs.

Les crédits concernant les loyers et les indemnités de réquisition — chapitre 34-91 — sont en croissance de 2 millions de francs.

Pour ce qui est du titre IV, il faut signaler le transfert au budget du ministère de l'intérieur et de la décentralisation de la participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du bataillon de marins-pompiers de la ville de Marseille, jusqu'alors prise en charge par le budget de la défense, ce qui représente une augmentation de crédits de 25,4 millions de francs.

Enfin, l'Assemblée nationale a majoré de 10 millions de francs les subventions aux services départementaux d'incendie et pour le remboursement aux collectivités locales des dépenses des plans Orsec.

Les dépenses en capital sont moins favorisées.

Pour les six actions concernées, elles atteignent, en crédits de paiement, 342,8 millions de francs et, en autorisations de programme, 429,18 millions de francs.

Les crédits de paiement sont en diminution de 31,04 p. 100 et les autorisations de programme de 8,29 p. 100.

Les principales mesures décidées pour 1984 sont les suivantes : la poursuite des travaux de sécurité de la place Beauvau, avec une augmentation de crédits de 7,2 millions de francs ; la maintenance du parc de regroupement aérien de la protection civile, avec une majoration de 60 millions de francs.

Les crédits d'études relatives à la décentralisation dans le cadre du budget civil de recherche sont en hausse de 133,33 p. 100.

Les crédits de recherche en matière de réglementation sont en croissance de 20,58 p. 100.

En revanche, il faut souligner un fléchissement dans divers postes. Les crédits d'équipement immobilier de la police sont en baisse de 23,5 p. 100. Les crédits d'équipement informatique de la police diminuent de 37,33 p. 100. Les crédits d'équipement en transmissions dans le cadre des services communs fléchissent de 37,27 p. 100. Cette diminution de crédits va retarder la modernisation des réseaux de commandement de la police et du ministère, ce qui est regrettable.

Enfin, les crédits de recherche en matière de transmissions régressent, eux aussi, de 38,5 p. 100.

En ce qui concerne les subventions, la situation n'est pas meilleure. La subvention aux collectivités locales pour la construction de casernements de sapeurs-pompiers baisse de 5 p. 100. La subvention aux collectivités locales pour la recherche en matière de constructions publiques décroît de 26,4 p. 100.

Si, pour l'essentiel, les moyens des services suivent l'évolution attendue des prix, en revanche, la contraction des dépenses d'équipement contraindra le ministère à modérer sensiblement ses ambitions en 1984.

Je voudrais à présent, mes chers collègues, vous présenter un ensemble de commentaires. Ils concerneront respectivement l'administration générale, la sécurité civile et la police nationale. L'administration générale nécessite cinq observations.

La première concerne les services centraux du ministère. Ceux-ci ont fait l'objet, en 1983, d'une réorganisation de la direction générale de l'administration et de la direction générale des collectivités locales pour s'adapter à la décentralisation. Mais cette réorganisation risque d'entraîner un certain nombre de dépenses, notamment dans le domaine des publications et des diffusions, dont il faudra suivre avec attention l'évolution.

La deuxième vise le service national des examens du permis de conduire. Antérieurement géré par le ministère des transports, il est transféré au ministère de l'intérieur et de la décentralisation. Il en résulte, pour l'administration centrale, une augmentation de 8,99 millions de francs. Mais la clarification amorcée n'est pas encore complète, s'agissant des statuts des personnels.

La troisième observation permet de constater l'effort entrepris pour comprimer les dépenses de fonctionnement, notamment en matière de communications téléphoniques et de frais de déplacement. Cet effort a donné quelques résultats. Il est donc souhaitable qu'il soit poursuivi.

La quatrième observation vise les dépenses relatives aux élections, qui sont en réduction, compte tenu du calendrier des échéances. La gestion de ces crédits soulève d'ailleurs un problème, celui des élections régionales.

La cinquième observation a trait aux crédits du budget civil de recherche. Ils ne croîtront que de 4,76 p. 100 en 1984, ce qui ne couvre pas la hausse attendue des prix. Les programmes devront être revus en baisse, notamment en matière de sécurité civile et de transmissions.

La sécurité civile, quant à elle, impose deux remarques.

La première remarque est relative au groupement aérien de la protection civile, chargé de la lutte contre les incendies de forêts. Il a été durement sollicité au cours de l'été 1983 ; 2 morts le 4 août. Il voit son parc se moderniser progressivement. Mais il rencontre, du fait même de cette modernisation, de graves problèmes pour le petit matériel des bases, qu'il faut adapter. Toutefois, une majoration de 5 millions de francs, décidée par l'Assemblée nationale, permettra l'équipement d'un nouvel avion largueur d'eau.

La deuxième remarque a trait à l'incertitude qui demeure pour la protection des populations civiles en cas de conflit, sujet qui tient particulièrement à cœur à M. le président Edouard Bonnefous, auteur d'un très remarquable rapport sur cet important problème toujours et plus que jamais d'actualité.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Je vous remercie.

M. Joseph Raybaud, rapporteur spécial. On observe que le réseau d'alarme ne progresse que lentement, que la procédure de recensement des abris reste toujours pas achevée et que l'aménagement intérieur des abris reste très en retard sur les besoins.

Cette incertitude est d'autant plus préoccupante que, selon une étude récente, si, en Suisse, 80 p. 100 des habitants seraient protégés, en France, 5 p. 100 seulement le seraient en cas de conflit. Ces chiffres sont officieux, bien sûr, mais ils constituent tout de même un élément d'appréciation qui demande réflexion.

Enfin, la police nationale suscite quatre réflexions. Mais au préalable, il faut marquer l'intérêt que représentent les 20 millions de crédits supplémentaires votés par l'Assemblée nationale en deuxième délibération.

Première réflexion : un effort est fait, je l'ai déjà souligné, en matière de personnels par la création de cinquante emplois à la direction de la surveillance du territoire. Cet effort, que l'on peut considérer comme significatif, s'intègre dans la lutte contre le terrorisme, alors que les menaces, à cet égard, se font de plus en plus graves.

Deuxième réflexion : la modernisation des transmissions semble un peu compromise du fait du fléchissement de 37,2 p. 100 des crédits d'équipement et de 38,5 p. 100 des crédits de recherche, dans le budget initial.

Troisième réflexion : la modernisation du parc immobilier de la police nationale est en partie retardée du fait de la baisse de 23,5 p. 100 des crédits d'équipement immobilier, dans le budget initial.

La quatrième et dernière réflexion a trait à l'exécution de la loi de finances pour 1983. Celle-ci a été marquée, comme l'année précédente, par l'intervention d'un arrêté du ministre chargé du budget tendant à « geler » des autorisations de programme et des mesures nouvelles en crédits de paiement.

Au total, cet arrêté, en date du 5 mai 1983, a procédé à l'annulation de 224,5 millions de francs en autorisations de programme et de 100,7 millions de francs en crédits de paiement.

Votre commission des finances, qui avait regretté, l'année dernière, que la procédure des annulations de crédits en cours d'exercice ne rende illusoire l'examen par le Parlement des dispositions figurant en loi de finances initiale, ne peut que renouveler, cette année, ses observations sur ce point, tout en étant consciente des contraintes nécessaires qu'impose, dans une période difficile, l'exercice de la rigueur budgétaire.

Elle souhaite que soit mis fin, en 1984, à de telles pratiques qui conduisent, directement ou indirectement, à limiter la portée du contrôle budgétaire.

Voilà, mes chers collègues, les réflexions que m'a inspirées l'examen des crédits des six actions, objet du rapport que je vous ai brièvement présenté.

Mon intervention serait incomplète si je ne rendais pas un hommage particulièrement vif aux forces de police et à tous les personnels de la protection civile, qui exercent trop souvent leur mission, hélas ! au péril de leur vie.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances. Très bien !

M. Joseph Raybaud, rapporteur spécial. En cette période grave et difficile, il est indispensable de donner à nos forces de police les moyens nécessaires pour l'accomplissement des missions qui leur incombent.

C'est la raison pour laquelle votre commission des finances vous demande, mes chers collègues, d'adopter les crédits qui vous sont proposés, relatifs à l'administration centrale à la sécurité civile. Ils forment l'essentiel des crédits figurant aux titres III, IV et V du budget du ministère de l'intérieur et de la décentralisation. (*Applaudissements sur les travées de la gauche démocratique, de l'U.C.D.P. et du R.P.R., ainsi que sur les travées socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Monory, rapporteur spécial.

M. René Monory, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation). Je voudrais tout d'abord remercier mon excellent collègue, M. Joseph Raybaud, d'avoir accepté, au début de la session, de scinder en deux le rapport sur ce budget de l'intérieur et de la décentralisation qui est devenu maintenant très important, justement à cause de la décentralisation.

Monsieur le ministre, les sénateurs sont, et je crois que le passé l'a prouvé, des décentralisateurs convaincus.

Je rappelle d'ailleurs que, avant le mois de mai 1981, le Sénat avait longuement et sérieusement étudié un projet de loi portant sur la décentralisation. Nous avons regretté les uns et les autres qu'il n'ait pu être voté en temps voulu par l'Assemblée nationale car il prévoyait un certain nombre de dispositions importantes.

Si, parfois, on a mis un peu en doute votre politique de décentralisation, ce n'est pas quant au fond, c'est parce que nous craignons alors que le transfert des charges ne fût peut-être

pas toujours accompagné du transfert des ressources correspondantes. Notre réticence a toujours porté sur ce point et nous avons aujourd'hui quelque raison de penser que nous n'avons pas complètement tort.

Je sais également, monsieur le ministre, que M. le président de la République a affirmé que cette décentralisation serait la principale réforme du septennat. Vous nous avez d'ailleurs dit, à l'instant, que vous aviez encore été de l'avant dans ce budget et que vous aviez proposé des dispositions nouvelles.

Permettez-moi de lire le court extrait suivant : « D'abord, ne rien céder aux collectivités locales de ce qui constitue les prérogatives traditionnelles de l'Etat. Ce que je vous dis là, considérez-le comme une directive. Les textes déjà parus ont de quoi occuper largement les assemblées locales et leur exécutif.

« Il ne saurait être question d'aller plus loin et, sauf à tenir compte de l'expérience, à rectifier, à adapter ce qui doit l'être, à préciser les moyens quand ils ne le sont pas, il n'y aura pas d'autres textes de décentralisation. Pour les principes relatifs à leurs compétences et à leurs moyens, nous en resterons aux lois votées et promulguées et vous veillerez à ce que les collectivités territoriales s'en tiennent, de leur côté, au cadre que leur fixe la loi et jamais n'empiètent sur les responsabilités de l'Etat dont vous êtes avec moi les dépositaires. »

Monsieur le ministre, vous connaissez bien ce texte puisqu'il s'agit d'un extrait de l'allocation qu'a prononcée M. le Président de la République, le 23 novembre dernier, devant les préfets.

Or, monsieur le ministre, vous nous avez dit à plusieurs reprises, que nous aurions sans doute à connaître de nouveaux textes concernant la décentralisation.

Le doute que j'ai aujourd'hui tient au fait que de nouvelles compétences seront transférées aux collectivités locales à partir de 1985 — je pense, par exemple, à l'éducation. Or, j'ai l'impression que malgré les lois que nous avons votées — je me trompe peut-être — de nombreuses précisions doivent encore être apportées. Ce sera peut-être l'objet de décrets. En tout cas, beaucoup de choses sont encore obscures.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le rapporteur spécial, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. René Monory, rapporteur spécial. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le ministre, avec l'autorisation de M. le rapporteur spécial.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le rapporteur spécial, les choses sont très claires : tous les textes de principe ont été votés ; toutes les compétences qui doivent être transférées d'ici au 31 décembre 1985 sont énumérées dans les lois qui ont été votées. Il restera évidemment un certain nombre de décrets, d'arrêtés et de circulaires à prendre.

Néanmoins, M. le président de la République a eu raison de dire que l'ensemble des textes qui concernent la décentralisation étaient d'ores et déjà adoptés. En effet, ne doivent plus venir devant vous que deux textes qui ne concernent pas directement la décentralisation : l'un, dont vous allez bientôt avoir à connaître, concerne le statut des fonctionnaires territoriaux ; l'autre est relatif au statut des élus.

Ces textes que bien des gouvernements précédents ont commencé à élaborer ne sont pas faciles à mettre au point puisqu'ils concernent notamment le cumul des fonctions, celui des mandats et celui des indemnités entre autres dispositions.

Ainsi, en ce qui concerne les principes de la décentralisation, on peut dire que les textes ont été votés. On m'a même parfois reproché de les faire voter trop vite et de façon trop précipitée. En tout cas, ils ont déjà été présentés au Parlement cet été.

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur le rapporteur spécial.

M. René Monory, rapporteur spécial. Je vous remercie, monsieur le ministre. J'avais posé cette question car, chacun d'entre nous avait l'impression qu'il restait encore quelques points en suspens relativement à la décentralisation. Nous savons maintenant que, compte tenu de la loi votée et des précisions qui seront apportées par des décrets, il n'y aura plus d'autre avancée de la décentralisation.

Je vous ferai remarquer tout de suite, monsieur le ministre, que nous ne sommes pas du tout — je pense en particulier aux présidents de conseils généraux et aux maires qui sont ici — en retrait par rapport à votre volonté de décentralisation. Nous n'entrons pas dans la décentralisation à reculons. Au contraire, nous souhaitons qu'au fur et à mesure où ils paraîtront, les textes nous permettent d'y voir encore un peu plus clair. Je me souviens fort bien que, lors d'une réunion qui s'était tenue dans la salle Médicis du Sénat, vous nous aviez déclaré qu'un certain nombre de décisions restaient à prendre.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Au titre de la déconcentration !

M. René Monory, rapporteur spécial. Très bien !

Monsieur le ministre, nous allons maintenant aborder la partie décentralisation de votre budget.

J'évoquerai surtout la situation financière et notamment deux éléments qui, à mon avis, doivent retenir l'attention, à savoir les emprunts et la trésorerie. Vous avez répondu tout à l'heure par avance à la question que je voulais vous poser, mais pas aussi complètement que je l'aurais souhaité. Vous me permettez donc de vous la poser à nouveau d'une façon très précise.

Les crédits relatifs à l'administration territoriale qui concernent les préfetures, sous-préfetures et tribunaux administratifs, n'ont pas suscité, cette année, de réaction particulière de la part de la commission des finances. Dans l'ensemble, ils sont en progression. Nous avons surtout remarqué que 500 créations d'emplois sont prévues dans l'administration des préfetures. C'est un chiffre important, mais je sais qu'au cours des deux dernières années ceux des fonctionnaires détachés auprès des départements qui sont partis à la retraite ou qui ont changé d'affectation n'ont pas toujours été remplacés. Je suppose donc que ces 500 postes serviront à combler ce déficit en personnel.

Par ailleurs, les crédits du corps préfectoral sont maintenus en francs courants. L'association des membres du corps préfectoral, qui a tenu ses assises récemment sous la présidence de M. le préfet Vochel, ne s'en est pas émue plus que notre commission. Dans nos départements où nous sommes aussi appelés à limiter les augmentations, cette position nous soutiendra dans notre propre orientation.

Les crédits de fonctionnement et d'entretien progressent, eux, fortement, de 62 p. 100. En réalité, cette forte progression provient du fait que 18 millions de francs seront consacrés à l'informatique dans les préfetures et sous-préfetures.

Il serait intéressant, monsieur le ministre, que vous nous détailliez votre plan d'informatisation des collectivités territoriales. En effet, vos services fonctionnent parfois en commun avec ceux des départements et les présidents de conseils généraux peuvent être appelés à financer telle ou telle installation informatique.

En résumé, les crédits de l'administration territoriale progressent de moins de 10 p. 100 et ceux des tribunaux administratifs de moins de 4 p. 100.

J'en viens maintenant aux collectivités locales, domaine qui a particulièrement retenu l'attention de la commission. Cette dernière souhaite d'ailleurs obtenir de vous d'autres réponses, monsieur le ministre, que celles que vous lui avez envoyées en retour aux questions qu'elle vous avait adressées.

Cette année, la difficulté d'appréhension des crédits des collectivités locales tient naturellement au fait que nous nous trouvons dans une situation transitoire et cela d'un double point de vue : le premier est relatif au transfert des compétences et le second concerne la globalisation des dépenses d'équipement.

Si l'on se fie aux apparences, la somme des crédits figurant à l'action « collectivités locales — au sens budgétaire du terme — passe de 7 330 millions de francs à 13 743 millions de francs. Cependant, pour une juste appréciation des choses, il faut commencer par retirer les 7 545 millions de francs correspondant à la dotation générale de décentralisation qui doit, pour partie, compenser le transfert des charges, l'autre partie de la compensation étant représentée par le transfert de fiscalité.

Sur l'aspect budgétaire, je n'ai pas grand-chose à ajouter, si, naturellement, la totalité des dépenses est compensée.

Les ressources équilibrent les charges et une commission — vous l'avez rappelé tout à l'heure — à laquelle participeront des élus, vérifie si les deux plateaux de la balance sont également chargés.

Une fois retiré le transfert budgétaire des ressources, on s'aperçoit que les dotations aux collectivités locales baissent sensiblement dans le projet de budget du fait, essentiellement, de la forte diminution — moins 3 100 millions de francs — de la compensation de l'exonération de la charge foncière.

Les modifications apportées par l'Assemblée nationale vous ont conduit à ajouter un milliard de francs en compensation. Toutefois, le Sénat ayant repoussé l'article 13, cette compensation de 3 100 millions de francs devra être rétablie.

De toute façon, ces sommes sont dues aux collectivités locales. En effet, quand le système a été institué en 1956, les collectivités locales n'ont rien touché la première année ; il y a eu un décalage d'un an. Maintenant que ce système va être supprimé partiellement, je pense qu'il serait logique, même si l'exonération est maintenue en partie, que les collectivités locales reçoivent ces 3 100 millions de francs.

Je voudrais maintenant évoquer les subventions d'équipement aux communes, qui sont globalisées, pour une part croissante, dans la dotation globale d'équipement.

En 1984, la dotation est totale pour la voirie communale, pour la voirie urbaine et pour la voirie départementale ; elle demeure à 60 p. 100 pour les crédits des réseaux et services urbains et la viabilité des zones d'habitation et constructions publiques. Aussi, on note dans ce budget une baisse de 45 p. 100 des autorisations de programme et de 13,25 p. 100 des crédits de paiement au titre des subventions spécifiques.

La dotation globale d'équipement progresse pour l'année prochaine de 30 p. 100 en autorisations de programme et de 133 p. 100 en crédits de paiement. La progression est la résultante de deux mouvements : d'une part, l'actualisation de la dotation globale d'équipement de 1983 par application du taux de croissance de l'investissement des administrations prévu en 1984, soit 5,6 p. 100 et, d'autre part, l'application de la deuxième tranche de globalisation.

La commission a fait observer que la première année de mise en place de la dotation globale d'équipement — c'est-à-dire 1983 — a été décevante, car, pour 70 départements, les crédits affectés en 1983 au titre de l'investissement ont été inférieurs en moyenne de 32 p. 100 au montant moyen reçu chaque année de 1980 à 1982. Vous avez d'ailleurs décidé, monsieur le ministre, d'ajouter une rallonge de 100 millions de francs en 1983. Malgré cette mesure, certains départements ne recevront pas encore la totalité de leurs crédits car il aurait fallu probablement prévoir davantage.

Je considère, alors que la réforme est en cours, qu'il importe plus de s'intéresser aux dotations de l'année prochaine que de revenir sur le passé décevant.

En ce qui concerne 1984, le Gouvernement n'a pas encore fixé les taux de concours de l'Etat au titre de la D.G.E. En commission, vous nous avez dit que vous réfléchissiez à une réforme éventuelle. Cette situation nous gêne un peu puisque la plupart d'entre nous doivent procéder à l'établissement de leur budget local. Nous souhaiterions, bien sûr, que cette modification des taux de D.G.E. soit publiée rapidement.

J'en viens maintenant au problème qui, de l'avis de la commission des finances, sera le problème majeur des collectivités locales en 1984 : celui de la situation de la trésorerie.

Lors de votre audition devant la commission des finances, vous avez déclaré vous-mêmes, à la fin de votre propos, qu'en effet cette question était la plus importante et que vous tenteriez d'y répondre en séance publique après avoir consulté votre collègue M. Emmanuelli.

Nous voulons bien vous faire confiance. Mais nous sommes comme saint Thomas : nous ne croyons que ce que nous voyons et nous parions que la rue de Rivoli ne lâche pas sous ses munitions. (Sourires.)

C'est la raison pour laquelle nous vous avons demandé avec beaucoup d'insistance de nous informer par écrit, si cela vous était possible, avant la séance publique. Vous ne l'avez pas fait et votre réponse à la tribune ne m'a pas apporté un apaisement complet.

Le problème étant un peu compliqué...

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Non, c'est simple ! (Nouveaux sourires.)

M. René Monory, rapporteur spécial. ... je voudrais donner quelques explications.

Vous allez nous rembourser la dette de 9 milliards de francs sur douze ans à compter de 1985. Jusqu'à ces dernières années, cette dette était annuellement remboursée aux collectivités locales avec neuf à dix mois de retard ; en 1982, par exemple, les régularisations sont intervenues en septembre ou en octobre ; cette année, pour mon département, j'attends encore 31 millions de francs, que j'aurai sans doute en janvier ou en février. D'ailleurs, des crédits supplémentaires figurent dans le collectif ; j'imagine qu'ils sont destinés à ce remboursement.

Jusqu'à présent, je le répète, ces sommes nous parvenaient théoriquement dans le courant du quatrième trimestre de l'année suivante ; comme, en 1984, ces versements vont cesser, nous aurons, à un moment donné, un rupture de trésorerie, à moins que le Gouvernement, dès le 1^{er} janvier 1984, n'adopte une autre attitude.

Je vous ai dit tout à l'heure qu'il y avait en quelque sorte trois transferts de ressources : les droits de mutation, la vignette et la dotation générale de décentralisation.

On peut supposer que les droits de mutation étant encaissés tous les mois, ils seront versés tous les mois.

En ce qui concerne la vignette, vous venez de nous dire que, probablement, vous nous verseriez son produit par douzième à partir du 1^{er} janvier 1984, un douzième basé sur la recette de l'année précédente. Or — et c'est vous qui nous l'avez dit en

commission des finances, cela nous a d'ailleurs surpris — il s'agit d'une recette qui évolue chaque année de 25 p. 100. L'année dernière, elle a représenté huit milliards de francs.

Si vous nous versez un douzième basé sur la recette de l'année précédente, cela signifie que, à nouveau, vous recréez une dette à l'égard des collectivités locales.

Voilà le premier point.

Deuxième point : dans votre budget, figure une somme pour la dotation générale de décentralisation. Cette somme devrait représenter les dépenses générales figurant sur le compte administratif de 1982 — moins ce que vous prenez à votre compte, moins les recettes supposées — actualisées successivement de 13,7 p. 100 et de 13,8 p. 100. S'il devait en être ainsi, cette dotation devrait à peu près suffire pour compenser théoriquement les dépenses de 1984.

Alors, ce que nous demandons avec la plus grande insistance, c'est que les sommes qui figurent au budget du ministère de l'intérieur et de la décentralisation au titre de 1984 commencent à être versées aux collectivités locales à partir du 31 janvier 1984, par douzième. C'est important, car si les choses ne se passent pas ainsi, d'une part, nous serons, en cours d'année, en rupture de trésorerie et, d'autre part, on retrouvera, à peu de choses près, le retard accumulé les années précédentes.

Il s'agit donc d'un point extrêmement important. Je sais que des présidents de conseils généraux qui, aujourd'hui, n'ont pas encore obtenu leur régularisation de 1982 sont en rupture de paiement.

On cherche actuellement à contrôler la dépense sociale. C'est une politique que j'ai préconisée quand j'étais ministre, pourquoi la critiquerais-je maintenant ? Vous avez donc raison de tenter de peser sur la dépense sociale, et des instructions en ce sens sont données aux hôpitaux. Mais nombre d'administrateurs locaux n'ont pas préparé cette mutation.

Je me résume : si vous nous donnez le douzième du produit de la vignette, il faut le calculer sur la recette espérée pour 1984 et non pas sur celle de 1983 ; d'autre part, il faut nous donner, dès le mois de janvier 1984, le douzième de la dotation générale de décentralisation ; enfin, comme nous ne savons pas exactement quelle somme sera nécessaire à la compensation — c'est la première année de fonctionnement du système — il faudra, dès le 1^{er} janvier 1985, en fonction des prévisions faites en novembre ou décembre, actualiser la dotation ; en effet, à partir de 1985, on entre dans le régime de croisière, où elle représentera le montant réel de la compensation de 1984, qui sera actualisée comme la D. G. F.

C'est un peu compliqué, je vous le concède. Il n'en est pas moins vrai que si vous ne répondez pas à leur attente, les départements ne boucleront pas leur trésorerie.

Il est un autre point extrêmement important : la nécessité de maintenir, au profit des collectivités locales, une part importante des ressources d'épargne à long terme. Vous savez, monsieur le ministre, que la plupart de nos communes et départements continuent et même accentuent leurs investissements, sous la pression, parfois, des entreprises qui n'ont plus beaucoup de travail, les entreprises du bâtiment, notamment, qui n'ont plus beaucoup de logements à construire. Ni les départements, ni les communes ne peuvent donc aujourd'hui ralentir leurs investissements sauf à accélérer et à accroître le marasme.

Or, à force de créer des livrets de caisse d'épargne, le livret A se trouve actuellement très concurrencé : Codevi, livret rose... Quelle couleur va-t-on encore inventer ! En 1983, le solde des livrets A sera négatif, et tous les présidents de caisses d'épargne nous disent aujourd'hui qu'ils auront un peu moins d'argent à distribuer dans le cadre de la loi Minjoz. A cela, je le sais, le directeur de la Caisse des dépôts et consignations répond que la part de la C. A. E. C. L. va considérablement augmenter. C'est très agréable à entendre. Mais les prêts accordés sur les fonds des caisses d'épargne sont consentis aux collectivités locales à des taux privilégiés ; les prêts de la C. A. E. C. L. sont des prêts aux taux du marché. Ainsi, au moment où l'augmentation des prix annoncée pour 1984 est de 5 p. 100, le taux des intérêts versés par les collectivités locales va augmenter, pour 50 p. 100 des prêts, d'au moins 4 p. 100. C'est un point sur lequel j'attire votre attention !

La multiplication des livrets ne peut rien contre le fait qu'il y a moins d'épargne qu'avant : le taux d'épargne a baissé de 1 p. 100 en dix-huit mois. L'épargne se place sans doute un peu plus sur le marché boursier et obligataire, mais, globalement, elle diminue. Et le plus pénalisé des moyens d'épargne, c'est le livret A des caisses d'épargne, qui finance, par les contingents Minjoz et par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts, les investissements des collectivités locales !

Tels sont les points extrêmement importants qui ont particulièrement retenu l'attention de la commission des finances.

Peut-être nous apporterez-vous tout à l'heure, monsieur le ministre, des réponses. Je me devais de vous dire que la commission des finances a manifesté beaucoup d'inquiétude. Après

votre audition, nous nous sommes réunis de nouveau et l'ensemble des présents a décidé, pour toutes les raisons que je viens d'indiquer, de rejeter les crédits relatifs à la partie de votre budget consacrée aux collectivités locales et à la décentralisation. Voilà ce que je propose, au nom de la commission des finances, à nos collègues de cette assemblée. (*Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I., de l'U.C.D.P. et sur certaines travées de la gauche démocratique.*)

M. le président. Le Sénat voudra sans doute renvoyer à vingt-deux heures la suite de ce débat. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-neuf heures cinquante-cinq, est reprise à vingt-deux heures.)

M. le président. La séance est reprise.

La parole est à M. Salvi, rapporteur pour avis.

M. Pierre Salvi, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (Intérieur). Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, d'entrée de jeu, comme l'a fait mon collègue M. René Monory, je voudrais présenter deux remarques, au nom de la commission des lois.

Je tiens, d'abord, à exprimer l'adhésion de cette commission à la décentralisation, dont elle ne remet pas en cause le principe et, ensuite, à rendre hommage aux forces de police qui affrontent des périls et des situations de plus en plus dangereuses en raison de la montée de la grande criminalité.

Un examen objectif de l'évolution des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation, par rapport à l'exercice précédent, implique une comparaison entre des masses budgétaires homologues.

Cette nécessité conduit à exclure de la comparaison les 7 545 millions de francs qui figurent au titre de la dotation générale de décentralisation, les 40 millions de francs qui représentent la prise en compte par le budget de l'intérieur d'une partie du personnel et des moyens de fonctionnement du service national des examens du permis de conduire, les 25,4 millions de francs qui correspondent au transfert du budget de la défense à celui de l'intérieur de la participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du bataillon de marins-pompier de Marseille.

Abstraction faite de ces sommes et à structure constante, les dépenses de fonctionnement du ministère de l'intérieur et de la décentralisation s'élèvent à 31,9 milliards de francs, contre 29,05 milliards de francs en 1983, marquant une progression de 9,81 p. 100 contre 5,1 p. 100 pour l'ensemble du budget de l'Etat.

A ce budget se rattachent également deux sentiments divers que connaissent les Français dans leur ensemble : tout d'abord, un sentiment d'inquiétude des citoyens, suscité par la montée réelle de l'insécurité quotidienne, l'aggravation du terrorisme et l'indiscutable malaise de la police, qui traverse une crise de confiance et d'autorité, et, ensuite, un sentiment d'appréhension des élus locaux, que renforce le coût de la décentralisation et les incertitudes qui affectent les modalités de la compensation des charges financières.

Force est de constater que l'évolution du budget du ministère de l'intérieur ne répond qu'imparfaitement à cette double préoccupation.

Le présent avis, comme précédemment, analyse successivement la situation des tribunaux administratifs, des collectivités locales et de la police nationale.

En ce qui concerne les tribunaux administratifs, je serai, cette année, très bref, et vous demanderai de vous reporter à mon rapport écrit.

Comme l'an passé, je poserai la question de savoir si la stabilisation observée, en ce qui concerne les affaires portées devant cette juridiction depuis 1980 et 1981, constitue un phénomène durable ou, plus simplement, une pause dans la courbe ascendante du contentieux administratif.

Certes, devant l'engorgement structurel, qui constituait un phénomène inquiétant pour le fonctionnement de nos institutions et pour la crédibilité de « l'Etat de droit » caractérisant notre démocratie, la riposte des pouvoirs publics a été à la mesure du mal qu'il convenait de combattre.

C'est ainsi que, depuis 1981, le rythme de création de nouvelles formations de jugement s'est élevé à cinq formations par an.

Il faut reconnaître également que, de 1976 à 1982, l'effectif budgétaire du corps des tribunaux administratifs a progressé d'une manière sensible puisqu'il a représenté une augmentation de 70 p. 100.

Toutefois, une analyse des résultats statistiques de l'année judiciaire 1982-1983 conclut à une recrudescence du contentieux administratif. Vous pourrez le constater par les chiffres publiés dans mon rapport écrit.

Sachez toutefois que le nombre des affaires en instance, qui était passé de 74 668 à 68 433 de 1981 à 1982, est remonté à 72 422 de 1982 à 1983.

Dans ces conditions, la fin de l'effort de recrutement des membres du corps des tribunaux administratifs, marquée par le budget de 1984, ne peut être que préoccupante et doit être prise en considération.

J'en viens maintenant à l'examen de la situation des collectivités locales. Comme l'année dernière, vous trouverez dans mon rapport écrit l'analyse successive de l'évolution des budgets des collectivités locales, de la fiscalité locale, des budgets des établissements publics régionaux.

En ce qui concerne les budgets des collectivités locales, une analyse de la Caisse des dépôts et consignations, faite en 1983 et portant sur un total consolidé des dépenses et des recettes des communes, des départements, des régions et des établissements publics locaux, conclut à une augmentation des dépenses de fonctionnement et à un tassement des dépenses d'équipement.

Les dépenses de fonctionnement, en augmentation de 13,9 p. 100 par rapport à 1982, sont constituées, pour un tiers, par des frais de personnel qui devraient progresser de 10,8 p. 100 par rapport à 1982. Nul doute que la mise en place de la décentralisation, notamment pour les départements et les régions, n'est pas étrangère à cette situation.

Les dépenses d'équipement, elles, en revanche, connaissent un tassement qui est net, puisqu'elles n'augmentent que de 8,8 p. 100 par rapport à 1982. Quand on sait la part que représente l'investissement des collectivités locales au plan national, on ne peut qu'être préoccupé d'une telle situation, étant donné la situation économique nationale qui suscite de vives inquiétudes.

Au total, la croissance des dépenses locales en 1983 montre des évolutions contrastées. La forte augmentation des dépenses des régions s'oppose à la progression modérée des dépenses communales.

En ce qui concerne les emprunts, les prêts aux collectivités locales sont passés, de 1982 à 1983, de 50,5 milliards de francs à 54 milliards de francs, soit une augmentation de 7 p. 100 par rapport à 1982.

Il nous faut souligner à la fois cette faible progression et une tendance regrettable à la raréfaction des prêts à taux privilégiés, qui se manifeste désormais. Seulement 70 p. 100 des demandes d'emprunt des collectivités locales sont satisfaites par les prêts des caisses d'épargne, de la Caisse des dépôts et consignations ou de la C. A. E. C. L.

Mais, même avec des prêts à taux privilégiés, il convient de souligner le phénomène d'inversion, qui s'est produit au détriment des collectivités locales, avec des taux d'intérêt maintenant et dans tous les cas supérieurs au taux d'inflation.

A cet égard, votre rapporteur se doit de souligner la baisse d'un point, à compter du 1^{er} août 1983, du taux dont bénéficient les dépôts sur les livrets A et B des caisses d'épargne n'a pas été automatiquement répercutée sur le taux d'intérêt de l'ensemble des prêts aux collectivités locales.

Le Gouvernement a manqué là l'occasion de montrer concrètement l'intérêt qu'il peut porter aux collectivités locales confrontées aux difficultés financières de la décentralisation. On doit le regretter d'autant plus que la progression des ressources fiscales des collectivités locales croît plus vite que celle des ressources fiscales de l'Etat.

Il convient donc de surveiller attentivement cette évolution qui, si elle se prolongeait, pourrait être à terme préjudiciable aux collectivités locales, dans le cadre de la décentralisation.

Soulignons à ce sujet que, pour la première fois depuis 1974, les dotations de l'Etat progresseront, en 1983, dans des proportions inférieures à l'inflation. Pour 1984, le taux d'augmentation de la dotation globale de fonctionnement fixé à 6,96 p. 100 aggravera encore plus nettement cette situation. Quand on connaît la part que représente la dotation globale de fonctionnement dans les budgets départementaux et communaux, on mesure les difficultés auxquelles communes et départements vont être confrontés.

Si l'on examine maintenant l'évolution des concours de l'Etat par les chiffres prévus au budget de 1984, on est conduit à souligner, outre l'essoufflement de la dotation globale de fonctionnement, comme je viens de le faire, les vicissitudes de la dotation globale d'équipement, la stabilisation du fonds de compensation pour la T. V. A., et le déclin des subventions spécifiques.

Vous trouverez sur ces différentes ressources et leur évolution toutes précisions utiles dans mon rapport écrit.

Je ne ferai à cette tribune que trois remarques qui me paraissent importantes.

Première remarque : une analyse des crédits reçus en 1983 fait apparaître que l'ensemble des départements métropolitains — Paris non compris — a reçu au titre de la dotation globale d'équipement et des crédits de paiement représentatifs des autorisations de programme antérieures une somme inférieure à la moyenne annuelle des subventions accordées par l'Etat au cours des exercices 1980, 1981 et 1982.

Au total, 52 p. 100 des départements ont perçu une dotation globale d'équipement inférieure à 88 p. 100 du montant moyen annuel des subventions allouées au cours des trois exercices antérieurs.

En fin de compte, malgré l'écrêtement des crédits reçus au titre de la dotation globale d'équipement, prévu par la loi du 22 juillet 1983, pour établir un certain équilibre, et malgré le crédit exceptionnel de 100 millions de francs dégagé par le Gouvernement en 1983 pour réduire les distorsions, selon les estimations de votre rapporteur, l'application de la dotation globale d'équipement se traduit, en 1983, pour les départements, par une perte définitive de 16 millions de francs.

Deuxième remarque : contrairement à la position adoptée par le Sénat, lors de l'examen des lois du 7 janvier et du 22 juillet 1983, position qui reflète celle de la quasi-totalité des maires des communes de France, le Gouvernement persiste à inclure dans la dotation globale de fonctionnement le montant de la dotation spéciale destinée à compenser la charge du logement des instituteurs.

Si l'objectivité commande de rappeler que le Gouvernement s'est acquitté en deux ans de l'obligation qu'il avait prise en ce domaine, il n'en reste pas moins vrai que l'inclusion dans la dotation globale de fonctionnement de la « dotation spéciale instituteurs » présente l'inconvénient majeur de gonfler artificiellement le taux de progression de la dotation globale de fonctionnement, tout en masquant l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement départementale.

Ma troisième remarque concerne le décalage de deux ans qui existe entre le paiement de la T.V.A. et la compensation effectuée par le fonds de compensation de la T.V.A. Votre commission des lois attire une nouvelle fois l'attention du Gouvernement sur la nécessité de supprimer totalement ce décalage.

Vous trouverez dans mon rapport écrit les chiffres concernant les compensations des transferts de compétences, ainsi que le rappel de ces mécanismes de transfert. Vous y trouverez également le rappel des dispositions prévues concernant la compensation des charges. Je vous demande de vous y reporter. Je communiquerai seulement à cette tribune les observations de votre commission des lois en la matière.

L'année 1984 apparaît comme décisive au regard de l'évaluation et de la compensation des charges afférentes à l'exercice des compétences transférées, puisque, à partir de l'année prochaine, la dotation générale de décentralisation évoluera comme la dotation globale de fonctionnement de l'ensemble des collectivités locales.

Le caractère définitif de l'évaluation, qui sera arrêtée en 1984, implique une appréciation du coût réel des compétences avant leur transfert.

Dans le domaine des transports scolaires, cette exigence devrait se traduire par la prise en considération, dans le calcul de la participation de l'Etat, du surcoût induit par les dispositions arrêtées par le ministre des transports en matière de sécurité.

En ce qui concerne la compensation des charges, la commission des lois s'est inquiétée de la distorsion entre le rythme de progression des dépenses qui seront transférées aux collectivités locales et la stagnation du rendement des impôts transférés, telle la « vignette », qui est tributaire du niveau de l'activité économique.

La commission des lois a insisté sur l'impérieuse nécessité d'affecter au transfert des compétences des ressources équivalentes et concomitantes. S'agissant de l'aide sociale et de l'action sanitaire, il semble nécessaire que soit établie une garantie minimale de la progression de la dotation générale de décentralisation, calculée sur la base de l'évolution des prestations d'aide sociale relevant de l'Etat.

Mais surtout, le rythme de paiement des dépenses locales doit coïncider avec celui de la perception des recettes. A cet égard, la commission, alarmée par le fâcheux précédent du transfert de la formation professionnelle, considère que le principe de la neutralité des transferts pour la trésorerie des collectivités locales doit être admis par le Gouvernement. En outre, elle a insisté sur la nécessité de l'institution d'un compte d'avance unique assurant le versement, dès le 1^{er} janvier 1984, par douzième, de la dotation générale de décentralisation et du produit de la « vignette », avec une régulation en fin d'année 1984. Et je rejoins là, point par point, le rapporteur de la commission des finances, en matière de décentralisation.

Seules de telles mesures pourraient être de nature à éviter un accroissement sans précédent de la pression fiscale locale. Sur tous ces points, la commission des lois attend des éclaircissements, des précisions et des engagements de la part du Gouvernement, bien que je vous donne acte, monsieur le ministre, que des commissions composées d'élus et de représentants de l'administration se rencontreront et feront le point sur les transferts de ressources au cours de l'année 1984.

J'en viens maintenant à la partie de mon rapport qui concerne la police et la sécurité publique.

Sans doute n'est-il pas mauvais de rappeler que l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen rappelle que : « le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme ».

Par ailleurs, la Constitution du 24 juin 1973 affirme, dans son article 8, « la protection accordée par la société, à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés ».

L'examen du budget de la police pour 1984 offre l'occasion à la commission des lois du Sénat et à son rapporteur de faire le point sur une notion aussi essentielle que la sécurité.

Prenons d'abord mesure de l'insécurité. Le nombre total des crimes et délits constatés en France a augmenté de 786 174 unités de 1980 à 1982, selon les chiffres fournis par le ministère de l'intérieur et de la décentralisation, soit une progression — j'attire votre attention sur ce pourcentage — de 30 p. 100.

Le bilan de l'année 1983 n'est, bien entendu, pas encore disponible, mais il serait extrêmement étonnant qu'une amélioration soit perceptible tant la tendance est inquiétante.

Si l'on considère l'évolution sur une plus grande période, on constate que, de 1977 à 1982, le nombre des crimes et délits constatés a augmenté de 1 315 763, soit un pourcentage de 62,7 p. 100. Si l'on considère, en revanche, l'évolution à court terme, c'est-à-dire de 1981 à 1982, le bilan est encore plus mauvais, puisque la croissance de la délinquance atteint le chiffre inégalé de 18,12 p. 100.

Cet accroissement considérablement supérieur à notre taux de croissance démographique est le signe évident que le sentiment d'insécurité éprouvé par la population repose bien sur des causes objectives.

L'argument facile selon lequel l'évolution globale de la délinquance résulterait de l'augmentation de la petite délinquance, mais dissimulerait une évolution positive de la grande délinquance, ne résiste pas à l'examen des chiffres. Si les taux de croissance de la grande criminalité sont inférieurs à ceux de la petite délinquance — et c'est heureux ! — ils n'en demeurent pas moins inacceptables et alarmants. Je ne citerai, pour illustrer ce rapport oral, que trois chiffres : de 1981 à 1982, les homicides crapuleux ont augmenté de 8,15 p. 100, les vols de 13,47 p. 100 et les incendies contre les biens publics de 18,70 p. 100.

Par ailleurs, il est inquiétant de voir prendre en considération l'augmentation de la petite délinquance un peu comme on prend en compte l'augmentation du taux d'inflation, c'est-à-dire d'une manière qui tend à la banaliser, alors qu'aucune assimilation, aucune banalisation n'est possible en ce domaine. Cette attitude est d'autant moins acceptable que les pourcentages d'augmentation constatés atteignent ici une proportion extrêmement élevée.

Cette constatation peut être illustrée par trois chiffres tout à fait éloquentes : de 1981 à 1982, les cambriolages de lieux d'habitation se sont accrus de 23,53 p. 100, les vols « à la roulotte » de 25,14 p. 100, les destructions et dégradations de biens privés de 30,48 p. 100.

Si nous examinons maintenant les statistiques concernant les actes de terrorisme, nous constatons que, de 1981 à 1982, le nombre d'attentats terroristes est passé de 665 à 1 270, soit un quasi doublement, le nombre des victimes s'accroissant, quant à lui, de 65 à 311, soit un quasi quintuplement.

Si l'on choisit un critère de répartition géographique, on observe que la Corse a connu 228 attentats par explosifs, en 1981, sur un total de 554, et 569, en 1982, sur un total de 1 004.

Malgré la nomination, en janvier 1983, en Corse, d'un commissaire de la République délégué à la police en la personne du commissaire Broussard, la situation n'a cessé de se dégrader, culminant avec la « disparition » du militant autonomiste Guy Orsoni, le 17 juin, puis l'assassinat du secrétaire général du conseil général de la Haute-Corse, M. Pierre-Jean Massimi, le 13 septembre suivant.

Force est donc de constater que le statut régional de la Corse n'a résolu aucun des problèmes de sécurité de la région. L'exposé des motifs du projet de loi portant statut particulier de la Corse était pourtant catégorique à cet égard. Je l'ai d'ailleurs cité dans mon rapport écrit. J'ajoute que cette constatation faite sur le statut régional de la Corse vaut également pour le statut appliqué aux départements français des Antilles.

Face à cette situation, comment se présente le budget pour 1984 et, d'abord, en ce qui concerne les effectifs.

Le projet de loi de finances pour 1984 soulèvera peu de difficultés d'interprétation en ce qui concerne le nombre de policiers recrutés tant ses ambitions sont modestes. Elles se limitent à cinquante emplois au titre du renforcement des moyens en personnels de la direction de la surveillance du territoire.

Ce budget pour 1984 ne prévoit pas, en fait, de créations d'emplois, alors que M. le ministre de l'intérieur déclarait, l'an dernier, dans cette même enceinte : « Les créations d'emplois proposées dans le budget de 1983 permettront de maintenir le potentiel des services, considérablement renforcé par les créations d'emplois du budget de 1982. »

Que va-t-il se passer cette année ? Comment fera-t-on face à une augmentation très importante de la délinquance — plus 18,2 p. 100, je le rappelle — sans créations d'emplois ? Il faut également rappeler, à ce sujet, que si un nombre d'emplois important a été créé en 1982 et 1983, cette augmentation se trouve complètement annihilée par les mesures prises concernant le nombre d'heures effectuées par les personnels de police, les congés exceptionnels attribués ou le rétablissement du 8 mai en tant que jour férié.

Entendons-nous bien : il n'est pas question pour la commission des lois, ni pour son rapporteur, de remettre en cause les avantages accordés, mais de faire toucher du doigt quelles en sont les conséquences et quels sont les effectifs réels disponibles après qu'ont été prises ces dispositions, auxquelles il faut ajouter les modifications d'obligation de service.

Je vous demande de bien vouloir, en la matière, vous reporter à mon rapport écrit, dans lequel vous pourrez constater qu'en fait, plus de 5 000 fonctionnaires ont disparu des effectifs disponibles après l'entrée en vigueur de toutes ces mesures. Si l'on ajoute à ce chiffre la différence entre les emplois budgétaires et les emplois réels, ainsi que le nombre des personnels en formation, ce déficit se trouve encore aggravé.

Il convient de souligner, à ce point du rapport, l'aspect positif de la politique conduite depuis deux ans par le Gouvernement en matière de formation des personnels. A cet égard, la création du conseil national de la formation, des groupes régionaux de la formation et des centres de stages et de formation est tout à fait bienvenue et mérite d'être signalée.

Soulignons également l'aspect positif des moyens opérationnels nationaux mis en place par l'institut national de la formation et le centre national d'études et de formation de la police nationale.

Toutefois, force nous est de constater que les perspectives offertes par le budget pour 1984 de la police nationale se résument en deux observations : aucune amélioration ne doit être attendue et la dégradation de la situation actuelle paraît inévitable. Les crédits budgétaires subiront, en effet, une régression importante dont vous trouverez les chiffres dans mon rapport écrit.

Je n'en citerai, pour ma part, à cette tribune, que deux. Les crédits de paiement des équipements immobiliers sont tombés, de 1983 à 1984, de 250 millions de francs à 172 millions de francs, soit une chute de 23,5 p. 100. Les crédits de paiement des matériels, quant à eux, sont tombés de 44,5 millions de francs à 34 millions de francs dans le même délai, soit une chute de 23,5 p. 100. La commission des lois se déclare particulièrement inquiète de cette austérité.

Peut-on, enfin, monsieur le ministre, mes chers collègues, examiner le budget de la police sans parler du malaise qui la frappe plus particulièrement et dont l'audition, à laquelle a procédé votre rapporteur, d'un certain nombre de syndicats, a été révélatrice ?

Il apparaît, en effet, que la rivalité des divers services s'étale au grand jour, que des mutations collectives et inexpliquées se produisent, que la police est inquiète et que les policiers sont parfois découragés. L'audition des représentants de la fédération autonome des syndicats de police, du syndicat national des commissaires de police et des autres fonctionnaires de la police nationale, des syndicats C.G.C. et C.F.T.C. conduit à constater que la police s'installe dans la crise.

Les responsables hiérarchiques ne s'estiment plus en mesure d'exercer leurs responsabilités ; le pouvoir de certains syndicats dépasse de beaucoup la défense des intérêts catégoriels et sert souvent à la contestation de la hiérarchie.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. C'est du roman !

M. Pierre Salvi, rapporteur pour avis. Non, je ne le crois pas.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Mais si !

M. Pierre Salvi, rapporteur pour avis. Je crois que nous n'avons pas la même opinion sur le sujet, monsieur le ministre.

Nous sommes séparés sur ce point comme sur d'autres, mais, après les auditions que j'ai faites, je ne considère pas que ce soit du roman.

De ce fait, la confiance, base indispensable au bon fonctionnement des services de police, disparaît au profit de la méfiance ou du désintérêt. Il serait périlleux d'ignorer ces réalités. Si, comme le répondait, voilà deux ans à une question écrite de votre rapporteur, le ministre de l'intérieur... « Il est normal, voire souhaitable, que des policiers expriment avec force, le cas échéant, dans le respect des statuts, un certain nombre de revendications, tant pour eux-mêmes que pour les conditions générales de fonctionnement de la police », force nous est de constater aujourd'hui que ce stade de revendications catégorielles ou ponctuelles du fonctionnement des services est trop souvent dépassé.

Pour cette partie de mon rapport oral, fait au nom de la commission des lois, concernant le budget de la police et les problèmes de sécurité, je vous demande, comme pour les autres parties, de bien vouloir vous reporter à mon rapport écrit. Vous y trouverez le détail des chiffres et des appréciations que vous pourriez souhaiter.

En conclusion, et au terme de l'examen des crédits budgétaires du ministère de l'intérieur et de la décentralisation, la commission des lois a considéré, au-delà de toute querelle partisane, que les aspects négatifs du projet de budget l'emportent malheureusement sur les points satisfaisants qu'il contient.

S'agissant du fonctionnement des tribunaux administratifs, la commission a constaté que la fin de l'effort de recrutement des membres du corps des tribunaux administratifs coïncide avec une forte reprise de l'activité contentieuse de la juridiction administrative. Elle a tenu à rappeler que l'encombrement du prétoire administratif ne peut être que préjudiciable au bon fonctionnement du processus de décentralisation.

En ce qui concerne les collectivités locales, la commission des lois s'est émue de la forte progression des dépenses de fonctionnement dans les budgets locaux. Elle s'est notamment inquiétée du doublement des dépenses de fonctionnement des établissements publics régionaux entre 1982 et 1983. Cette évolution consacre un quatrième échelon de gestion administrative au détriment de la vocation d'instance de réflexion, de programmation et de planification qui doit demeurer celle de la région.

Pour ce qui est des concours de l'Etat aux collectivités locales, la commission des lois a émis le souhait que les critères de répartition de la première part de la dotation globale d'équipement départementale soient révisés afin d'éviter que la mise en œuvre de cette dotation ne se traduise par une diminution des crédits accordés aux départements. En outre, elle a déploré l'essoufflement de la dotation globale de fonctionnement dont la progression, en 1984, n'est que de 6,96 p. 100 contre 8,84 p. 100 en 1983.

En ce qui concerne la compensation des transferts de compétences, la commission des lois s'est émue des charges qui risquent de peser sur la trésorerie des collectivités locales, notamment sur celle des départements, pour lesquels le transfert de l'action sociale et sanitaire a été évalué à 19 400 millions de francs.

La commission souhaite que le Gouvernement s'engage à instituer un compte d'avance unique qui assurera, dès le 1^{er} janvier 1984, le versement par douzième de la dotation générale de décentralisation et du produit de la vignette, avec une régularisation éventuelle à la fin de l'année. Seules de telles mesures seraient susceptibles de limiter les risques d'un accroissement sans précédent de la pression fiscale locale.

Dans le domaine de la sécurité publique, la commission a considéré comme éminemment regrettable la diminution des capacités opérationnelles de la police alors que la délinquance est en très forte augmentation et que le terrorisme s'installe. Elle a déploré l'abandon de toute politique réelle de rénovation des commissariats et la baisse considérable des crédits d'investissement.

En conséquence, la commission des lois a décidé qu'elle ne pouvait émettre un avis favorable à l'adoption du projet de budget du ministère de l'intérieur et de la décentralisation. (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R. et de l'U.R.E.I. ainsi que sur plusieurs travées de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Paul Girod, rapporteur pour avis.

M. Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (protection civile). Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, au début de ce rapport, je voudrais tout d'abord rendre hommage aux personnels de la sécurité civile qui ont payé

de leur vie le prix du dévouement qu'ils mettent au service de leurs concitoyens ; je pense en particulier à Yves Kohler et Georges Berudeau, pilote et mécanicien du *Canadair* qui s'est écrasé le 4 août 1983 dans le massif de Marseillevéyre, que vous connaissez bien, monsieur le ministre.

Il y a lieu d'avoir, en cet instant, une pensée pour eux et pour leur famille. (*Nombreuses marques d'approbation.*)

MM. Marcel Lucotte et Roland du Luart. Très bien !

M. Paul Girod, rapporteur pour avis. Il est certain, mes chers collègues, que le budget de la sécurité civile n'est pas un des budgets les plus importants parmi ceux dont nous avons à discuter, tout au moins en volume : 831 millions de francs pour 1984.

Le budget de la défense civile, dont la mission est de prévoir et de préparer l'action du pays pour les périodes troublées, n'est pas non plus énorme : 56 200 000 francs. Le domaine couvert est celui de la sécurité de nos concitoyens ; il s'agit, par conséquent, d'un domaine sensible sur lequel la commission des lois a estimé depuis quelques années qu'il était bon que nous fournissions quelques éclaircissements.

Or, le moins que l'on puisse dire, monsieur le ministre, est que votre budget pour 1984, sur ces deux thèmes, est déconcertant ; en effet, mes chers collègues — je vous renvoie à mon rapport écrit pour l'analyse des chiffres — on constate que la progression de l'un n'est que de 2,05 p. 100 et l'autre de 2,35 p. 100 seulement, ce qui est relativement très faible si on la compare à la progression générale du budget de l'Etat — 6,3 p. 100 — et à l'évolution prévisible de la monnaie telle qu'elle figure dans les hypothèses du budget — 5 p. 100.

Si l'on examine en détail, par exemple, les crédits de la sécurité civile, on constate, certes, s'agissant du fonctionnement, une progression de 7,5 p. 100 qui pourrait faire illusion, mais on s'aperçoit très rapidement qu'elle est due en réalité à une modification de la présentation du budget et d'un glissement — M. Salvi en a parlé tout à l'heure — de 25 400 000 francs du budget de la défense vers le budget du ministère de l'intérieur et de la décentralisation pour couvrir les frais de fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Marseille qui — je le dis au passage — est la seule à connaître une progression de ses crédits très légèrement supérieure à l'évolution du coût de la vie : 6,3 p. 100.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il y avait un tel retard depuis tant d'années ! Quand j'étais dans l'opposition, je vous rappelle comment cela se passait !

M. Paul Girod, rapporteur pour avis. Monsieur le ministre, dans mon rapport écrit vous pourrez constater, en même temps que mes collègues, que cette brigade a connu, voilà fort peu de temps, une progression sensible.

L'évolution est encore plus inquiétante s'agissant de l'investissement qui, s'il est maintenu à peu près en autorisations de programme, s'effondre en crédits de paiement — moins 30 p. 100. S'il est légitime de constater que l'équipement du groupement aérien qui représentait l'essentiel de ces investissements ces dernières années est arrivé à un niveau que l'on peut considérer, dans une première analyse, comme proche de l'optimum, il est navrant de voir qu'un effort n'est pas consenti en faveur des collectivités locales, ne serait-ce que pour aider celles qui sont aux prises avec les incendies de forêts et qui n'arrivent pas à renforcer leur efficacité au sol. Le premier bilan détaillé des feux est à cet égard, hélas ! relativement éloquent.

Force est de constater qu'en ce domaine les subventions de fonctionnement aux collectivités territoriales ne retrouvent pas, en francs courants, leur niveau de 1980.

S'agissant de la sécurité civile, une interrogation demeure en matière d'investissement. Sur ce point, monsieur le ministre, nous serions heureux d'avoir quelques éclaircissements, encore qu'il s'agisse d'une somme relativement faible : vous aviez été satisfait d'obtenir l'année dernière 20 millions de francs pour les casernements. Le crédit avait d'ailleurs été amputé ensuite et ramené à 15 millions de francs dans le cadre d'opérations que tout le monde connaît ici. Cette année, vous disposez de 13 millions de francs et la relative baisse de la progression du crédit serait justifiée par l'entrée en dotation globale d'équipement d'une part de celui-ci. Or cette part n'est pas détaillée. Quelle est son importance ? Pourquoi une part seulement du crédit est-elle englobée dans la dotation globale d'équipement ?

Si l'on analysait avec malice — ce n'est pas le cas pour un rapporteur ! — votre budget, on pourrait dire que toutes ces questions traduisent un certain désarroi. Prépare-t-on, en matière de sécurité civile, spécialement en matière de défense contre les incendies de forêts, un changement de politique, et

si oui quelle politique ? Serait-ce celle du débroussaillage, préconisée par deux rapports fort intéressants au demeurant, celui de M. Haroun Tazieff, commissaire à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, et celui de notre collègue, Marcel Vidal ? Tous deux concluent à la nécessité de développer cette technique préventive. Fort bien ! Mais a-t-on pensé aux frais qu'elle entraîne ? Un débroussaillage bien conduit coûte en effet 10 000 francs l'hectare, et il faut le refaire tous les trois ans.

Certaines des réponses que nous avons obtenues du ministère de l'intérieur ne peuvent que laisser perplexe la commission des lois. Ainsi, en ce qui concerne le cofinancement avec les collectivités territoriales, qui va cofinancer et à quel niveau ? Les collectivités territoriales vont-elles être engagées, et comment ? Il semble que, sur ce point, vous ayez quelque difficulté à dégager une doctrine.

Quant à la défense civile — nous abordons là un problème beaucoup plus sensible, compte tenu de l'ambiance internationale — elle est dominée, cette année encore, par le problème de la mise à l'abri de la population en cas de conflit. Je ne rappellerai que pour mémoire les excellents rapports de notre collègue M. Bonnefous, qui fait autorité en la matière, et de notre ancien collègue M. Marcellin, qui avaient analysé dans le détail les problèmes qui se posent à ce sujet. Le Gouvernement doit définir une doctrine claire et mettre ses actes en conformité avec ses options, ce qui est encore plus important. En effet, nous entendons ces derniers temps toute une série de déclarations officielles, y compris au plus haut niveau, sur la nécessité de reconcevoir la doctrine de la France en matière de protection de sa population en cas de catastrophe majeure.

Un journal, monsieur le ministre, qui n'est pas, que je sache, très éloigné du pouvoir, tout au moins de la majorité qui le soutient, a publié une circulaire de M. le Premier ministre qui, à ma connaissance, n'a pas été démentie...

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. De quel journal s'agit-il ?

M. Paul Girod, rapporteur pour avis. Du journal *Libération* — la publicité n'est pas payée. (M. Lucotte applaudit.)

Cette circulaire, dis-je, traitait de façon approfondie de ce problème. J'y ai lu des choses tout à fait étonnantes. Elle fait état, en particulier, de la nécessité d'une accélération du recensement de ce qui pourrait servir d'abri. Cela paraît tout à fait cohérent avec la position de la France qui modifie actuellement son attitude quant à la défense en général de l'Europe et qui a inclus, semble-t-il, ou doit, en tout cas, inclure dans sa réflexion la nouvelle technologie des vecteurs. Les S.S. 20 et les Pershing ne représentent pas pour notre continent un type de guerre nucléaire aussi redoutable que celui que l'on envisageait voilà pas si longtemps : la vitrification s'éloigne, la pulvérisation précise d'un certain nombre d'objectifs semble se dessiner. Par conséquent, à partir de ce constat, la nécessité effective de protéger dans tous les cas la population s'impose.

Mais s'il est question, bien entendu, dans cette circulaire d'accélérer le recensement des abris, force est de constater que les crédits prévus pour cela s'effondrent. Je sais bien que les crédits affectés aux vacataires sont maintenus, mais en francs courants, ce qui veut dire qu'il y en aura moins et que le recensement ira moins vite. Dans le même temps, les études générales sont pratiquement supprimées.

Or le haut commissariat de la défense civile, que préside maintenant notre éminent collègue, M. Schumann, a tracé toute une série de pistes d'études, en particulier sur le stockage des ravitaillements, sur leur gestion, sur leur transport, sur leur distribution, qu'il conviendrait de pousser. Mais tout cela ne semble pas être la préoccupation du Gouvernement qui n'a pas retenu de doctrine dans le contexte de guerre nucléaire que je décrivais précédemment.

Le programme civil de défense accuse une baisse de 4,5 p. 100 en autorisations de programme et de 3 p. 100 en crédits de paiement, spécialement par une diminution des crédits au secrétariat général de la défense nationale. Là encore, ce sont les crédits affectés à la population qui régressent le plus : moins 12 p. 100 en autorisations de programme.

Monsieur le ministre, je vous disais, voilà quelques instants, qu'en matière de défense civile il fallait absolument que le Gouvernement mette ses actes précis en conformité avec ses déclarations. Sur ce point, comme d'une certaine manière pour la sécurité civile, je ne crois pas avoir trouvé dans les documents que vous nous avez soumis et dans les réponses que vous nous avez fournies, les apaisements nécessaires pour que la commission des lois recommande au Sénat d'adopter ces crédits. (Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., de l'U.R.E.I. et du R.P.R. ainsi que sur plusieurs travées de la gauche démocratique.)

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Mes chers collègues, la discussion des crédits du ministère de l'intérieur doit être pour le Sénat l'occasion d'un examen lucide de l'un des problèmes essentiels, à mes yeux, du monde moderne et de ce qui est devenu un véritable fait de société : la montée de la violence et la banalisation de la délinquance.

Il s'agit non pas, contrairement à ce qui a été affirmé et à ce que répètent les médias, d'une mode intellectuelle ou d'un phénomène ressenti par certains citoyens, mais au contraire d'une inquiétude qui grandit.

Les crimes et délits se multiplient. Le rapporteur pour avis de la commission des lois, reprenant les statistiques du ministère de l'intérieur, les a données, je n'y reviens pas, sauf pour rappeler que pour le premier semestre de 1983 — rien ne change, hélas ! — les vols à main armée se multiplient, — plus 9,11 p. 100 par rapport à 1982 — et les attentats par explosifs sont en augmentation de 48 p. 100.

Une constatation d'ailleurs s'impose à nous sur laquelle nous devrions réfléchir : une personne sur quinze parmi nos concitoyens a été victime de la délinquance au cours de la dernière année. L'insécurité est partout. Aucune catégorie de nos concitoyens n'est épargnée, l'insécurité frappe aussi bien les jeunes que les personnes âgées, aussi bien les femmes que les hommes, les habitants des grandes villes que ceux des villes moyennes ; des endroits traditionnellement supposés protégés et à l'abri de la délinquance, comme autrefois les transports publics, le métro, les chemins de fer, et même maintenant certains établissements scolaires, sont des lieux d'insécurité.

Comment s'étonner dans ces conditions que la peur soit de plus en plus répandue ? A ceux qui prétendent, bien à tort, qu'il s'agit simplement d'un fait passager, d'une urbanisation mal comprise, d'une civilisation qui ne pense pas assez aux jeunes et aux personnes âgées, et qu'il faut l'accepter comme une fatalité des temps modernes, je réponds non.

Ce n'est pas seulement un problème de société, c'est également un problème de sanction. Ceux qui commettent des délits doivent être sanctionnés. C'était l'affaire de la justice. Malheureusement, la crise que traverse la justice pénale suffit à nous prouver que la première urgence est de restituer au système pénal l'autorité qui fut la sienne et qu'il a perdue.

Si une société sans crime relève de l'utopie, on peut néanmoins éviter que la société ne devienne totalement criminelle. On nous dit quelquefois que la sanction présente des inconvénients et que, notamment, c'est en prison que se forment les délinquants endurcis et récidivistes. Je pose une question : étant donné le nombre croissant de libérations anticipées, comment expliquer l'augmentation permanente du nombre des récidivistes ?

Au cours des débats sur les crédits du ministère de la justice, la plupart de nos collègues ont montré que notre justice et notre appareil pénitentiaire ne répondent plus à l'attente de nos concitoyens.

Quelles sont alors les conséquences de cette situation ? Les conséquences affectent d'abord notre police et, de ce fait, elles sont très préoccupantes et de plus en plus graves. Pourquoi ? Parce que la police est contrainte à un effort d'autant plus grand que notre appareil répressif n'exerce pas pleinement le rôle de dissuasion qui doit être le sien à l'égard des délinquants. Il faut être conscient des difficultés que rencontre la police dans ses missions. Je saisisrai d'ailleurs l'occasion de ce débat pour rendre hommage à sa disponibilité, à son courage et à son dévouement.

La police dispose-t-elle de tous les moyens en personnel et en matériel nécessaires à ses missions ? Depuis un certain temps, reconnaissons-le, un effort a été fait. Pour m'en tenir aux effectifs, je rappellerai que 5 917 créations d'emplois ont été inscrites au budget de 1982, 1 927 au budget de 1983, mais, malheureusement, 50 emplois seulement seront créés en 1984, ce qui représente une stabilité très préoccupante. Je note cependant que des améliorations ont été apportées dans les domaines du statut des personnels, des matériels et des équipements.

Si l'effort n'est pas contestable, j'aurais souhaité, pour ma part, qu'il soit plus important en ce qui concerne les effectifs. Notre police travaille beaucoup ; on peut dire qu'elle travaille bien. Malheureusement, elle connaît un malaise grandissant, qui ne peut que nous inquiéter. Pourquoi ce malaise ? Tout simplement parce que la police ne trouve pas l'appui et le soutien qui lui étaient traditionnellement acquis et sans lesquels toute son action est inutile. En effet, entend-t-on répéter par les policiers, pourquoi arrêter un délinquant si celui-ci, par la suite, n'est pas poursuivi ou s'il est condamné à une peine qu'il n'effectuera pas ?

Méditons, mes chers collègues, ces chiffres accablants. De 1981 à aujourd'hui, dix-neuf policiers ont été tués et plus de six cents ont été blessés. C'est un lourd tribut que paye la police nationale pour notre sécurité. Je tiens à m'associer, à cette occasion, au chagrin et à la peine des familles de ces victimes. Tous ces policiers étaient mariés et le nombre des orphelins est aujourd'hui de trente-cinq. Ces meurtres odieux provoquent colère et indignation dans la population et dans la police et je partage ces sentiments.

Ce qui est grave, c'est que ces actes criminels contre des agents de la force publique sont commis par des récidivistes. Je ne citerai que l'exemple le plus récent : le meurtre d'un policier des brigades motocyclistes, le 22 novembre dernier, a été commis par un individu qui, après avoir été condamné en 1977 à dix ans de réclusion criminelle, a bénéficié le 30 mai 1983 d'une mesure de libération conditionnelle. Sur les dix-neuf policiers tués depuis 1981, les auteurs de ces meurtres ont été, dans six cas, des personnes ayant déjà purgé une peine de prison et, dans trois cas, des condamnés en liberté provisoire ou conditionnelle. Est-ce tolérable ? Je réponds : non !

Comment ne pas comprendre l'indignation des policiers ? Comment ne pas admettre que la police ait le sentiment de ne pas être soutenue ?

Devant une telle situation et devant des cas aussi dramatiques, que devons-nous faire ? J'ai, pour ma part, notamment avec M. Etienne Dailly et plusieurs autres collègues du groupe de la gauche démocratique, déposé une proposition de loi, afin de renforcer la répression des crimes commis contre les agents de la force publique.

Notre proposition de loi a pour objet d'instituer une peine véritablement incompressible pour les crimes particulièrement odieux commis à l'encontre des agents de la force publique. Le contenu de cette proposition est simple : il s'agit de porter à vingt ans la période de sûreté, en cas de condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité, pour les crimes et violences commis contre des agents de la force publique et ce sans possibilité de réduction de peine.

Il est souhaitable que ce texte vienne rapidement en discussion devant le Sénat et qu'une véritable protection de notre police soit ainsi mise en place par la dissuasion. Il importe, à mon avis, de pallier au plus tôt les conséquences des modifications récentes de notre législation pénale.

Ainsi on a supprimé la peine de mort, mais sans instaurer une véritable peine de substitution. Je l'avais demandée à l'époque, lorsque j'étais intervenu au cours du débat devant le Sénat sur la suppression de la peine de mort, et l'on m'avait promis que l'on connaîtrait très rapidement cette peine. Or, depuis deux ans et demi, nous n'en n'avons toujours pas connaissance.

On applique maintenant des peines assorties de façon laxiste d'autorisations de sortie, de réductions de peine, de libérations conditionnelles. Fait bien plus inexcusable encore, des négligences totalement incompréhensibles se multiplient, qui conduisent à remettre en liberté des individus dangereux avant leur jugement.

Je prendrai quelques exemples. En février dernier, à Créteil, quatre malfaiteurs, qui devaient comparaître devant le tribunal correctionnel, ont été remis en liberté parce qu'un juge d'instruction avait omis de renouveler dans les délais légaux l'ordonnance de détention provisoire prise contre eux ! Tout récemment encore, à Aix-en-Provence, cinq malfaiteurs, placés en détention provisoire, ont été libérés avant de comparaître devant les assises en raison du retard pris, nous a-t-on dit, par la chambre d'accusation, qui n'avait pas rejeté dans les délais prévus une demande de mise en liberté.

J'ai sous les yeux un article accablant, dont je ne vous lirai qu'un court extrait. Un vieillard, âgé de 87 ans, nommé Gustave Provost, a été attaqué chez lui parce qu'on croyait qu'il avait de l'argent. Il était couché. Trois hommes l'ont étranglé, puis ils ont fouillé toute la maison et ils n'ont rien trouvé. Ils sont alors sortis, abandonnant le corps de leur victime.

A quelques jours de là, on arrête deux des trois hommes à Cagnes-sur-Mer. Que se passe-t-il ? Eh bien, les libérations sont intervenues sur décision de la Cour de cassation, parce que — retenez l'explication — elles résulteraient de la stricte application des nouvelles dispositions du code de procédure pénale ! C'est un juge d'instruction belge — le crime avait été commis en Belgique — qui nous a donné en ces termes la leçon suivante : « C'est grave de penser que deux assassins puissent quitter la prison sur une faute judiciaire, c'est à peine croyable. »

Comment voulez-vous que, devant de telles bavures, la police n'éprouve pas un sentiment tragique d'impuissance ? Comment voulez-vous qu'elle ne s'interroge pas sur son devoir ?

Faut-il, pour éviter de pareilles erreurs, réformer le code de procédure pénale ? En ce cas, personne ne peut en contester l'urgence nécessaire, et j'insiste sur ce terme. Mes chers collègues,

notre devoir est de prendre toutes les dispositions de nature à reconforter la police dans sa difficile mission et d'éviter qu'elle ne cède au découragement pour des raisons que l'on peut comprendre à la lecture de certains faits divers qui soulèvent l'indignation ou l'horreur.

Les Français ont besoin de leur police ; ils ont également besoin d'une justice sans faiblesse. La police, ils l'ont encore ; la justice faible, nous l'avons déjà ! (*Marques d'approbation sur les travées du R.P.R. et de l'U.R.E.I.*)

Que devons-nous donc faire ce soir ? Est-ce en rejetant le budget du ministère de l'intérieur que nous apporterons à notre police le réconfort et le soutien qu'elle mérite ? Je ne le crois pas.

Telles sont les raisons pour lesquelles votre commission des finances a décidé de voter, sans qu'une opposition se soit manifestée, les crédits nécessaires à la police. Le Sénat, fidèle à sa tradition, même s'il estime nécessaire un effort supplémentaire, devrait donner ce soir à ce vote sa véritable signification, celle d'un encouragement et d'un réconfort à une police indispensable à la défense de l'ordre républicain. (*Applaudissements sur les travées de la gauche démocratique, de l'U.C.D.P., du R.P.R. et de l'U.R.E.I., ainsi que sur certaines travées socialistes.*)

M. le président. J'indique au Sénat que, compte tenu de l'organisation du débat décidée le 3 novembre 1983 par la conférence des présidents, les temps de parole dont disposent les groupes pour cette discussion sont les suivants :

Groupe de l'union centriste des démocrates de progrès, 43 minutes ;

Groupe socialiste, 33 minutes ;

Groupe du rassemblement pour la République, 34 minutes ;

Groupe de l'union des républicains et des indépendants, 33 minutes ;

Groupe de la gauche démocratique, 31 minutes ;

Groupe communiste, 16 minutes.

Je lance un appel à chacun d'entre vous pour que ces temps de parole soient respectés afin que notre débat s'achève à une heure raisonnable.

La parole est à M. Masson.

M. Paul Masson. A l'occasion de ce débat budgétaire, je ne pense pas qu'il soit inconvenant, monsieur le ministre, d'exposer ici quelques réflexions concernant certains des personnels rattachés administrativement au ministère dont vous avez la responsabilité.

Votre administration est, en effet — vous le savez mieux que quiconque — au cœur de la réforme engagée le 2 mars 1982. Ces fonctionnaires ont — faut-il le rappeler ? — vécu plus que tous autres la profondeur et l'intensité du changement voulu.

En quelques mois, la plupart des commissaires de la République changeaient de poste. Parallèlement, une centaine de hauts fonctionnaires se mettaient au service des collectivités locales et des régions. Peu à peu, de nouvelles procédures se mettent en place, parfois dans l'incertitude, sinon dans l'improvisation, mais toujours avec le souci de l'intérêt général et du service public. Dans la discrétion, les textes sont adaptés aux hommes en place, aux usages locaux, aux moyens disponibles, au prix de tensions intérieures parfois considérables, mais sans que jamais le service du public et des élus connaisse d'entraves majeures. Quelle que soit la qualité des textes, rien n'aurait été possible, à cette échelle et dans ce pays, si, du haut en bas de la hiérarchie, la notion du service ne l'avait, en définitive, emporté sur les passions, les engagements personnels et les états d'âme. Il fallait que cela fût dit.

Cette profonde mutation n'a pas été sans perturbations et sans traumatismes. Ne retenons aujourd'hui de tout ce passé récent que les interrogations bien réelles, qui demeurent et que les textes adoptés, les circulaires multipliées, les déclarations répétées n'ont pas nécessairement levées, chez beaucoup de ceux sur qui repose le service public.

Sans doute M. le Président de la République a-t-il bien perçu ce malaise, puisque, à deux reprises en huit jours, il a cru devoir rappeler, de la façon la plus claire, les conditions dans lesquelles la décentralisation et la déconcentration devaient s'effectuer.

Devant l'association du corps préfectoral — on l'a rappelé tout à l'heure — s'adressant aux préfets, il a déclaré notamment : « Ne cédez rien aux collectivités locales de ce qui constitue les prérogatives traditionnelles de l'Etat. »

Ah ! que nous sommes loin aujourd'hui de ces déclarations répétées aux quatre vents des provinces, durant les campagnes électorales, il est vrai ! L'heure est passée maintenant de « casser cette administration d'autorité » et de dénoncer un corps qui a toujours servi avec loyauté en des termes que je n'aurai pas la cruauté de rappeler à cette tribune.

Mais, si, malgré tout ce qui est dit et écrit, les administrations centrales sont encore rétives à appliquer les lois de la République, si, plutôt que de respecter les directives gouvernementales, certains ministères préfèrent encore suivre la pente que leur proposent certains entourage, n'est-ce pas parce que l'héritage est à cet égard particulièrement lourd à porter? Il faut bien constater que, tout au long de l'année, des déclarations publiques ont été enregistrées, qui vont à contre-courant des positions affirmées.

Permettez-moi deux exemples. En août, le maire d'une ville moyenne, au demeurant fort célèbre pour sa conception très personnelle de notre droit public, provoque le commissaire de la République de son département, en le mettant au défi d'inscrire d'office au budget de sa ville les dépenses de fonctionnement d'une école privée. Notons qu'en utilisant cette procédure, le préfet n'aurait fait qu'appliquer la loi, sauf si, par voie de circulaire, des instructions contraires lui conseillaient de ne rien appliquer du tout, ce qui, bien entendu, n'est pas le cas.

Mais il y a plus grave, beaucoup plus grave, lorsque toute la France a entendu un membre du Gouvernement mettre publiquement en cause l'objectivité des tribunaux administratifs de notre pays, parce qu'un certain nombre de jugements rendus déplaçaient à une partie de la majorité. Cet accroc majeur au principe fondamental de la séparation des pouvoirs méritait, je crois, une mise au point moins timide que celle qui a été perçue au détour d'un communiqué tardif.

C'est vrai, les relations entre les commissaires de la République et les administrations centrales se développent aujourd'hui dans un climat de concurrence sinon de méfiance. C'est vrai, les procédures de reconcentration directes ou parallèles se multiplient dans les départements et les régions à travers les diverses et parfois pittoresques commissions organisées par et autour de représentants locaux des ministères parisiens. A croire qu'il y a entre vous, qui voulez la décentralisation, et certains de vos amis, qui ne la veulent pas, comme un match aux épisodes renouvelés. A un texte voté transférant des pouvoirs réparti la création subtile de quelques fonds spécifiques qui retiennent les moyens.

Il faut bien le constater : ceux « qui continuent de représenter l'Etat républicain dans sa grandeur, sa permanence et ses devoirs », comme le dit M. le président de la République, ne sont pas toujours au cœur de ces débats éclatés où se tissent, autour de fonctionnaires sans mandat, les procédures verticales que vous combattez.

Dans quelques semaines, en application de la loi de juillet 1983, la décentralisation va passer à la vitesse supérieure. Au 1^{er} janvier 1984, les départements vont prendre en charge l'ensemble des prestations d'aide sociale, qui représentent un peu plus de 50 p. 100 des dépenses de fonctionnement de chaque collectivité départementale. Faute de connaître l'évaluation exacte des ressources sur lesquelles il sera possible de compter, puisque tous les textes d'application ne sont pas encore sortis, nous allons vivre sous la détestable procédure des douzièmes provisoires pendant plusieurs mois, avec les conséquences de trésorerie qui ont été évoquées ici cet après-midi. Il y a, là encore, incertitude et malaise.

Vous avez ce soir une occasion supplémentaire et nouvelle d'avancer dans la clarification et je me propose, pour ma part, d'y concourir en vous posant trois questions.

Si les commissaires de la République doivent, ainsi que le prescrit M. le Président de la République, « ne rien céder aux collectivités locales », ne croyez-vous pas, monsieur le ministre, qu'il serait bon, chaque année, qu'ils ne soient plus dans l'obligation de demander à ces mêmes collectivités l'argent nécessaire à leur train de maison? Alors, pouvez-vous nous dire si, en 1985, l'Etat prendra en charge les dépenses inscrites au budget de chaque département pour assurer en gros et en détail le service du préfet, ses réceptions, ses déplacements? (*Très bien! sur les travées du R.P.R. et de l'U.R.E.I.*)

Deuxième question : pouvez-vous rappeler que les commissaires de la République sont au seul service de l'Etat et non à la disposition des parlementaires du parti majoritaire (*protestations sur les travées socialistes*) et qu'ils ne sont pas choisis aujourd'hui...

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ils le sont beaucoup moins qu'avant!

M. Paul Masson. ... pas plus qu'ils ne l'étaient hier, en fonction de leurs engagements philosophiques ou partisans, mais de leurs seules aptitudes professionnelles et personnelles?

Enfin, monsieur le ministre, pouvez-vous répéter ici ce soir que les tribunaux administratifs ne rendent pas des jugements de classe et qu'ils administrent une saine et sereine justice dans l'analyse objective des dossiers qui leur sont soumis et dans le respect absolu des lois de la République. (*M. Regnault manifeste sa désapprobation.*)

Je vous remercie par avance, monsieur le ministre. (*Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.C.D.P. et de l'U.R.E.I.*)

M. le président. La parole est à M. Ooghe.

M. Jean Ooghe. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, mon intervention portera sur les concours de l'Etat aux collectivités locales en 1984. Je ne surprendrai personne, dans cette assemblée, en précisant dès mes premiers mots que la lecture que j'en fais est bien différente de celle qu'en ont faite les rapporteurs des commissions du Sénat.

M. Paul Girod. C'est une question de lunettes! (*Sourires.*)

M. Jean Ooghe. Au nom du groupe communiste, je souhaite participer à la discussion avec au cœur le souci des problèmes financiers que nos communes et départements auront à résoudre l'an prochain, c'est-à-dire avec esprit critique mais aussi avec responsabilité et objectivité.

A cet égard, et en me gardant de m'engager dans une vaine polémique, je voudrais regretter la tendance de la majorité du Sénat à aborder ces problèmes de façon essentiellement partisane, ce qui la conduit trop souvent à noircir arbitrairement le tableau.

Ce budget de 1984 n'échappe pas, c'est évident, à ce que j'appellerai les pesanteurs résultant de l'aggravation de la crise internationale qui frappe tous les pays industrialisés, ajoutant aux difficultés héritées de vingt-trois ans de gestion de droite.

Ai-je besoin d'ajouter, messieurs, qu'à tout le moins, l'évolution du produit intérieur brut implique une évolution modérée des dépenses publiques?

Cependant, il est indéniable que le budget pour 1984 du ministère de l'intérieur présente bien d'autres et bonnes caractéristiques.

D'une part, ce budget de 1984 s'inscrit pour la seconde année consécutive dans le processus désormais irréversible de la décentralisation voulue par la gauche.

Conformément aux engagements du Gouvernement, la globalisation des subventions spécifiques se poursuit : 60 p. 100 en 1984, 100 p. 100 en 1985, tandis que les crédits de la dotation globale d'équipement progressent très sensiblement.

Ainsi, les crédits de paiement de la dotation globale d'équipement étaient, en 1983, de 446 millions de francs, ils seront de 1 247 millions en 1984, soit près de trois fois plus.

Les transferts de compétences prévus par la loi à compter du 1^{er} janvier 1984, notamment en matière d'aide sociale, s'effectuent conformément au calendrier et, en conséquence, votre budget, monsieur le ministre, comporte pour la première fois les crédits de la dotation globale de décentralisation, ainsi que des transferts de fiscalité en faveur des départements.

Au total, les concours financiers de l'Etat aux collectivités locales, à situation comparable avec 1983, progressent de 9,8 p. 100 par rapport à l'an dernier, alors que l'ensemble du budget de l'Etat n'augmente que de 5,1 p. 100. Or je rappelle que ces concours avaient déjà progressé de 20 p. 100 de 1982 à 1983.

Si l'on ajoute, ce qui serait logique, les crédits d'action sociale correspondant au montant des crédits décentralisés, soit 19 409 millions, on enregistre alors une progression de 17,97 p. 100 sur 1983, ce qui traduit un effort substantiel indiscutable de l'Etat.

M. Jean Bénard-Mousseaux. Il ne sait pas compter!

M. Jean Ooghe. La dotation globale de fonctionnement, qui représente en moyenne un tiers des ressources communales, s'élèvera en 1984 à 62 749 millions, soit une augmentation de 6,96 p. 100 par rapport à l'an dernier.

J'ajoute qu'au titre de 1983, un excédent de 366 millions permettra un supplément de dotation globale de fonctionnement de 0,6 p. 100.

Ces données globales devaient être soulignées, même si elles sont déplaisantes pour certains, pour apprécier correctement l'effort réalisé, dans un contexte difficile, par ce budget 1984 en direction des collectivités locales. C'est pourquoi, le groupe communiste votera, monsieur le ministre, votre budget.

Pour autant, nous n'oublions pas, bien au contraire, que tout budget est synonyme de choix et comporte nécessairement des limites. Il n'est pas vrai qu'en 1984 tout serait possible. Comment cependant ne pas observer que ce budget 1984 continue d'être marqué par la volonté du Gouvernement de la gauche d'aider autant que faire se peut les collectivités locales à assumer leur mission?

On y trouve à nouveau le remboursement par l'Etat des frais de police et de justice supportés jusqu'en 1981 par les communes et les départements.

On y trouve encore la prise en compte par l'Etat de la totalité des charges de logement des instituteurs, qui pesaient jadis si lourdement sur nos budgets. Je rappelle qu'en 1983, les communes ont reçu une somme de 8 350 francs par instituteur.

Une importante dotation culturelle est reconduite.

D'autres dispositions accompagnent ce budget, comme, par exemple, des modalités nouvelles de calcul de la dotation globale d'équipement afin notamment d'accroître le montant de la D. G. E. pour les communes de moins de 2 000 habitants.

En ce qui concerne la D. G. F. 1984, un récent projet de loi garantit notamment à toutes les communes une progression minimale de 4 p. 100, ce qui assurera, comme le voulait la loi, la nécessaire et notable péréquation des attributions entre les communes, compte tenu de la diversité des situations et des moyens.

Le montant des emprunts aux collectivités locales s'est élevé, en 1983, à 54 milliards de francs contre 52 milliards de francs en 1982.

De plus, les demandes de prêts de ces dernières ont été satisfaites pour 70 p. 100 par des prêts à taux privilégiés. Monsieur le ministre, vous avez bien voulu, à la commission des lois, vous engager à maintenir pour 1984 ces orientations.

En ce qui concerne les transferts de compétences aux départements en matière d'aide sociale, je relève comme un fait notable, avec la suppression du système des contingents, la prise en compte au budget 1984 des moyens financiers calculés par rapport aux charges 1984. C'est la première fois depuis 1955 qu'une telle disposition financière intervient. Elle aura pour heureuse conséquence de supprimer le phénomène d'accroissement systématique de la dette de l'Etat qui s'élève aujourd'hui, vous le savez, à près de 9 milliards de francs.

Plus encore, pour la première fois également, un gouvernement, celui de la gauche, s'est engagé, avec la loi du 7 mars 1983, à apurer cette dette sur douze ans à compter de 1985.

M. Paul Girod. Ce n'est pas vrai !

M. Jean Ooghe. Enfin, je voudrais encore noter les dispositions prises par décret pour empêcher que les modifications intervenues dans les compétences d'aide sociale n'entraînent l'augmentation des contingents communaux.

L'appréciation positive et responsable que nous portons sur tous ces éléments nous autorise, monsieur le ministre, à vous faire part en toute franchise de deux grandes préoccupations.

La première concerne la réduction de vingt-cinq à quinze ans de l'exonération du foncier bâti, à l'exception des H. L. M., mesure qui frapperait lourdement les familles aux ressources modestes engagées dans l'accession à la propriété.

A cette même tribune, le 18 novembre dernier, Camille Vallin, au nom des sénateurs communistes, a proposé que soit maintenue l'exonération au profit des seules familles qui occupent elles-mêmes le logement et qui ont bénéficié de l'aide de l'Etat.

Dans l'hypothèse regrettable où la suppression de l'exonération serait maintenue, il a suggéré que la charge de cette taxe foncière soit étalée sur cinq ans, notamment lorsqu'elle entraîne pour les familles un alourdissement insupportable du montant des impôts locaux et départementaux.

Qu'il me soit donc permis à ce sujet, monsieur le ministre, de vous renouveler notre invitation pressante à renoncer à cette mesure de suppression de l'exonération de l'impôt foncier bâti qui, par delà ses conséquences financières, met en cause un engagement de l'Etat.

Notre seconde préoccupation concerne l'actualisation des tarifs des services publics communaux. Selon nous, il n'est pas concevable que la révision de ces tarifs ne tienne pas compte de la lutte d'intérêt national contre le fléau de l'inflation.

Autrement dit, nous approuvons sans réserve l'effort entrepris pour juguler la hausse des prix qui ronge le pouvoir d'achat de la population en même temps qu'elle affecte sévèrement les finances des collectivités locales.

C'est pourquoi nous soutenons l'action engagée contre la hausse des prix. Parallèlement, nous avons apprécié avec intérêt la possibilité donnée par le Gouvernement aux commissaires de la République d'accorder certaines dérogations de tarifs des services publics communaux, soucieux que nous sommes d'accompagner la lutte contre l'inflation de l'action contre l'inflation de la fiscalité, qu'elle soit locale ou départementale.

Je voudrais en terminant souligner à nouveau la nécessité et l'urgence de préparer une profonde réforme de la fiscalité locale afin d'accroître les moyens financiers des collectivités locales, c'est-à-dire leurs libertés et leurs responsabilités.

En deux années, l'exceptionnelle réforme de la décentralisation a été mise et bien mise sur les rails. D'autres réformes sont en préparation, je pense notamment au statut de l'élu dont l'urgence n'est plus à démontrer. Il est temps de mettre à l'étude la réforme de la fiscalité locale.

Telles sont, monsieur le ministre, les remarques qu'appelle le budget 1984 de votre ministère pour les sénateurs communistes dont le vote, je le répète, sera positif, c'est-à-dire constructif. (Applaudissements sur les travées communistes et socialistes.)

M. le président. La parole est à M. du Luart.

M. Roland du Luart. Pour les élus locaux que nous représentons, pour le président de l'association des maires du département de la Sarthe que je suis, parler de votre budget, monsieur le ministre, c'est avant tout évoquer la situation des collectivités locales. C'est donc très normalement par cet aspect de vos attributions que débutera mon propos.

Après l'année 1982, marquée par la loi du 2 mars qui a posé les bases de la décentralisation, l'année qui s'achève a vu le franchissement de deux nouvelles étapes, dans la voie ainsi tracée, avec les lois du 7 janvier et du 22 juillet 1983 qui ont organisé les transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales dans différents domaines.

Je le dirai d'emblée : il n'est pas question pour moi de critiquer le principe même de la décentralisation et des transferts de compétences.

M. René Regnault. Très bien ! (Sourires.)

M. Roland du Luart. Aussi bien, à cet égard, la voie avait-elle déjà été tracée, dès avant mai 1981, par un projet de loi présenté par le ministre de l'intérieur d'alors, notre collègue M. Christian Bonnet, projet sur lequel — est-il besoin de le rappeler ? — le Sénat avait longuement et minutieusement travaillé. (M. Bénard-Mousseaux approuve.)

Il s'agit donc essentiellement de savoir si se trouvent remplies toutes les conditions, financières notamment, de la réussite d'une décentralisation que nous souhaitons tous. L'excellent rapport rédigé, au cours de l'été dernier, par notre collègue M. Christian Poncelet, au nom de la mission d'information chargée par le Sénat d'étudier le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation, a fait apparaître au grand jour combien celle-ci était source de problèmes et de difficultés. Il a révélé surtout que la décentralisation était une réforme coûteuse qui entraînait des problèmes financiers sérieux.

Il ne semble pas — hélas ! — que le projet de budget qui nous est proposé pour 1984 apporte à ces problèmes des solutions satisfaisantes. La dotation globale de fonctionnement, tout d'abord, augmentera très peu, passant de 50 800 millions de francs en 1983 à 62 740 millions de francs en 1984, soit une progression globale de 6,96 p. 100 seulement.

Rappellerai-je qu'avant 1982 cette dotation enregistré, d'une année à l'autre, des augmentations de l'ordre de 18 p. 100, dégageant une marge nette de 3 à 4 points supérieurs aux taux d'inflation. Il est à craindre, en revanche, que les dépenses de fonctionnement des collectivités locales n'augmentent en 1984 de beaucoup plus que de 6,96 p. 100, sans parler de l'inflation puisque celle-ci, nous assure M. Delors — et nous souhaitons que, cette fois, il gagne son pari — doit pouvoir être limitée à 5 p. 100. On ne peut, en effet, ignorer les risques de dépenses induites et de dérapages que recèlent la décentralisation et les transferts de compétences tels que nous les connaissons.

Venant s'ajouter aux difficultés nées de la conjoncture économique, ces dépenses induites et ces dérapages vont amener les collectivités locales et principalement les départements à accroître, à la fois, leur endettement et leur pression fiscale dans des conditions qui s'avèrent dès maintenant insupportables, tant il est vrai qu'elles ne sont en aucune façon prémunies à cet égard.

Je rappellerai, en effet, que, selon l'article 94 de la loi du 7 juin 1983, la compensation financière des transferts doit, certes, couvrir la dépense supplémentaire résultant pour la collectivité attributaire des nouvelles compétences qui lui sont dévolues, mais que le montant de cette compensation est estimé à la date du transfert et ne tient compte de rien d'autre.

Or — et le rapport déjà cité de M. Christian Poncelet le prouve bien — les transferts de compétences entraînent un accroissement des charges sans être accompagnés pour autant d'un transfert adéquat des ressources.

Par ailleurs, avec la mise en place du mécanisme de transfert des compétences en matière d'action sanitaire et de santé, le Gouvernement a eu un triple souci : assumer à 100 p. 100, dès le 1^{er} janvier 1984, les charges correspondant à ses compétences ; compenser intégralement, pour la première année, le surcroît de charges pour les collectivités territoriales ; enfin, éviter que le transfert de compétences ne s'accompagne de charges nouvelles pour les communes par le jeu d'un transfert des charges du département.

Sauf erreur de ma part, les documents soumis au comité des finances locales traduisent une double préoccupation : d'une part, réévaluer, pour certains départements, la participation de

l'Etat aux dépenses d'aide sociale; d'autre part, garantir la participation de l'ensemble des communes, et de chaque commune en particulier, en indexant l'augmentation de la part communale sur l'augmentation des dépenses d'aide sociale légale et en restreignant le jeu des critères de répartition.

Cette mesure pénalisera lourdement le département de la Sarthe en figeant la contribution communale au niveau de 1983, alors que ce département s'était engagé dans la voie d'un rééquilibrage sur cinq ans, à raison de 3 p. 100 par an, visant à porter la participation des communes à 26 p. 100 des dépenses du groupe III, taux proche de la moyenne nationale. A titre d'information, j'indique que la participation des communes de la Sarthe était en 1982 la plus faible de France avec 12,8 p. 100.

Ces deux mesures sont d'ailleurs en contradiction: si l'on admet la réévaluation de la part de l'Etat, il fallait admettre celle de la part des communes.

La possibilité qui sera offerte, à partir de 1985, de décider, par délibération motivée, que le pourcentage d'augmentation de la contribution globale des communes sera d'un point supérieur au taux d'augmentation des dépenses d'aide sociale, freinera considérablement le mécanisme de réajustement, pourtant indispensable et urgent dans un département comme le nôtre.

Ainsi, il faudra vingt ans pour obtenir ce que nous avons prévu sur une année, et cent ans pour réaliser l'opération envisagée sur cinq ans. Les dépenses d'aide sociale à la charge du département nous placent parmi les premiers de France alors que, part communale et part départementale confondues, nous sommes dans la moyenne nationale. L'effort du département ne peut donc être majoré, tant qu'il n'y a pas rééquilibrage. Nous ne pourrions réaliser les équipements indispensables qui seront de notre compétence dès 1985. L'investissement risque d'être sacrifié, ce qui n'est le souhait de personne.

Il conviendrait d'obtenir que ce pourcentage de 1 p. 100 soit considérablement augmenté. S'il n'en était pas ainsi, les inégalités entre les départements et entre les communes se trouveraient pérennisées avec la double injustice suivante.

Premièrement, les départements qui ont fait supporter une charge très lourde aux communes verraient confortée leur participation relativement modeste.

Deuxièmement, les départements qui ont fait l'effort de supporter une charge très lourde pour atténuer celle des communes verraient durablement leurs finances en danger.

Pourriez-vous envisager, monsieur le ministre, d'autoriser à titre exceptionnel le département de la Sarthe à poursuivre le processus enclenché au budget primitif de 1983, avant la mise en œuvre des transferts?

Dans la négative, accepteriez-vous d'introduire une disposition dans le projet de décret, permettant un réajustement accéléré mais limité de la participation des communes avec un butoir qui serait la moyenne nationale de participation afin de rejoindre votre souci de ne pas permettre de transfert excessif de charges du département vers les communes?

Je vous serais reconnaissant, monsieur le ministre, de bien vouloir m'apporter des éclaircissements sur vos intentions quant à ces points précis.

La dotation globale d'équipement constitue la réponse à la demande, souvent émise, de voir attribuer aux collectivités locales, au lieu de subventions spécifiques allouées au coup par coup, une somme forfaitaire globale dont elles pourraient disposer librement. A ce titre, son principe ne peut être qu'approuvé.

Bien qu'il puisse paraître un peu tôt pour porter un jugement définitif sur la valeur de la clé de répartition adoptée, il semble bien cependant qu'il y ait lieu, si l'on en croit les difficultés signalées çà et là, d'envisager des modifications tendant à la prise en compte des situations particulières.

Un projet de loi allant dans ce sens serait, affirme-t-on, prochainement soumis au Parlement. Nous attendons de vous des précisions à cet égard.

S'agissant des impôts transférés, il a déjà été dit combien était regrettable leur caractère insuffisamment évolutif. J'ajouterai, en ce qui concerne spécialement le produit des taxes différentielle et spéciale sur les automobiles, que, encaissées fin novembre, elles n'apporteront rien, en 1984, à la trésorerie des départements, sauf si vous appliquez la règle du douzième dès le mois de janvier. Est-ce le cas? Dans l'affirmative, j'en prendrai acte.

La dotation générale de décentralisation, instituée par l'article 96 de la loi du 7 janvier 1983, doit théoriquement assurer la compensation intégrale des charges qui ne sont pas compensées par des transferts de fiscalité.

Toutefois, on peut craindre que, évoluant ensuite comme la dotation globale de fonctionnement et indexée dès lors, comme celle-ci, sur le produit de la T.V.A., elle ne subisse les aléas d'une activité économique incertaine.

Je ne reviendrais pas sur l'article 13 du projet de loi de finances si j'étais certain que la commission mixte paritaire, dans sa sagesse, maintienne à son égard la position prise par le Sénat au cours de sa séance du 23 novembre dernier.

Craignant malheureusement qu'il n'en soit rien, je m'élèverai à mon tour contre les dispositions qui privent injustement les communes — si aucune autre compensation ne leur est accordée — de ressources qui leur étaient acquises et les départements, d'un milliard de francs. La base de la dotation générale de décentralisation étant modifiée, nos départements seront lésés d'une manière définitive.

Le moins que l'on puisse dire, en présence de telles dispositions, c'est qu'elles augurent mal de la volonté réelle du Gouvernement de donner aux collectivités locales les moyens d'assumer correctement les charges nouvelles que leur impose la décentralisation.

M. René Regnault. Votre accusation est totalement gratuite.

M. Roland du Luart. Nous verrons dans les faits. On en reparlera!

J'en arrive maintenant à une question suscitée par les circonstances. Des crédits ont été prévus à votre budget, monsieur le ministre, en vue d'organiser des élections régionales. Une somme de 59 985 000 francs figure, en effet, à ce titre au chapitre 37-61 du titre III.

Je profiterai donc de l'occasion qui m'est ainsi offerte pour m'inquiéter de savoir si le Gouvernement s'est enfin déterminé quant à la fixation dans le temps de cette échéance électorale et quant au mode de scrutin qui sera appliqué lors de cette consultation.

M. Etienne Dailly. Bonne question!

M. Roland du Luart. Au moment où la décentralisation, qu'il a voulue et sur le principe de laquelle nous sommes d'accord, même si nous ne le sommes pas toujours, comme je viens de l'exprimer il y a quelques instants, sur les modalités de réalisation, il me paraît important que soient mises en place le plus rapidement possible, dans leur forme définitive, les instances élues auxquelles incombera la responsabilité de l'exercice des compétences nouvelles dévolues aux régions.

La question que je pose ainsi ne pourra être constamment éludée comme elle l'a été jusqu'à présent chaque fois qu'elle a été soulevée.

Je comprends, certes, que la majorité actuelle ne soit pas pressée d'aller au-devant d'un nouvel échec électoral qui, s'étendant cette fois à l'ensemble du pays, la condamnerait définitivement. (*Murmures sur les travées socialistes et communistes.*)

M. René Regnault. Présomptueux!

M. Roland du Luart. La dérobaude devant l'obstacle ne saurait cependant durer indéfiniment et nous souhaiterions savoir si le Gouvernement entend enfin sortir de l'incertitude dans laquelle, à ce sujet, il entretient le pays.

Les problèmes que pose la protection de leur sécurité — je vais maintenant les évoquer rapidement — préoccupent tous les Français; toutes les enquêtes, tous les sondages le prouvent.

La criminalité, la grande comme la moyenne et la petite délinquance progressent, même si les statistiques publiées ne traduisent pas toujours cette aggravation. Il suffit, pour le savoir, d'ouvrir et de lire chaque matin son journal, quel qu'il soit.

Le problème, certes, n'est pas simple et n'est sans doute pas propre à notre pays.

Il ne saurait non plus être question de faire porter la responsabilité d'un état de fait, que tout le monde déplore, à la police, pas davantage d'ailleurs à la gendarmerie. Ces services font ce qu'ils peuvent, tout ce qu'ils peuvent, avec les moyens dont ils disposent. Je tiens d'ailleurs, à cette occasion, comme les orateurs précédents, à rendre hommage à leur dévouement et à m'incliner devant le sacrifice des policiers et des gendarmes tués ou grièvement blessés, de sang-froid, par des malfaiteurs qui ont la détente d'autant plus facile qu'ils savent très bien qu'eux-mêmes, quelle que soit l'horreur de leurs crimes, ne risquent pas leur vie et s'en tireront au maximum avec quelques années d'incarcération.

Vous me concéderez cependant, monsieur le ministre, que l'un des tout premiers devoirs de l'Etat républicain est d'assurer en toutes circonstances la protection des citoyens.

Votre projet de budget répond-t-il à cette exigence prioritaire? Je crains que la réponse à cette interrogation ne soit malheureusement négative.

J'ai remarqué, en effet, que, s'agissant des personnels, cinquante créations d'emplois seulement sont prévues, alors que l'urbanisation accrue, liée à la situation économique et à l'am-

plitude des mouvements de population, exigerait un renfort sensible des effectifs dans les villes, et notamment dans les quartiers à forte concentration de population.

Vous ne manquerez sans doute pas de m'objecter l'effort massif de recrutement accompli — je le reconnais — au cours des deux dernières années ; 8 000 emplois — je le sais — ont été créés. Ils se sont cependant révélés à peine suffisants pour balancer la réduction du temps de travail et l'attribution d'une cinquième semaine de congés dont les policiers, comme tous les autres salariés, ont bénéficié.

S'agissant des moyens matériels, la situation n'est pas moins préoccupante, notamment en ce qui concerne les moyens de transport.

Une plus grande mobilité permet, en effet, nul ne le niera, à la fois de rendre la police plus présente sur le terrain et d'accroître, à effectifs égaux, son efficacité.

Ce n'est malheureusement pas une augmentation des crédits prévus pour l'acquisition et l'entretien des véhicules, de l'ordre de 4 p. 100, et une majoration de 3 p. 100 des crédits destinés aux carburants qui permettront de répondre à cette exigence.

La même constatation peut d'ailleurs être faite à propos des transmissions, dont les crédits d'investissement diminuent de près de 4 p. 100, tandis que ceux de fonctionnement n'augmentent que de 3 p. 100 seulement.

Ces seuls et simples chiffres sont significatifs.

Alors que, dans tous les pays comparables au nôtre, des efforts importants sont consentis pour doter les services de police de moyens modernes, de nature à améliorer leur efficacité, alors que les milieux de la grande délinquance utilisent des moyens souvent et sans cesse perfectionnés, notre police, elle, en reste, faute d'autres possibilités, à des méthodes routinières et parfois surannées.

Qu'en est-il, par exemple, du développement de l'informatique, qui permettrait, en libérant des effectifs, d'augmenter la capacité opérationnelle des services ?

Je comprends parfaitement que la situation générale actuelle exige une compression des dépenses et oblige à des choix difficiles ; il m'apparaît toutefois que ces derniers ne doivent pas s'effectuer au détriment de l'efficacité et de l'avenir des services sur le fonctionnement et l'activité desquels repose ce à quoi aspirent le plus, je l'ai déjà dit, les Français : leur sécurité.

Pour toutes les raisons que j'ai développées, à mon vif regret — car j'ai été sensible aux arguments de M. Bonnefous relatifs à la police — il ne me sera pas possible, monsieur le ministre, d'approuver votre projet de budget. (*Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I., de l'U.C.D.P. ainsi que sur plusieurs travées de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Collard.

M. Henri Collard. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, certains orateurs ayant déjà évoqué les difficultés dont je veux vous entretenir, je vous demande par avance de m'excuser de certaines répétitions.

Mon intervention portera uniquement sur les problèmes de la décentralisation dans les départements, plus particulièrement sur les difficultés que vont devoir surmonter les exécutifs à l'occasion de la préparation des budgets départementaux.

J'évoquerai quatre de ces problèmes.

Le premier est celui des charges supportées par les départements au titre des fonctionnaires des services de l'Etat.

Alors que la plupart des ministères sont soumis à un budget de rigueur depuis plus d'un an et que le budget national pour 1984 accentue cette rigueur — ce dont, personnellement, je me permets de féliciter le Gouvernement, même si cette rigueur n'était pas inscrite dans les propositions du candidat François Mitterrand — vous demandez aux présidents de conseils généraux de maintenir, pour les services de l'Etat, des prestations dépassant l'inflation. En effet, dans une circulaire récente à MM. les commissaires de la République, vous indiquez que « la progression annuelle des crédits des services de l'Etat dans les départements ne peut être inférieure à la progression de la dotation globale de fonctionnement des départements », en précisant qu'il s'agit de la D. G. F. de l'ensemble des départements et non de celle du département concerné. Vous ajoutez que cette progression constitue un minimum et que si les conventions signées entre les services de l'Etat et l'exécutif du département sont plus favorables à l'Etat, ce sont ces conventions qui doivent être appliquées.

Le taux retenu pour 1984 est de 6,96 p. 100. Les présidents de conseils généraux appliquent la rigueur que vous préconisez. Ceux de l'opposition nationale n'ont d'ailleurs pas attendu vos recommandations, monsieur le ministre ! Dans le département que je préside, j'ai proposé pour le fonctionnement des services du département un progression inférieure à 5 p. 100, en partant de sommes très inférieures à celles qui sont accordées aux services de l'Etat.

Pourquoi donc, monsieur le ministre, demandez-vous une augmentation des dépenses pour les services de l'Etat de près de 7 p. 100 ?

Votre circulaire est d'ailleurs plus qu'une recommandation ; selon moi, il s'agit d'un ultimatum. N'écrivez-vous pas dans cette circulaire : « J'attache la plus grande importance à leur strict respect, qui est une condition essentielle de l'exercice de vos attributions. S'il apparaît que le conseil général ou le conseil régional n'a pas prévu d'inscriptions de crédits au moins égales à ce qui découle de l'application des textes, il vous appartient de saisir la chambre régionale des comptes en vue de l'inscription d'office de ces dépenses à caractère obligatoire. »

Le deuxième problème est celui des budgets d'aide sociale. D'autres orateurs en ont parlé avant moi, c'est dire l'importance qu'il représente pour les exécutifs des départements. Je sais, monsieur le ministre, que ce problème ne concerne pas directement votre département ministériel, mais le ministère de la solidarité. Néanmoins, le budget d'aide sociale est, parmi les budgets des départements, de loin le plus important puisqu'il représente pour les départements plus de la moitié de leur budget d'ensemble.

Le 1^{er} janvier 1984, entre en application la décentralisation en matière d'aide sociale. Dans cette perspective, une première circulaire datant du début du mois de novembre — la seule, à ma connaissance, à ce jour — nous a été adressée ; elle est signée par vous-même, monsieur le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et par M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Cette circulaire est incomplète, elle ne nous permet pas d'établir un budget d'aide sociale.

Elle dresse, il est vrai, la liste complète des transferts, et, à partir de là, les dépenses de fonctionnement nous paraissent faciles à prévoir. En revanche, les recettes ne sont pas prévues ; ce ne sont que des évaluations. En effet, ces recettes sont calculées à partir de taux en vigueur au 1^{er} janvier 1983. Qu'il s'agisse du produit de la vignette automobile, du produit de la taxe sur les mutations ou de la plus-value fiscale éventuelle résultant de la modification du régime d'exonération des impôts fonciers, ce sont des estimations. Les départements dépendront donc du bon vouloir de l'Etat et du versement de la dotation générale de décentralisation, qui devrait compenser la différence entre le montant des dépenses globales et celui des recettes fiscales.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous affirmer que cette compensation par la dotation générale de décentralisation couvrira l'intégralité de cette différence ?

Et les années suivantes ? Nous savons tous que les dépenses d'aide sociale augmentent plus vite que la moyenne des autres dépenses et dépassent généralement le taux moyen de l'inflation, ce qui signifie que les conseils généraux devront augmenter les taxes correspondantes et les impôts locaux et qu'ils devront supporter l'impopularité de cette augmentation.

Le troisième problème a trait aux difficultés de trésorerie des départements. Il a déjà été évoqué ce soir à plusieurs reprises.

L'Etat a une dette de 9 milliards de francs envers les départements, dette qui sera remboursée, aux termes de la loi, à partir de 1985, par douzième chaque année, sans intérêts, ce qui, soit dit en passant, est une bien grave injustice pour les départements.

J'ajoute que si cette dette date de plusieurs années, elle a doublé depuis deux ans. Pour le département que je préside, cette dette représente 90 millions de francs, c'est-à-dire à peu près le volant moyen de notre trésorerie. Cela signifie encore que, si nous ne sommes pas crédités dès le 31 janvier de ce que l'Etat nous doit pour 1984, nous serons en cessation de paiement, et je pense que la plupart des départements de France seront dans la même situation.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, nous vous demandons instamment que le paiement de la part de l'Etat dans le budget d'aide sociale soit effectué régulièrement dès le mois de janvier 1984, ce qui ne nous a pas encore été assuré.

Le quatrième et dernier problème que je voudrais signaler est celui du transfert des départements vers l'Etat des compétences en matière de justice. Ce transfert doit, lui aussi, avoir lieu en 1984. Mais alors que vous nous imposez le 1^{er} janvier pour l'aide sociale, le 1^{er} septembre pour les transports scolaires — je n'ai pas évoqué ce problème, mais il pourrait l'être car il se traduira par de graves difficultés pour les départements dès la rentrée scolaire — vous ne précisez pas la date pour le transfert des charges des départements vers l'Etat en matière de justice, et vous laissez les départements inscrire les dépenses de fonctionnement et d'investissement dans leur budget de 1984.

Voilà, monsieur le ministre, quelques-unes des difficultés que les présidents de conseils généraux vont devoir affronter et surmonter pour l'élaboration de leur budget. Il y en a sûrement d'autres.

Les assemblées départementales se posent des questions, et je ne suis pas convaincu que le Gouvernement fasse le maximum pour les aider à résoudre ces problèmes.

Ces questions, en voici quelques-unes. Dès la première loi de décentralisation, les services de l'Etat et du département ont été séparés : pourquoi l'Etat tarde-t-il à prendre en charge tous les fonctionnaires d'Etat ? Pourquoi, en attendant, les fait-il bénéficier d'une augmentation de prestations supérieure à l'augmentation du taux de l'inflation ?

L'aide sociale sera départementalisée dans quelques semaines : pourquoi les services d'aide sociale vont-ils rester sous la responsabilité du commissaire de la République pendant encore au moins deux ans et seront-ils seulement mis à disposition, alors que les D. D. A. S. S. — directions départementales des affaires sanitaires et sociales — vont travailler à 80 p. 100 de leur budget pour les départements ?

Les services de l'équipement travaillent à 80 p. 100 pour les départements et les communes : pourquoi n'envisagez-vous pas la création de services départementaux ?

M. René Regnault. Demandez aux personnels !

M. Henri Collard. C'est bien vrai !

La décentralisation, cette « grande affaire du septennat », selon votre expression, monsieur le ministre, les présidents de conseils généraux de toutes opinions souhaitent qu'elle réussisse. Dès lors, ma dernière question sera la suivante : le souhaitez-vous aussi ? (*Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I., de l'U.C.D.P. et sur de nombreuses travées de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à Mme Rapuzzi.

Mme Irma Rapuzzi. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, avec la loi de finances pour 1984, la décentralisation franchit une nouvelle étape, et l'on peut, sans forcer les mots, dire que pour les départements, grâce au transfert des compétences en matière d'aide sociale, 1984 sera véritablement l'an I de la décentralisation.

Nous socialistes, qui, dès 1981, avons salué dans la décentralisation la « grande affaire du septennat », ne pouvons que nous en réjouir.

Nous non plus, monsieur Monory, nous n'entrons pas à reculons dans la décentralisation. Bien au contraire, nous entendons assumer pleinement les responsabilités nouvelles qui nous sont confiées, afin d'assumer le plein succès de la décentralisation.

M. Monory, dans son rapport écrit et, tout à l'heure, à cette tribune, a exprimé sur les propositions du Gouvernement des inquiétudes et des réserves que nous ne partageons pas. La plupart des intervenants ont d'ailleurs exprimé les mêmes inquiétudes et les mêmes réserves.

Quand M. Monory écrit qu'« il y a un décalage entre les espoirs nés de la décentralisation et la réalité vécue » ou lorsqu'il voit une « contradiction majeure de la décentralisation dans ses implications financières : plus de liberté, moins de moyens », on peut lui rétorquer, sans manquer à l'objectivité ni à la courtoisie, que ce procès est perdu d'avance dès lors que l'article 94 de la loi du 7 janvier 1983 précise expressément que « tout transfert de charges s'accompagne d'une stricte compensation financière ». (*Mouvements sur les travées du R.P.R. et de l'U.R.E.I.*)

Cela a été dit, écrit, confirmé à de nombreuses reprises et ce soir encore, par vous-même, monsieur le ministre. Cela est matérialisé en particulier par l'ouverture de crédits pour la dotation générale de décentralisation au chapitre 41-56 du budget du ministère de l'intérieur.

De surcroît, monsieur le ministre, le Gouvernement, multipliant les garanties, a créé une « commission d'évaluation des transferts de charges », uniquement composée d'élus, et de tous les bords, et présidée par un magistrat de la Cour des comptes. Or, cette commission, comme l'a rappelé M. le Premier ministre, a reconnu « que l'évaluation des charges transférées et des ressources destinées à les compenser était rigoureusement exacte ».

Pourtant, certains persistent à dire que la stricte compensation financière ne leur paraît pas évidente. Pour justifier leur position, ils allèguent plusieurs raisons : le rendement de la vignette automobile, qui pourrait connaître, en 1984, une évolution moins importante que par le passé, ou le ralentissement — qu'ils vous imputent — de la croissance de la D. G. F., indexée sur la T. V. A., suivant un dispositif mis en place par vos prédécesseurs et dont l'évolution suit celle des prix. (*Murmures sur les travées du R.P.R. et de l'U.R.E.I.*)

S'agissant plus particulièrement de l'aide sociale dont le volume représente plus de 84 p. 100 du budget de mon département, on formule deux réserves que tous ceux qui auront à établir le budget pour 1984 souhaitent voir levées.

Je veux parler, en premier lieu, de la révision des barèmes, que l'article 93 de la loi du 7 janvier 1983 pose comme préalable au transfert des compétences. C'est un principe auquel les sénateurs sont très attachés.

Certains d'entre nous n'ont cessé, depuis près de vingt ans, de souligner que les barèmes issus du décret du 21 mai 1955 faisaient supporter à certains départements une charge injustifiée.

Nous clamions dans le désert, même si des hommes aussi peu suspects au Gouvernement d'alors, tel M. de Tinguy, appuyaient de leur autorité nos déclarations et notre démarche ! Nous recevions lors de nos interventions auprès des ministres responsables — MM. Fourcade, Bonnet et Poncelet, qui siègent dans cette assemblée, s'en souviennent certainement — un accueil courtois et, comme nous disons à Marseille, « de bonnes paroles verbales ». (*Sourires.*)

Aujourd'hui, une amorce de solution même imparfaite est engagée. La révision des barèmes, comme vous l'avez annoncé tout à l'heure, monsieur le ministre, portera sur un montant de 130 millions de francs, répartis sur trois ans. C'est un fait, un geste concret à mettre en parallèle avec les fins de non-recevoir que je viens de rappeler.

Sachant que mon département, qui est aussi le vôtre, monsieur le ministre, figure incontestablement, hélas, parmi les défavorisés du barème de 1953, il me reste à souhaiter que vous le fassiez bénéficier de la mesure de réparation et de justice, que vous allez prendre.

J'évoquerai, enfin, les modalités de remboursement par l'Etat de ses dettes antérieures à l'encontre des départements, qui constituent le principal motif d'inquiétude et de méfiance.

Il s'agit de 9 millions de francs...

M. Paul Guillaumot et plusieurs sénateurs de l'U.R.E.I. Milliards !

Mme Irma Rapuzzi. ... au 31 décembre 1983, somme considérable dont l'Etat s'acquittera à compter du 1^{er} janvier 1985, selon un échelonnement sur douze ans.

Je ne vous surprendrai pas, monsieur le ministre, en déclarant que mon département qui détient, avec 350 millions de francs, une des plus importantes créances sur cet arriéré, avait espéré un remboursement plus rapide.

Toutefois, comme pour la révision des barèmes, nous ne pousserons pas le goût de la contestation jusqu'à nier l'aspect positif de la mesure annoncée, qui tranche, là encore, avec les agissements de vos prédécesseurs.

Sans vouloir engager ici une polémique inutile, je souhaiterais dire à notre excellent collègue M. Poncelet, qui a « estimé choquant le prêt sans intérêt sur douze ans que les départements faisaient à l'Etat » que son indignation à retardement aurait pu se manifester de façon concrète et bénéfique, s'il avait été dans le même état d'esprit, lorsqu'il était secrétaire d'Etat au budget !

M. Jean Ooghe. Très bien !

Mme Irma Rapuzzi. En effet, mes chers collègues de la majorité sénatoriale, vous semblez découvrir, en 1983, les inconvénients de l'un des agissements régaliens de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales ; or, il ne faut pas oublier que celui-ci n'a été rendu possible que par l'existence d'une circulaire ministérielle de 1964, qui a été appliquée constamment de façon impitoyable, et cela en dépit des protestations de ceux qui en supportaient le poids le plus écrasant.

Telles sont, dans le court délai qui m'est imparti, quelques-unes des raisons qui, à ce stade d'application de la loi de décentralisation à laquelle votre nom restera attaché, monsieur le ministre, nous font émettre un avis favorable à votre budget et nous conduisent à vous assurer de notre confiance. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Gérin.

M. Alfred Gérin. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, à l'occasion de ce débat budgétaire, mon intervention se situera principalement sur les problèmes financiers et budgétaires liés aux transferts de compétences, et je prendrai pour exemple le département que je représente, le Rhône.

L'examen du calcul de la première part de la dotation globale d'équipement nous conduit à constater qu'elle représente 2,5 p. 100 des dépenses réalisées au titre des immobilisations et des travaux du département et inscrites aux comptes 21 et 23 de la balance du budget départemental.

Or, le montant prévu pour ces investissements, en 1983, s'élève, pour le département du Rhône, à 224 152 031 francs. En affectant à cette somme le taux de réalisation constaté en 1982 pour les opérations de cette catégorie, soit 81 p. 100 des dépenses qui seront payées en 1983 sur les comptes 21 et 23, ces dépenses peuvent être estimées à 181 500 000 francs. Le montant de la dotation globale d'équipement, qui devrait en découler, pourrait s'élever, pour l'exercice 1983, à 4 537 500 francs.

Si l'on retire le versement du quatrième trimestre de 1983, qui n'interviendra que dans les trois premiers mois de 1984, c'est un montant prévisible de 3 400 000 francs, qui est à prendre en compte.

Le montant de la première part de la dotation globale d'équipement est donc à rapprocher de celui des concours particuliers alloués par l'Etat au titre des années antérieures, crédits du fonds spécial d'investissement routier et subventions pour l'entretien des routes nationales déclassées.

En comparant les subventions allouées au département du Rhône au cours des trois derniers exercices, la moyenne annuelle est de 5 227 416 francs, contre 4 537 500 francs selon l'estimation pour la dotation globale d'équipement, soit un manque de recettes important pour le département de 689 916 francs, « en espérant que le versement du quatrième trimestre 1983 serait égal au précédent ».

En ce qui concerne la seconde part de la dotation globale d'équipement versée aux communes pour leurs équipements ruraux, ce crédit, bien qu'inscrit au budget du département, ne fait qu'y transiter.

En revanche, la loi du 7 janvier 1983, au regard des règles de comptabilité publique, met cette dépense, nouvelle et sans compensation, à la charge du département ; je veux parler des crédits destinés aux marchés de remembrement ainsi qu'aux études d'aménagement rural.

Il s'agit donc pour le département d'un investissement direct, qui ne donne pas lieu à récupération de la deuxième part de la dotation globale d'équipement. Les dotations allouées au budget du département pour 1983 représentent un montant de dépenses supplémentaires de 440 000 francs, ces charges nouvelles n'étant pas prises en compte par l'Etat.

En l'absence de toute information de votre ministère sur le versement de la dotation globale d'équipement pour 1984, il est actuellement impossible de déterminer les recettes liées aux investissements, ce qui retarde d'autant l'élaboration du budget départemental.

J'en viens à l'aide sociale. D'après les textes parus à ce jour en matière de compétences d'aide sociale, les charges résultant de ces transferts devraient être intégralement compensées.

Compte tenu des transferts de fiscalité et de la dotation générale de décentralisation, quels seront les taux appliqués en 1984 par rapport aux chiffres de 1982 ? En effet, pour le département du Rhône, les dépenses d'aide sociale ont progressé de 19 p. 100 en 1983. Le taux sera le même en 1984, compte tenu des contraintes que nous impose l'aide sociale. Il est donc hors de question pour le département d'évaluer les recettes fiscales transférées avec une progression aussi importante. La dotation globale de décentralisation devrait donc compenser l'écart entre l'accroissement important des dépenses d'aide sociale et celui qui est modéré des ressources fiscales.

Je souhaiterais, monsieur le ministre, que vous m'apportiez quelques lumières sur ce délicat problème.

Enfin, s'agissant des transferts de compétence en matière de transports scolaires, la compensation à intervenir au titre du premier trimestre de l'année scolaire 1984-1985 n'a encore fait l'objet d'aucune disposition législative ou réglementaire précise.

On peut se demander si un versement supplémentaire de dotation générale de décentralisation interviendra au cours de l'année 1984, ou si l'Etat régularisera la situation au vu des dépenses effectuées, c'est-à-dire en 1985. Cette dernière hypothèse accroîtrait encore les difficultés de trésorerie du département, qui s'avèrent extrêmement graves, notamment en raison de l'absence, en 1984, de remboursement des soldes dus par l'Etat en matière d'aide sociale au titre de l'exercice 1983, d'un montant estimé à 280 millions de francs dans le Rhône — ce qui est une somme considérable — et qui ne seront remboursés que par douzièmes à partir de 1985.

Monsieur le ministre, si j'ai choisi de vous citer des exemples précis, c'est pour traduire l'inquiétude de nombreux départements et le désarroi de nombreuses communes. (*Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I. et de l'U.C.D.P.*)

M. le président. La parole est à M. Kauss.

M. Paul Kauss. Monsieur le ministre, la plupart d'entre nous serons dans les prochains jours confrontés avec la mise en place des budgets régionaux, départementaux et communaux

pour l'année 1984. Mon propos se limitera à quelques réflexions concernant les ressources et les dotations prévues dans votre budget au titre des collectivités locales.

Je profiterai de l'occasion pour vous faire part d'un certain nombre d'inquiétudes, en souhaitant que vous voudrez bien répondre aux préoccupations qui sont les miennes et celles de beaucoup de mes collègues. Je ne parlerai pas de la décentralisation qui est entrée dans les faits et dont le principe est maintenant accepté, car d'autres orateurs en ont déjà traité ou en traiteront.

J'évoquerai, tout d'abord, le problème de la dotation globale de fonctionnement. Le montant de celle-ci, hors dotation instituteurs, s'établira, en 1984, à 60 644 millions de francs contre 56 560 millions de francs en 1983, ce qui représente une progression de 6,96 p. 100 par rapport au chiffre inscrit dans le projet de loi de finances initial. Je ne rappellerai pas les taux d'augmentation des années 1980 à 1983, qui ont déjà été exposés par M. du Luart.

Une chose est certaine : nous constatons une diminution très sensible du rythme de progression de la dotation globale de fonctionnement par rapport aux dernières années.

Lors de la discussion de votre budget devant l'Assemblée nationale le 27 octobre dernier, vous avez déclaré, monsieur le ministre, que l'augmentation, en période de baisse d'inflation, toute relative d'ailleurs, ne pouvait être la même qu'en période de forte inflation, puisqu'elle est fondée sur la T.V.A., ce qui est dans votre logique tout à fait exact.

Il faut convenir cependant que d'autres facteurs ont joué, notamment la baisse générale du pouvoir d'achat, qui a eu pour conséquence une diminution de la production, ainsi que de la consommation intérieure.

La dotation globale d'équipement ne constitue pas en soi une ressource nouvelle, mais représente la globalisation de subventions spécifiques inscrites au budget de l'Etat et qui ont longtemps stagné voire reculé en francs constants. Je pourrais étayer mon propos par de nombreux exemples, mais le temps qui m'est imparti ne me le permet pas.

En 1983, la globalisation n'a été que partielle et, pour l'année à venir, elle sera de 60 p. 100 de l'ensemble des subventions spécifiques. C'est pour cette raison d'ailleurs que la D.G.E. des communes passera de 446 126 000 francs à 1 247 100 000 francs et celle des départements de 592 742 000 francs à 1 208 601 000 francs.

Malgré ces progressions et compte tenu surtout du décalage constaté entre les crédits de paiement et les autorisations de programme, même si ce décalage se réduira en 1984, je constate que, finalement, cette globalisation s'avère relativement décevante, d'autant plus qu'il ne semble pas évident que les montants supplémentaires inscrits au budget de 1984 compensent réellement les subventions spécifiques attribuées en moins aux collectivités.

De plus il faut reconnaître, à la lumière de l'expérience, que la dotation globale d'équipement n'est pas très adaptée au financement des gros investissements même lorsque, un jour, le taux atteindra sa vitesse de croisière, c'est-à-dire 8 p. 100, 9 p. 100, voire 10 p. 100 du montant des dépenses d'investissement.

Cela est particulièrement sensible pour les communes rurales compte tenu de la faiblesse de leur budget par rapport au coût de certaines réalisations. Cela est également vrai pour les agglomérations plus importantes, qui sont souvent confrontées à d'énormes travaux d'équipement.

L'apport financier de l'Etat à de telles opérations était jusqu'à présent fondamental, car il les rendait possibles. La seule D.G.E. ne peut pas y répondre. C'est pourquoi les maires, entre autres, ont demandé, à l'occasion de leur dernier congrès, que soient maintenues des subventions spécifiques pour les équipements lourds.

Une telle éventualité est-elle envisagée ? Telle est, monsieur le ministre, ma première question.

Ma deuxième question concerne la dotation globale d'équipement. Ne serait-il pas opportun de passer à un système de versement de la D.G.E. par tranches, non en fonction des paiements, mais en fonction des inscriptions budgétaires ? Une telle pratique permettrait d'améliorer la solution des problèmes de trésorerie qui se posent avec une acuité grandissante aux collectivités.

J'en viens à la dotation générale de décentralisation. L'article 94 de la loi du 7 janvier 1983 précise que les charges financières résultant pour chaque collectivité des transferts de compétence font l'objet d'une attribution par l'Etat de ressources d'un montant équivalent. Ainsi, une dotation générale de décentralisation d'un montant de 7 545 millions de francs a-t-elle été créée pour financer, en complément des mesures

fiscales, qui s'élèvent à 12 680 millions de francs, les compétences transférées en 1984, à savoir l'aide sociale, l'urbanisme, les sports, et les transports scolaires.

Je n'évoquerai l'aide économique qu'incidemment pour souligner que, d'après les renseignements dont je dispose, les ressources affectées à ce transfert important sont soit insuffisantes, soit insuffisamment évolutives.

Je m'étendrai un peu plus longtemps sur l'inscription budgétaire de 47 millions de francs prévue au titre de la D. G. D. des communes et qui doit compenser le transfert des compétences en matière d'urbanisme. Dans mon département, nous avons fait procéder par les services de l'équipement à une étude de coût très complète. Il en ressort que l'instruction d'un dossier de permis de construire revient à environ 1 500 francs et celle d'un plan d'occupation des sols à 150 000 francs plus 15 francs par habitant. Au vu de ces chiffres, les crédits ouverts me semblent très faibles, et cette constatation m'incite, monsieur le ministre, à vous poser ma troisième et ma quatrième questions.

Troisième question : la mise à disposition gratuite actuelle des services extérieurs de l'Etat restera-t-elle acquise pour les années à venir ou est-il envisagé, à terme, de faire rémunérer leurs interventions ?

Quatrième question : de quelle manière est envisagée la compensation du surcoût auquel seront confrontées les villes disposant déjà d'un service technique, qu'il faudra étoffer, et pour celles qui envisagent de créer un service spécifique, notamment dans le cadre d'un regroupement de communes ?

Avant de conclure mon propos, je voudrais encore, succinctement, aborder deux problèmes. Le premier concerne les taux de progression que le Gouvernement semble vouloir retenir en matière de hausse des tarifs des services publics locaux ; le second a trait aux perspectives en matière d'emprunts auxquelles les collectivités locales seront confrontées l'année prochaine.

Pour ce qui est du premier point, j'ai eu connaissance qu'une directive commune aurait été élaborée par le ministère des finances et de l'économie et vos propres services, qui tendrait à fixer ces taux à 4,25 p. 100 pour les services à caractère industriel et commercial et à 5 p. 100 pour les autres tarifs.

Cette information est-elle fondée, et si oui, s'agira-t-il d'une simple recommandation ou d'une disposition impérative, excluant toute dérogation ? Il ne vous échappera pas, monsieur le ministre, que si le deuxième terme de l'alternative devait prévaloir, cela impliquerait la mise en déficit systématique des services publics locaux, qu'il s'agisse de l'eau, de l'assainissement, du ramassage des ordures ménagères ou encore des cantines scolaires, pour ne citer que les domaines essentiels.

Certes on peut toujours imaginer que ces déficits soient compensés par l'impôt, mais une telle pratique serait en contradiction flagrante avec la notion de gestion industrielle et commerciale et aurait des répercussions fâcheuses sur la progression de la pression fiscale locale.

J'en viens maintenant aux possibilités d'emprunt qui seront offertes aux collectivités pour l'année à venir. Dans ce domaine également, les perspectives ne m'apparaissent pas bonnes.

Selon de récentes études, le taux d'épargne des ménages baissera de 14,6 p. 100, en 1983, à 13,9 p. 100 en 1984. Or tout le monde connaît les besoins considérables de l'Etat et des grandes entreprises nationales. Pour la seule année 1983, trois emprunts ont été lancés pour un total de 50 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter l'emprunt obligatoire dont le rendement s'est situé entre 12 milliards de francs et 13 milliards de francs. Pour toutes ces raisons, les collectivités locales verront leurs capacités d'emprunt réduites et rencontreront sans aucun doute, en 1984, des difficultés pour trouver du crédit à des conditions intéressantes.

Quelles conclusions tirer des propos que je viens de soumettre à votre réflexion ? Incontestablement, les insuffisances de dotation que nous commençons à constater sur le terrain, les désengagements non moins évidents de l'Etat dans un certain nombre de domaines, ajoutés aux difficultés d'emprunter que je viens d'évoquer à l'instant, feront que l'établissement des budgets des départements et des communes constituera un exercice difficile.

La rigueur à laquelle nous serons confrontés se répercutera, en premier lieu, sur les investissements, puisque les dépenses de fonctionnement sont pratiquement à 95 p. 100 obligatoires et incompressibles. Ce n'est pas faire preuve de pessimisme exagéré que de dire que si le volume des investissements devait baisser de manière significative, cela se ferait au détriment du nécessaire et indispensable développement de nos collectivités et, par voie de conséquence, au détriment du cadre et de la qualité de vie de nos administrés, sans oublier le fait majeur que les travaux communaux constituent un apport vital pour l'économie régionale, notamment pour le maintien, voire la création d'emplois.

Le moment viendra donc, inéluctablement, où il faudra mettre en chantier une véritable réforme de la fiscalité locale. Certes, il en est question de temps en temps et, encore récemment, le Président de la République a déclaré que, très rapidement, une refonte de la taxe professionnelle serait mise en chantier. Par ailleurs, monsieur le ministre, à l'occasion du débat du 27 octobre dernier, le rapporteur pour avis de votre budget a fait mention que deux rapports devant servir de base à la réforme de la taxe d'habitation et des taxes foncières seraient remis aux parlementaires avant la fin de la présente année. Qu'en est-il, monsieur le ministre, de ces intentions ?

Pour ma part, j'estime qu'un jour il faudra bien se résigner à faire participer directement les communes à certains impôts nationaux, tels, par exemple, l'impôt sur le revenu ou la taxe à la valeur ajoutée. S'il devait en être ainsi, l'Etat donnerait une tout autre dimension à sa volonté de décentralisation, puisque les communes seraient ainsi directement associées au devenir de notre pays et deviendraient, de ce fait, des partenaires à part entière parfaitement capables d'exercer leurs responsabilités dans la plénitude de leurs droits et de la liberté de gérer et d'entreprendre. (*Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.C.D.P., de l'U.R.E.I. — M. Paul Girod applaudit également.*)

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, tout le monde admet que l'insécurité publique se situe au premier plan des préoccupations des Français.

Les chiffres récents publiés par le ministère de l'intérieur et de la décentralisation montrent que la progression est d'ailleurs constante. Or, vivre en sécurité est un besoin et une exigence.

Les actes de la petite et moyenne délinquance perturbent la vie quotidienne et sont plus directement ressentis que le banditisme et la grande délinquance organisée, remarque étant cependant faite que souvent les premiers mènent aux seconds.

Dans ces conditions, le rôle de la police, ses actions doivent répondre toujours plus à l'attente des citoyens, assurer et maintenir la sécurité des personnes en même temps que le respect des libertés.

Le 18 novembre dernier, lors de la discussion d'une question orale, l'occasion a été donnée à mon collègue M. Eberhard qui, empêché, ne peut intervenir ce soir, d'exposer l'opinion des parlementaires communistes sur ce que devraient être le rôle de la police, ses missions, les principes fondamentaux, son organisation et les moyens dont elle devrait disposer.

Il avait également consacré une partie de son intervention à la déontologie, aux droits et devoirs des fonctionnaires de police et, enfin, aux dispositions qui, selon nous, devraient être prises pour établir un contrôle démocratique de l'utilisation des forces de police.

La proposition de loi que notre groupe a déposée précise l'ensemble de ces principes et les moyens de leur application. Nous souhaitons que le Sénat puisse l'étudier rapidement.

Dans le présent, pour avoir une vue globale de l'orientation gouvernementale en matière de lutte contre l'insécurité et en matière d'organisation de la police, il faut aller au-delà du simple examen des crédits budgétaires prévus pour l'année 1984. En effet, l'analyse de ces seuls chiffres conduirait à perdre de vue que, depuis mai 1981, le Gouvernement a pris d'importantes mesures en faveur de la police.

Les effectifs, les moyens matériels, les normes d'utilisation de la police nationale, sans oublier la gendarmerie, ont été considérablement accrus et réadaptés. Concernant la situation des policiers eux-mêmes, d'importantes revendications catégorielles ont été satisfaites. Les intéressés en sont conscients.

Mais il faut constater que, par rapport à la gravité du problème de l'insécurité, il reste encore beaucoup à faire pour rattraper les retards accumulés par le pouvoir précédent.

A cet égard, nous avons pris bonne note des orientations fixées dans le document présentant différents « groupes de programme budgétaire ». Elles reçoivent notre approbation, monsieur le ministre, et il en est de même pour le projet de budget que vous nous présentez pour 1984.

Cependant, indépendamment des problèmes inhérent à l'ensemble de la fonction publique, à commencer par le maintien de son pouvoir d'achat, il nous paraît nécessaire d'évoquer ici quelques-unes des revendications présentées par les organisations syndicales.

Ainsi en est-il de la hiérarchisation du corps des enquêteurs, de la situation précaire des agents de surveillance de la voie publique, de celle de certains agents administratifs, du reclassement des sous-brigadiers en fin de carrière, de l'extension

des qualifications judiciaires des policiers en tenue, d'une politique du logement plus hardie, d'une utilisation plus efficace des effectifs.

Sur ce dernier point, des suggestions précieuses ont été fournies dans le rapport sur l'utilisation des personnels en tenue, établi par M. David, inspecteur général de l'administration.

En ce qui concerne la mensualisation des pensions, l'augmentation à 52 p. 100 du taux de la pension de réversion, l'abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge de la retraite pour le personnel féminin, nous savons que les décisions ne sont pas du ressort exclusif de votre ministère. Mais il nous a tout de même paru nécessaire, monsieur le ministre, de les évoquer en cet instant.

Etant limitée par le temps, il ne m'est pas possible d'aller plus avant dans mon analyse. Je répète cependant que, pour ce qui nous concerne, nous sommes d'ores et déjà prêts — notre proposition de loi en fait foi — à contribuer au grand et nécessaire débat permettant de doter notre pays d'une police bien structurée agissant efficacement et démocratiquement dans le domaine qui est le sien, la sécurité publique. (*Applaudissements sur les travées communistes et socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Puech.

M. Jean Puech. Monsieur le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, depuis deux ans vous ne nous avez pas épargné les surprises dans la mise en œuvre de la décentralisation. Elles ont, hélas ! été le plus souvent désagréables. Nous avons notamment connu une grave déconvenue avec la dotation globale d'équipement qui, dans le département que je représente, se traduira, en 1983, par une diminution de près de 50 p. 100 des concours habituels de l'Etat.

Certes, par des artifices de calcul intégrant des crédits de paiement versés en 1983, alors qu'ils auraient dû l'être en 1982, vous avez tenté de démontrer le contraire et de laisser croire que le département recevrait 50 p. 100 de plus qu'à l'ordinaire. Les subtilités de la comptabilité publique ne pourront pas dissimuler la réalité d'une injustice qui devra être réparée.

Le prélèvement que la loi vous a autorisé à effectuer sur les crédits dus aux départements en 1983 pourra et devra donc leur être restitué en 1984. C'est d'ailleurs l'objectif du recours administratif que le président du conseil général de l'Aveyron vient de vous adresser à ce sujet, monsieur le ministre, avant de saisir le tribunal administratif.

Mais ce problème n'est qu'une péripétie parmi d'autres dans la grande improvisation des textes relatifs à la décentralisation. Ne faut-il pas réviser déjà de façon substantielle les textes sur la dotation globale d'équipement ? Nous avons déjà rectifié un certain nombre de textes importants.

Ainsi, monsieur le ministre, à vouloir aller trop vite, on se trompe parfois. Les incitations à la prudence que le Sénat vous avait adressées en son temps n'étaient donc pas inutiles.

Malheureusement, la gestion quotidienne des collectivités locales souffre des improvisations administratives.

Il reste qu'au-delà des positions respectives de chacun, la décentralisation est notre bien commun ; vous, comme nous, devons créer les conditions de son succès.

A cet égard, trois facteurs me paraissent devoir être pris en considération : tout d'abord, l'évolution de la fiscalité locale, ensuite la mise à jour de dépenses induites à la suite de la mise en œuvre de certains transferts, enfin l'évolution proprement dite des concours financiers de l'Etat.

S'agissant de la fiscalité locale, il y a lieu de souligner tout particulièrement l'impossibilité absolue pour les collectivités locales de financer un éventuel surcoût de la décentralisation par un accroissement des ressources fiscales.

Les chiffres dont nous disposons témoignent largement de ce que la fiscalité locale progresse plus vite que la fiscalité d'Etat. La part du produit de la fiscalité locale directe, rapportée au P.I.B., fait d'ailleurs apparaître une évolution préoccupante.

Pour ma part, face à une fiscalité d'Etat qui augmente, je suis de ceux qui partagent la conviction que les élus locaux seront jugés, au cours des prochaines années, sur la faculté et la capacité dont ils témoigneront pour maîtriser l'évolution de la fiscalité locale. Cela est une part des responsabilités auxquelles nous devons faire face et, n'en déplaise à certains, nous l'acceptons pleinement. Mais cela doit se faire dans la clarté et dans le respect des engagements réciproques.

S'il paraît exclu de dégager de nouvelles ressources fiscales, il faut constater également qu'un recours accru à l'emprunt semble tout aussi aléatoire.

En résumé, et connaissant la situation financière de l'Etat lui-même, qui se trouve dans l'impossibilité de maîtriser la croissance des dépenses publiques, nous serons contraints à redoubler de prudence.

Une telle prudence sera la source de ma deuxième observation : la mise à jour des dépenses induites.

L'article 94 de la loi du 7 janvier 1983 posait le principe que la compensation financière des transferts doit couvrir l'intégralité de la dépense supplémentaire occasionnée à la collectivité concernée pour chaque compétence nouvelle qui lui est dévolue.

Or, le niveau de cette compensation étant estimé à la date du transfert, les collectivités concernées ne sont pas garanties contre des dépenses induites et, de plus, elles sont exposées à des dérapages résultant des transferts.

La mission d'information qu'a conduite le Sénat, à laquelle je rends hommage — mais elle devra encore beaucoup travailler — a permis de mettre à jour plusieurs types de dépenses induites qui se sont traduites pour les collectivités locales par des charges et par une dépense nette supplémentaire. Ce fut le cas pour les frais de personnels liés au transfert de l'exécutif. Ce fut le cas également en matière de locaux.

Au total, l'affaire n'est pas mince puisqu'elle est estimée à 4 p. 100 des ressources fiscales de 1983.

Dans un tel environnement et concernant les départements, vous comprendrez que j'émette les plus vives réserves au sujet de l'évolution des concours financiers de l'Etat.

Oui, je voudrais que les errements des premières réformes servent de leçon et nous épargnent des tâtonnements répétitifs, particulièrement dans un domaine financièrement aussi sensible que celui de l'aide sociale. Un grand nombre des intervenants qui m'ont précédé à cette tribune ont déjà évoqué cette question, qui me paraît essentielle.

Il ne suffit pas de dire, comme vous le proclamez dans votre circulaire du 4 novembre 1983, monsieur le ministre, que le transfert de compétences en matière d'aide sociale et de santé constitue un enjeu de première importance, tant en raison des masses financières en cause qu'en raison du nombre très élevé des bénéficiaires des prestations et des services sociaux concernés. Encore faut-il agir en conséquence !

Or, que constatons-nous ?

A un mois à peine de l'entrée en vigueur de ce transfert, aucune réunion n'a été organisée entre les services centraux qualifiés et les élus locaux concernés. Cette erreur va certes, je le sais, être réparée puisque de telles réunions sont prévues pour le mois de décembre qui est déjà bien entamé. Mais que peut-on espérer de réunions aussi tardives ? Ne sont-elles pas des formalités de pure politesse destinées à rattraper un impair ? Peut-on espérer que les observations qui y seront présentées puissent infléchir les modalités du transfert ? La réponse, quelle qu'elle soit, ne saurait être satisfaisante. Si elle est négative, le caractère artificiel et formel de la consultation s'en trouve souligné ; si elle est positive, alors l'improvisation du transfert devient patente.

C'est cette dernière hypothèse qui me préoccupe, car elle me semble la plus vraisemblable, en raison notamment des textes qui doivent paraître d'ici à la fin du mois et dont nous ne savons rien.

Les modalités de versement de la compensation nous sont encore inconnues. Or des difficultés de trésorerie très graves peuvent en résulter.

Les modalités de calcul de la dotation générale de décentralisation sont également encore complètement floues, alors que leur connaissance est indispensable dans les jours à venir pour la préparation des budgets départementaux.

Nous savons, depuis le 13 novembre, que cette dotation sera établie à partir des comptes administratifs de 1982. Mais quel sera le taux d'actualisation qui sera retenu ?

L'importance de ce taux est cruciale alors que l'évolution des budgets d'aide sociale a connu des progressions très importantes, de l'ordre de 40 p. 100 pour le département que je représente.

Certes, toujours grâce à la même circulaire adressée aux commissaires de la République, mais fort opportunément publiée au *Journal officiel* du 13 novembre, nous savons qu'une révision de la dotation générale de décentralisation interviendra à la fin de l'année 1984 sur la base des comptes administratifs de 1983. Mais il aura fallu entre temps faire face aux difficultés de trésorerie, dont l'ampleur est liée aux aléas que je viens d'évoquer et qui s'ajoutent à ceux qui deviennent chroniques en matière de régulation budgétaire.

Qui connaît, à l'heure actuelle, de façon précise la périodicité des acomptes qui seront versés ?

Les plus grandes inquiétudes sont permises quand nous croyons savoir que les délégations de crédits nécessaires et annoncées aux commissaires de la République pour la seconde quinzaine de novembre ne sont pas encore arrivées dans nos départements.

Mais si j'appréhende les difficultés de trésorerie, je ne veux pas non plus les exagérer au regard d'autres préoccupations plus fondamentales.

Je veux évoquer, pour commencer, la dette de l'Etat en matière d'aide sociale au titre des années antérieures à 1984. Nous savons désormais — cela a été rappelé — qu'elle sera apurée en douze ans à partir de 1985. Je n'insisterai pas ici sur les difficultés provoquées par la longueur du délai, cela a été fait. Je veux, en revanche, relever une difficulté budgétaire très préoccupante, provoquée par la transformation d'une dette à court terme en dette à long terme.

Traditionnellement — c'était la seule méthode possible — l'inscription de la dette de l'Etat au titre de l'aide sociale permettait de financer la première décision modificative d'un exercice budgétaire dans un département.

Cette opération était cohérente avec la notion d'avance de trésorerie. Au cours de l'exercice antérieur, l'unité de caisse avait en effet permis à la trésorerie départementale de payer avec les fonds disponibles les dépenses d'aide sociale. Or ces fonds disponibles pouvaient provenir, à certaines époques, d'encaissement d'emprunts. La restitution à chaque type de dépenses des fonds qui lui étaient destinés par nature n'intervenait donc que grâce à la première décision modificative de l'exercice suivant.

La transformation d'une dette à court terme en dette à long terme entraîne non pas une simple difficulté de trésorerie, comme cela a été craint par certains, mais débouche sur une véritable impasse budgétaire. On ne peut pas passer de l'approche de la trésorerie dans laquelle nous nous trouvons, à l'approche budgétaire à laquelle nous sommes conduits par le simple mécanisme d'un fonds de roulement.

Les premières décisions modificatives des départements en 1984 vont se trouver gravement déficitaires — de l'ordre de 50 millions de francs dans mon département. Or cela est non seulement impensable, mais fondamentalement impossible. Je souhaiterais vivement que vous me disiez, monsieur le ministre, comment vous avez prévu de résoudre cette difficulté majeure.

Je ne connais qu'une réponse : il eut fallu majorer très fortement en 1983 les impôts locaux pour aboutir, en fin d'exercice, à un excédent de clôture pour permettre l'avance de trésorerie qui est consentie à l'Etat. Mais il est, d'une part, trop tard et, d'autre part, inimaginable que les départements résorbent en un an la dette que l'Etat s'engage à combler en douze ans. C'est en ces termes que se pose le problème.

Pour finir, je voudrais soulever une autre difficulté grave qui se présente encore à la veille de ce transfert d'aide sociale. Elle concerne la responsabilité des présidents de conseils généraux dans la tarification des établissements sociaux, spécialement de ceux qui comportent une section financée par l'Etat ou par la sécurité sociale. Je pense évidemment aux centres d'aide par le travail et aux sections de cure médicale des maisons de retraite.

Les commissaires de la République ont reçu des directives précises pour limiter les dépenses réglées par l'Etat ou par l'assurance maladie.

Or, il apparaît dans de nombreux établissements que les services d'hébergement, qui restent à la charge du département, supportaient des frais indus, notamment de personnels, imputables en réalité aux services médicalisés des maisons de retraite ou aux ateliers des centres d'aide par le travail. Dès lors que les compétences sont séparées, les départements n'accepteront pas ce transfert de charges non compensé.

Il vous appartient de prendre rapidement les mesures appropriées pour que ces établissements puissent continuer à fonctionner ; en effet il n'est pas question que les finances départementales supportent la rémunération de personnels dont la charge incombe soit à l'Etat, soit à l'assurance maladie.

Les présidents de conseils généraux n'entreront pas dans l'engrenage qui conduirait les départements à faire les frais d'un assainissement trop facile des comptes de l'Etat et de la sécurité sociale.

Je terminerai sur cette mise en garde, car il apparaît aujourd'hui, à l'évidence, que votre décentralisation n'est en fait qu'un transfert de charges de gestion.

Les nouvelles libertés des collectivités locales ne consistent qu'à pouvoir augmenter les dépenses qui leur sont transférées. Elles ne sont pas autorisées à les remettre en question.

Alors, quand se dessine en plus le risque de devoir suppléer les régimes sociaux dans le financement de déficits délibérément provoqués dans les établissements par des prix de journée artificiels, la coupe déborde. Il y aurait aussi beaucoup à dire à ce sujet de la charge définitive des forfaits hôteliers des hôpitaux.

Pour conclure, je vous dis, monsieur le ministre, qu'il est nécessaire de différer la mise en application de ces transferts en matière sociale.

M. René Regnault. Et puis quoi encore ?

M. Jean Puech. Mais je pense avoir déjà évoqué suffisamment de difficultés sérieuses pour affirmer qu'une année de simulation serait nécessaire avant de se lancer dans une réforme dont les conséquences budgétaires et sociales sont considérables.

Tel me semble être d'ailleurs l'avis des services extérieurs de l'Etat qui vivent quotidiennement sur le terrain les difficultés d'une gestion dont on ne peut modifier les mécanismes complexes par des textes manifestement improvisés et publiés en catastrophe au dernier moment. Nous ne les connaissons pas encore, à quelques jours du transfert qui est fixé au 1^{er} janvier. Il serait intéressant de savoir ce que pensent réellement au fond d'eux-mêmes les responsables de ces services extérieurs de l'Etat.

Je pense que tous seraient d'accord pour reconnaître qu'un an serait nécessaire pour expérimenter en simulation un transfert dont la mise au point, à l'évidence, n'est pas achevée.

C'est ce que je vous propose, monsieur le ministre, en souhaitant que vous puissiez tirer les conséquences que dicte le bon sens. (*Applaudissements sur les travées de l'U. R. E. I., du R. P. R., de l'U. C. D. P. et de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Vidal.

M. Marcel Vidal. Mes premiers mots seront pour vous remercier, monsieur le ministre, ainsi que les membres de votre cabinet, de l'accueil que j'ai reçu dans le déroulement de la mission parlementaire que m'avait confiée auprès de vous M. le Premier ministre. Tant dans nos échanges que dans l'approche des questions les plus délicates, j'ai trouvé auprès de vous et de vos services une disponibilité efficace, qui m'a permis de remplir dans les meilleures conditions cette mission. Cette dernière portait sur deux thèmes : d'une part, les conditions d'exercice des missions des sapeurs-pompiers et, d'autre part, les mesures propres à la protection de la forêt méditerranéenne. J'évoquerai aujourd'hui avec vous, en premier lieu, quelques questions liées à la protection de la forêt, pour ensuite envisager des points importants de réforme de la profession de sapeur-pompier.

Le premier point est donc d'assurer à la forêt méditerranéenne ses meilleures conditions de protection. Il est inutile de revenir sur les éléments dramatiques du dernier été, surtout sur ceux qui ont affecté la Corse. Tous ces événements d'ailleurs, monsieur le ministre, confirment le triptyque que j'expose à l'orée du rapport, à savoir que la protection de la forêt méditerranéenne ne pourra se faire qu'au prix de ce véritable effort de cohérence.

Cohérence, parce que la protection exige le ralliement des aménageurs et des gendarmes, des paysans et des sapeurs-pompiers. La forêt doit devenir une cause commune et non pas lieu d'affrontement dans un monde clos et divisé.

A cet égard, l'entente interdépartementale joue dans le dispositif général un rôle qui est loin d'être négligeable. L'entente, au-delà des clivages traditionnels, des passions et des options politiques aux accents de la division, est un lieu de rassemblement de quatorze départements. Les conseillers généraux désignés, par une fidélité remarquable à l'entente, défendent en commun un objectif unique : chasser, chaque fois que c'est possible, la destruction de l'espace naturel, pour que, demain, la forêt redevienne champ de vie et non plus espace de désolation.

Une chose est certaine : l'entente assure en permanence la conscience du danger. Aussi ses moyens méritent-ils d'être développés et soutenus par votre département ministériel.

Dans ce même esprit, le centre de Valabre, par la formation donnée aux hommes qui vont affronter les catastrophes naturelles, joue également un rôle essentiel. Ce centre doit d'ailleurs améliorer encore son efficacité, grâce à une meilleure disponibilité de moyens propres de transports et surtout à une disposition plus complète des techniques de formation, tel l'équipement audiovisuel. Ces détails peuvent apparaître marginaux par rapport aux tâches essentielles du centre de Valabre, mais leur réalisation donnerait à l'effort de formation une efficacité plus grande. Elle témoignerait, par ailleurs, de l'entière reconnaissance des pouvoirs publics au travail effectué au centre de Valabre.

Mais l'entente interdépartementale et le centre de Valabre ne pourront rien contre la progression de la dévastation de cet espace naturel qu'est la forêt, si nous ne prenons pas conscience que l'on ne peut dissocier protection de la forêt méditerranéenne et rénovation rurale.

Paradoxalement, pour certains, c'est en Corse que furent perçus avec la meilleure acuité les liens étroits entre protection de la forêt et rénovation rurale, la Corse, qui présente le bilan le plus accablant, les hectares dévastés les plus nombreux, les catastrophes naturelles les plus inquiétantes, en Corse donc, où, sous l'influence de notre collègue M. François Giaccobi, une conscience nouvelle est en train de naître.

Certes, elle affronte obstacles et pièges. Son objectif majeur est de démontrer que le berger destructeur de la nature n'est pas une donnée irréversible. La technique du zonage permet aujourd'hui de réconcilier bergers, éleveurs, propriétaires, associations pour la défense de l'environnement. En fait, il s'agit essentiellement d'améliorer les conditions de vie de celui qui tire sa subsistance de la terre et de son usage. Le terrain d'abord broyé, puis fertilisé voit sa nouvelle destination dans le pâturage.

Certes, la démarche vient à peine de franchir les essais ; elle commence, maintenant, à devenir opérationnelle. Mais au-delà de la narration, ce qu'il faut, à mon sens, retenir, c'est, d'une part, que des voix se lèvent en Corse pour éviter la destruction de la nature qui participe à son équilibre, et, d'autre part, que le feu n'est pas une calamité irréversible. Le feu est allumé par les hommes. Cernons les causes de l'incendie et, sans mésestimer les voies de la répression, agissons sur les causes qui poussent à la dévastation pour mieux les contenir dans un premier temps, pour ensuite, dans un deuxième temps, proposer des solutions qui sont bien plus satisfaisantes, puisqu'elles concourent à des résultats économiques bien meilleurs que ceux qui sont issus de l'anéantissement du milieu naturel.

Cette lutte directe contre le feu, ces moyens mis ensemble pour donner à l'affrontement des causes les meilleures chances de succès, nous les retrouvons dans deux initiatives qu'il faudrait, à notre avis, amplifier. La première a trait aux bureaux d'étude et de centralisation des renseignements sur les incendies de forêts, plus communément nommés B. E. C. R. I. F. La seconde concerne les commissions communales des feux de forêts.

La mission des B. E. C. R. I. F. est d'intervenir le plus rapidement possible sur les lieux du sinistre. Cette intervention est la rencontre des sapeurs-pompiers, des agents de la direction départementale de l'agriculture et des gendarmes. Tous collaborent pour déterminer la course du feu, les traces laissées par le criminel, tous repères qui vont devenir très utiles au moment de la recherche. Ces lieux incendiés une première fois feront ensuite l'objet de surveillances particulières. On touche là la question du récidiviste. Les départements qui abritent le B. E. C. R. I. F. présentent des résultats encourageants. Aussi, monsieur le ministre, le rapport de mission propose-t-il l'extension des B. E. C. R. I. F. à tous les départements concernés, c'est-à-dire aux départements de la façade méditerranéenne et, bien sûr, aux deux départements de la Corse. Dans ce domaine, la pluridisciplinarité s'est avérée être le gage des meilleurs résultats.

La seconde initiative a trait aux commissions communales des feux de forêts. Sous la responsabilité du maire, c'est toute la population qui est sensibilisée, d'abord, associée, ensuite, à la défense de la forêt méditerranéenne. Les animateurs sont certes indispensables au fonctionnement des commissions. Les créer ne suffit pas ! Encore faut-il les faire vivre ! Les agents de la direction départementale de l'agriculture et de l'Office national des forêts jouent ici un rôle essentiel. Ces commissions sont habilitées à examiner ce qui est concerné par la protection de la forêt, qu'il s'agisse des délimitations du périmètre communal et de la zone forestière, du recensement des habitations concernées ou de la prise en compte de risques réels. Par ces moyens d'investigation différents et complémentaires la commission communale des feux de forêts s'avère être une pierre essentielle dans l'édification de la protection de la forêt. C'est dans cet esprit que je suggère que l'expérience tentée dans le département du Var soit étendue aux autres départements.

La défense de la forêt sera d'autant mieux assurée que les hommes qui combattent le feu verront leurs missions, leurs droits et leurs devoirs clairement définis. C'est ainsi que je propose la réorientation des missions des sapeurs-forestiers, qui doivent redevenir les ouvriers de la forêt, tâche initiale qui avait motivé leur création. Les sapeurs-forestiers sont là pour effectuer des travaux de débroussaillage, aménager des chemins d'accès, entretenir des points d'eau. Il est souhaitable qu'ils abandonnent la majeure partie de leur tâche, qui est aujourd'hui la surveillance et la lutte directe contre le feu.

C'est dans cet esprit — définir les missions, les droits et les devoirs des hommes qui combattent les catastrophes naturelles — que le discours, monsieur le ministre, que vous avez dernièrement prononcé à Biarritz, au mois d'octobre, lors du congrès de la fédération nationale des sapeurs-pompiers, laisse augurer d'avancées importantes.

Un des points soulevé le plus fréquemment par les représentants des sapeurs-pompiers est que soit opérée la réversion de la pension au profit de la veuve dont l'époux est décédé en service commandé. Vos paroles, en Pyrénées-Atlantiques, permettent de penser que, sur ce point, le Gouvernement est tout prêt à accueillir favorablement la demande des sapeurs-pompiers.

Mais il est une autre question, souvent considérée par les représentants de la profession comme fondamentale : il s'agit de l'octroi des bonifications pour le calcul de la retraite, qui permettraient au sapeur-pompier professionnel respectant, par ailleurs, les conditions habituelles, de prendre sa retraite à l'âge de cinquante-cinq ans. La profession est très sensible à ce point. Il est vrai que l'évolution de la science et de la technique a conduit les sapeurs-pompiers à intervenir d'une façon chaque fois plus délicate et dangereuse. Les hydrocarbures, les plastiques, les nouvelles substances chimiques placent les sapeurs-pompiers devant des missions dont le caractère périlleux est indiscutable. La radioactivité et les nouvelles conditions de transport concourent à donner aux sauvetages un aspect sans cesse plus complexe et plus technique.

C'est en fonction de ces nouvelles données et en raison de leurs conséquences inévitables sur l'état de santé que les sapeurs-pompiers fondent leur souhait de quitter à taux plein leur travail dès l'âge de cinquante-cinq ans. Cette possibilité est, bien sûr, assortie — le rapport insiste d'ailleurs sur ce point — de conditions bien précises, qui feraient la part des devoirs et des droits de chacun.

Il serait hautement justifié que le Gouvernement envisage les modalités de satisfaction de cette aptitude à prendre sa retraite à cinquante-cinq ans et ce, à taux plein.

Les aspects techniques de la responsabilisation financière de la mesure doivent être pris en considération, car, dans les conditions économiques et sociales qui sont les nôtres, cette responsabilisation paraît incontournable. Mais le Gouvernement écrirait là une page digne et reconnaissante envers les sacrifices que consentent les sapeurs-pompiers à la défense de la population contre les dangers qui la guettent.

Il n'est pas question, monsieur le ministre, de relater ici toutes les propositions du rapport de mission. Le but poursuivi était simplement de faire le point sur quelques questions qui paraissent appartenir au domaine du réalisable et ce dans des échéances raisonnables. Tous ceux qui sont attachés à la défense de notre forêt et, plus généralement, au progrès social y verront une nouvelle preuve de la politique de réformes hardies, dont vous assurez la responsabilité. (*Applaudissements sur les travers socialistes et communistes ainsi que sur celles de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Malé.

M. Guy Malé. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, mes propos seront limités : ayant horreur des redites, je me contenterai, m'adressant à vous, monsieur le ministre, de vous dire que la mise en œuvre d'une politique de décentralisation répond incontestablement à un besoin exprimé par les Français, notamment par les élus locaux. Mais, aujourd'hui, la décentralisation, telle que vous la mettez en œuvre, devient, pour bon nombre d'entre nous, une espérance déçue.

Certes, il est extrêmement difficile de porter un jugement global sur la cohérence de l'ensemble législatif et réglementaire que vous avez mis en œuvre depuis deux ans. Je m'efforcerai néanmoins d'être l'interprète auprès de vous, monsieur le ministre, des élus qui éprouvent une grande perplexité, voire une réelle inquiétude.

Les interrogations des élus locaux sont avant tout — vous le savez — d'ordre financier. La globalisation des différentes subventions versées par l'Etat aux collectivités locales était une nécessité. Gênée par une conjoncture économique et financière défavorable et une politique économique générale de rigueur, on peut aujourd'hui affirmer que la mise en œuvre de la globalisation ne répond pas à l'attente des élus et risque de causer aux collectivités locales de grandes difficultés financières. Ainsi, pour les petites communes, la faiblesse du taux de concours pour 1983, fixé à 2 p. 100 du montant estimé des paiements, et les montants souvent décevants de la deuxième part rendent de plus en plus difficile l'investissement des communes rurales. Elles sont donc obligées de rechercher d'autres sources de financement, soit auprès du département, qui lui aussi connaît des difficultés — j'y reviendrai plus tard — soit par l'emprunt, mais nous savons que le crédit aux collectivités locales se raréfie et devient plus cher, soit enfin par la fiscalité locale, dont nous avons déjà constaté en 1982 une augmentation inquiétante de 18,9 p. 100.

Ainsi, sur les 221 communes de mon département, 87 ont perçu moins de 1 000 francs, 125 moins de 3 000 francs, 168 moins de 10 000 francs et 10 communes seulement ont perçu plus de 50 000 francs, pour la première part.

Si vous ne vous résolvez pas à modifier le système de répartition, nous allons nous trouver dans une situation financière très inquiétante. En effet, il n'était pas rare de voir par le passé l'Etat attribuer à une petite commune une subvention spécifique qui atteignait souvent 30 p. 100 du montant de la dépense, laquelle était elle-même relayée par le département.

Aujourd'hui, je puis dire que l'investissement des communes rurales est gravement menacé. Cette analyse est confirmée par la faiblesse de la deuxième part de la D. G. E. et par les restrictions apportées aux possibilités d'épargne de cette dotation. Je me permets de vous rappeler, monsieur le ministre, que le Sénat avait proposé que les fractions de D. G. E. en attente d'emploi puissent être placées en bons du Trésor afin d'atténuer les effets de l'inflation sur ces sommes. Force nous est de constater aujourd'hui qu'une fois encore la Haute Assemblée avait bien compris les contraintes de gestion des collectivités locales.

Il apparaît urgent de remettre sur le chantier les critères de répartition de la D. G. E. qui, eux aussi, avaient fait l'objet de propositions précises de la part du Sénat.

En ce qui concerne les départements, le problème important du décalage existant entre les autorisations de programme et les crédits de paiement vous a été maintes fois soumis. Votre budget semble marquer une réelle prise de conscience de la gravité de ce problème. Nous constatons que les crédits de paiement augmentent de manière sensible. Nos rapporteurs ont d'ailleurs mis en évidence cette évolution. Néanmoins, les problèmes financiers des départements demeurent et notre rapporteur de la commission des finances, ainsi que notre rapporteur de la commission des lois, ont posé le problème du versement en douzièmes de la dotation générale de décentralisation et de la dotation globale d'équipement des départements. Il s'agit là, monsieur le ministre, d'un problème crucial pour la gestion de notre trésorerie départementale. Qu'allez-vous faire ? Quelle est votre décision ?

Nous attendons de vous des réponses précises et souhaitons qu'au plus vite vous puissiez modifier les effets pervers des mécanismes mis en œuvre.

Nous sommes favorables à la politique de décentralisation et vous savez que pour mes collègues du groupe de l'union centriste des démocrates de progrès, comme pour moi-même, notre engagement de principe en faveur d'une politique de décentralisation est un engagement de longue date. Aujourd'hui, devant les difficultés rencontrées par les élus locaux et celles que je rencontre moi-même dans l'exercice de mes fonctions de président de conseil général ou de président de l'association des maires des Pyrénées-Orientales, et face à l'évolution de la situation financière, mon inquiétude se transforme en angoisse. Je crains que la politique de décentralisation que vous menez ne rejette dans le camp des centralisateurs tous ceux qui étaient prêts, comme moi, à jouer le jeu et qui apparaissent déçus ou inquiets de ce qui se passe sur le terrain.

Si nous avons accepté de prendre les choses en main dans nos départements, d'assurer une lourde gestion départementale, nous ne pouvons qu'être inquiets face à l'avenir, et nous attendons du Gouvernement qu'il se rapproche davantage du Sénat pour tous les textes intéressant l'autonomie et le développement des collectivités locales. Pourquoi ne pas envisager qu'ils ne puissent à l'avenir être adoptés qu'avec l'accord de la Haute Assemblée ? La décentralisation, monsieur le ministre, y gagnerait des adeptes et des chances de succès.

Il s'agit là, voyez-vous, d'une proposition dont l'évolution financière de votre réforme démontre aujourd'hui le bon sens. Le Sénat, avant vous, avait vu les dangers d'une politique de décentralisation trop hâtive ou trop impécunieuse. Nous sommes en train de payer les effets de cette imprévoyance. Demain, nous risquons de les payer par un retour à une centralisation de fait qui trouvera toujours un terrain propice tant que la déconcentration ne sera pas engagée.

Telles sont nos inquiétudes, nos interrogations. Il convient, monsieur le ministre, que vous y répondiez avec précision, car la décentralisation est en train de perdre des partisans ; elle risque demain de perdre des acteurs. Croyez que je le regretterais car je ne le souhaite pas, mais votre responsabilité y est entièrement engagée ! (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., de l'U.R.E.I., du R.P.R. — M. Jacques Pelletier applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. Michel Giraud.

M. Michel Giraud. Depuis le vote des premières grandes lois de décentralisation, c'est le deuxième budget de votre département ministériel, monsieur le ministre, que vous présentez au Parlement. Vous avez fait état d'un bilan global de la décentralisation en évoquant les douze projets de loi votés, le treizième et le quatorzième en cours de discussion et les cent décrets publiés. S'y ajoutent les instructions et circulaires, parues ou non au *Journal officiel*, mais liées à la mise en place de la réforme. Personne, surtout pas les sénateurs, encore moins le président de l'association des maires de France, ne mettra en doute, monsieur le ministre, l'ambition de votre projet.

Heureusement engagés sur le chemin difficile de la décentralisation depuis le début de la V^e République, les 36 400 maires et les 500 000 élus locaux de France sont toujours prêts à jouer le jeu. Il n'en reste pas moins vrai qu'un certain nombre d'entre eux, confrontés sur le terrain de la vie locale à la mise en œuvre quotidienne de la décentralisation, expriment des préoccupations et des inquiétudes qu'on ne saurait négliger.

Quel est l'objectif essentiel, l'idée force de la décentralisation ? C'est de rapprocher la décision du terrain où elle doit s'appliquer en donnant aux élus, qui sont l'expression de la volonté populaire, les moyens de l'appliquer. C'est moins d'Etat pour un Etat plus fort et plus de nation pour une nation plus responsable.

Sur le plan juridique, si l'on en juge par la masse des textes législatifs et réglementaires publiés, nul doute qu'une transformation soit en marche. Mais sur le terrain, êtes-vous tout à fait certain que les 36 000 maires de France, notamment les 29 000 maires des communes de moins de 1 000 habitants, s'y reconnaissent parfaitement bien ?

En juillet 1981, vous disiez : « Je pense à ces élus des villes petites et moyennes, aux élus ruraux, à ces paysans, à ces ouvriers, qui s'identifient à leur ville, à leur village, qui en connaissent presque tous les habitants, toutes les rues, tous les besoins. Ces maires, ces conseillers généraux, sacrifient leurs heures de loisirs, quand ils ne prennent pas sur leur temps de travail, pour s'occuper de leur mairie, de leur canton. »

Monsieur le ministre, êtes-vous tout à fait certain qu'ils auront la possibilité d'assimiler les textes qui les concernent, sans perdre un temps précieux en quête de conseils ?

Je sais bien que vous avez lancé des campagnes d'information, mais une fois l'orateur passé, les réalités demeurent, et c'est encore l'administration préfectorale, avec sa longue expérience des hommes et du terrain, qui constituera l'un des recours permanents, à la condition toutefois qu'au sommet de l'Etat, l'autorité soit exprimée avec suffisamment de force pour rappeler les règles du jeu à tous les ministres d'un Gouvernement qui se doit d'être sincèrement décentralisateur et parfaitement solidaire pour exorciser toute tentation centralisatrice.

Pour que la décentralisation ne soit pas un vain mot, il faut aussi — deuxième condition — que les élus disposent des moyens nécessaires à son application, notamment des moyens financiers. A cet égard, vous avez pris un engagement solennel : garantir aux collectivités territoriales que les transferts de compétences seront accompagnés d'un transfert intégral des ressources consacrées jusqu'à présent par l'Etat à ces compétences. Cet engagement est désormais inscrit dans la loi.

Au moment où vous présentez votre budget, vous savez bien, monsieur le ministre, qu'en matière de dotation de fonctionnement, de dotation d'équipement ou de décentralisation, les élus sont soucieux. Les dispositions récentes de blocage des prix des services n'arrangent rien. Elles sont génératrices de fiscalité supplémentaire. La limitation des perspectives d'emprunt assombrit un peu plus l'horizon.

Sur certains points, le Gouvernement, reconnaissant ses erreurs, a dû corriger le tir. Les experts ont repris leurs calculs, précise leurs critères, affiné leurs paramètres. Dans la hâte souvent, et donc dans l'improvisation, ils vont mettre au point de nouveaux textes qui corrigeront les premiers, mais sans parvenir à convaincre.

Mais ce qui nous inquiète le plus, c'est le rapport entre l'évolution des ressources transférées et l'évolution des charges. Sur ce point, les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat ont exprimé de sages réserves et de pressantes interrogations.

Les maires aussi sont inquiets. Il est temps de les rassurer, et comment les rassurer si ce n'est en recherchant une meilleure adaptation des ressources des communes, qui doivent être moins rigides, plus évolutives, mieux adaptées à la diversité des situations, qui doivent mieux tenir compte de l'inégale répartition des richesses, selon les différentes catégories de communes et selon les régions ?

Pour ce qui est de moyens en personnel — troisième et dernière préoccupation — le projet de loi relatif à la fonction publique territoriale ne suscite pas l'enthousiasme, non que les maires contestent l'opportunité qu'il y a à clairement définir les droits des fonctionnaires territoriaux, mais parce qu'ils ont tendance à penser qu'en ce domaine, leurs pouvoirs seront demain fragiles et controversés.

N'était-il vraiment pas possible de mieux harmoniser les légitimes préoccupations des maires — de tous les maires et, en particulier, de ceux de ces petites communes qui ne disposent que de quelques employés, et souvent d'un ou deux seulement — et certaines aspirations catégorielles ou syndicales ?

C'est pourtant bien la responsabilité des élus qui est en cause. Ce sont les élus qui ont reçu mandat de leurs concitoyens pour administrer la cité, assurer son développement dans la paix

civique, apporter à tous les habitants les services, les prestations, l'expression de la solidarité collective pour que la commune, cellule de base de notre société, soit animée d'un véritable esprit communautaire.

Monsieur le ministre, il m'appartient de vous le dire : les maires sont profondément désireux d'assumer, et d'assumer pleinement, leurs responsabilités. Mais les textes qui leur sont imposés aujourd'hui leur paraissent présenter souvent plus de contraintes que de libertés nouvelles. Alors qu'ils espèrent la simplification des dispositions administratives, ils voient déferler sur eux une avalanche, une marée blanche de décrets et de circulaires. Alors qu'ils attendent que l'œuvre de décentralisation engage tous les responsables, voilà qu'ils éprouvent la résistance de certains ministères techniques qui n'ont pas abandonné leurs réflexes égocentriques.

Comme ils souhaiteraient, monsieur le ministre, comme nous souhaiterions tous, que se réalise rapidement et concrètement la profession de foi qui était la vôtre, en 1981 ! « Les ministres de François Mitterrand et de Pierre Mauroy — disiez-vous — pensent que se dépouiller d'une partie de leurs attributions au profit des élus locaux, départementaux et régionaux, c'est non pas déchoir mais bien servir la France en donnant à ceux qui en forment le tissu le droit d'être eux-mêmes et la possibilité de jouer pleinement leur rôle. »

J'aimerais que dans bien des domaines disparaisse l'idée archaïque selon laquelle le pouvoir de l'Etat peut ou doit s'affirmer contre celui des élus, des communautés, des citoyens.

Le rôle de l'Etat, ce n'est assurément pas de reprendre ce qu'il a donné, de multiplier les contraintes et les réglementations au point de stériliser, chez les acteurs du terrain, l'esprit d'initiative et d'entreprise, de se défaire d'une partie de ses charges.

Le rôle de l'Etat, c'est, en revanche, d'assurer la paix civile entre les citoyens, de protéger les faibles et les plus démunis, d'empêcher de nuire ceux qui refusent les règles sociales, de protéger, mieux qu'aujourd'hui, les personnes et les biens, de favoriser le libre développement de la démocratie, de permettre aux élus d'assumer la plénitude de leurs responsabilités.

Le temps n'est plus où l'on pouvait espérer confier à l'Etat le soin de changer la société ou de changer la vie. Dans tous les domaines de la vie économique, sociale, culturelle, les Français veulent prendre leur destin en main, à travers des communautés restreintes : la famille, les associations, les entreprises ou les collectivités locales. Le vrai changement s'inscrit sous le signe de la diversité du local et du quotidien. Voilà pourquoi, si on leur en donne réellement les moyens, les communes constituent la vraie force de changement, d'adaptation et de renouveau.

Enracinées dans le plus lointain passé, les communes ont pour elles l'assise et l'autorité que confère l'histoire. Qu'on leur permette de disposer des moyens, de tous les moyens de la liberté et je suis convaincu, monsieur le ministre, qu'elles s'affirmeront, à travers le dévouement de ces centaines de milliers d'élus locaux qui représentent les forces vives de la démocratie, comme la première des chances pour l'avenir de la France. (*Applaudissements sur les travées du R.P.R. et de l'U.R.E.I. ainsi que sur certaines travées de l'U.C.D.P. et de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Durand.

M. Jacques Durand. Maire d'une commune rurale et président d'un conseil général, vous comprendrez, monsieur le ministre, que mon intervention sur le projet de budget pour 1984 traite essentiellement des problèmes des collectivités locales.

Persuadé de la justesse des choix politiques fondamentaux qui ont été opérés en la matière, j'estime juste de louer le Gouvernement de poursuivre les mesures décentralisatrices car les collectivités locales, conscientes de la confiance qui leur a été accordée, acceptent de saisir la chance qui leur est offerte, c'est-à-dire de participer plus avant à la vie démocratique du pays.

Certes, la décentralisation appelée par les vœux de tous et que seule la gauche a osé mettre en œuvre, aurait, il y a quelques années, en période de croissance économique, pu être réalisée dans des conditions optimales. Dans l'actuelle période de crise économique, les choses, bien que tout à fait réalisables, sont à l'évidence plus difficiles.

Il convient, à cet égard de constater que, dans la plupart des cas, les finances des communes et des départements ne pourraient supporter les nouvelles charges éventuelles qui seraient induites par les transferts de compétences.

Les principes d'équivalence, clairement annoncés entre les compétences et les ressources transférées devront donc être scrupuleusement respectés.

En outre, les départements doivent continuer à supporter une grande partie des frais de fonctionnement des préfectures. Or, bien souvent, la progression de ceux-ci a été indexée par les conventions Etat-département sur le coût de la vie et non

sur celui de la dotation globale de fonctionnement des départements dont la progression prévue est de 6,96 p. 100 en 1984, d'où un différentiel de 2 à 2,5 p. 100.

En résumé, je tiens à vous dire que les compétences nouvelles dévolues aux collectivités locales en 1984 doivent impérativement être neutres car la progression de la fiscalité directe locale — compte tenu de la place importante qu'y tient la taxe professionnelle — ne peut, dans la période actuelle, être accentuée ; de même un recours accru à l'emprunt sera plus difficile car l'accès au crédit par les collectivités locales sera logiquement limité par un certain nombre de priorités, notamment celle donnée à l'industrie.

Outre les dotations globalisées classiques telles que la D.G.F. ou le fonds de compensation de la T.V.A. — dont le taux progresse de 14,966 p. 100 à 15,325 p. 100 — la dotation générale de décentralisation devra compenser en 1984 les compétences transférées, soit, pour les départements, l'aide sociale, la santé, les ports maritimes et les transports scolaires, notamment.

Il convient, à cet égard de constater les difficultés qui pourraient résulter d'un trop faible accroissement de ces ressources nouvelles en particulier de la vignette automobile et des droits de mutation.

En effet, il est constaté que le produit des impôts transférés ne s'accroît pas sensiblement d'une année sur l'autre et que le montant de la D.G.D. sera actualisé tous les ans sur la base de la progression de la D.G.F., donc sur celui du produit de la T.V.A.

Or, rien ne prouve que la progression globale des dépenses d'aide sociale des collectivités locales correspondra à l'évolution de la D.G.F.

Le fait d'asseoir l'actualisation annuelle de la D.G.D. sur le taux de progression de la D.G.F. donne à réflexion car l'évolution des dépenses d'aide sociale est pour l'instant très difficilement maîtrisable au plan local puisqu'elle est fonction de prestations dont le taux et les modalités d'attribution sont définies au niveau national, et que les départements ne pourront les réviser qu'en hausse.

En ce qui concerne la dotation globale d'équipement sur laquelle je voudrais me pencher plus précisément, je remarque que cette dotation qui regroupe l'ensemble des subventions spécifiques d'investissement versées par l'Etat aux collectivités locales, procède d'une très bonne idée et qu'elle correspond à une demande déjà ancienne des élus locaux.

C'est, en effet, un facteur de liberté et de solidarité puisque la D.G.E. supprime tous les contrôles techniques et financiers préalables exercés par l'Etat pour l'attribution de subventions spécifiques et qu'elle tient compte, à la différence de la plupart de ces anciennes subventions, de la richesse relative de la collectivité.

C'est également un facteur de sécurité puisque les collectivités déterminent elles-mêmes, par le niveau de leurs investissements, le montant des concours financiers de l'Etat qu'elles percevront.

C'est enfin un facteur de simplicité puisqu'elle supprime l'obligation de produire des dossiers et qu'elle permet un gain de temps considérable.

La mise en œuvre de la D.G.E. en 1983 a cependant mis en lumière un certain nombre de difficultés d'application.

Une étude de la modification des critères de répartition de la D.G.E. semble absolument nécessaire pour tenir compte de la situation particulière de chaque département. En effet, les dépenses de voirie peuvent être très variables selon l'importance du réseau routier ou autoroutier national et les handicaps topographiques constatés. Cette étude a été annoncée et un projet de loi doit être déposé dès cette session ; il conviendrait que nous puissions en connaître la teneur le plus rapidement possible.

La deuxième part de la dotation globale d'équipement départementale ou dotation globale d'équipement rural permet aux départements de redistribuer aux communes les apports financiers des anciennes subventions spécifiques du ministère de l'Agriculture. Je voudrais à ce sujet formuler quelques remarques.

Ce rôle de distribution des crédits d'Etat a posé, en 1983, dans les départements, et en particulier dans le mien, le département du Tarn, des problèmes certains qui tenaient au niveau relativement faible des crédits de paiement intégrés dans la D.G.E. pour sa première année de mise en application. Beaucoup de départements ont accepté, sur l'incitation d'une circulaire du ministère de l'Intérieur, d'engager un programme pluriannuel de subventions à l'équipement rural non gagé sur des crédits de paiement d'un niveau équivalent.

Cela pose un certain nombre de problèmes, en particulier quant à la légalité des décisions d'engagements — la signature d'un marché de remembrement, par exemple — non gagés sur des inscriptions budgétaires équivalentes. Certes, ces difficultés étaient inhérentes à la mise en place du système et devraient être atténuées en 1984 et 1985 du fait de la progression des crédits de paiement par rapport aux autorisations de programme ;

elles ont néanmoins mis en relief l'inadéquation des finances départementales — qui ne connaissent pas, en droit, la notion d'autorisation de programme — au rôle de redistribution de crédits d'Etat que le législateur a entendu confier aux départements.

Une refonte de la législation en matière de finances départementales me semble donc devoir être étudiée pour atténuer les rigidités du système actuel.

Par ailleurs, la mise en place de la D.G.E. pose certains problèmes difficiles à résoudre pour certains investissements ponctuels importants, en particulier en matière de remembrement.

Pour ce qui concerne le département du Tarn, du fait de la mise en place d'une voie rapide, la charge nette induite pour le département, déduction faite des dépenses assumées par l'Etat, s'établira pour la période 1984-1986 à 16 millions de francs, alors que la dotation globale d'équipement rural n'a représenté en 1983 qu'un montant de 1 758 000 francs.

Dans le système antérieur, les études de remembrement étaient prises en charge à 100 p. 100 par l'Etat, mais le transfert de compétence en matière d'aménagements fonciers a ramené cette prise en charge par l'Etat de 100 p. 100 à 4 p. 100 en 1983. Il me semble qu'à ce propos, il conviendrait d'établir une distinction — comme cela a été fait en matière d'hydraulique agricole — entre les opérations de remembrement d'intérêt régional, voire national — telles que celles qui sont liées à la construction d'une autoroute — et les autres opérations.

Les premières pourraient, à mon sens, demeurer de la compétence de l'Etat et les secondes être attribuées aux départements. Je saisisrai l'administration d'une proposition de modification de la réglementation en la matière.

En ce qui concerne la D.G.E. communale, la faiblesse du taux de couverture de la part principale en 1983 — 2 p. 100 — a inquiété beaucoup de communes ; cette inquiétude devrait être largement atténuée en 1984 et levée en 1985, compte tenu de la progression des autorisations de programme et des crédits de paiement résultant de la globalisation progressive des subventions spécifiques dans la D.G.E. — 20 p. 100 en 1983, 60 p. 100 en 1984, 100 p. 100 en 1985. Ainsi les autorisations de programme progresseront, en 1984, de plus de 60 p. 100 et les crédits de paiement tripleront quasiment, ce qui permet d'espérer un taux beaucoup plus élevé en 1984.

Au-delà de ces observations sur les moyens financiers nécessaires à la décentralisation, il convient de se féliciter du respect du calendrier prévu pour la mise en place des transferts et, malgré les inquiétudes bien légitimes et sous réserve des adaptations de la réglementation qui se révéleront nécessaires au vu de son application, il convient de constater que les collectivités locales, conscientes de la confiance qui leur a été accordée par l'Etat, ne laisseront pas passer la chance qui leur est enfin offerte de participer plus intensément, et de manière responsable, à la vie publique et économique du pays.

Telles sont les raisons pour lesquelles, monsieur le ministre, nous, socialistes, nous approuvons sans réserve le projet de budget de votre ministère. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Cluzel.

M. Jean Cluzel. A cette heure avancée de la nuit, monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je résumerai mon propos à grands traits et je n'évoquerai que les problèmes concernant la voirie des communes rurales, de ces petites communes rurales qui sont quelques milliers dans notre pays et qui, devant entretenir d'importantes longueurs de chemins, sont par conséquent responsables d'un patrimoine routier qui exige lui-même, périodiquement, des travaux.

Avant l'exercice actuel, ces communes avaient la possibilité de faire appel, tous les trois ou quatre ans, à l'Etat ou au département pour un projet de réfection de voirie. Or — on vient de le dire à l'instant même — cette année, les 30 p. 100 auxquels elles étaient habituées se sont transformés en 2 p. 100. Nous assistons ainsi à un phénomène de globalisation.

Nous constatons, également, monsieur le ministre, que l'on s'écarte dans la réalité du très bel exemple de calcul de la D.G.E. d'une commune rurale qui est cité en page 5 du numéro 27 de la revue *Démocratie locale*.

En effet, monsieur le ministre — je fais appel à votre expérience — ni vous ni moi, n'avons vu de commune rurale de 3 200 habitants et je ne connais pas davantage de commune rurale qui puisse aligner cette année un budget d'investissement de 2 200 000 francs. Je crois que le cas de figure, qui est envisagé dans cette excellente revue par ailleurs, n'existe pas et je n'aurai pas la cruauté d'insister davantage.

Il faut considérer les problèmes tels qu'ils sont, et notamment ceux des communes rurales qui voient leurs activités autres qu'agricoles diminuer, leurs habitants disparaître et, par consé-

quent, leurs possibilités fiscales se réduire alors que les besoins d'entretien du patrimoine, de la voirie en particulier, demeurent aussi grands.

Je voudrais citer les chiffres du département que j'ai l'honneur de représenter, non pas parce que je le représente, mais parce que, le 23 septembre dernier, vous avez envoyé à Moulins le directeur général des collectivités locales — il nous a fait du reste, un excellent exposé — et que cette prise de contact avec plus de 600 élus de l'Allier a permis à ce haut fonctionnaire de se rendre compte sur le terrain des problèmes que je suis en train d'évoquer devant vous. Ainsi, ce sont 23 millions de francs de travaux qui n'ont pu être réalisés en 1983, pour les raisons que je viens brièvement d'exposer, alors que la totalité de la voirie communale du département représente 4 034 kilomètres, dont la plus grande partie se trouve à la charge des communes rurales ! Ce n'est pas notre faute si, dans notre département, l'habitat est dispersé et que l'élevage prédomine, ce qui nécessite, évidemment, beaucoup de chemins.

Cet entretien du 23 septembre a été suivi non seulement d'échanges de courrier, mais aussi du dépôt, de la part de certains de mes collègues et de moi-même, de questions écrites. Tout récemment, j'ai reçu une lettre de vous, monsieur le ministre, datée du 24 novembre.

J'y relève l'argumentation que vous avez développée tout à l'heure dans votre discours et l'affirmation du principe contenu dans la loi du 2 mars 1982, rappelé par M. Michel Giraud : transfert de compétences à coût nul. Nous souhaitons que la réalité concorde avec cet objectif que vous avez d'ailleurs rappelé dans votre lettre aux parlementaires du 17 août de cette année.

Votre courrier du 24 novembre nous apportait deux éléments nouveaux.

Le premier est l'amendement du Gouvernement que vous proposez au projet de loi n° 1 807, déposé à l'Assemblée nationale, portant modification de la dotation globale d'équipement. Cet amendement, s'il était adopté, permettrait d'apporter aux petites communes rurales une aide mieux adaptée au rythme et à l'importance de leurs investissements en matière de voirie. L'objectif de cet amendement est exactement celui que nous poursuivons. Il importe que le mécanisme, en revanche, rappelle cet objectif et que les moyens financiers nécessaires puissent être dégagés dès l'exercice 1984.

Le second élément intéressant, c'est que, dans le même texte, une modification des critères de répartition de la D.G.E. est envisagée afin d'éviter les difficultés rencontrées en 1983.

Je ne puis qu'approuver cette double initiative.

Je constate qu'une visite sur le terrain est toujours nécessaire ; elle a permis à un haut fonctionnaire de collaborer à la mise au point de mécanismes que j'espère adaptés aux problèmes spécifiques de ces communes rurales. (*Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I., de l'U.C.D.P. et de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Bernard-Charles Hugo.

M. Bernard-Charles Hugo. Monsieur le ministre, deux missions essentielles incombent à l'Etat : c'est, d'abord, l'assurance de la sécurité intérieure ; c'est, ensuite, l'établissement de liens indispensables entre l'Etat et les collectivités locales.

Force est de constater, à l'examen de votre budget pour 1984, que ces deux missions sont menacées.

Pour ce qui est de la sécurité intérieure, la faiblesse des moyens prévus pour l'année à venir va compromettre l'efficacité de notre police ; plus, elle risque de saper son moral et donc de remettre en cause sa motivation.

Les moyens humains font cruellement défaut, ainsi que d'autres orateurs l'ont dit avant moi. Cinquante postes seulement seront créés cette année pour faire face à la montée du terrorisme et à la petite délinquance.

Monsieur le ministre, l'insécurité règne dans toutes les villes, qu'elles soient grandes, moyennes et petites, insécurité due à la petite et moyenne délinquance — cambriolages, agressions, vandalisme, méfaits liés à la drogue, qui sont en constante augmentation. Les Français éprouvent un sentiment d'insécurité ; ils s'estiment mal protégés ; ils se sentent atteints dans une liberté fondamentale, celle de vivre tranquillement sans redouter une attaque de leur personne ou de leurs biens.

Les créations de postes depuis 1981 ont été en partie absorbées par les nouveaux aménagements d'horaires et ne représentent pas vraiment une augmentation d'agents et des possibilités supplémentaires d'intervention efficace.

Quant aux moyens donnés à l'équipement, non seulement ils ne suivent pas la hausse des coûts, mais ils régressent en francs constants. Ainsi, les crédits pour les carburants n'augmenteront que de 3 p. 100 ; cette faible augmentation ne compensera pas la hausse prévisible des prix ; il s'en suivra une réduction du nombre des missions des patrouilles dans les villes.

Pour l'acquisition et l'entretien des véhicules, les crédits n'augmentent que de 4,16 p. 100; cela signifie un vieillissement du parc automobile.

Il y a plus grave encore : ces moyens ne suivent pas l'évolution et les perfectionnements de plus en plus rapides des moyens et outils dont disposent les milieux de la grande délinquance et du terrorisme.

Je voudrais ajouter que la très grande complexité des conditions d'avancement dans la police, des structures hiérarchiques, ainsi que de la répartition des compétences et des responsabilités démobilisent des hommes voués avant tout à la protection des citoyens.

J'aborderai maintenant le deuxième volet de mon intervention, relatif au vaste problème de la décentralisation — qui a déjà été traité ici par presque tous les orateurs — et aux moyens mis en place pour sa bonne application.

Nous remarquons, comme dans les autres fascicules budgétaires, un désengagement croissant de l'Etat.

Certains prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités locales, telle la dotation globale de fonctionnement, n'évoluent plus que modestement. Nous savons que la D.G.F. est liée aux recettes nettes de la T.V.A.; son évolution est donc freinée par le ralentissement de l'activité économique. Sa progression pour 1984 est estimée en moyenne à 6,96 p. 100, alors qu'elle était de 11,50 p. 100 entre 1982 et 1983.

Les collectivités locales sont les premières victimes de l'inconséquence des politiques économiques successives du Gouvernement.

Les mesures contribuant au développement de l'équipement des collectivités locales ne sont pas adaptées. Si la dotation globale d'équipement passe de 1 200 millions de francs à 2 450 millions de francs, elle n'est actuellement qu'une goutte d'eau dans les budgets locaux, où elle représente moins de cinquante francs par habitant à partager entre communes et départements.

Le saupoudrage prévu par la loi et les textes d'application n'est pas le meilleur système de transfert des crédits.

Par ailleurs — cela a déjà été dit — les collectivités locales sont pénalisées dans l'accès au crédit public. L'argent devient cher et trop rare. Il est devenu courant d'emprunter à 13 p. 100, 14 p. 100, 15 p. 100 et même plus pour des prêts à court terme ou à moyen terme.

Le pouvoir a fait entrer les collectivités locales dans un système où l'on impose un minimum de ressources et un maximum de responsabilités!

S'agissant des mesures accompagnant la décentralisation, le budget pour 1984 fait apparaître pour la première fois la dotation générale de décentralisation, qui sera alimentée par les versements budgétaires de l'Etat destinés à compenser les pertes dues aux transferts de compétences. Il est douteux qu'elle soit à la mesure des dépenses nouvelles qui vont incomber aux collectivités locales l'an prochain.

A la suite du transfert de l'aide sociale aux départements, 20 milliards de francs supplémentaires devront être financés par les conseils généraux alors qu'en contrepartie 12 milliards de francs seulement de recettes sûres seront transférés de l'Etat aux départements.

Dans un département défavorisé comme l'Ardeche, que je représente, qui compte 19 p. 100 de personnes âgées, de nombreux établissements médicalisés ou non, des établissements pour handicapés, comment voulez-vous que la situation ne devienne pas critique? Les dépenses d'aide sociale du département représentent 47 p. 100 de la section de fonctionnement. La dotation générale de décentralisation et les transferts de fiscalité — le transfert de la taxe différentielle sur les automobiles, par exemple — ne suffiront pas à compenser les pertes. Comment pourra-t-on assurer la trésorerie en 1984? C'est là tout le problème, puisque les premiers versements interviendront en 1985.

On assiste à un glissement d'un transfert de compétences et de responsabilités vers un transfert de charges. Tout se passe en réalité comme si, derrière la décentralisation, se dissimulait une large entreprise de débudgétisation. Cela est d'autant plus incompatible avec ce que vous nous aviez dit de la réforme que l'Etat continue, par le biais du contrôle de la légalité, à mettre en œuvre dans les collectivités locales, la responsabilité et auxquelles il aurait intérêt à participer pour les mener à bien.

Faute de temps, je n'ai fait, monsieur le ministre, qu'un bref exposé des griefs que nous formulons à l'encontre de votre budget et qui nous empêcheront, bien entendu, d'y apporter nos voix. (Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I. et de l'U.C.D.P.)

M. le président. La parole est à M. Regnault.

M. René Regnault. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, alors que l'ensemble du budget de fonctionnement de l'Etat augmente de 5,1 p. 100 pour 1984, pour un objectif d'inflation de l'ordre de 5 p. 100, toutes choses comparables, le budget de l'intérieur et de la décentralisation se traduit par une augmentation de 9,8 p. 100 pour les crédits de fonctionnement, de 10,7 p. 100 pour les autorisations de programme et de 38 p. 100 pour les crédits de paiement.

Ce budget traduit une attention et un effort certains en direction des collectivités locales.

En cette deuxième année de la décentralisation, il apporte les réponses financières aux engagements pris par le Gouvernement dans le cadre de la décentralisation, qu'il s'agisse de la dotation globale d'équipement, de la dotation générale de décentralisation, des efforts au bénéfice des collectivités les plus défavorisées, des 100 millions de francs pour les départements défavorisés, des 130 millions de francs pour ceux que desserviront les modifications des barèmes de l'action sociale ou encore de la prise en charge de certaines dépenses par l'Etat.

Avant de vous dire mes préoccupations et mes souhaits quant aux aides financières aux collectivités territoriales, je voudrais rappeler, pour ceux qui les ignoreraient, et surtout pour ceux qui feignent de les ignorer, quelques données à mes yeux essentielles.

Au cours de la dernière décennie, la pression fiscale des communes et départements a, en moyenne, augmenté de 17 p. 100, celle des départements ayant atteint 15,6 p. 100. Pour 1983, an I de la décentralisation départementale, la pression fiscale des départements a progressé de 13 p. 100.

Pour les communes, on sait que la croissance de la taxe d'habitation — déduction faite des dégrèvements consentis par le Gouvernement au travers de la loi du 28 juin 1982 — n'atteindra pas 11 p. 100, au lieu de 17,43 p. 100 l'année précédente.

A ceux qui, pour dissimuler leur hostilité à la décentralisation, n'hésitent pas à parler de « supercherie » pour la qualifier et de « matraquage fiscal » pour la condamner, il est donc permis de répondre, au vu des données de 1983, que la décentralisation ne s'est pas traduite par une aggravation de l'effort fiscal local, bien au contraire.

Quant aux transferts, ils sont, comme le prévoit l'un des principes inscrits dans la loi du 7 janvier 1983, à coût nul pour les collectivités territoriales.

La constatation en est faite — et cela a déjà été rappelé — par une commission composée uniquement d'élus et présidée par un haut magistrat de la Cour des comptes. Au cours de sa réunion d'octobre 1983, à l'unanimité de ses membres — je dis bien « à l'unanimité » — cette commission a observé que le principe avait été rigoureusement respecté pour la formation professionnelle transférée aux régions au cours de l'année 1984.

Un transfert de fiscalité dont le rendement progresse plus vite que les charges qu'il est appelé à compenser et la D.G.D. garantissent ce principe.

Observons encore que la dette de l'Etat à l'égard des départements en matière sociale — dette qui n'a cessé de s'aggraver pour atteindre 9 milliards de francs à la fin de l'année 1983 — sera apurée à partir de 1984. Voilà un engagement du Gouvernement, du gouvernement de l'union de la gauche, qu'aucun autre avant lui n'avait pris!

La D.G.F. augmentera pour 1984 de près de 7 p. 100. Tout représentant des communes et des départements vous dira, monsieur le ministre, qu'une croissance supérieure aurait été préférable.

Il faut objectivement avoir au moins deux considérations présentes à l'esprit.

Premièrement, la D.G.F. a été créée par une loi de 1972; son montant, selon un ratio qui est fixé par la loi, est lié au produit de la T.V.A., qui, lui-même, dépend de l'activité économique et donc du chiffre d'affaires, lui-même sensible à l'évolution de l'inflation. On ne peut pas être favorable à la réduction de l'inflation et solliciter simultanément son effet pervers sur l'augmentation des coûts nominaux!

Deuxièmement, ce qui compte pour nous, élus, c'est ce que nous pourrions faire de plus avec l'argent attribué par l'Etat, c'est-à-dire avec la différence entre le taux d'inflation et la croissance de la D.G.F.

Sur un plan arithmétique, il est équivalent d'avoir une D.G.F. à plus 7 p. 100 pour une inflation à plus 5 p. 100, et une D.G.F. à plus 16 p. 100 avec une inflation à plus 14 p. 100.

Si, sur le plan arithmétique, c'est la même chose, sur le plan économique, pour notre pays, pour son redressement, mieux vaut la première solution.

Les élus locaux ont intérêt à ce que soit réduite l'inflation. Notre devoir est de nous mobiliser aux côtés du Gouvernement pour gagner la bataille engagée sur ce terrain, c'est-à-dire les 5 p. 100 en 1984.

Toutefois, j'appellerai l'attention sur la charge relative aux frais financiers. En période de déflation, elle pénalise, à contre-temps, les plus dynamiques d'hier. Je souhaiterais connaître les intentions du Gouvernement face à ce douloureux problème.

La dotation globale d'équipement a fait l'objet d'une approbation générale. Le principe est cohérent avec la décentralisation et bon, eu égard à l'autonomie, à l'approfondissement de la responsabilité des élus. Je redirai, monsieur le ministre, et ma satisfaction et mes craintes et souhaits.

Oui, le principe en est bon pour toutes les collectivités territoriales. Toutefois, comme j'ai eu l'occasion de le dire à cette tribune, les modalités d'application doivent être nuancées, différenciées.

Des modalités générales d'attribution constituent un handicap pour les petites collectivités aux sections d'investissement diversément lourdes d'une année sur l'autre. Je plaçais pour une partition en une D.G.E. classique et une D.G.E. constituant un fonds de subventions spécifiques, géré par exemple au niveau départemental. Je continue à plaider en ce sens.

Je proposais que le seuil soit fixé à 3 500 habitants. J'accepte aussi qu'il soit de 2 000 habitants. Toutefois, je suggère de retenir non seulement les communes de moins de 2 000 habitants, mais aussi les fusions de communes, dès lors que chaque section n'atteint pas 2 000 habitants.

Les effets pervers sur l'investissement des communes rurales, découlant d'un émiettement des crédits d'aide de l'Etat aux équipements, me faisaient craindre quant à la possibilité pour ces collectivités d'engager de gros investissements, tels les équipements ruraux.

Dès 1983, les crédits correspondants ont été versés à la dotation globale d'équipement départementale, ce qui, en quelque sorte, a permis de préserver une certaine spécificité et des taux de subventions significatifs.

Monsieur le ministre, je voudrais vous demander si cette part rurale de la D.G.E. départementale évoluera conformément à ce qui nous a été promis ?

Je vous poserai brièvement quelques questions. La dotation représentative de la charge des logements des instituteurs continuera-t-elle d'être individualisée et revalorisée ?

La fiscalité locale doit faire l'objet d'une réforme qui, à mon avis, doit être globale et conduite dans la concertation et par simulation. Peut-on, monsieur le ministre, connaître les intentions du Gouvernement en la matière ?

En cette période difficile, qui oblige à une gestion rigoureuse et courageuse, tant au niveau de l'Etat qu'à celui de la plus petite commune rurale, la décentralisation, l'élargissement et le renforcement des responsabilités doivent nous permettre d'optimiser le rendement économique, social et culturel de l'argent public.

Pour réussir la décentralisation, la volonté des élus locaux est nécessaire, mais il faut aussi pouvoir compter sur nos personnels, dont on attend qu'ils soient toujours plus compétents et plus efficaces. Des projets de loi portant statut, d'une part, formation et perfectionnement de ces personnels, d'autre part, sont attendus.

Pourriez-vous nous donner des précisions sur le calendrier ?

La gestion des personnels est, pour une part, assurée par les syndicats de communes. Demain, elle le sera pour une part plus importante encore. Le budget des syndicats, demain centres de gestion, est appelé à croître ; il comporte quasi exclusivement des crédits de fonctionnement ; leur éligibilité à la dotation globale de fonctionnement serait tout à fait fondée. Le Gouvernement, monsieur le ministre, est-il disposé à se ranger à cet avis ?

La politique engagée, par votre ministère, en faveur de la décentralisation, comme la politique de redressement économique et de relance de la croissance, à laquelle les collectivités territoriales sont associées et intéressées, sont, l'une et l'autre, pleines de promesses pour l'avenir de la France et donc des populations des collectivités territoriales.

C'est pour toutes ces raisons que le groupe socialiste vous assure de son soutien total. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Mont.

M. Claude Mont. Monsieur le ministre, dans la plus extrême concision, je souhaite vous interroger sur les pressants problèmes qui commencent à se poser aux conseils municipaux pour la confection des budgets des communes pour 1984.

Dès votre arrivée aux hautes responsabilités que vous assumez aujourd'hui, le 10 juin 1981 très exactement, vous affirmiez : « La taxe professionnelle ou la taxe d'habitation sont des impôts insupportables et, de surcroît, d'un mauvais rendement ; tout cela est à supprimer. L'Etat doit transférer certaines de ses ressources aux collectivités locales, comme le font la plupart des pays d'Europe.

« En France, quand on prend le total des recettes fiscales payées par les contribuables à divers titres, on s'aperçoit que la part transférée aux collectivités locales est très inférieure à ce, qu'elle est dans les pays modernes voisins. Le système fiscal actuel est tellement critiquable et tellement mal supporté qu'il ne sera pas difficile de faire admettre par l'opinion une réforme en profondeur ».

Rien n'arrêterait votre ardeur. Dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif aux droits et libertés des collectivités locales, déposé le 16 juillet 1981, vous preniez cet engagement formel : « Le Gouvernement déposera dans un délai maximum de deux ans, de façon à pouvoir faire une simulation, le projet destiné à répartir les ressources financières de manière plus équitable pour les collectivités territoriales ».

A plus de deux ans de distance, qu'en est-il à ce jour ?

La fiscalité locale, malgré quelques transferts ici ou là, n'est pas adaptée aux lourdes charges supplémentaires imposées, notamment aux communes. L'inquiétude est universelle. Le 6 septembre dernier, le comité national des finances locales, après avoir enregistré le taux de progression de la D.G.F. pour 1984, qu'il considère comme faible, bien que cohérent avec les hypothèses économiques du Gouvernement, a fait part de ses inquiétudes quant aux difficultés que vont rencontrer les collectivités locales lors de l'établissement de leur budget primitif.

La réforme promise des finances locales, adaptée à la situation nouvelle, reste à faire. Quels équipements d'utilité publique, quels investissements oseront entreprendre les communes, surtout les petites et moyennes communes ?

Après la suppression des subventions spécifiques pour les constructions scolaires, même pour une seule classe, après la suppression de l'aide spécifique du fonds routier, même pour la déviation d'une route nationale dans une agglomération, comment les communes pourront-elles seules financer ces fort onéreuses opérations, sauf à percevoir, après coup, 5 ou 6 p. 100, peut-être 10 p. 100 plus tard, de la dépense au titre de la dotation globale d'équipement ?

Au terme de son congrès d'octobre, l'Association des maires de France vous déclare : « La seule D.G.E. ne peut pas résoudre ces cas où la valeur des travaux à engager dépasse un certain pourcentage du budget communal : bâtiments scolaires, voirie, bientôt adductions d'eau, assainissement. C'est pourquoi les maires demandent que soient maintenues les subventions spécifiques pour les équipements lourds. »

Nous direz-vous, monsieur le ministre, si vous avez l'intention de satisfaire ou non cette très grave requête des maires de France ? Dans la négative, faut-il condamner les communes à réduire leurs travaux et donc le niveau de l'emploi ? Dans l'affirmative, comprimerez-vous à due concurrence la faible progression du taux de la dotation globale d'équipement ? Perdrat-il ainsi toute sa valeur incitative déjà insignifiante ?

Il reste — je ne m'en tiens qu'à l'essentiel le plus préoccupant — le crédit aux communes. Le défaut de subvention pour les équipements publics aggrave le poids des emprunts. L'énorme diminution du disponible des caisses d'épargne, à la suite de la réorientation des placements, restreint le volume du crédit justement bonifié aux communes.

Le progressif et inéluctable recours aux prêts libres — construire une école ou une route n'est tout de même pas une entreprise à but lucratif — accable la gestion d'intérêt général.

Mais une solution est apparue : l'accès raisonnable des communes aux surplus considérables des Codevi par rapport aux prévisions initiales. Le montant des souscriptions a été de quelque 25 milliards de francs en un mois.

Le jeudi 24 novembre 1984, la commission des finances de l'Assemblée nationale l'a adoptée à l'unanimité. Le secrétaire d'Etat au Plan s'y est rallié.

Puis ce fut le revirement, celui du Gouvernement d'abord, celui du rapporteur de la commission ensuite. Mais tout cela a été exécuté avec des précautions de langage, presque des espoirs pour un avenir indéterminé.

Les communes, toute l'administration de la France intérieure, peuvent-elles s'accommoder de ce jeu ? Promesses non tenues de réforme de la fiscalité locale en 1983 après simulation, institution d'une D.G.E. de récession, presque engagement en faveur de la trésorerie des communes pour demain ou pour après-demain ou pour plus tard ! Vous comprenez, monsieur le ministre, combien nous aimerions vous entendre sur ces sujets d'importance capitale, si vous le voulez bien. (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R., de l'U.R.E.I. et de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Alloncle.

M. Michel Alloncle. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, il en a déjà été beaucoup parlé ce soir, mais je voudrais rappeler que l'une des fonctions essentielles de

l'Etat a toujours été d'assurer la sécurité intérieure, plus particulièrement la protection des citoyens. Nous voulons bien admettre que les conditions d'urbanisation et l'évolution de la situation économique et sociale rendent souvent la tâche des pouvoirs publics difficile, mais la sécurité reste d'autant plus indispensable qu'elle est menacée. Aussi l'Etat doit-il tout mettre en œuvre pour assurer l'exercice des libertés fondamentales, sans que l'austérité qu'il préconise ne compromette le fonctionnement des services publics de la sécurité.

Lorsque nous lisons le chapitre « police et sécurité » de votre projet de budget, monsieur le ministre, nous sommes inquiets, car nous y décelons un budget de régression et d'austérité, au moment où la criminalité et le terrorisme augmentent, et plus encore au moment où la « petite délinquance » crée un véritable climat d'insécurité qui choque et frappe profondément les Français.

La sécurité est l'affaire de tous, à commencer par la police, qui a pour mission principale de l'assurer. Malheureusement, les moyens qui lui sont octroyés sont insuffisants et mettent en question son efficacité. Le personnel manque et le matériel est trop souvent déficient.

Pour l'année 1984, votre budget prévoit la création de cinquante postes seulement et la transformation de quatre autres. Non seulement ce nombre de cinquante postes supplémentaires est dérisoire, mais encore il faut préciser que dix-sept d'entre eux sont des postes administratifs et que la transformation des quatre postes vise également des emplois administratifs. Par ailleurs, l'augmentation des effectifs, que l'on a constatée les trois dernières années, a largement été absorbée par l'établissement de nouveaux horaires hebdomadaires, par l'application du tiers temps et par l'octroi de la cinquième semaine de congé.

Mais l'insuffisance apparaît aussi au niveau des moyens matériels. Certes l'effort poursuivi en faveur de l'armement n'est pas négligeable et nous le reconnaissons, quand bien même 4 000 des 12 000 revolvers Manurhin achetés ne seraient pas encore payés.

Les crédits destinés à l'acquisition et à l'entretien des véhicules augmentent de 4,16 p. 100. Concrètement, cela implique le vieillissement du parc automobile de la police et, à terme, sa réduction. Alors que le seul moyen d'intensifier la présence policière dans les milieux urbains réside dans une plus grande mobilité des forces, votre budget réduit la capacité de transport de la police.

Ce budget d'austérité est aussi un budget de régression. Certes, les temps sont difficiles, mais s'il est un domaine budgétaire où l'austérité ne doit pas entrer, c'est bien celui de la sécurité des Français. Or, force est de remarquer que votre projet de budget reflète une austérité qui empêche de préparer l'avenir de notre police. Cette situation est d'autant plus grave que les milieux de la fraude et de la moyenne délinquance ou du terrorisme, disposent, eux, de moyens sans cesse perfectionnés.

Face à tous ces déficits, monsieur le ministre, il faut réagir vigoureusement. Malheureusement ce budget dans les moyens qu'il prévoit et les choix qu'il opère, n'est pas convaincant et ne nous a pas convaincus. (*Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.C.D.P. et de l'U.R.E.I. — M. Paul Girod applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. Colin.

M. Jean Colin. Monsieur le président, monsieur le ministre, ne disposant que de quelques minutes, je me bornerai, eu égard aux crédits qui nous sont présentés aujourd'hui, à évoquer deux aspects de la politique du Gouvernement, à savoir la fraude électorale et les problèmes de la police.

Tout d'abord, s'agissant de la fraude électorale, il faut malheureusement reconnaître que, depuis le mois de mars dernier, la fraude a fait son entrée à grand spectacle dans les pratiques électorales de la France. C'est sans doute scandaleux, mais c'est une réalité. Je suis d'ailleurs persuadé que la fraude est allée bien au-delà du contentieux constaté, mais c'est déjà-là beaucoup trop. Les tribunaux sont surchargés, les remises en ordre se multiplient chaque dimanche et nombre de dossiers ne sont pas encore tranchés, ce qui constitue assurément une prime à la fraude.

En tant que membre de cette assemblée, je suis en droit de demander au Gouvernement ce qu'il compte faire pour enrayer de tels « dévoilements » du suffrage universel. Nous avons d'ailleurs déjà eu, monsieur le ministre, un échange de vues sur cette question, voilà quelques mois.

Même si le Gouvernement — ce que je conteste — se croit obligé de maintenir en place ceux qui n'y ont aucun droit, surtout en cas d'inversion des résultats en première instance, même s'il faut attendre la sentence des juges d'appel — c'est

la théorie du Gouvernement — on devrait tout de même pouvoir espérer que soient prises le maximum de précautions lorsque de nouvelles élections ont lieu et que survient, finalement, ce que l'on appelle maintenant « le troisième tour ».

Il semblerait pour le moins évident que ce troisième tour ait lieu sous le contrôle des juges. Eh bien non ! Tel n'est pas toujours le cas, telle n'est pas du tout la règle. Encore faut-il que le tribunal le spécifie, ce qu'il ne fait pas toujours ; c'est extrêmement fâcheux.

C'est pourquoi je demande au Gouvernement de rendre ce contrôle automatique. Il suffit qu'il en ait la volonté — j'ose espérer qu'il l'aura — et qu'il modifie la réglementation existante. Il est tout de même anormal, comme cela s'est produit, dimanche dernier, dans mon département, que l'élection nouvelle — ce fameux troisième tour — soit organisé sous la responsabilité de la seule survivante de la liste dont l'élection vient d'être annulée. Cette vérité est tout à fait paradoxale et s'il existe, en ce domaine, un vide juridique, il faut le combler.

Je demande aussi au Gouvernement — c'est le corollaire de ma précédente question — d'assurer la protection du juge administratif. A la suite des annulations en cascade, nous avons vu la justice administrative attaquée et vilipendée. Ce sont là des manœuvres injustes qui ont même parfois été le fait de membres du Gouvernement. Je souhaite donc que soit mis en place un statut législatif qui garantisse la totale indépendance du juge administratif ; on ne pourra plus ensuite se permettre d'accuser ce dernier d'être animé d'esprit partisan. En cette période de réforme, voilà une réforme qui presse.

Enfin, j'attends du Gouvernement qu'il tire toutes les conséquences de l'annulation des élections municipales. Celle de dimanche dernier, dans l'Essonne, concerne une modeste commune de moins de 2 000 habitants, mais elle met en jeu, par ricochet, la présidence de trois syndicats intercommunaux comprenant un nombre élevé de communes et traitant de problèmes considérables.

Les majorités sont désormais inversées. Ne pas remettre en cause les présidences acquises à tort, en mars dernier, reviendrait à accorder une prime supplémentaire à la fraude. J'ose donc espérer que le Gouvernement donnera des instructions pour que tout rentre dans l'ordre.

Finalement, mes ambitions sont bien modestes : assurer le contrôle et la régularité des scrutins, ne pas permettre aux fraudeurs de tirer avantage de leurs agissements. Est-ce trop demander dans un pays démocratique comme le nôtre ? Je ne le pense vraiment pas.

J'en viens maintenant à la police. Là aussi, le 16 juin dernier, j'ai eu l'occasion de critiquer le Gouvernement sur les mesures qui avaient été prises après les manifestations du 3 juin. J'avais demandé, jusque-là sans succès — mais je réitère ma demande — que les dossiers des policiers sanctionnés et, pour plusieurs d'entre eux, révoqués, soient revus alors que le temps a déjà quelque peu atténué la tension qui accompagnait, sur le moment, l'événement. Je crois encore à cette solution d'apaisement et s'il en était autrement, force serait de constater que le Gouvernement a profité d'une fièvre d'un jour pour sanctionner un certain nombre de syndicalistes jugés par trop indociles.

En tout cas — plusieurs orateurs l'ont dit avant moi — le malaise de la police demeure très vif et l'on comprend que la tâche soit de plus en plus difficile pour un grand corps fréquemment malmené par les médias et, à mon sens, insuffisamment soutenu par ses responsables.

Au surplus, le 3 juin, la mauvaise humeur de la police avait des circonstances atténuantes : deux policiers en service commandé étaient tombés dans la fusillade de l'avenue Trudaine, le 31 mai ; dans la nuit du 1^{er} juin, rue de Courcelles, un autre brigadier était grièvement blessé. Dès lors, je veux bien, monsieur le ministre, que vous amélioriez le sort des veuves — et je vous en félicite — mais il serait encore préférable de tout mettre en œuvre pour qu'il y ait moins de veuves.

A un moment où les criminels les plus endurcis font l'objet de tant de sollicitude, on ne peut oublier si vite, les victimes du devoir et le prix très lourd payé par la police pour accomplir sa mission.

Tout dernièrement encore — M. le président de la commission des finances y a fait allusion, tout à l'heure — un véritable bandit n'a-t-il pas assassiné, dans le Bois de Boulogne, un brigadier de police, père de famille. Et que faisait ce criminel au Bois de Boulogne ? Il profitait d'une mesure de libération conditionnelle qui lui a permis, aussitôt après avoir commis son crime, de se livrer à une prise d'otages qui s'est terminée tragiquement.

Ces exemples sont significatifs. La délinquance augmente, elle est en pleine « inflation ». Le rapporteur de la commission des lois, M. Pierre Salvi, l'a d'ailleurs excellemment exposé en se fondant sur des chiffres précis. Le Gouvernement ne

peut plus assurer correctement la protection des citoyens. Mais, pour y parvenir, encore faudrait-il qu'il s'attache, tout d'abord, à mieux soutenir sa police en réprimant le crime et en redonnant confiance aux policiers. Il lui faudrait donc rompre avec une attitude que nous avons vue se développer, notamment depuis le mois de juin.

Finalement, je ne suis pas certain que le vote des crédits de ce budget — ou même de certains d'entre eux seulement, comme on nous l'a suggéré — redonne confiance aux policiers ; je suis même persuadé du contraire ! Jugeant plus encore une politique que mesurant des crédits, il ne m'est pas possible de donner l'aval que constituerait le vote des crédits du budget du ministère de l'intérieur et de la décentralisation. (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R., de l'U.R.E.I. ainsi que sur plusieurs travées de la gauche démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Huchon.

M. Jean Huchon. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, à l'expiration de la période transitoire, c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier 1985, les institutions nouvelles prévues dans le cadre de la décentralisation seront définitivement en place. Mais d'ici à cette date, plusieurs phénomènes doivent être pris en compte si l'on ne veut pas placer les collectivités locales devant de grandes difficultés.

J'évoquerai très rapidement, monsieur le ministre, quelques-uns des problèmes longuement traités par de nombreux collègues qui m'ont précédé.

Une étude de la Caisse des dépôts et consignations nous apprend qu'en 1983, la situation financière des communes, départements et régions s'est caractérisée par une forte augmentation des dépenses de fonctionnement et une diminution sensible des dépenses d'équipement.

En matière d'emprunts, par ailleurs, l'examen des recettes des collectivités locales fait ressortir l'importante raréfaction des prêts à taux privilégiés.

Cette évolution est regrettable et s'exerce au détriment des collectivités locales, car même si ces taux privilégiés sont devenus maintenant supérieurs au taux de l'inflation, ils restent inférieurs aux taux pratiqués sur le marché. Nos rapporteurs ont excellemment mis en évidence ce fait inquiétant.

A l'évolution regrettable du financement des investissements par les emprunts publics, s'ajoute l'évolution, dans des termes peu favorables, de la fiscalité locale.

Le phénomène de l'augmentation de la pression fiscale se vérifie en 1983 comme en 1982. Dans ces conditions, il paraît difficile de financer un éventuel surcoût de la décentralisation par le truchement d'un accroissement continu de la fiscalité locale dont la progression est supérieure à celle de la fiscalité de l'Etat.

Les élus sont quelque peu inquiets des conséquences qui se profilent à l'horizon de cette évolution : l'idée même de décentralisation devient l'objet de critiques de la part d'une opinion publique qui supporte de plus en plus mal l'augmentation de la pression fiscale.

La situation financière des collectivités locales suppose qu'une réforme de la fiscalité soit entreprise. Dans cette perspective, le Gouvernement a confirmé son intention de procéder à une réforme de la taxe professionnelle.

Il est indispensable que, dans l'esprit de cette réforme, soit pris en compte le souci de ne pas mettre en place un système peut-être nouveau, mais dont le fonctionnement se ferait au large détriment des collectivités locales.

Telle est la raison pour laquelle, monsieur le ministre, je saisis l'occasion de la discussion du budget de votre ministère pour vous interroger, après bien d'autres, sur les grandes lignes de la réforme de la taxe professionnelle annoncée par M. le Président de la République, et qui, en aucun cas — je le répète — ne doit s'effectuer au détriment des collectivités locales.

Parallèlement, les maires s'interrogent, au moment de la préparation de leur budget, sur les ressources qu'ils peuvent escompter pour 1984 et, à terme, pour la fin du processus de décentralisation, d'autant que les recettes d'impôt qui sont transférées aux communes — taxe sur la carte grise et vignette — ne sont versées que dans des conditions mal définies. Nous serions heureux d'avoir des apaisements précis sur ce sujet.

Les maires sont intervenus de nombreuses fois auprès de vous pour réclamer des modifications sur certains points de la réglementation, que je ne fais qu'énumérer, et obtenir ainsi le remboursement par l'Etat de l'exonération trentenaire de la taxe sur le foncier non bâti des terrains forestiers, l'augmentation de la D.G.D., le remboursement, dès l'année suivante, de la T.V.A. sur les dépenses d'équipement, ainsi que l'assouplissement du contrôle des prix des services publics locaux, et ce afin de laisser les responsables assurer une gestion saine.

Nous voudrions également obtenir toutes garanties quant à l'augmentation du taux des concours de la D.G.E. permettant de procurer les investissements vitaux à nos petites communes, souvent dépourvues de recettes, notamment en raison de l'absence d'entreprises et donc de taxe professionnelle.

Pouvez-vous, monsieur le ministre, à l'occasion de cette discussion budgétaire, nous informer de vos intentions réelles sur ces problèmes ? Que pensez-vous faire pour donner satisfaction à nos légitimes espoirs ? Le Sénat serait heureux de vous entendre sur ces points et espère des réponses favorables. (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R., de l'U.R.E.I., ainsi que sur plusieurs travées de la gauche démocratique.*)

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, à cette heure tardive, je me dois d'être assez bref. En vérité, deux types de questions, en gros, ont été évoquées : les unes sont relatives à la sécurité, les autres concernent la décentralisation, en particulier les aspects financiers qui découlent de celle-ci, et la décentralisation.

S'agissant des problèmes de sécurité, je pourrais citer de très bons auteurs, par exemple mes prédécesseurs, qui ont dit et écrit que le nombre de policiers n'avait pas toujours un rapport direct avec le rétablissement de la sécurité. Mais je me suis fixé comme règle depuis que je suis au ministère de l'intérieur de ne jamais mettre en cause MM. Bonnet et Marcellin avec lesquels j'entretiens des rapports courtois. Par conséquent, même si en citant leurs propos je me comporterais de façon parfaitement correcte, je ne le ferai pas.

Je rappellerai simplement que nous sommes maintenant arrivés à un point où ce qui est important c'est d'essayer d'améliorer le fonctionnement de la police et les techniques, qu'il s'agisse des laboratoires, de l'informatique, de la bureautique, des ordinateurs, des machines à traitement de texte ou d'un certain nombre de dispositifs techniques beaucoup plus sophistiqués quand il s'agit, par exemple, de la D.S.T. Toutes ces techniques doivent être mises à la disposition de la police pour que son efficacité et son rendement soient accrus, comme c'est le cas dans certains pays voisins de la France.

En ce qui concerne les statistiques, il est rassurant de constater que les chiffres des premiers mois de 1983 sont nettement meilleurs que ceux de la même période de l'année précédente. C'est ainsi, par exemple, que si l'on compare les statistiques s'appliquant au premier semestre de chacune de ces deux années à celui de l'année précédente, on constate que le taux de progression du nombre des cambriolages d'habitations est passé de 40,78 p. 100 à 1,38 p. 100, ce qui correspond à une diminution très importante ; pour les vols à main armée, la diminution est moins importante puisque nous sommes passés de 12,40 p. 100 à 11,94 p. 100 ; en ce qui concerne les vols à la roulotte, la proportion passe de 35,77 p. 100 à 6,52 p. 100. J'espère que le deuxième semestre apportera des résultats aussi satisfaisants, mais je ne peux pas le garantir.

M. Etienne Dailly. Tout va très bien ! (*Sourires.*)

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. S'agissant de la Corse, le nombre des attentats a non seulement diminué de façon substantielle au cours du premier semestre de cette année par rapport à celui de l'année précédente, mais encore il a été procédé à des arrestations en prenant sur le fait ceux qui posaient des bombes. Cela fut le cas la semaine dernière, la veille de mon arrivée en Corse.

On a également réussi — et c'est un succès pour les préfets, en particulier pour le préfet Broussard — à démontrer que dans un certain nombre de cas il y avait plus qu'une confusion, une volonté de participation du milieu des truands à celui des indépendantistes.

Ainsi, en poursuivant les uns et les autres, on commence peu à peu à y voir clair.

A un orateur qui prétendait tout à l'heure que le statut particulier de la Corse n'avait servi à rien, je répondrai qu'au contraire il a eu des conséquences positives. En effet, un certain nombre de Corses qui s'étaient réfugiés dans la violence en sont sortis ; certains d'entre eux d'ailleurs ont été élus à l'assemblée de Corse.

Quand le Gouvernement a d'abord dissous le F.N.L.C. et ensuite ce que l'on appelle « la consulte », j'ai lancé un appel à tous ceux qui, ayant commis des crimes ou des délits, accepteraient de renoncer à la violence pour entrer dans la vie politique et y participer de façon démocratique. Je renouvelle cet appel une fois de plus, car vouloir mettre le dos au mur et pousser à une situation sans issue tous ceux qui, à un

moment donné, parce qu'on ne voulait pas tenir compte des particularités de la Corse, s'étaient livrés à la violence, c'était commettre une grave erreur politique dans laquelle ce Gouvernement n'est pas tombé.

Je n'ai pas non plus l'intention de m'y laisser entraîner, même si, à certains moments, je constate des recrudescences de violences que je déplore mais qui ne suffisent pas à me laisser tomber dans le cycle « attentat-répression, répression-attentat » ; nous savons où cela mène.

J'en viens à la décentralisation.

La question qui reste essentielle, s'agissant du financement — M. Monory l'a posée — est celle de la trésorerie. Nous avons eu ensemble un dialogue à la commission des finances ainsi que cet après-midi de la tribune, chacun écoutant l'autre attentivement. En définitive, il a cerné le problème et il a relevé le point sur lequel je n'avais peut-être pas encore répondu, jusqu'à présent, avec assez de précision. Je vais le faire maintenant.

Les départements ayant chaque mois, notamment en matière d'aide sociale et de santé, à assumer certaines dépenses importantes, il était nécessaire de ne pas retomber dans le système des découverts de trésorerie qui avaient amené, en définitive, — la trésorerie n'étant pas comblée complètement chaque année — un découvert total de 9 milliards de francs. J'avais dit que le Gouvernement procéderait de telle façon que les départements recevraient au début de chaque mois ou tous les deux mois, les sommes nécessaires pour faire face aux dépenses qu'ils ont à assumer et éviter ainsi tout découvert de trésorerie comme c'était le cas dans le passé, ce qui les amenait à emprunter et ce qui les mettait dans des situations difficiles.

M. Monory m'a fait remarquer que les dépenses de santé augmentaient chaque année de quelque 15 p. 100 — 15,2 ou 15,3 p. 100 — que j'allais me baser sur les dépenses de l'année précédente, qu'il manquait 15 p. 100 et que donc seulement 85 p. 100 de la trésorerie seraient assurées. Vous n'avez pas avancé ce chiffre, mais c'est ainsi que vos propos doivent être interprétés. Cela serait exact s'il ne vous était versé d'avance, chaque mois, tous les deux mois ou trimestriellement, que la somme correspondant à la recette tirée de la vignette. Vous oubliez la dotation générale de décentralisation versée par douzième au département. Si cette dotation est bien calculée, elle devra tenir compte non seulement des dépenses de l'année passée, mais également de celles de l'année en cours. Si j'obtiens du ministère du budget qu'il en soit ainsi — tant que je n'ai pas son accord, je ne veux pas être trop affirmatif — alors la somme qui vous sera versée représentera 100 p. 100 de la dépense que vous aurez à effectuer chaque mois.

Parvenu à ce point de mon propos — j'ai maintenant quelque habitude à m'adresser au Sénat et vous à m'entendre — je m'étonnerai du contenu des interventions prononcées par l'ensemble des sénateurs appartenant à la majorité sénatoriale.

En effet, certains m'ont posé des questions, d'autres ont procédé par affirmations. Certains se sont exprimés avec beaucoup de courtoisie, d'autres plus brutalement ; c'est une question de caractère personnel et je ne m'en offusque pas du tout. Mais après m'avoir posé des questions et dit qu'ils attendaient mes réponses — je pensais que si mes réponses les satisfaisaient, ils voteraient mon budget — j'ai été étonné d'apprendre que tous les orateurs de la majorité sénatoriale refusaient, avant d'avoir entendu toute explication sur le fond, de voter le budget du ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Michel Darras. Très bien !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Dans ces conditions je ferais mieux de me taire puisque, de toute manière, mes réponses ne serviront à rien.

M. Roland du Luart. C'est une échappatoire !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je répondrai tout de même, parce que c'est l'usage et parce que j'ai le respect du Parlement, mais en ayant l'impression d'œuvrer inutilement. Ce n'est pas ainsi que je conçois le débat parlementaire. (*Marques d'approbation sur les travées socialistes.*)

A quoi bon ouvrir un dialogue et chercher à vous convaincre si, par avance, vous adoptez une position de refus ? Ce n'est pas un vrai dialogue, ce n'est pas une bonne méthode parlementaire.

Je vais être bref puisque ce que je dis ne sert à rien. Sans doute préférez-vous aller dormir plutôt que d'écouter des explications qui, de toute façon ne changeront pas vos votes.

M. Masson a fait l'éloge de la conscience des préfets et de leur sens du service public. Il me permettra de dire que je ne l'ai pas attendu. Je leur ai bien souvent rendu hommage depuis que je suis au ministère de l'intérieur. Il a été ajouté que la déclaration du Président de la République traduisait un malaise.

Non, M. Masson n'est plus préfet et il ne se rend plus très bien compte de ce qui se passe dans cette belle corporation. Il n'y a pas de malaise.

Depuis que je suis au ministère de l'intérieur, j'ai donné aux préfets un certain nombre de preuves de l'importance que j'attache à leur action et aux fonctions qu'ils occupent. Je les ai défendus lorsque des présidents de conseil général ont voulu aller plus loin que les lois de décentralisation et ont tenté de diminuer leur autorité.

Certains présidents de conseils généraux, de droite, ont essayé de s'emparer du bureau, de la secrétaire... (*Sourires sur plusieurs travées.*)

M. René Regnault. Oh !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je parle au sens figuré, bien sûr ; non pas au sens propre, je ne me le permettrais pas, et de plus, ce n'est pas le cas ! (*Nouveaux sourires.*)

Certains ont essayé de s'emparer, dis-je, du garage, du chauffeur du préfet, c'est-à-dire des signes extérieurs de l'autorité. J'ai remis les choses au point. Je n'ai pas fini de rappeler à un certain nombre de présidents de conseil général qui ont voté contre les lois de décentralisation que quelques propos qu'ils tiennent sur le compte des préfets sont vraiment inconvenants. En outre, il ne faut pas l'oublier, l'article 30 dispose que les ressources des préfets sont indexées sur des normes fixées par la loi ; les crédits qui leur sont accordés le sont au terme de la loi. Il faut parfois que je le rappelle, monsieur Masson, et vous pourriez refaire de même à l'égard de certains de vos amis du groupe du R. P. R. ; cela leur ferait le plus grand bien !

Je remercie M. Ooghe, des propos qu'il a tenus. Il a fait part d'un certain nombre de préoccupations, notamment en ce qui concerne le foncier bâti. Il n'a pas été le seul à en parler. J'ai même entendu des propos de l'un de vous qui m'ont beaucoup surpris. C'est M. du Luart, je crois, qui a prétendu que les municipalités allaient perdre à la réforme — disons les choses clairement — en raison de la réduction du délai qui avait été consenti. Elles n'y perdront rien puisque le remboursement de l'Etat était de 90 p. 100 et que maintenant, encaissant l'impôt plus tôt, elles vont encaisser 100 p. 100. Par conséquent, je ne je ne vois pas où est la perte ! Celui qui m'a tenu ce propos ou bien n'a pas lu la loi ou bien a mal fait ses comptes.

En ce qui concerne l'aide sociale, j'ai répondu. En ce qui concerne la trésorerie, j'ai répondu également. Evidemment, vingt-six orateurs, cela suppose pas mal de répétitions ! J'ai eu parfois l'impression d'être le seul à tout écouter. (*Sourires.*)

M. Kauss, lui aussi, s'est inquiété de ce que serait la D. G. E. Vous allez le voir dans quelques jours, en discutant d'un texte qui complète la D. G. E. ; j'en ai parlé dans mon intervention liminaire. Ce texte essaie d'améliorer aussi la D. G. F. Il n'a pas la prétention d'être parfait, mais il apporte tout de même un certain nombre d'améliorations précises en ce qui concerne la D. G. E. Pour ceux qui n'étaient pas là en fin d'après-midi, je rappelle que non seulement le Gouvernement a apporté un concours supplémentaire de 100 millions de francs, mais qu'un écrêtement a été opéré au détriment des départements les plus favorisés et au profit de ceux qui le sont moins et qu'enfin le critère matériel de longueur de la voirie, notamment pour les petites communes, a été retenu.

A ce propos, je dirai à M. Puech, qui m'a parlé sur un ton quelque peu agressif, ...

M. Jean Puech. Mais non !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je n'y attache, d'ailleurs, pas plus d'importance que cela : chacun fait ce qu'il peut ! (*Rires.*) Monsieur Puech, votre département appartient à la catégorie des départements les plus favorisés. Je vous avertis donc qu'il sera soumis à l'écrêtement. Vous allez voir disparaître une partie de ce qui vous avait été accordé, au profit de départements qui, eux, sont moins favorisés que le vôtre. (*Rires sur les travées communistes.*) Si vous ne le saviez pas, je vous l'apprends. Ce n'est sans doute pas une bonne nouvelle, mais, avant de vous adresser à moi sur ce ton, vous feriez mieux d'étudier plus attentivement les dossiers !

M. René Regnault. Cela prouve que la mariée est trop belle !

M. Jean Puech. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Bien sûr !

M. le président. La parole est à M. Puech, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. Jean Puech. Monsieur le ministre, je croyais vous avoir parlé avec courtoisie.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Oh ! Mais à chacun sa conception de la courtoisie.

M. Jean Puech. Comme vous venez de le dire, je fais ce que je peux. Cela dit, que vous vous réjouissiez avec un sourire ironique de l'écrêtement auquel va être soumis le département de l'Aveyron me touche beaucoup. Je connais certainement les dossiers aveyronnais autant que vous, monsieur le ministre. Je vous dirai très simplement que, si nous avons une dotation globale d'équipement très forte cette année...

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Vous le reconnaissez maintenant ? Tout à l'heure, vous ne le disiez pas ! (*Rires sur les travées socialistes et communistes.*)

M. Jean Puech. Permettez-moi, monsieur le ministre, de vous aider à découvrir les dossiers aveyronnais.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je n'ai besoin de votre aide dans aucun domaine !

M. Jean Puech. Si notre dotation globale d'équipement est très forte, c'est tout simplement parce que dans cette dotation est incluse l'aide de l'Etat concernant des inondations dont nous avons été victimes en 1980. Cette année-là, le Gouvernement de l'époque avait décidé de nous indemniser à 50 p. 100 et nous devions percevoir 1 milliard de francs. Les travaux ont été réalisés en 1981 et 1982. Nous avons présenté toutes les pièces justificatives pour que nous soient versés les crédits correspondant aux décisions prises avant 1981.

Seulement, à la fin de 1982, vous n'avez pas pu nous payer et c'est pourquoi vous nous avez payés en 1983. C'est ce qui explique l'augmentation très importante de la D.G.E.

Comme vous n'avez pas pu tenir ces promesses, j'ai formé un recours administratif. Il est anormal que, dans la D.G.E. 1983 de notre département, soient inclus des crédits qui auraient dû être versés en 1982. Si j'ai bien compris la réponse que vous allez faire à ce recours administratif, qui est un recours gracieux, eh bien, monsieur le ministre, je saisirai le tribunal administratif et l'on verra quelle suite sera donnée à cette affaire. J'estime que ce dossier, que je connais bien, sera pris en compte par le tribunal administratif et qu'il vous faudra nous reverser cette part écrêtée, car le département de l'Aveyron fait partie des départements qui ont besoin de l'aide et de la solidarité nationale.

Je compte beaucoup sur vous, monsieur le ministre, pour prendre en considération ce dossier. Les Aveyronnais font partie du pays et vous devez faire preuve d'un peu de considération pour eux également. (*Applaudissements sur les travées de l'U.R.E.I., du R.P.R. et de l'U.C.D.P.*)

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur le ministre.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour ce qui est de la considération que j'éprouve pour les Aveyronnais, elle ne date pas d'hier.

Pour ce qui est de votre interprétation, c'est tout à fait autre chose. Premièrement, ce département a reçu 30 p. 100 de plus que ce qu'il avait perçu en 1980, 1981 et 1982 ; c'est pourquoi il figure sur la liste des départements écrêtés. Deuxièmement, vous avez intenté un recours gracieux et vous m'annoncez aujourd'hui un recours contentieux, ce qui est tout à fait votre droit. Troisièmement, vous annoncez à l'avance quelle sera la décision du tribunal administratif. (*Mouvements divers.*)

M. Jean Puech. Mais non ! Ce n'est pas vrai.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. J'ai trop de respect pour l'indépendance des tribunaux administratifs pour me permettre de tenir ce type de langage et de présenter une remarque de cette nature.

Quant au dossier aveyronnais, vous prétendez le connaître. Ce serait un comble que vous ne le connaissiez pas puisque vous êtes élu de l'Aveyron !

M. Jean Puech. Mais vous vouliez m'apprendre ce dossier !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je vous ai répondu en disant un certain nombre de choses que vous n'aviez pas dites et en apportant un certain nombre de précisions que vous aviez soigneusement omises.

J'ai été très intéressé par la lecture du rapport de M. Vidal, qui a d'ailleurs eu l'amabilité de me l'apporter quand il a été terminé. Il y a certainement beaucoup de choses à retenir dans ce rapport, mais il sait — il l'a dit d'ailleurs lui-même à la tribune — que tout ne pourra être fait tout de suite. Le problème des incendies de forêts est un très grave problème qui atteint notre pays et, malgré le renforcement très important, le quasi-doublement des effectifs et du matériel, il n'a pas été possible cet été de combattre les incendies de forêts comme

nous l'aurions voulu partout, notamment en Corse. Il est certainement des mesures préventives à prendre. Vous avez parlé d'un certain nombre d'entre elles. Vous savez qu'elles sont à l'étude et que tout sera fait, compte tenu des moyens dont nous disposons, pour essayer d'y parvenir.

J'en arrive à la question de la fonction publique territoriale. Il m'a été dit que, dans l'établissement de ce projet de loi, l'équilibre qui doit être assuré entre les droits des élus et ceux des fonctionnaires n'aurait pas été complètement respecté et que la balance aurait penché plutôt du côté des fonctionnaires. C'est, je crois, M. Michel Giraud qui a tenu ces propos. Je cherche si je le vois pour lui répondre. Je ne le vois pas, mais je réponds quand même. Ce problème vous sera soumis incessamment. Le jour où vous aurez à discuter de ce texte, je serai à votre disposition pour vous apporter tous les éclaircissements nécessaires.

Des problèmes précis m'ont été posés, notamment par M. Cluzel, en ce qui concerne la voirie des petites communes. Il verra dans le texte et dans les amendements qui ont été déposés par le Gouvernement à propos de la D.G.F. et de la D.G.E. que des dispositions particulières ont été proposées à l'Assemblée nationale — elle les a d'ailleurs acceptées et j'espère que le Sénat fera de même — en faveur de la voirie des petites communes, notamment la voirie de montagne.

Ainsi, un certain nombre de départements — douze, je crois, en tout — vont trouver une compensation à la situation particulière dans laquelle ils se trouvent.

M. Bernard-Charles Hugo a fait allusion aux dangers financiers qui pourraient résulter, pour les collectivités territoriales, d'un éventuel abus du pouvoir réglementaire commis par le Gouvernement. Monsieur Hugo, je me permets de vous renvoyer à la loi ! En effet, un article prévoit expressément que toute disposition législative ou réglementaire qui serait prise par le Gouvernement ou votée, s'il s'agit d'une loi, et qui entraînerait des dépenses supplémentaires non prévues dans l'état actuel des textes, serait immédiatement et automatiquement compensée ; des mesures ont donc été prévues par la loi pour garantir les collectivités locales contre tout danger de ce côté-là.

M. Regnault a apporté un certain nombre de précisions, dont je le remercie. Il m'a notamment mis en garde contre les dangers que pourraient courir les collectivités locales si les textes n'étaient pas appliqués comme ils doivent l'être.

Je remercie, bien sûr, Mlle Irma Rapuzzi — j'allais dire « ma collègue », mais je ne suis plus parlementaire élu des Bouches-du-Rhône ; en tout cas, elle est ma collègue au conseil municipal de Marseille ! — des indications qu'elle a bien voulu apporter. Elle a été mon adjoint aux finances à la mairie de Marseille pendant trente ans. Elle connaît donc parfaitement tous ces problèmes et je prie tous les sénateurs de croire que, quels que soient les liens politiques ou personnels qui nous unissent Mlle Rapuzzi et moi, si elle avait eu des remarques à faire, elle m'aurait certes prévenu, mais elle n'aurait pas manqué de les faire à la tribune. Je la remercie, par conséquent, de l'approbation qu'elle m'a apportée.

Mesdames et messieurs, je crois avoir répondu aux principales questions qui m'ont été posées.

En conclusion, je dirai une fois de plus que ce gouvernement, comme tout gouvernement, présente des projets de loi qui comportent des failles et des insuffisances. Je me suis efforcé, depuis deux ans et demi, chaque fois que, sur un nouveau texte, une erreur ou une insuffisance m'était signalée, de rectifier ou de compléter le texte par un article additionnel ou par un amendement, le plus souvent, d'ailleurs, avec l'accord des commissions, aussi bien au Sénat qu'à l'Assemblée nationale.

Cette méthode a l'avantage de tenir compte de la réalité telle qu'elle se présente au fur et à mesure que les choses avancent. Il peut y en avoir de meilleures. Mais la démonstration a été faite précédemment qu'à vouloir faire un seul texte, étudié aussi longtemps qu'on le veut, on n'aboutit pas. Quelle qu'ait été la bonne volonté qu'ont pu y mettre M. Bonnet et son secrétaire d'Etat, ceux-ci n'ont pas pu après des mois et des mois de discussions aboutir au vote de leur texte. La méthode que j'ai employée a permis en deux ans et demi de faire voter douze lois qui, complétées et rectifiées, ont finalement permis d'avancer, progressivement et de façon pragmatique, dans la voie de la décentralisation et de la déconcentration.

Reste maintenant, mesdames, messieurs les sénateurs, le vote sur ce budget. Vous avez, si je puis employer cette expression, « annoncé la couleur ». C'est votre droit. Mais — j'ai posé tout à l'heure la question — est-ce la meilleure méthode ? Je ne le crois pas.

Le Sénat est-il plus efficace — je me permets de vous poser la question puisque je me trouve devant vous — en refusant purement et simplement, quelles que soient les explications qui lui sont données, ...

M. Jean Puech. Il n'y en a aucune !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. ... de voter un budget, en refusant de voter pratiquement tous les budgets qui lui sont présentés cette année ? C'est une question qui mérite réflexion et je connais suffisamment un certain nombre d'entre vous, quelles que soient les traversées sur lesquelles ils siègent, pour savoir qu'à l'issue de l'examen du projet de loi de finances pour 1984 vous serez amenés à y réfléchir.

Au cours des années précédentes, vous avez voté certains budgets et vous en avez rejeté d'autres. Vous avez, en particulier, repoussé plusieurs chapitres du budget du ministère de l'intérieur. Dans d'autres cas, en revanche, vous avez laissé passer certains des textes que je vous présentais, notamment celui qui concerne le transfert des compétences.

Votre assemblée me semble plus efficace lorsqu'elle agit ainsi, avec plus de discernement et de modération, que lorsqu'elle s'exprime, comme elle le fait depuis quelques semaines, en rejetant systématiquement les budgets qui lui sont présentés, sans tenir compte des explications qui lui sont fournies. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes ainsi que sur certaines travées de la gauche démocratique.*)

M. René Monory, rapporteur spécial. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. René Monory, rapporteur spécial. M. le ministre s'est exprimé en termes mesurés ; je lui répondrai de la même façon, principalement sur la dernière partie de son intervention.

De quelle façon est-on le plus efficace ? On peut en effet se poser la question. Depuis deux ans, pour ce qui nous concerne, nous nous la posons. Depuis deux ans, nous avons tenté, dans cette maison, avec le sérieux que vous nous connaissez, à la commission des finances et ailleurs, d'améliorer les textes. Nous avons toujours espéré, en pratiquant ce dialogue, cette coopération, que le Gouvernement donnerait des instructions à sa majorité à l'Assemblée nationale pour qu'elle tienne compte du bon travail du Sénat. Or depuis deux ans, quand on fait l'addition des satisfactions que nous avons pu avoir au cours des commissions mixtes paritaires, nous nous demandons si nous avons été efficaces.

Dès lors, vous comprendrez que les sénateurs soient excédés de la négation totale de leur travail, qui est sérieux, je le répète, par l'Assemblée nationale et parfois par le Gouvernement, qui adoptent une attitude intransigeante.

Lorsque j'étais rapporteur général, il m'est arrivé une fois, ce devait être en 1975, de refuser le budget du ministère de l'intérieur, en accord avec mes amis du Sénat. Nous avons presque passé la nuit pour obtenir la création du fonds de compensation de la T.V.A.. Certains s'en souviennent certainement. Une discussion s'était engagée, le ministre de l'intérieur était très inquiet parce qu'on lui avait refusé son budget. Il avait fait venir M. Jean-Pierre Fourcade, à l'époque ministre de l'économie et des finances. Lui-même avait dit : ce n'est pas possible, et il avait fait venir le Premier ministre, M. Jacques Chirac. A trois heures du matin, grâce au président de la commission des finances, M. Bonnefous, grâce aussi au président du Sénat et aux présidents des groupes de la majorité, nous avons fini par obtenir satisfaction devant la menace de ne pas voter le budget.

Le ministre de l'intérieur nous était relativement favorable, le ministre des finances était plutôt défavorable ainsi que le Premier ministre. Mais nous avons eu finalement gain de cause.

Monsieur le ministre, vous avez répondu avec honnêteté, je vous l'accorde. Vous avez dit que vous n'emploieriez pas des méthodes de harcèlement, que vous ne vous arrêteriez pas aux détails. Mais certaines choses conditionneront notre existence au cours de l'année 1984, et vous l'avez reconnu. Vous avez déclaré : voilà ce qu'il faudrait pour que les choses aillent bien, mais je ne suis pas encore tout à fait sûr en ce qui concerne les douzièmes ou les trimestres de la dotation générale de décentralisation. Dans ces conditions, c'est la vie même des conseils généraux, voire des collectivités locales qui est en jeu.

C'est la raison pour laquelle l'attitude que nous avons adoptée au début reste la même. Me souvenant de 1975, peut-être que, en refusant aujourd'hui de voter votre budget, parce que ces points de trésorerie ne sont pas éclaircis, le ministre des finances, au cours des navettes, verra quel est le vœu du Sénat et que vous pourrez alors, grâce à nous, obtenir satisfaction ! (*Applaudissements sur les travées de l'U.C.D.P., du R.P.R. et de l'U.R.E.I.*)

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je suis très heureux d'avoir ce dialogue avec M. Monory. Je connais l'affaire — elle fait partie de l'histoire politique du Sénat — du fonds de compensation de la T.V.A. En tant que maire, j'avais suivi ce débat de loin. J'en avais lu le compte rendu. Je sais donc comment les choses se sont passées. La situation politique n'était pas la même. C'était la majorité du Gouvernement qui lui refusait ses crédits.

C'est comme si, aujourd'hui, la majorité de l'Assemblée nationale nous refusait le vote d'un texte ou le vote de crédits. Vous étiez donc dans une position beaucoup plus solide qu'aujourd'hui, parce que l'Assemblée nationale, si elle le veut, peut adopter le budget (*M. Jean-Marie Girault s'exclame.*) Il me semble entendre quelqu'un parler tout seul... Non, j'ai dû rêver !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Aujourd'hui, la situation est donc différente. Je voudrais vous rappeler ce qui s'est passé en ce qui concerne la loi sur les compétences. La commission paritaire s'était mise d'accord sur un certain nombre de points. J'étais venu ici avec, je crois, dix-huit amendements, ce qui m'avait été reproché. Un long débat s'était instauré, auquel avaient participé un certain nombre de sénateurs. A l'issue de ce débat, la majorité du Sénat, qui était moins nombreuse mais qui était politiquement la même, avait décidé de s'abstenir pour laisser voter le texte.

Si vous ne votez pas le budget, je n'en ferai pas un drame, il sera adopté quand même et vous n'aurez pas l'avantage de vous être joints à la majorité de ceux qui l'auront voté.

Nous nous exprimons assez librement, à condition de rester courtois, pour nous dire ce que nous pensons franchement de les uns et les autres et ne pas attendre de nous trouver dans les couloirs pour nous le dire en tête à tête. J'aime mieux le dire en séance, cela me paraît plus correct à l'égard du Sénat. Je considère que, dans les circonstances actuelles, vous pèseriez plus sur les décisions du Gouvernement tantôt en votant pour, tantôt en vous abstenant, tantôt en votant contre. Mais annoncer à l'avance, quoi que dise le Gouvernement, que vous voterez contre, quel que soit le budget, n'est pas de nature à peser sur les décisions du Gouvernement.

Vraiment, il me semblait que les discussions entre le Gouvernement et le Sénat avaient pris une autre allure, une autre orientation. Je suis d'autant plus à l'aise que j'ai accepté et fait accepter par l'Assemblée nationale, ce qui n'a pas toujours été facile, de nombreux amendements votés ici. J'ai donc la conscience tranquille. Je suis très content de la manière dont M. Monory m'a répondu ; cela m'a permis de mettre les choses au point.

Depuis deux ans, j'ai fait voter douze lois. Il y en aura bientôt treize avec la D.G.F. et quatorze avec le statut des personnels territoriaux. Ces lois comprennent de nombreuses dispositions qui ont été adoptées ici et que j'ai pu faire voter par l'Assemblée nationale. J'espère simplement que, lorsque la phase budgétaire sera terminée et que nous reprendrons les discussions législatives, il en sera de nouveau ainsi, que je pourrai défendre les amendements du Sénat, alors que la procédure budgétaire ne le permet pas.

Si j'étais revenu devant l'Assemblée nationale après un vote négatif du Sénat, j'aurais été dans l'impossibilité de faire valoir, de quelque façon que ce soit, la position que vous auriez adoptée. Si vous poursuivez dans ce sens, vous vous privez de la possibilité de faire entendre votre voix par le Gouvernement et par l'Assemblée nationale. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. Jean-Marie Girault. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Girault.

M. Jean-Marie Girault. Monsieur le ministre, M. Monory a évoqué tout à l'heure les conditions dans lesquelles le Sénat avait, d'une certaine manière, contraint le Gouvernement à instituer le fonds de compensation de la T.V.A. De nombreux sénateurs se souviennent du débat qui s'était instauré à cette époque. J'y avais participé. J'étais dans la majorité. Je me souviens des longues séances au cours desquelles les membres de cette majorité voulaient contraindre le Gouvernement à céder devant la sollicitation pressante des collectivités locales. Quels que fussent les clivages politiques dans cet hémicycle, il existait une sorte d'unanimité, que l'on fût de droite ou de gauche, et c'est grâce à cette unanimité que le Gouvernement avait consenti à créer cette ligne qui se répète désormais d'année en année.

Un combat avait eu lieu. Il avait été partagé par tout le monde ici et le Sénat, dans son ensemble, avait gagné.

Aujourd'hui, la loi de finances démontre une fois de plus que l'Etat entend étrangler les communes progressivement, qu'il se désengage à l'égard des communes, et les maires le savent, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Je n'ai pas, c'est évident, assisté, lors du dernier week-end, à la réunion de Niort qui rassemblait des élus de la gauche. Ces derniers, vous le savez, monsieur le ministre, ne se sont pas cachés de critiquer la politique du Gouvernement à l'égard des collectivités locales. On a voulu les rassurer par le verbe et le langage, mais nous savons que ces assurances sont souvent très éloignées des réalités concrètes.

Ce que je constate aujourd'hui, c'est que personne ici ne conteste le fait que le désengagement de l'Etat à l'égard des collectivités locales est une réalité qui pèsera de plus en plus. (*Protestations sur les travées socialistes et communistes.*)

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. C'est faux !

M. Jean-Marie Girault. La différence avec l'époque que j'ai connue quand on discutait du fonds de compensation de la T.V.A., c'est qu'ici, aujourd'hui, la gauche se couche devant le Gouvernement. (*Exclamations indignées sur les travées socialistes et communistes. — Applaudissements sur les travées de l'U. R. E. I.*)

M. Michel Darras. Mme Troisier !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. M. Girault emploie des mots qui dépassent certainement sa pensée quand il dit, par exemple, que l'Etat a la volonté d'étrangler les collectivités locales. Comment peut-il tenir de tels propos ? Ni nos déclarations, ni nos propositions, ni le budget ne permettent de le dire. C'est une contre-vérité qui démontre ou que M. Girault ne lit pas les textes, ou qu'il ne lit pas les chiffres, ou qu'il ne les comprend pas, ou qu'il n'est pas de bonne foi.

M. Jean-Marie Girault. Je sais faire un budget, monsieur le ministre !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il n'y a pas d'autres explications que ces trois-là.

Quant à la majorité gouvernementale, ici et à l'Assemblée nationale, elle n'a pas l'habitude, comme vous l'aviez, monsieur Girault, de se coucher ! Elle est debout et elle fait entendre sa voix par le Gouvernement et par le pays. (*M. Jean-Marie Girault s'exclame.*)

Quant à la réunion de Niort, vous n'y étiez pas, moi j'y étais ! Je sais ce qui s'y est passé et je peux vous dire, une fois de plus, que vous n'êtes pas informé et que vous êtes incapable de parler de questions que vous connaissez ou, plutôt, que vous ne connaissez pas !

M. Jean-Marie Girault. C'est du bafouillage !

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je dois dire que c'est la première fois, depuis que je participe à un débat au Sénat, que j'entends de tels excès de langage et que je constate pareille ignorance chez un sénateur !

M. Jean-Marie Girault. Je demande la parole.

M. le président. Vous l'avez eue !

M. René Regnault. Je voudrais répondre.

M. Jean-Marie Girault. Ah non ! Rentrez vous coucher !

M. René Regnault. Vous n'étiez pas à Niort ! Vous parlez sans savoir !

M. le président. Nous allons examiner les crédits concernant le ministère de l'intérieur et de la décentralisation et figurant aux états B et C ainsi que l'article 110.

ETAT B

M. le président. « Titre III, plus 856 904 624 francs. »

Par amendement n° 169, M. Poncelet, les membres du groupe du R.P.R., apparentés et rattachés administrativement proposent de réduire ces crédits de 59 985 000 francs.

La parole est à M. Hugo.

M. Bernard-Charles Hugo. Dans le cadre de la décentralisation, la loi du 2 mars 1982 a prévu que les conseils régionaux seraient élus au suffrage universel. Des élections régionales ont eu lieu en Corse en août 1982 et, dans les départements d'outre-mer, en février 1983. Pour la France métropolitaine, aucune date n'est encore prévue pour les élections.

En 1983, 143 870 000 francs avaient été votés pour l'organisation de ces élections. Une dizaine de millions de francs seulement ont été consommés pour les élections outre-mer.

Le reliquat de ces crédits peut faire, semble-t-il, l'objet d'un report pour 1984. Compte tenu des besoins, 59 985 000 francs sont prévus en services votés pour 1984.

Or, tout récemment, le 10 novembre 1983, le Premier ministre a indiqué que les élections régionales ne sauraient intervenir avant la fin de la période des transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales, c'est-à-dire en 1985.

Dans cette hypothèse, les 59 985 000 francs de services votés pour 1984 sont sans objet. Il est donc proposé de réduire les mesures nouvelles du titre III à due concurrence.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joseph Raybaud, rapporteur spécial. Le problème soulevé par l'amendement n° 169 n'a pas échappé à la commission des finances. Elle a donné un avis favorable à cet amendement tout en étant, par ailleurs, favorable à l'adoption du titre III.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, chaque année, un crédit est inscrit pour le cas où des élections auraient lieu et il est chaque fois actualisé. J'ai déjà dit — je le répète si cela est nécessaire — qu'à mon avis — mais aucune décision n'est prise — lorsque les transferts de compétences seront réalisés, c'est-à-dire fin 1985, nous pourrions alors organiser des élections régionales. Je ne peux pas engager le Gouvernement qui n'en a pas délibéré.

Cet après-midi, un orateur m'a interrogé, me semble-t-il, pour savoir si le mode de scrutin pour les élections régionales avait été fixé. Je peux vous répondre de la façon la plus claire que non seulement il n'a pas été fixé, mais que le Gouvernement n'en a pas délibéré et qu'il ne m'a pas chargé de faire réaliser une étude sur ce sujet.

Un journal a publié en première page un article indiquant qu'une étude était faite à propos des élections législatives. Je peux vous assurer qu'aucune étude n'est en cours. Comme je sais que, dès que l'on touche à ce sujet, tout le monde en parle beaucoup, j'ai interdit aux membres de mon cabinet ainsi qu'aux services du ministère dont j'assume la charge de procéder à quelque étude que ce soit avant que je donne des instructions à ce sujet. Or, je n'en ai donné aucune, ni pour les élections régionales, ni pour les élections législatives.

M. Michel Darras. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Darras, contre l'amendement.

M. Michel Darras. Je ne veux pas prolonger le débat mais je tiens à intervenir parce que je relève dans cet amendement cette éternelle confusion qu'aucun sénateur ne devrait commettre. En effet, on nous dit que la loi du 2 mars 1982 a prévu que les conseils régionaux seraient élus au suffrage universel. J'ai relu la Constitution et je m'étonne que certains de mes collègues en méconnaissent l'article 3 qui dispose : « Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret. »

M. Dailly, qui connaît bien ce texte, se souvient certainement de ce référendum de 1962 qui visait « le projet de loi portant élection — de qui vous savez, monsieur Dailly — au suffrage universel ». Le titre lui-même induisait déjà les citoyens en erreur, sûrement sans le vouloir, puisque le suffrage, en France, est toujours universel.

Nous avons une raison supplémentaire de voter contre cet amendement. Nous sommes harcelés, nous, conseillers régionaux, de demandes. En particulier, on nous jette toujours à la figure le début de l'article 59 de cette loi de 1982 qui dispose, en effet, que des élections devront avoir lieu quand les régions ne seront plus des établissements publics. Quand elles seront dotées de la plénitude de leurs pouvoirs, quand un certain nombre de textes auront été votés, à ce moment-là, bien entendu, il faudra que, devenues collectivités territoriales au sens de l'article 72 de la Constitution, elles soient pourvues de conseils régionaux élus au suffrage direct.

On oublie toujours de citer la fin de l'article 59, qui pose les conditions ; on oublie toujours de citer l'article 60 qui les détaille et qui précise qu'en attendant l'intervention de cette

élection les conseils généraux demeurent des établissements publics et l'on oublie l'article 1^{er} de la même loi qui énumère toute une série de textes, de conditions, de principes, qui doivent d'abord être mis en œuvre pour que les établissements publics régionaux que sont actuellement les régions deviennent des collectivités territoriales.

Telle est la raison pour laquelle, ayant entendu, tant au sein du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais qu'au sein du conseil général du Pas-de-Calais des arguments, des motions et perçu des attitudes qui cherchaient à nous mettre en difficulté de la même façon, je voulais faire part de notre hostilité à cet amendement. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 169, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix les crédits figurant au titre III, ainsi modifiés. (*Ces crédits sont adoptés.*)

M. le président. « Titre IV, plus 5 832 279 240 francs. » (*Non adoptés.*)

ETAT C

Titre V : « Autorisations de programme, 432 186 000 francs. » (*Non adoptés.*)

« Crédits de paiement, 124 435 000 francs. » (*Non adoptés.*)

Titre VI : « Autorisations de programme, 3 823 537 000 francs. » (*Non adoptés.*)

« Crédits de paiement, 1 453 260 000 francs. » (*Non adoptés.*)

Intérieur et décentralisation.

Article 110.

M. le président. « Art. 110. — A. — Le paragraphe II de l'article 23 de la loi n° 82-659 du 30 juillet 1982 portant statut particulier de la région de Corse : compétences, est remplacé par les dispositions suivantes :

« II. — La région de Corse reçoit de l'Etat des ressources d'un montant équivalent aux dépenses effectuées par l'Etat au titre des compétences transférées. Ce montant est constaté, à la date du transfert de compétences, par arrêté conjoint du ministre chargé de l'intérieur et du ministre chargé du budget, après avis d'une commission présidée par le président de la chambre régionale des comptes et comprenant, en nombre égal, des représentants de l'Etat et de la région de Corse.

« Ces charges sont compensées par l'attribution de ressources budgétaires qui comprennent :

« 1° Les concours correspondant aux compétences transférées en matière de culture et d'environnement que, pour les trois années suivant la promulgation de la présente loi, la région devra affecter à des actions en matière de culture et d'environnement ;

« 2° Les concours correspondant à l'ensemble des autres compétences attribuées à la région de Corse par la présente loi et que la région utilise librement.

« Ces ressources budgétaires évoluent dans les conditions prévues par l'article 102 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982. »

« B. — L'article 24 de la loi n° 82-659 du 30 juillet 1982 précitée est complété par l'alinéa suivant :

« Les taxes sur les véhicules à moteur immatriculés en Corse, prévues aux articles 1007 à 1009 B du code général des impôts, sont transférées à la région de Corse. Celle-ci reçoit par ailleurs les trois quarts du produit du droit de consommation institué par l'article 20-V de la loi de finances pour 1968 (n° 67-1114 du 21 décembre 1967). Elle l'affecte au financement de travaux d'équipement de son choix. » — (*Non adopté.*)

Articles additionnels.

M. le président. Par amendement n° 170, M. Poncelet, les membres du groupe R.P.R. apparentés et rattachés administrativement proposent, après l'article 110, d'insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« Conformément à l'article 100 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétence entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, les départements de la région de Corse reçoivent, à compter du 1^{er} janvier 1984, pour la compensation des charges nouvelles qu'ils supportent, un concours spécial forfaitaire, au sein de leur dotation générale de décentralisation.

« Ce concours est égal chaque année, pour chacun des deux départements de la région Corse, à la moitié du montant actualisé des ressources reçues l'année précédente par la région de Corse au titre des taxes sur les véhicules à moteur immatriculés en Corse, prévues aux articles 1007 à 1009 B du code général des impôts. »

La parole est à M. Hugo.

M. Bernard-Charles Hugo. Cet amendement a pour objet d'assurer aux deux départements de Corse des ressources équivalentes à celles des autres départements. Il tend à éviter la pénalisation qui frapperait les départements de Corse du fait du transfert à la région de Corse de la « vignette » automobile.

Contrairement aux autres régions, en Corse, c'est en effet la région qui en bénéficie en vertu de la loi du 30 juillet 1982.

Il convient donc d'assurer aux deux départements une ressource équivalente au sein de la compensation.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. René Monory, rapporteur spécial. Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, j'ai lu attentivement cet amendement et je suis persuadé que, s'il était adopté, les départements de Corse y perdraient.

En effet, en Corse, du fait de statuts particuliers, la vignette est affectée à la région. Prenons des chiffres : dans un département du continent, 35 p. 100 pour la vignette, 35 p. 100 pour les droits de mutation et 30 p. 100 de D. G. D., cela fait 100 p. 100. En Corse, 35 p. 100 de droit de mutation et 65 p. 100 de D. G. D., cela fait également 100 p. 100. Si vous fixez un chiffre forfaitaire pour la vignette, vous risquez de ne pas obtenir l'avenir l'actualisation qui découle du système proposé. C'est pourquoi je me permets de vous demander de retirer votre amendement, dans l'intérêt des départements de Corse.

M. le président. Monsieur Hugo, l'amendement est-il maintenu ?

M. Bernard-Charles Hugo. Je vous remercie, monsieur le ministre, des explications que vous venez de me donner, mais nous ne sommes pas convaincus. Vous avancez des chiffres que nous ne pouvons pas vérifier.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Quels que soient les chiffres, c'est une question de principe qui est inscrite dans la loi. La D. G. F. doit compenser le total de ce qui manque avec le système qui résulte du statut particulier et du fait que la recette de la vignette est affectée à la région. Le système du forfait que vous proposez ne permet pas d'indexation contrairement au système que je défends.

M. Bernard-Charles Hugo. Compte tenu de ces explications complémentaires, nous retirons l'amendement n° 170.

M. le président. L'amendement n° 170 est retiré.

Par amendement n° 228 rectifié, le Gouvernement propose après l'article 110, d'insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« I. — Le paragraphe III de l'article 28 de la loi de finances rectificative pour 1982 (n° 82-1152 du 30 décembre 1982) est remplacé par les dispositions suivantes :

« III. — Le total des pensions et rentes viagères d'invalidité attribuables aux conjoints et aux orphelins des fonctionnaires des services de déminage et des agents de la ville de Paris appartenant au corps des ingénieurs et techniciens du laboratoire central de la préfecture de police, tués au cours d'une opération de police, ainsi que des sapeurs-pompiers professionnels cités à titre posthume à l'ordre de la nation, est porté au montant cumulé de la pension et de la rente viagère d'invalidité dont le fonctionnaire ou l'agent aurait pu bénéficier. »

« II. — Les sapeurs-pompiers professionnels cités à titre posthume à l'ordre de la nation font l'objet d'une promotion au grade, ou à défaut à l'échelon, immédiatement supérieur à celui qu'ils avaient atteint.

« La promotion prononcée en application des dispositions de l'alinéa ci-dessus doit en tout état de cause conduire à attribuer un indice supérieur à celui que détenaient ces agents avant cette promotion.

« Pour le calcul des pensions et des rentes viagères d'invalidité attribuées aux ayants cause de ces agents dans les conditions fixées au paragraphe I ci-dessus, les émoluments de base sont ceux afférents à l'indice correspondant au grade et échelon résultant de cette promotion posthume.

« Ces dispositions prennent effet au 1^{er} janvier 1983, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

« III. — Les sapeurs-pompiers professionnels de tous grades des services d'incendie et de secours, bénéficient à compter de l'âge de 55 ans et sous certaines conditions, notamment d'une durée minimale de service susceptible d'être prise en compte dans la constitution de leurs droits à pension du régime de retraite des agents des collectivités locales et d'une durée de quinze ans de service effectif en qualité de sapeur-pompier professionnel, d'une bonification du temps du service accompli pour la liquidation de leur pension de retraite dans la limite de cinq annuités.

« Cet avantage est également accordé aux sapeurs-pompiers professionnels radiés des cadres pour invalidité imputable au service.

« Cette bonification ne peut avoir pour effet de porter à plus de 37 annuités et demie la durée des services effectifs pris en compte dans la pension, sans préjudice des dispositions communes relatives aux bonifications de service sous un plafond global de quarante annuités.

« Les dispositions de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 relatives à la limitation des possibilités du cumul entre pension de retraite et revenu d'activités, sont applicables aux sapeurs-pompiers professionnels qui ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions que doivent remplir les intéressés et notamment la durée et la nature des services publics qu'ils devront avoir préalablement accomplis ainsi que les modalités d'attribution de la bonification et notamment le taux de la retenue supplémentaire pour pension qui sera mise à la charge des sapeurs-pompiers professionnels. »

La parole est à M. le ministre.

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur le président, comme je l'ai dit tout à l'heure au cours de ma première intervention, il s'agit de la pension de réversion accordée aux ayants-cause des pompiers ainsi que des conditions de promotion en cas de blessures ou de décès dans l'exercice de la fonction.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Joseph Raybaud, rapporteur spécial. La commission n'a pas été saisie de cet amendement mais, à titre personnel, je m'en remets à la sagesse du Sénat.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 228 rectifié.

M. René Regnault. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Regnault pour explication de vote.

M. René Regnault. Je voudrais simplement dire à M. le ministre combien nous apprécions cet amendement. Compte tenu des conditions tout à fait exceptionnelles que sont appelés à connaître, dans l'exercice de leurs fonctions, les sapeurs-pompiers, il s'agit d'une mesure de reconnaissance et de justice. C'est la raison pour laquelle j'espère que la sagesse du Sénat se portera en faveur de son adoption.

M. Etienne Dailly. Bien sûr !

M. Paul Girod. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Girod pour explication de vote.

M. Paul Girod. Je m'exprime à titre personnel et non en tant que rapporteur pour avis de la sécurité civile.

Le paragraphe III de l'amendement qui prévoit la retraite à 55 ans pour les sapeurs-pompiers, mesure qui avait été demandée depuis fort longtemps et refusée l'année dernière, va dans le sens des revendications de ces agents. Pour une fois, je me trouve d'accord avec mon collègue M. Regnault pour estimer que l'amendement semble aller dans le bon sens.

M. Jean Ooghe. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Ooghe pour explication de vote.

M. Jean Ooghe. Nous nous félicitons de la disposition proposée par le Gouvernement en faveur des sapeurs-pompiers et nous la voterons.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'amendement n° 228 rectifié pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Nous avons terminé l'examen des dispositions du projet de loi concernant le ministère de l'intérieur et de la décentralisation

— 4 —

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 97, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (Assentiment.)

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence relatif à l'assiette de certaines cotisations de sécurité sociale.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 98, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des affaires sociales sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (Assentiment.)

— 5 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée ce jour mercredi 7 décembre 1983 à quatorze heures trente et le soir.

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1984, adopté par l'Assemblée nationale. [N°s 61 et 62 (1983-1984). — M. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

Deuxième partie. — Moyens des services et dispositions spéciales :

Commerce et artisanat, et articles 105 et 105 bis :

M. René Ballayer, rapporteur spécial (rapport n° 62, annexe n° 5).

M. Raymond Brun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan (avis n° 64, tome VII).

Culture :

M. Maurice Schumann, rapporteur spécial (rapport n° 62, annexe n° 7) ;

M. Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (avis n° 63, tome I) ;

M. Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma, théâtre dramatique) (avis n° 63, tome II).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE :

I. — Services généraux (suite et fin).

Information :

M. Jean Cluzel, rapporteur spécial (rapport n° 62, annexe n° 17) ;

Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (avis n° 63, tome XII).

Délai limite pour le dépôt des amendements aux crédits budgétaires du projet de loi de finances pour 1984.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements aux divers crédits budgétaires et articles rattachés du projet de loi de finances pour 1984 est fixé à la veille du jour prévu pour la discussion, à dix-sept heures.

Délai limite pour les inscriptions de parole dans les discussions précédant l'examen des crédits de chaque ministère.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, le délai limite pour les inscriptions de parole dans les discussions précédant l'examen des crédits de chaque ministère est fixé à la veille du jour prévu pour la discussion, à dix-sept heures.

Délai limite pour le dépôt des amendements aux articles de la deuxième partie, non joints à l'examen des crédits, du projet de loi de finances pour 1984.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, le jeudi 10 novembre 1983, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements aux articles de la deuxième partie, non joints à l'examen des crédits, du projet de loi de finances pour 1984 est fixé à aujourd'hui mercredi 7 décembre 1983, à dix-sept heures.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée le mercredi 7 décembre 1983, à trois heures.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
ANDRÉ BOURGEOT.

QUESTION ORALE

REMISE A LA PRESIDENCE DU SENAT

(Application des articles 76 à 78 du Règlement.)

Moyens envisagés pour poursuivre l'humanisation des hôpitaux.

444. — 6 décembre 1983. — **M. Paul Séramy** demande à **M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale** quelles dispositions il entend prendre pour redonner aux hôpitaux publics, par le jeu d'un prix de journée réaliste, les moyens de poursuivre leur humanisation. En effet, les effectifs du personnel ne sont plus estimés à leurs besoins réels et entraînent, par voie de conséquence, une moins bonne qualité des soins et un discrédit sur nos établissements d'hospitalisation.

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15.
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.	
Assemblée nationale :				
Débats :				
03	Compte rendu.....	95	425	Téléphone } Renseignements : 575-62-31 Administration : 578-61-39
33	Questions	95	425	
Documents :				
07	Série ordinaire	532	1 070	TÉLEX 201176 F DIRJO-PARIS
27	Série budgétaire	162	238	
Sénat :				
05	Compte rendu	87,50	270	Les DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE font l'objet de deux éditions distinctes : — 07 : projets et propositions de lois, rapports et avis des commissions ; — 27 : projets de lois de finances.
35	Questions	87,50	270	
09	Documents	532	1 031	
N'effectuer aucun règlement avant d'...		...joindre une bande d'envoi à votre demande.		
Pour expédition par voie aérienne, consulter et à l'envoi, joindre un supplément modulé selon la zone de destination.				

Le Numéro : **2,15 F.**